

UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION
DOCTORALE EN SCIENCES HUMAINES,
SOCIALES ET EDUCATIVE

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE FORMATION
DOCTORALE EN SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POSTGRADUATE SCHOOL FOR SOCIAL
AND EDUCATIONAL SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
HUMAN AND SOCIAL SCIENCES

DEPARTEMENT OF SOCIOLOGY

**MIGRATION FORCÉE ET RÉSILIENCE EN CONTEXTE
D'URGENCE HUMANITAIRE : COMPRENDRE LES
STRATÉGIES DE SURVIE DES RÉFUGIÉS
CENTRAFRICAINS A GORE DANS LE SUD DU TCHAD**

*Mémoire rédigé et présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du diplôme de
Master en sociologie*

Spécialité : Urbanité et Ruralité

Par

Joël MBAÏLASSEM

Titulaire d'une Licence en sociologie



Membre du jury

Président du jury : DJOUDA FEUDJIO Yves (Professeur)

Rapporteur : MELIKI Hugues Morell (Maître de conférences)

Examineur : MBEN LISSOUCK Ferdinand (Chargé de cours)

AVRIL 2026

ATTENTION

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Éducatives de l'Université de Yaoundé I n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

SOMMAIRE

DÉDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTES DES ACRONYMES, ABREVIATIONS ET SIGLES	iv
TABLE D'ILLUSTRATIONS	vi
RESUME.....	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
PREMIÈRE PARTIE :LES STRUCTURES D'UNE GOUVERNANCE HUMANITAIRE DÉFICITAIRE DANS UNE LOCALITÉ MULTICULTURELLE	30
CHAPITRE I :UN MILIEU GÉOGRAPHIQUE ET SOCIOCULTUREL PROPICE AUX LOGIQUES DE RÉSILIENCE.....	32
CHAPITRE II :STRUCTURE ET MODALITÉS D'AIDE DÉFICITAIRES EN CONTEXTE D'AFFLUX DES RÉFUGIÉS	64
DEUXIÈME PARTIE :FORMES ET MÉCANISMES DE RÉSILIENCE CHEZ LES RÉFUGIÉS.....	104
CHAPITRE III:FAIRE FACE À L'INSUFFISANCE DE L'AIDE HUMANITAIRE À TRAVERS DES STRATÉGIES DE SURVIE CHEZ LES RÉFUGIÉS	106
CHAPITRE IV : _FACTEURS DE RÉUSSITE ET D'ÉCHEC DES MODÈLES DE RÉSILIENCE DES RÉFUGIÉS AU SEIN DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL	138
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	170
BIBLIOGRAPHIE	176
ANNEXES	184
TABLE DES MATIÈRES	195

A

Ma grand-mère, Feu Joséphine DELAOU

REMERCIEMENTS

L'aboutissement de ce travail aurait été impossible sans la contribution et l'assistance d'un groupe de personnes. C'est ainsi qu' *'une seule main ne saurait attacher un met'*. Alors qu'il me soit permis d'exprimer ma gratitude à tous ceux qui ont œuvré à la réalisation de cette recherche.

Je commence ici par dire ma reconnaissance et mon respect à l'endroit de mon directeur de mémoire, **Pr Hugues Morell MELIKI**. Nonobstant ses multiples occupations, il s'est rendu disponible et a œuvré avec rigueur pour la réalisation de ce travail.

Ma gratitude s'adresse également au Chef de Département de Sociologie, **Pr Armand LEKA ESSOMBA**, ainsi qu'aux enseignants du Département qui ont œuvré à notre formation scientifique.

Au **Dr Leonel KEPTCHUIME** et à **Mr Enry MEKONGO MBOUDOU** qui, malgré leurs occupations, ont su trouver le temps pour nous orienter et accompagner dans ce travail, notamment avec leurs conseils, lectures et documentations, j'exprime ma reconnaissance.

Aux réfugiés centrafricains, aux autorités locales et aux responsables des organisations humanitaires qui ont accepté de nous accorder de leurs temps pour des entretiens, je dis merci.

Au Délégué de la Commission Nationale d'Accueil de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés, **Mahamat BACHAR OUMAR**, à l'administrateur **Djimet MOUSSA**, je dis ma gratitude pour le stage effectué au sein de leur structure.

A mes grandes-sœurs, **Pamela DENELELEM**, **Marina DASNOM** et à mes grands-frères, **Esaïe YALDE**, **Constant ALLAHTONON** et **Serge BOLAM** pour leur soutien, conseils, considération et confiance, je dis merci.

Enfin, à mes frères et sœurs **Bonheur NGARADINA**, **Gustave ALYO**, **Prince MBAIDOUBOUTAR**, **Aurèle MBAINARBE**, **Omega ALYO**, **Zidane Alyo MBAÏGUEDEM**, **Thamar NEMERCI**, **Flore MEMADJI**, **Opportune RONEL** et **Alliance YALDE**, que ce travail soit perçu comme le fruit d'un effort commun.

LISTES DES ACRONYMES, ABREVIATIONS ET SIGLES

- **ACID** : Association pour la Coopération Internationale du Développement
- **ACRA** : Association de Coopération Rurale en Afrique et en Amérique Latine
- **ADES** : Association pour le Développement Économique et Social
- **AGR** : Activités Génératrices de Revenus
- **AIRD** : African Initiative for a relief Development
- **ANADER** : Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
- **APLFT** : Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales
- **BAD** : Banque Africaine de Développement
- **CIRAD** : Centre de Coopération International en recherche Agronomique pour le Développement
- **CNAR** : Centre National d'Appui à la Recherche
- **CNARR** : Commission Nationale d'Accueil, de Réinsertion des Réfugiés et Rapatriés
- **CRRF** : Cadre d'Action Global pour les Réfugiés
- **CSSI** : Centre des supports en Santé Internationales
- **DPHR** : Détachement Public pour les Humanitaires et Réfugiés
- **ECHO** : Aide Humanitaire et Protection Civile de la Commission de l'Union Européenne
- **ENA** : Enfants Non Accompagnés
- **ES** : Enfants Séparés
- **FAO** : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
- **FLM** : Fédération Luthérienne Mondiale
- **GDS** : Groupements de Défense Sanitaire
- **HCR** : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
- **INSEED** : Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
- **JSP** : Jesuit refuge Service
- **MEA** : Ministère de l'Eau et Assainissement
- **MEPDD** : Ministère de l'Environnement, de la pêche et du Développement

- **MINECONOMIE** : Ministère de l'Économie et du Développement
- **MINJUSTICE** : Ministère de la Justice
- **OCHA** : Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
- **OIM** : Organisation Internationale pour les Migrations
- **ONDR** : Office National de Développement Rural
- **ONG** : Organisation Non Gouvernementale
- **ONU** : Organisation des Nations Unies
- **PAM** : Programme Alimentaire Mondial
- **PANA-TCHAD** : programme d'Action Nationale d'Adaptation du Tchad
- **PBS** : Personne à Besoins Spécifiques
- **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement
- **RCA** : République Centrafricaine
- **UNICEF**: Fonds des Nations Unis pour l'Enfance
- **UY1**: Université de Yaoundé 1

TABLE D'ILLUSTRATIONS

A. FIGURES

Figure 1 : Carte de trajectoire des réfugiés centrafricains au sud du Tchad.....	25
Figure 2: Localisation de la zone d'étude	27
Figure 3: Végétation et l'Hydrographie de la Nya-Pendé (au Sud du Tchad).....	44

B. TABLEAUX

Tableau 1: Répartition pour des personnes ressources interviewées dans le département de la Nya-pendé/sud du Tchad.	18
Tableau 2 : Répartition pour des enquêtés par camp.	19
Tableau 3: Répartition de la population de la Nya-Pendé par sous-préfecture.....	56

C. PHOTOS

Photo 1: Des réfugiés pris en charge par l'Etat tchadien et le HCR	68
Photo 2 Les véhicules de l'AIRD transportant les réfugiés de la frontière RCA au Tchad.	74
Photo 3: Centre de santé des réfugiés centrafricains, construit à Beureuh au sud du Tchad....	77
Photo 4: Plaque marquant l'entrée du CNARR à Goré.....	81
Photo 5 : Une jeune réfugiée dans son jardin.....	133

D. ANNEXES

ANNEXE 1: OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES	185
ANNEXE 2: LISTES DES PERSONNES INTERVIEWEES	191
ANNEXE 3: ATTESTATION DE RECHERCHE	193

RESUME

Ce mémoire scrute la migration forcée et la résilience des réfugiés en contexte d'urgence humanitaire, à travers l'étude des réfugiés centrafricains installés à Gore dans le Sud du Tchad. Alors que la littérature met souvent l'accent sur l'action des acteurs humanitaires et des politiques publiques, elle tend à négliger la capacité des réfugiés eux-mêmes à déployer des stratégies de survie adaptées aux contextes d'accueil. Or, l'observation de ces communautés en exil révèle que les réfugiés réinterprètent et transforment leurs pratiques quotidiennes pour faire face aux contraintes et opportunités offertes par les villages hôtes.

En effet, Les réfugiés centrafricains, confrontés à la migration forcée et à l'urgence humanitaire, développent activement des stratégies et savoir-faire pour s'adapter à leur exil. Dès lors, le problème posé est celui de savoir en quoi consistent les stratégies d'adaptation visant à faire face aux défis de l'urgence humanitaire chez les réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad. L'hypothèse avancée est que ces stratégies reposent sur des mécanismes interconnectés qui combinent la recherche de solutions alimentaires immédiates et la mise en place d'une prise en charge pérenne à travers l'intégration progressive aux réseaux économiques et sociaux des communautés hôtes.

Pour vérifier cette hypothèse, la recherche s'est appuyée sur une méthodologie qualitative mobilisant des entretiens, récits de vie et observations, analysés dans une perspective de sociologie des logiques d'action et de la mobilisation des ressources. L'analyse des données montre que les réfugiés centrafricains développent des stratégies de survie qui vont au-delà de l'assistance humanitaire. Ils mettent en œuvre des pratiques économiques (petit commerce, agriculture vivrière), sociales (entraide communautaire, solidarité familiale) et symboliques (mobilisation identitaire, pratiques religieuses) qui leur permettent non seulement de faire face à la crise immédiate, mais aussi d'amorcer une dynamique de stabilisation et d'intégration progressive. Ainsi, la migration forcée, loin d'être uniquement synonyme de vulnérabilité, apparaît comme un espace de créativité et de reconfiguration identitaire, où la résilience devient un moteur de survie individuelle et collective au Département de la Nya-Pendé.

Mots clés : *Réfugié, Migration forcée, Résilience, Urgence humanitaire.*

ABSTRACT

This thesis examines forced migration and the resilience of refugees in a humanitarian emergency context through the study of Central African refugees settled in Gore of southern Chad. While the literature often emphasizes the role of humanitarian actors and public policies, it tends to neglect the capacity of refugees themselves to develop survival strategies adapted to host contexts. Observation of these communities in exile shows that refugees reinterpret and transform their daily practices to cope with the constraints and opportunities offered by host villages.

Confronted with forced migration and humanitarian emergency, Central African refugees actively develop strategies and know-how to adapt to exile. The research question focuses on identifying the adaptation strategies used to address the challenges of humanitarian emergency. The hypothesis is that these strategies rely on interconnected mechanisms combining the search for immediate solutions and the establishment of more sustainable support through progressive integration into the economic and social networks of host communities.

Based on a qualitative methodology using interviews, life histories, and observations, the analysis shows that refugees develop survival strategies beyond humanitarian assistance, including economic, social, and symbolic practices, enabling them to face immediate crises and initiate a process of stabilization and progressive integration.

Keywords: Refugee; Forced migration; Resilience; Humanitarian emergency.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I. MISE EN CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

La République centrafricaine, est l'un des pays les plus pauvres et enclavé d'Afrique centrale. Les rebellions et putsch à répétitions ont rendu l'économie exsangue¹. Ces tensions sociopolitiques marquées par des conflits interethniques meurtriers ont occasionné une errance des populations centrafricaines sur le territoire tchadien². Dans ce contexte, ces demandeurs d'asile centrafricains, venus pour la plupart du Nord de la RCA, notamment de Nanamemberé, Bémal, Ombélla-poko, Markounda, etc., constituent une masse de près de 21.448 réfugiés que le Tchad héberge sur son territoire. De ce chiffre, environ 5.852 réfugiés sont installés dans les camps de Doholo, Dossèye, Amboko et Gondjé dans le département tchadien de la Nya-Pendé.³ De ce fait, l'afflux massif des réfugiés centrafricains dans les communautés hôtes au sud du Tchad a entraîné la dégradation du couvert végétal, des difficultés d'accès à l'eau potable d'où aussi des problèmes d'assainissement, sanitaires et d'insécurité alimentaire. Ainsi, la massification des réfugiés et la configuration de ces différents problèmes qui en découlent créent une pression financière pour le pays hôte dont l'assistance humanitaire s'avère dès lors insuffisante et limitée dans les camps du département de la Nya-Pendé.

De ce qui est dit, ces constats empiriques soulèvent la problématique de la survie des réfugiés en contexte d'urgence. Il faut alors rappeler qu'une batterie de mesures, aussi bien locales dans le pays hôte qu'internationales existent pour la prise en charge des réfugiés. Ainsi, quoique le Tchad n'ait pas encore adopté de cadre légal national en faveur des réfugiés⁴, il se conforme aux dispositions de la convention de Genève sur le statut des réfugiés. Ces dispositions comprennent :

- ✓ L'adoption d'une loi nationale en faveur des réfugiés ;
- ✓ La recherche d'une solution durable pour les réfugiés en vue de leur réinstallation ;
- ✓ Et des stratégies soutenues pour assurer leur auto prise en charge. ⁵

¹ Après une première offensive lancée en (République centrafricaine) en décembre 2012, la coalition de mouvements rebelles Séléka avait accepté de cesser le combat, suite à l'accord de Libreville. Cet accord prévoyait la formation d'un gouvernement d'union nationale, incluant les membres de la Séléka. Cependant en mars 2013, affirmant que le président François Bozizé ne respectait pas les conditions de l'accord, la Séléka a repris les armes et renversé le chef de l'Etat le 24 mars 2013. Ainsi, l'un des dirigeants du groupe rebelle, Michel Djotodia, s'est auto-proclamé président.

² Une étude sur la géopolitique de l'instabilité dans (la région des Grands Lacs). Ainsi, BIYOYA explique que cette région est « crisogène » à tel point que les pays tels que (Rwanda, Burundi, Nigeria, RCA, Tchad) sont confrontés de manière cyclique aux conflits interethniques meurtriers, des guerres, des rebellions, des exterminations et des génocides, Biyoya Matuku Kahandja, 2009.

³ Protection civile et opérations d'aide Humanitaire Européenne, 2017.

⁴ Loi de 26 juin 1953 M.B., 4 octobre 1953, (Signé à Genève) [Modifié par le Protocole de New York de 31 janvier 1967 (M.B., 3 mai 1969)] est une Convention internationale relative au statut des réfugiés, le 28 juillet 1951.

⁵ *Ibid.*

Dans le même sens, le ministère de l'Intérieur du Tchad agit dans le domaine par le biais de la Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des réfugiés (CNARR). Cette structure coopère avec d'autres ministères tels que, Ministère de la justice, de l'Economie et de l'Intérieur en vue de l'adoption et de l'application des cadres législatifs pertinents pour améliorer les conditions de vie des réfugiés au Tchad.

Par ailleurs, d'autres partenaires de ce « gouvernement humanitaire », c'est-à-dire un « *dispositif multi localisé, [de] déploiement matériels et humains « à la demande » et [d'] espace des camps* »⁶ appuient les initiatives de l'État hôte. En ce sens, le Haut-commissariat des Réfugiés (HCR), organisation humanitaire apparaît comme « *acteur principal de gouvernance humanitaire* »⁷ qui se charge de l'enregistrement biométriques, du contrôle des déplacements et l'écoute des réfugiés dans les camps. Le HCR comme coordonnateur des activités d'assistance humanitaire, oriente les activités de ses partenaires dans le sens de la protection des réfugiés. La surveillance protectionniste qui en découle fait remarque qu'avec le « gouvernement humanitaire », « les réfugiés sont dans les contraintes d'envoyer des déclarations de résidence ainsi que des courriers de notification de changement d'adresse lorsqu'ils déménagent. S'ils ont le droit de circuler dans le pays, cette liberté reste toutefois très encadrée, et soumise à des conditions »⁸. Dans la même veine, des organismes tels que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (l'UNICEF) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) interviennent aussi dans cette gouvernance humanitaire locale pour apporter de l'aide et la protection aux réfugiés centrafricains. Le PNUD, l'UNICEF mettent sur pieds des programmes périodiques en faveur des réfugiés et demandeurs d'asile au Tchad. Le PAM et le HCR ont en commun des missions d'assistance des réfugiés dans les camps ruraux. L'action du PAM en faveur des réfugiés consiste à apporter une assistance alimentaire pour répondre aux besoins nutritionnels des réfugiés.

Toutefois, dans le contexte des réfugiés centrafricains installés à Goré au sud du Tchad, la multiplicité des structures d'intervention et les politiques mises en œuvre apparaissent insuffisamment adaptées. Cette défaillance se manifeste concrètement par des conditions de vie précaires, un accès limité à l'eau potable et aux services d'hygiène, une insécurité alimentaire

⁶ Michel AGIER, « le gouvernement humanitaire et la politique des réfugiés » in L. Cornu et P. Vermeren (eds) RANCIERE Jacques et la philosophie au présent, Paris, édition Horlieu, 2006.

⁷ Michel AGIER, « Protéger les sans-Etats ou contrôler les indésirables : où en est le HCR ? » Recueil Alexandries, Collections Reflets, janvier 2006.

⁸ *Ibid.*

persistante, des difficultés d'insertion socio-économique ainsi qu'une forte pression sur les ressources des communautés d'accueil. A cause d'un afflux permanent de réfugiées et du caractère limité des moyens, les camps des réfugiées traversent des crises de l'aide humanitaire dont la première expression est d'abord l'insuffisance et souvent l'absence d'appuis alimentaires. Dès lors, contrairement à une perspective du réfugié comme sujet captif, entièrement sous la dépendance de l'aide humanitaire⁹ et ce dans un contexte où leur "encampement" travaille à leur exclusion socio-politique¹⁰, leur contrôle¹¹ et leur placement aux marges des lieux de vie ordinaire du pays hôte¹², il s'agit alors de saisir comment les réfugiés s'organisent pour faire face aux situations d'urgence humanitaires. Dans ce cas, l'auto-prise en charge¹³, seule garante de leur épanouissement, devient l'objet à scruter. Car, « *Les occupants des camps ne restent pas inactifs à attendre l'aide internationale* »¹⁴. Les réfugiés développent des modes de survie¹⁵. Cependant, cette volonté d'insertion des réfugiés dans leur nouveau milieu de vie est tributaire de plusieurs facteurs. Tout d'abord, les proximités culturelles et linguistiques entre population de réfugiés et autochtones. Car, « *dans les pays africains de premier accueil, si les proximités linguistiques et culturelles jouent parfois en faveur d'une assez bonne disposition des populations locales à l'égard des populations réfugiés, il ne s'agit là que d'exception qui confirment la règle générale* »¹⁶. Ensuite, le type d'activité menées par les réfugiés dans un contexte où les autochtones préfèrent un lien socio-professionnel de type "patron" et "serviteur"¹⁷. Dans une telle configuration de facteurs limitatifs, il s'agit de comprendre comment les réfugiés au Département de la Nya-Pendé s'y prennent d'où le problème de recherche de ce travail.

⁹ Michel AGIER, « Gérer les indésirables : Des camps de réfugiés... », Op.cit.

¹⁰ Simon TURNER, « Dans l'œil du cyclone : les réfugiés, l'aide et la communauté internationale en Tanzanie », politique Africaine, Editions Karthala, 2002, p.85.

¹¹ Sihem DJEBBI « Les réfugiés palestiniens dans les camps au Liban à la lumière du nouveau concept de sécurité humaine », Revue de la sécurité humaine, juin 2006.

¹² Terme emprunté à Michel AGIER, qui fait référence à l'action de mettre autrui dans un camp. (Michel AGIER, "Gérer les indésirables : Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire", Flammarion, Paris, 2008. Page 16).

¹³ Jérôme KARIMUMURYANGA, Les réfugiés rwandais dans la région de Bukavu Congo RDC, la survie du réfugié dans les camps de secours d'urgence, Édition Karthala et IUED, 2000.

¹⁴ Marc-Antoine PEROUSE DE MONCLOS, « Marges urbaines et migrations forcées : les réfugiés à l'épreuve des camps en Afrique de l'Est », Presse de sciences politique, Autre part, 2008.

¹⁵ Thierry BOISSIERE et Tabet Annie TOHME, Une économie de la survie au plus près de la guerre. Stratégie quotidienne des réfugiés syriens à Nabaa.

¹⁶ Luc CAMBREZY, « Réfugiés et migrants en Afrique : quel statut pour quelle vulnérabilité ? », REMI, vol.23.n°3, 2007.

¹⁷ Rémy BAZENGUISSA GANGA, Milices politiques et bandes armées à Brazzaville, Enquête sur la violence Politique et sociale des jeunes déclassés : Les Études du CERI, 1996, 13, pp.34.

II. PROBLEME D'ETUDE

Au cours des deux dernières décennies, le Tchad a accueilli des milliers de réfugiés ayant fui les conflits en RCA. Il leur a fourni protection et assistance.¹⁸ Un ensemble de politiques publiques de cet Etat Tchadien, basées sur les principes fondamentaux de la protection internationale, veillent à ce que les réfugiés centrafricains aient accès, sur son territoire, aux facilités en matière d'asile, pour leur inclusion effective dans les communautés d'accueils, et à l'assistance humanitaire en la matière.

En fait, l'Etat tchadien a aussi signé la Déclaration du sommet pour les réfugiés et les migrants de New-York. Le 3 mai 2018, il a adhéré au cadre d'Action Global pour les réfugiés, tel qu'institué par la déclaration de New-York. En vue de mettre en œuvre les recommandations opérationnelles de cette Déclaration de New-York, lesquelles visent à alléger la pression sur les pays d'accueil, renforcer l'autonomie des réfugiés, élargir leur accès aux solutions dans les pays hôtes, favoriser les conditions d'un retour dans les pays d'origine dans la sécurité et la dignité, le gouvernement tchadien a lancé un Plan National de Réponse pour les Réfugiés (PNRR). Globalement, ce Plan National vise l'inclusion socio-économique locale de la majorité des réfugiés pendant la durée de leur séjour au Tchad. De ce fait, sur le terrain, plusieurs structures s'activent. La Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et Rapatriés (CNARR) identifie, enregistre et fournit la documentation aux Réfugiés. De même, le PAM dont l'objectif consiste à apporter une assistance alimentaire aux réfugiés distribue des vivres en faveurs de ceux qui sont présents dans les camps. Aux camps des réfugiés d'Amboko, Gondjé, Dossèye et Doholo, dans le département de la Nya-Pendé, il distribue des produits alimentaires tels que : le riz, l'huile, le sucre, le sorgho et le mil aux réfugiés centrafricains. Pendant les distributions, le PAM et ses partenaires, tels que l'ADES¹⁹, tiennent compte des listes des bénéficiaires définies par le HCR. Par ailleurs, le HCR quant à lui, coordonne une partie des différents acteurs de l'assistance humanitaire. Il supervise et finance les partenaires d'exécution (FLM, ACRA, ACID, CSSI)²⁰ qui apportent une assistance sanitaire, éducative et sociale aux réfugiés centrafricains. Cette assistance multiforme comporte toutefois des défis

¹⁸ 2017 Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD).

¹⁹ ADES (Association pour le Développement Economique et Social).

²⁰ FLM (Fédération Luthérienne Mondiale) ; ACRA (Association de Coopération Rurale en Afrique et en Amérique Latine) ; CSSI (Centre de Support en Santé Internationale).

techniques en raison de nouveaux flux sporadiques de réfugiés Centrafricains. Les budgets et stocks prévisionnels de cet organisme se trouvent débordés.

Ces insuffisances de l'assistance humanitaire s'expliquent par la conjugaison de plusieurs facteurs. D'une part, la dépendance vis-à-vis des financements internationaux, souvent insuffisants et instables, limite la portée et la continuité des interventions. D'autre part, le contexte structurel de pauvreté du sud du Tchad, marqué par la faiblesse des infrastructures et des services sociaux de base, réduit la capacité d'accueil et d'intervention des acteurs. À cela s'ajoutent des contraintes institutionnelles, notamment les lenteurs administratives et le manque de moyens logistiques, qui entravent la mise en œuvre efficace des politiques. Par ailleurs, la multiplicité des intervenants et les insuffisances de coordination contribuent à une répartition inégale de l'aide. Enfin, la prolongation de la crise des réfugiés centrafricains et la prédominance d'une approche humanitaire centrée sur l'urgence plutôt que sur des solutions durables accentuent ces limites. Ainsi, ces insuffisances résultent moins d'un manque d'engagement que de contraintes structurelles et systémiques profondes. Les structures publiques et les organisations non gouvernementales en charge de la protection des réfugiés dans le département de la Nya-Pendé, plus précisément au camp d'Amboko, Gondjé, Doholo et Dossèye ne parviennent à remplir leur rôle. De ce fait, les réfugiés se trouvent en situation de vulnérabilité. Cette vulnérabilité s'exprime par un ensemble de facteurs structurels et contextuels. Elle se manifeste par une dépendance à l'aide humanitaire, le manque de représentation politique et l'isolement dans les camps. Aussi, dans un contexte où la logique de "l'encampement" tend à faire du réfugié un sujet captif dont la vie dépend de l'aide humanitaire²¹ et ce dans un contexte local où un schème relationnel patron-serviteur en faveur des autochtones travaille à leur exclusion²² et placement aux marges des lieux de vie ordinaire du pays hôte²³, les insuffisances de l'assistance de la gouvernance humanitaire tchadienne plus haut décrite imposent alors d'observer et de comprendre les stratégies de survie que développent les réfugiés, d'où le problème de cette recherche.

²¹ Michel AGIER, « Gérer les indésirables : Des camps de réfugiés... », *Op.cit.*

²² Simon TURNER, « Dans l'œil du cyclone : les réfugiés, l'aide et la communauté internationale en Tanzanie », politique Africaine, Editions Karthala, 2002, page 85.

²³ Terme emprunté à Michel AGIER, qui fait référence à l'action de mettre autrui dans un camp. (Michel Agier, "Gérer les indésirables : Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire", Flammarion, Paris, 2008. Page 16).

III. PROBLÉMATIQUE

La problématique de la survie des réfugiés en contexte d'insuffisance ou d'absence de l'aide humanitaire préoccupe plusieurs chercheurs. Des auteurs s'accordent à dire que les réfugiés ne sont pas de simples victimes passives. Ils adoptent des stratégies actives pour s'adapter à leur nouvel environnement. Michel Agier souligne que « *le réfugié passif est la norme ; le réfugié actif est une hypothèse scandaleuse* »²⁴. Cette affirmation met en lumière la capacité des réfugiés à naviguer dans des contextes souvent hostiles, en cherchant à établir des réseaux de soutien au sein des communautés locales. De même, évoque-t-on des modes de survie adoptés par les réfugiés, illustrant comment ces derniers s'organisent pour répondre à leurs besoins fondamentaux tout en interagissant avec les populations autochtones.²⁵ Ces observations montrent que les réfugiés, loin d'être isolés, cherchent à s'intégrer et à contribuer à leur nouvel environnement. Aussi, Les travaux représentatifs de ces réflexions sont structurés, sans prétention d'exhaustivité, autour de quelques prismes d'analyse ci-dessous documentés.

1. L'instrumentation des proximités culturelles et linguistiques

En contexte de rupture ou de crise de l'assistance humanitaire reçue, une part de la littérature cerne les stratégies de survie des réfugiés à partir de leur instrumentation des cultures et langues des communautés hôtes. Grâce à l'identification ou la reproduction des réfugiés aux éléments culturels et linguistiques de la zone d'encampement, ces derniers ont accédé à des occupations rémunératrices, des services et appuis alimentaires. Ainsi, par instrumentation de ces proximités culturelles et linguistiques, on entend le processus par lequel les réfugiés utilisent de manière stratégique les similitudes culturelles et linguistiques avec les communautés d'accueil afin d'améliorer leurs conditions de vie. Il s'agit d'une adaptation active à un nouvel environnement, où les réfugiés exploitent les points communs pour faciliter l'intégration et accéder à des ressources essentielles. Cette stratégie prend diverses formes, allant de l'adoption de pratiques culturelles locales à l'utilisation d'un langage spécifique pour favoriser la communication et la compréhension mutuelle. En fait, les travaux affiliés à cette perspective disposent que l'acceptation des réfugiés par les communautés d'accueil est souvent conditionnée par des proximités culturelles et linguistiques. Cambrézy note que « *dans les pays africains de premier accueil, si les proximités linguistiques et culturelles jouent parfois en faveur d'une assez bonne disposition des populations locales à l'égard des populations*

²⁴ Michel AGIER, « Gérer les indésirables : Des camps de réfugiés... », *Op.cit.*

²⁵ Frésia MARION, article sur les modes de survie des réfugiés mauritaniens.

réfugiées, il ne s'agit là que d'exception qui confirment la règle générale ».²⁶ Cette observation souligne que, bien que des liens puissent se former, ils ne sont pas garantis et dépendent de divers facteurs contextuels. Les relations entre réfugiés et autochtones sont souvent complexes, oscillant entre « patron » et « frère et ennemi » selon l'origine des réfugiés.²⁷ Cela démontre que les dynamiques d'intégration sont souvent marquées par des tensions, mais aussi par des opportunités de collaboration et de cohabitation. Les proximités culturelles et linguistiques constituer un levier important pour l'intégration des réfugiés, mais leur impact est variable et dépend de nombreux facteurs contextuels. Les relations qui se nouent entre les réfugiés et les populations locales sont souvent complexes, oscillant entre coopération et compétition. Les stratégies d'adaptation mises en œuvre par les réfugiés, telles que l'adoption de pratiques culturelles locales ou la création de réseaux sociaux, favorise l'inclusion sociale, mais elles sont également renforcées par les stéréotypes et les inégalités. Les organisations humanitaires ont un rôle essentiel à jouer en soutenant les initiatives locales et en promouvant une approche fondée sur les droits de l'homme.

2. L'interventionnisme des organisations humanitaires

Pendant l'afflux massive des réfugiés centrafricains au Département de la Nya-Pendé en 2013, l'intervention des pouvoirs publics et privés, en matière d'assistance humanitaire reste limitée et insuffisante pour répondre aux besoins de ces populations réfugiées. Ces organismes prenaient en charge le premier afflux des réfugiés depuis 2003 à Goré dans le Sud du Tchad. De ce fait, aucune infrastructure actuelle dans le département de la Nya-Pendé ne permettait aux camps des réfugiés et des villages d'accueil une telle pression démographique et de nombreuses maladies, telles que : le choléra ; le paludisme ; la malnutrition se sont développées. Cependant, plusieurs ONG de solidarité internationale se sont alors substituées au HCR (Sous-délégation de Goré), pour mettre en œuvre des infrastructures telles que : les latrines ; centres de santé ; des écoles. CSSI, Solidarité internationale et CARE²⁸ International se sont déployés dans différents camps tout en mettant sur pieds des projets ponctuels aux thématiques spécifiques. Durant la période d'urgence en 2013, le CSSI²⁹, CARE international apportaient un soutien sanitaire et social tandis que ADES développait des infrastructures dans les camps³⁰. Ces organismes n'ont pas de sous-contrat avec le HCR, mais leur assistance est ponctuelle sur

²⁶ Luc CAMBREZY, « Réfugiés et migrants en Afrique, quel statut pour quelle vulnérabilité ? », REMI, vol.23.n°3, 2007.

²⁷ Remi BAZENGUISSA GANGA, étude sur le département de la Likouala, République du Congo.

²⁸ CARE (Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise).

²⁹ CSSI (Centre de Support en Santé Internationale).

³⁰ BACHAR OUMAR Mahamat, CNARR Goré, le 20/05/2025.

le terrain. Par ailleurs, leurs programmes sont destinés aussi aux populations hôtes qui permettent de créer le vivre ensemble entre ces dernières et les réfugiés. Ce centre de santé permet aux réfugiés et autochtones de se soigner à un coût abordable. Et c'est ce qui renforce davantage l'interaction entre les organismes, les autochtones et les réfugiés. Tout comme les organismes opérationnels internationaux, les organismes opérationnels nationaux n'ont aucun contrat d'exécution avec le HCR et financent eux-mêmes leurs activités en faveur des réfugiés sur leurs fonds propres. Ainsi, au Tchad l'organisme national qui intervient activement aux camps des réfugiés centrafricains au sud est l'APLFT.³¹ Cet organisme met en œuvre principalement des programmes d'assistances juridiques et psychosociale en faveur des réfugiés. Selon le responsable dudit organisme : « *Les victimes de violations basées sur le genre sont souvent orientées dans nos structures qui ont été construites grâce à notre partenaire HCR dans les camps. Ces victimes reçoivent souvent notre assistance sur le plan juridique, et parfois psychologique* »³². En effet, pour des raisons budgétaires, l'APLFT s'intéresse uniquement sur les cas de violations basées sur le genre des réfugiés sans toutefois impliquer les autochtones qui accueillent ces derniers.

3. L'auto-prise en charge de soi par de menues activités commerciales

L'auto-prise en charge des réfugiés à Goré dans le Sud du Tchad à travers de menus activités commerciales est un sujet crucial, surtout dans le contexte actuel de crise humanitaire exacerbée par l'afflux massif de réfugiés en provenance du Soudan.³³ Cette dynamique d'auto-prise en charge est essentielle pour améliorer les conditions de vie des réfugiés et réduire leur dépendance à l'aide humanitaire.³⁴ Les menus commerces, tels que la vente de produits alimentaires, de vêtements ou d'artisanat, permettent aux réfugiés de générer des revenus et de renforcer leur autonomie. Ces activités ne se limitent pas seulement à la survie économique, mais elles contribuent également à la création de liens sociaux et à l'intégration dans les communautés d'accueil.³⁵ En participant à des échanges commerciaux, les réfugiés établissent des relations avec les populations locales, ce qui favorise une meilleure coexistence et réduire les tensions entre réfugiés et hôtes. Cependant, l'auto-prise en charge à travers des activités

³¹ APLFT (Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad).

³² Information recueillie auprès du responsable dudit organisme via WhatsApp, le 15 Mars 2025.

³³ [Le Tchad a besoin d'aide face au risque d'une hausse des arrivées de réfugiés soudanais, prévient le HCR | ONU Info], consulté le 15 Décembre 2024, (<https://news.un.org/fr/story/2024/03/1143642>).

³⁴ Ornelle Rosine TIOMO (doctorante, Département de Géographie, université de Yaoundé I) et Michel SIMEU KAMDEM, Professeur au département de géographie, Université de Yaoundé I, "Gestion des réfugiés centrafricains du camp de Gado-Badzéré dans la région de l'Est (Cameroun) : à la recherche de solution durable, July" 2023, p.74.

³⁵ *Ibid.*,

commerciales n'est pas sans défis. Les réfugiés font face à des obstacles tels que le manque d'accès au capital, aux ressources et aux infrastructures nécessaires pour développer leurs entreprises. De plus, les réglementations locales parfois restreindre leur capacité à mener des activités commerciales, ce qui limite leurs opportunités économiques.

Il est également important de souligner que l'auto-prise en charge ne doit pas être perçue comme une solution unique aux problèmes des réfugiés. Bien qu'elle puisse contribuer à leur bien-être, elle ne remplace pas la nécessité d'une aide humanitaire adéquate et d'une protection des droits des réfugiés. Les initiatives visant à promouvoir l'autonomisation économique des réfugiés sont intégrées dans une approche globale qui inclut des mesures de protection, d'éducation et de santé.³⁶

4. L'hypothèse d'une économie transfrontalière de crise

Pour subvenir à leurs besoins, les réfugiés développent des stratégies de survie qui incluent des activités économiques le long des frontières. Cette économie transfrontalière qui se développe chez les réfugiés dont les camps sont situés à une certaine distance des points de matérialisation des frontières entre les pays est une réponse privilégiée. Les activités y afférentes prennent la forme de petits commerces, de trocs ou d'échanges de biens et de services avec les populations locales ou d'autres réfugiés. L'économie transfrontalière devient ainsi un moyen essentiel pour ces individus pour subvenir à leurs besoins fondamentaux, tels que la nourriture, le logement et les soins de santé.³⁷

La dynamique de cette économie est influencée par plusieurs facteurs. D'une part, la proximité géographique avec la République Centrafricaine permet aux réfugiés d'accéder à des biens et des marchés qui sont autrement inaccessibles.³⁸ D'autre part, les réseaux sociaux et familiaux jouent un rôle crucial, car les réfugiés s'appuient souvent sur des liens préexistants pour faciliter leurs activités économiques. Ces réseaux offrent également un soutien moral et matériel, renforçant ainsi la résilience des réfugiés face à l'adversité.³⁹

La contribution de certains réfugiés à l'insécurité transfrontalière doit être analysée avec prudence, car ils demeurent majoritairement des victimes des crises. Toutefois, dans un contexte marqué par la pauvreté, l'exclusion économique et la porosité des frontières, certains peuvent être impliqués dans des activités informelles ou illicites, souvent comme stratégie de survie.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Frésia MARION, « Frauder » lorsqu'on est, Flammarion, Paris, 2008, Page, p.42.

³⁸ *Ibid.*,

³⁹ *Ibid.*

Cette implication s'explique également par la faiblesse des dispositifs de contrôle, l'instrumentalisation par des groupes armés et les tensions avec les communautés d'accueil autour des ressources. Ainsi, l'insécurité transfrontalière résulte davantage de contraintes structurelles et contextuelles que du statut de réfugié lui-même. De plus, les restrictions légales sur le commerce et la mobilité peuvent limiter leur capacité à participer pleinement à l'économie locale. Les risques d'exploitation et de violence sont également présents, rendant la survie encore plus précaire. Malgré ces obstacles, l'engagement dans des activités économiques transfrontalières offre des opportunités de renforcement de la résilience. En diversifiant leurs sources de revenus, les réfugiés réduits leur dépendance à l'aide humanitaire et améliorent leur qualité de vie. De plus, ces activités contribuent à l'économie locale, en stimulant la demande pour certains produits et services, ce qui bénéficie également aux communautés d'accueil.

Les hypothèses sur l'aide aux réfugiés présentent des faiblesses notables. L'instrumentalisation des proximités culturelles et linguistiques ont masquer des enjeux politiques et sécuritaires, voire exacerber des tensions locales.

L'interventionnisme humanitaire, bien qu'essentiel, souffre parfois d'un manque de coordination et d'une dépendance aux financements, limitant son efficacité à long terme. L'auto-prise en charge par le commerce, souvent informel, est précaire et ne garantit pas une protection sociale durable. Enfin, l'économie transfrontalière de crise, si elle offre des opportunités, est vulnérable aux instabilités politiques et économiques, et ont même alimenter des conflits. Ces approches, bien qu'ayant des aspects positifs, nécessitent donc une analyse critique et une action coordonnée pour une aide plus efficace et durable.

Cela étant, ces différentes faiblesses et critiques des prismes dominants d'analyse invitent à documenter les mécanismes de survie mis sur pied par les réfugiés centrafricains en contexte de crise de l'aide humanitaire, d'où nos questions de recherche.

IV. QUESTION DE RECHERCHE

Cette étude fournit des réponses à une série de questions constituée par une question principale et trois questions secondaires.

Question de recherche principale :

En quoi consistent les stratégies d'adaptation visant à faire face aux défis de l'urgence humanitaire chez les réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad ?

Questions de recherche secondaire :

- a- Comment est-ce que le profil ethno-communautaire des communautés d'accueil stimule ou freine-t-il les stratégies de résilience mises en œuvre par les réfugiés centrafricains ?
- b- Comment les initiatives économiques et sociales développées par les réfugiés centrafricains agissent-elles sur leur autonomisation ?
- c- Quel est l'impact des politiques et programmes d'aide humanitaire sur les stratégies d'adaptation développées par les réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad ?

V. HYPOTHESES DE RECHERCHE

Subsidiairement aux questions ci-dessus, les hypothèses suivantes sont émises :

Hypothèse principale

Les stratégies d'adaptation développées par les réfugiés consistent en des mécanismes interconnectés qui visent la survie alimentaire immédiate et une approche pérenne de prise en charge de soi à travers l'intégration des canaux de l'économie des communautés hôtes.

Hypothèses secondaires

- a. La similarité du profil ethno-communautaire entre les communautés d'accueil et les réfugiés centrafricains favorise l'intégration sociale, tout en simplifiant leurs modalités d'entrée au sein de la petite économie locale à travers des réseaux de solidarité endogène.
- b. Les initiatives économiques et sociales mises en œuvre par les réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud Tchad ont un impact positif significatif sur leur autonomisation, en leur permettant de développer des compétences, de générer des revenus et de renforcer leur réseau social.
- c. Les politiques et programmes d'aide humanitaire qui soutiennent les initiatives des réfugiés ont un impact positif sur les stratégies d'adaptation, notamment par l'amélioration de l'accès aux ressources essentielles et des capacités, et la création d'opportunités économiques durables.

VI. OBJECTIFS DE RECHERCHE

Ce travail se fixe un objectif principal et trois autres spécifiques ci-après :

Objectif principal :

Identifier et analyser les stratégies d'adaptation développées par les réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad face à l'urgence humanitaire, en mettant en évidence les mécanismes de survie immédiate, les adaptations socio-économiques à moyen terme et les tentatives de préservation de l'identité culturelle.

Objectifs spécifiques :

- **OS1** : Examiner l'influence du profil ethno-communautaire des communautés d'accueil sur les stratégies de résilience mises en œuvre par les réfugiés centrafricains, en identifiant les facteurs qui stimulent ou freinent ces stratégies.
- **OS2** : Analyser l'impact des initiatives économiques et sociales développées par les réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad sur leur autonomisation, en évaluant leur contribution au développement des compétences, à la génération des revenus et au renforcement du réseau social.
- **OS3** : Évaluer l'impact des politiques et programmes d'aide humanitaire sur les stratégies d'adaptation développées par les réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad, en identifiant les effets positifs et négatifs de ces interventions.

VII. METHODOLOGIE

Pour réaliser cette étude, une méthodologie spécifique est mise à contribution. Il s'agit tout d'abord d'un cadre théorique qui constitue de deux théories ; théorie de la mobilisation des ressources ainsi que sur la théorie de la sociologie des logiques d'action qui sont, pour nous, comme le dit Jean-Marc Ela, *des modèles d'analyse qui servent de référence*⁴⁰ pour comprendre les stratégies de survie des réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud Tchad. Il s'agit par la suite du cadre empirique pour la collecte.

A. Cadre théorique

1. La théorie de la mobilisation des ressources

La théorie de la mobilisation des ressources est une théorie sociologique majeure qui s'intéresse à l'étude des mouvements sociaux. Elle met l'accent sur les moyens dont disposent les acteurs pour s'organiser et agir collectivement. Contrairement aux approches qui se

⁴⁰ Jean-Marc ELA, Guide pédagogique de formation à la recherche pour le développement en Afrique, Paris, l'Harmattan, 2001, p. 46.

focalisent sur les griefs et les frustrations comme moteurs principaux de l'action collective, la théorie de la mobilisation des ressources souligne l'importance des ressources (matérielles, humaines, sociales, culturelles) et des organisations dans la réussite des mouvements sociaux. Elle conçoit les acteurs comme des agents rationnels cherchant à maximiser leurs chances de succès en mobilisant les ressources à leur disposition. Appliquée au contexte migratoire, elle permet d'analyser comment les migrants, et notamment les réfugiés, mobilisent des ressources pour faire face aux défis de l'exil et reconstruire leur vie. Bien qu'il n'y ait pas un seul « père fondateur » unique, elle a émergée dans les années 1970 grâce aux travaux de plusieurs sociologues américains, notamment, John David McCarthy et Mayer Nathan Zald. Leurs travaux ont mis en évidence l'importance des organisations de mouvements sociaux et des entrepreneurs de mobilisation dans l'acquisition et la gestion des ressources. Charles Tilly, a souligné le rôle des réseaux sociaux et des structures organisationnelles dans la mobilisation collective. Ces auteurs ont contribué à déplacer l'attention des causes des mouvements sociaux vers les mécanismes et les processus de mobilisation. Elle repose sur plusieurs postulats, l'importance des ressources, les ressources sont cruciales pour l'action collective. Elles sont entre autres, matérielles (argent, nourriture, abris), humaines (compétences, travail), sociales (réseaux, relations), culturelles (connaissances, savoir-faire) ou encore organisationnelles (structures, leadership). L'acteur rationnel, les acteurs sont considérés comme des agents rationnels qui cherchent à optimiser leurs ressources et à maximiser leurs chances d'atteindre leurs objectifs. Le rôle des organisations, les organisations de mouvements sociaux jouent un rôle central dans la mobilisation des ressources, la coordination des actions et la définition des stratégies. L'interaction avec l'environnement, la mobilisation des ressources est influencée par l'environnement politique, économique et social. Les opportunités et les contraintes contextuelles façonnent les stratégies des acteurs. Dans le contexte des réfugiés centrafricains à Gore dans le Sud du Tchad, ces postulats se traduisent par la mobilisation des ressources disponibles, qu'elles soient issues de l'aide humanitaire, des réseaux familiaux et communautaires, ou des compétences propres des réfugiés (agriculture, artisanat, commerce). L'adaptation des stratégies de survie en fonction des opportunités et des contraintes offertes par le contexte d'accueil (accès à la terre, aux services de base, aux marchés). Le rôle des organisations humanitaires, des autorités locales et des réseaux communautaires dans la fourniture d'aide et le soutien aux réfugiés. Cette théorie nous a permis de comprendre les stratégies de survie, en analysant les ressources mobilisées par les réfugiés, et mieux comprendre comment ils font face aux difficultés de l'exil et reconstruisent leur vie.

L'analyse porte sur l'identification des types de ressources mobilisées, les acteurs impliqués dans leur mobilisation, les stratégies mises en œuvre et l'impact de ces stratégies sur la résilience des réfugiés.

2. La théorie de la sociologie des logiques d'action

La sociologie des logiques d'action est une approche théorique qui cherche à comprendre comment les individus et les groupes prennent des décisions et agissent dans des contextes sociaux, en mettant l'accent sur les logiques qui sous-tendent ces actions. Elle s'intéresse à la rationalité des acteurs, mais aussi à la manière dont les normes, valeurs et contextes sociaux influencent leurs choix. Cette théorie repose sur l'idée que les actions sociales ne peuvent être comprises sans tenir compte des significations et des intentions des acteurs.

Le père fondateur de cette sociologie des logiques d'action est Pierre Bourdieu, qui a introduit des concepts tels que l'habitus, le capital et le champ. Son travail a été fondamental pour développer une compréhension des comportements sociaux à travers la dynamique des pratiques individuelles et collectives. Les principaux postulats de la théorie des logiques d'action sont, l'action sociale est orientée vers des buts, les individus agissent en fonction de leurs objectifs, qui sont déterminés par leurs expériences passées et leur contexte social ; Pluralité des logiques d'action, les acteurs peuvent adopter différentes logiques d'action en fonction des contextes, permettant une analyse des choix stratégiques ; Interaction entre structure et agency, la théorie souligne l'importance de la relation entre les structures sociales (règles, normes) et l'agency (capacité des acteurs à agir), ce qui contribue à la compréhension de la résilience en contexte difficiles ; Importance des significations, les significations attribuées aux actions et aux situations influencent les décisions des acteurs, mettant en lumière les dimensions culturelles de l'action.

Dans le cadre de la migration forcée et de la résilience des réfugiés centrafricains, la théorie des logiques d'action nous a permis de comprendre comment les réfugiés prennent des décisions face à l'insécurité et aux défis quotidiens ; d'analyser les adaptations et les stratégies de survie développées par les réfugiés, qui sont souvent façonnées par leurs expériences antérieures, leur habitus et les ressources disponibles ; d'évaluer comment les structures sociales au sein des camps de réfugiés (comme l'accès à la nourriture, à l'eau et aux soins) influencent les choix des réfugiés pour assurer leur survie.

L'opérationnalisation de cette théorie des logiques d'action dans le contexte de notre recherche sur la migration forcée, une méthodologie qualitative est mis sur pied pour nos

entretiens approfondis et des groupes de discussion avec des réfugiés centrafricains ou nous avons exploré leurs motivations, leurs stratégies de survie et leurs perceptions du contexte socio-économique ; Nous avons analysé des pratiques sociales, Observer des interactions quotidiennes et les mécanismes de soutien communautaire au sein des camps de réfugiés et comprendre comment les logiques d'action se manifestent en situation de crise ; nous avons collecté de données sur les ressources, évaluer le capital social et économique des réfugiés et comprendre comment cela influence leurs choix et leur résilience.

B. Cadre empirique

Pour atteindre ses objectifs, cette étude fait recours aux méthodes de recherches qualitatives qui « *sont des stratégies de recherche combinant diverses techniques de recueil et d'analyse qualitatives dans le but d'explicitier, en compréhension, un phénomène* »⁴¹. Elles sont de la plus grande utilité soit quand « *il s'agit d'étudier les expériences, perceptions et attitudes de la population, soit la logique des acteurs (...)* »⁴². Ces méthodes s'inscrivent donc, comme le disent Kohn et Christiaens, dans « *la description grossière et la compréhension ancrée dans le terrain et en profondeur de l'objet d'enquête* »⁴³. Les techniques qui ont été mises à contribution dans cette étude sont la recherche documentaire, l'observation directe, l'entretien semi directif.

1. La recherche documentaire

La recherche des données à travers la documentation constitue une étape très importante étant donné que « *les données documentaires constituent le point de départ le plus sûr de l'enquête sociologique* »⁴⁴. Plusieurs ouvrages, articles scientifiques et de presse, rapports et autres sources d'information ayant abordé la migration forcée et résilience des réfugiés centrafricains en contexte d'urgence humanitaire ont été mis en contribution pour accéder aux informations sur la migration forcée et les stratégies de survie des réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad. Ils sont très importants dans la construction de la revue de la littérature qui est rendue possible par les bibliothèques physiques et virtuelles. A la fin de la revue de la littérature, ce travail se distingue par son positionnement qui consiste à

⁴¹ Alex MUCCHIELLI, Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines, Armand colin, 2009, p. 310.

⁴² Honoré MIMCHE, Collecte des données qualitatives en sociologie, Support de cours, Université de Yaoundé1, 2022-2023.

⁴³ Laurence KOHN et Christiaens WENDY, « Les méthodes de recherches qualitatives dans la recherche en soins de santé : apports et croyances », in Reflets et perspectives de la vie économique, Tome LIII, n° 4, 2014, pp 67-82.

⁴⁴ Hugues Morell MELIKI, « Dynamiques et innovations sociales en milieu rural sud-camerounais en contexte post-désengagement de l'Etat », thèse de doctorat, UY1, Sociologie, Juin 2016, pp. 101.

aborder les stratégies de survie des réfugiés comme un élément qui permet, aux réfugiés centrafricains de déployer des stratégies de survie multidimensionnelles combinant des mécanismes d'adaptation économiques et sociaux endogènes avec le recours à l'aide humanitaire, tout en étant influencées par les facteurs contextuels tels que l'environnement sécuritaire et les politiques d'accueil.

2. L'observation directe

L'observation directe est « *une méthode d'étude des modes de vie des populations, permettant de saisir son déroulement, les significations de conduites et leurs enjeux* »⁴⁵. Elle est aussi le seul moyen d'accéder à certaines pratiques :

*« Lorsque celles-ci ne viennent pas à la conscience des acteurs, sont trop difficiles à verbaliser ou au contraire, font l'objet de discours préconstruits visant au contrôle de la représentation de soi, voire lorsque ceux-ci ont le souci de dissimuler certaines pratiques »*⁴⁶.

C'est cette technique qui nous a permis d'être en contact visuel avec notre objet d'étude. Elle peut se faire avant ou après les autres techniques que mobilise l'étude tout comme elle peut se faire simultanément avec l'entretien ou l'approche biographique. Pendant les entretiens, l'observation nous a permis de visualiser d'une part les conditions matérielles des réfugiés centrafricains en contexte d'urgence humanitaire et les stratégies des survies dans lesquels ils évoluent après avoir quitté leur pays. D'autre part, les potentiels et les opportunités qu'offre l'aide humanitaire ainsi que les conditions dans lesquelles vivent les réfugiés dans leur camp. Le recours à cette technique se fait tout au long de la recherche.

3. L'entretien semi-directif.

L'entretien semi-directif, Connu aussi comme l'entretien semi-structuré, il est une « *technique qui vise à collecter les données en interrogeant les participants en face-à-face ou à distance par des techniques de conservation* »⁴⁷. Comme le précise Loubet Del Bayle⁴⁸, l'enquêteur est guidé par une liste de thèmes établie à l'avance au moment de la préparation de l'enquête. C'est le guide d'entretien. Toutefois, « *l'ordre et la formulation des questions et/ou*

⁴⁵ MIMCHE Honoré, *Op.cit.* p. 28.

⁴⁶ Anne-Marie ARBIO, « L'observation directe en sociologie : quelques réflexions méthodologiques à propos de travaux de recherches sur le terrain hospitalier », in *Recherche en soins infirmiers*, n° 90, 2007, pp 26-34.

⁴⁷ Laurence KOHN et Christiaens WENDY, *Op.cit.* pp.70.

⁴⁸ Jean-Louis LOUBET DEL BAYLE, *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, Paris, l'Harmattan, 2001.

thèmes peuvent varier d'un participant à un autre »⁴⁹. L'objectif de l'entretien individuel semi structuré est d'identifier les points de vue, les réflexions et les observations de personnes qui ont des connaissances particulières, statut particulier (*par exemple quand le sujet d'étude est sensible ou intime*)⁵⁰ ou qui disposent d'informations auxquelles l'enquêteur ne peut avoir accès par d'autres moyens.

Dans le cadre de cette recherche, les entretiens semi-directifs nous ont aidé à explorer les stratégies de survie des réfugiés centrafricains dans les camps du Département de la Nya-Pendé au Sud du Tchad. Plus précisément, il nous a permis de :

- Comprendre les réalités vécues par les réfugiés, en termes d'accès aux ressources, sécurité, et relations avec les communautés hôtes.
- Identifier les mécanismes d'adaptation et de résilience des réfugiés.
- Évaluer l'impact de l'aide humanitaire et identifier les besoins non satisfaits.
- Recueillir les perspectives des différents acteurs impliqués (autorités, chefs traditionnels, organisations humanitaires, et communautés hôtes).

Les entretiens sont menés en face à face avec environ 40 personnes, réparties de manière équilibrée entre les quatre camps, et prend en compte la diversité des profils et l'équilibre entre les genres. Un guide d'entretien flexible est utilisé, avec des enregistrements audio sont utilisé avec le consentement des participants pour faciliter l'analyse. Un interprète était présent. Toutefois, il convient de préciser que les premiers contacts avec les interviewés ont été fait en Mai et juillet 2025 lors d'un séjour de deux mois que nous avons passé dans cette zone.

Tableau 1: Répartition des autorités locales interviewées dans le département de la Nya-Pendé/sud du Tchad.

AURORITES LOCALES	CHEFS TRADITIONNELS	RESPONSABLES DES ORGANISMES HUMANITAIRES
Préfet de la ville de Goré	Chef du village Gondjé/camp Dossèye.	Chef sous-bureau HCR/Goré
Maire de la ville de Goré	Chef du village de Doholo/camp Doholo.	Délégué CNARR sous-bureau/Goré
Député de la ville de Goré	Chef du village de Kondjala/camp d'Amboko	Chef sous-bureau PAM/Goré
TOTAL : 03	03	03

Source : MBAILASSEM Joël, 2025.

⁴⁹ MIMCHE Honoré, *Op.cit.* p.42.

⁵⁰ Laurence KOHN et Christiaens WENDY, *Op.cit.* pp.71.

4. Technique d'échantillonnage.

L'échantillon est une opération de base de la recherche en sciences sociales. Elle repose sur une notion de population qui désigne un ensemble dont les parties sont égales les unes aux autres ; on résume que cet ensemble est homogène et composé de strates semblables. De ce point de vue, toute chose étant égale. Dans le domaine de la recherche en sociologie et en statistique, l'échantillonnage boule de neige est une méthode d'échantillonnage non probabiliste dans laquelle les sujets de l'étude recrutent d'autres sujets parmi leurs entourage⁵¹. La population de l'échantillon s'étoffe à la manière d'une boule de neige qui roule. A mesure que la population de l'échantillon s'agrandit ; les données sont atteintes un seuil suffisant pour être exploitées par le chercheur.

Tableau 2 : Répartition des enquêtés par camp.

Types de réfugiés	Canton	Village.	Camps.	Nombre des personnes ciblées.	Nombre des personnes Interviewées.
REFUGIES RURAUX	Goré	Amboko	Amboko	10	10
		Gondjé	Gondjé	10	10
		Doholo	Doholo	10	10
REFUGIES RURAUX	Timbéri	Dossèye	Dossèye	10	07
TOTAL				40	37

Source : MBAILASSEM Joël, 2025

Dans le cadre de cette étude, les entretiens sont déroulés dans quatre camps que compte le département de la Nya-Pendé (Province du Logone Oriental). Les réfugiés centrafricains choisis ont constitués notre univers d'enquête. Toutefois, pour mieux atteindre nos objectifs, nous avons fait recours aux personnes ressources qui sont répartie en trois catégories :

- Les autorités locales ;
- Les chefs traditionnels ;
- Les responsables des organismes humanitaires ;

⁵¹ David MORGAN L., The SAGE Encyclopédie of Qualitative Research Méthodes, SAGE Publication, Inc., 2008, pp. 816-817.

5. Echantillonnage en boule de neige et à choix raisonné

Pour identifier les réfugiés centrafricains dispersés dans les différents camps et villages d'accueil, l'étude a mobilisé la technique de l'échantillonnage en boule de neige. Cette approche non probabiliste consiste à sélectionner un premier groupe d'informateurs, puis à s'appuyer sur leurs réseaux de relations pour entrer en contact avec d'autres participants répondants aux critères de recherche. Elle est particulièrement recommandée les contextes où la population étudiée est difficile à localiser ou lorsque les dynamiques sociales exigent une entrée progressive fondée sur la confiance.⁵² Dans le cas présent, les premiers participants ont été identifiés à partir des registres par les ONG locales et leaders communautaires. Ceux-ci ont ensuite orientés la recherche vers d'autres réfugiés appartenant à divers communautés ethniques, **Gbaya, Banda, Kabba, Peulh** et résidant dans des environnements d'accueil contrastés. Bien que cette technique comporte un risque de biais liés à l'homogénéité des réseaux sociaux, elle s'est révélée indispensable pour accéder à des profils variés de réfugiés, incluant des familles nouvellement arrivées, des ménages installés depuis plusieurs années, ainsi que des personnes isolées souvent ignorées des dispositifs institutionnels.

L'étude a également eu recours à un échantillonnage à choix raisonné, particulièrement adapté aux recherches qualitatives centrées sur la compréhension en profondeur d'un phénomène social.⁵³ Cette méthode consiste à sélectionner volontairement des participants en fonction de leur pertinence pour la problématique, et non selon un tirage aléatoire. Dans ce cadre, les acteurs ont été choisis selon leur capacité à fournir des informations éclairantes sur les interactions entre communautés d'accueil et réfugiés, ainsi que sur les stratégies de résilience mobilisées. Ont été retenus:

- des leaders communautaires réfugiés, garants de la cohésion éthique;
- des chefs traditionnels et autorités locales des communautés hôtes ;
- des responsables d'ONG humanitaires intervenant dans la gestion des camps;
- des réfugiés aux profils contrastés (Jeunes, femmes, ménages vulnérables, personnes âgées, nouveaux arrivants, réfugiés intégrés).

Ce choix raisonné a permis d'obtenir une diversité d'expériences et de perceptions, essentielle pour analyser l'influence ethno-communautaire d'accueil sur la résilience des

⁵² Patrick Biernacki et Dan Waldorf, Snowball Sampling, Problem and techniques of chain referral sampling, Sociological Methods and research, vol, 10, 1981, pp.141-163.

⁵³ Michael Quinn Patton, Qualitative Research and Evaluation Methods, 3eme édition ,Thousand Oaks,CA,sage, publication,2002,pp.230-246.

réfugiés centrafricains. L'approche a ainsi contribué à une compréhension nuancée des dynamiques d'hospitalité, de cohabitation et parfois de tension entre groupes.

VIII. CLARIFICATION DES CONCEPTS

En abordant les questions d'exigence méthodologique en sciences sociales, Emile Durkheim affirme que: « *Toute investigation scientifique porte sur un groupe déterminé de phénomène qui répondent à une même définition. la première démarche du sociologue doit être celle de définir les choses dont il traite, afin que l'on sache bien de quoi il est question* »⁵⁴. De ce fait, il est judicieux pour nous de définir les concepts qui orientent l'analyse tout au long du travail. Il s'agit des concepts suivants: Réfugié, Migration forcée ; Résilience et enfin Urgence humanitaire.

-Réfugié :

La définition de ce concept se repose sur trois instruments importants d'application régionale : les principes de Bangkok adoptés en 1966 par ce qui s'appelait alors Comité consultatif juridique afro-asiatique, la convention de l'Organisation de l'Unité Africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique adoptée en 1969, et la déclaration de Carthagène de 1984. La conjugaison de ces éléments dit alors que le réfugié est une personne :

*« Qui craint avec raison d'être persécutée, du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques ; qui se trouve hors du pays dont elle est à la nationalité; qui ne peut ou ne veut se réclamer de la protection du pays dont elle à la nationalité, ou dans lequel se trouve sa résidence habituelle, et ne veut y retourner par crainte d'être persécutée »*⁵⁵.

Au sens de la convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés :

« Est réfugié toute personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou dans lequel elle a sa résidence habituelle ; qui craint avec raison d'être persécutée du fait de son appartenance à un certain groupe

⁵⁴ Emile DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, puf, 1894, p.34.

⁵⁵ Déclaration de Carthagène sur les refuges adoptée lors du colloque sur la protection internationale des refuges en Amérique centrale, au Mexique et au Panama, Carthagène des Indes, Colombie, 22 Novembre 1984, pp.190-193.

*social ou de ses opinions politiques ; et qui ne peut ou ne veut réclamer de la protection de ce pays ou y retourner en raison de ladite crainte ».*⁵⁶

*« Un réfugié est une personne qui, en cas de retour dans son pays, craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe ou de ses opinions politiques ».*⁵⁷

Ainsi, pour être reconnu comme réfugié l'intéressé doit déposer une demande d'asile individuelle auprès d'un État.

Les définitions précédentes ne mentionnent pas que le statut de réfugié confère une protection internationale au bénéficiaire. Elles ont cependant le mérite d'énumérer substantiellement les paramètres pour lesquels un individu peut être amené à partir de son pays d'origine pour se réfugier dans un autre.

La définition acceptée dans ce cadre d'étude, est celle du HCR, qui stipule que :

*« les réfugiés sont des personnes qui se trouvent hors de leur pays d'origine en raison d'une crainte de persécution, de conflit, de violence ou d'autres circonstances qui ont gravement bouleversé l'ordre public et qui, en conséquence, exigent une protection internationale »*⁵⁸.

Cette protection internationale du HCR intègre la politique de développement local dans les pays d'accueil à travers des projets socio-économiques et environnementaux. C'est cette définition que nous retenons dans le cadre de ce mémoire de recherche.

-Migration forcée :

La migration est le « *déplacement volontaire d'individus quittant leur pays définitivement ou pour une longue durée, en général dans l'espoir de trouver du travail.* »⁵⁹ Pour cet auteur, l'émigration est un déplacement voulu, programmé, planifié et respectant un projet migratoire, préalablement définis par l'émigrant, tandis que la **migration forcée** n'est ni programmée, ni voulue. C'est un mouvement de masse qu'effectuent involontairement des populations qui, craignent d'être persécutées dans leur propre pays d'origine. C'est le cas des réfugiés centrafricains qui ont fui les violences et les atrocités politiques, consécutives aux instabilités politiques causées par des guerres civiles, rébellions ou des coups d'Etat en 2013.

-Résilience :

⁵⁶ ONU, Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, Recueil des Traités des Nations Unies, pp.137-189.

⁵⁷ Amnesty International, Réfugié, 2016.

⁵⁸ HCR, "Réfugiés" et "migrants" Questions fréquentes, mars 2016.

⁵⁹ Madeleine GRAWITZ, migration 2000, puf, p. 275.

« La résilience est définie comme un ensemble de pratiques à travers lesquelles les communautés rurales s'organisent pour faire face et se remettre de la pénurie de terres. »⁶⁰

Cette conceptualisation s'appuie sur les perspectives écologiques et psychologiques de la résilience, qui mettent en avant la restauration d'un environnement après des perturbations liées à la pénurie, ainsi que la capacité à s'adapter à un traumatisme. Sur le plan économique, la résilience est définie comme la capacité d'une économie locale à résister aux chocs exogènes.

L'étude de la résilience des communautés implique deux volets :

- L'analyse des stratégies qui aident à faire face à la pénurie.
- L'examen des initiatives visant à éliminer la cause de cette pénurie, afin d'établir un nouvel équilibre permettant d'atténuer les chocs. Cette définition met en évidence une continuité entre les actions de confinement de la pénurie (multi localité résidentielle) et les efforts pour inverser et neutraliser les racines de la pénurie (pratiques de sorcellerie). Ainsi, les dynamiques défensives, réparatrices et préventives sont interconnectées. La résilience ne se limite pas à contenir les effets négatifs ponctuels de la pénurie, mais elle englobe également les efforts visant à inverser les effets de la pénurie de terres en neutralisant ses causes. Elle prend en considération les mesures réduisant le risque des ménages à se retrouver en situation d'insécurité alimentaire et les mesures aidant à réagir en cas de crise. La stratégie est analysée dans cette étude comme la combinaison des moyens et biens produits ou non, dont disposent⁶¹ les réfugiés pour faire face à la vulnérabilité. Bref, c'est l'ensemble des activités que recouvrent un ménage ou un groupe de personnes afin de procurer de la nourriture, des revenus et /ou des services quand leurs moyens habituels de subsistance ont été perturbés ou sont susceptible de l'être⁶².

-Urgence humanitaire :

Une urgence humanitaire « est un évènement, ou une série d'évènements, qui constitue une menace sérieuse à la santé, la sécurité ou le bien-être d'une communauté ou d'un groupe de personnes, sur une zone étendu »⁶³. Une crise humanitaire survient lorsqu'un événement affecte des populations vulnérables qui ne peuvent pas résister aux conséquences négatives par elles-mêmes. Vulnérabilité, souvent liée à la pauvreté, fait référence à l'incapacité des

⁶⁰ Hugues Morell MELIKI, Facing Scarcity in a Land Grab Context in Cameroon, 2021, p.2.

⁶¹ Glossaire Humanitaire, <http://www.unchr.org>, consulté en ligne le 12 Novembre 2024 à 15h 37mn.

⁶² Léon NDA, Santé est une revue semestrielle à dimension internationale, pluridisciplinaire et thématique, La revue Espace, Société, 2014 p.5.

⁶³ Coalition humanitaire, info@coalitionhumanitaire.ca, consulté en ligne le 12 Novembre 2024 à 15h 37mn.

individus ou des groupes d'individus à résister et à se remettre des risques qui menacent leur vie. De ce fait, les populations pauvres sont plus susceptibles d'être plus vulnérables aux catastrophes naturelles et/ou d'origines humaines. Généralement les groupes les plus vulnérables au sein des communautés touchées, sont les enfants, les femmes enceintes et allaitantes, les migrants et les personnes déplacées. Sur ce travail de recherche l'accent est mis sur une urgence humanitaire liée à l'insécurité des populations (Cas des centrafricains au Tchad).

IX. DELIMITATION DE LA ZONE D'ETUDE

L'une des exigences scientifiques est relative à la délimitation du sujet. Le but primordial est de fixer le lecteur sur les contours de l'étude et de le mettre à l'abri de toutes les spéculations. Délimiter une étude, c'est donc préciser le champ d'investigation.

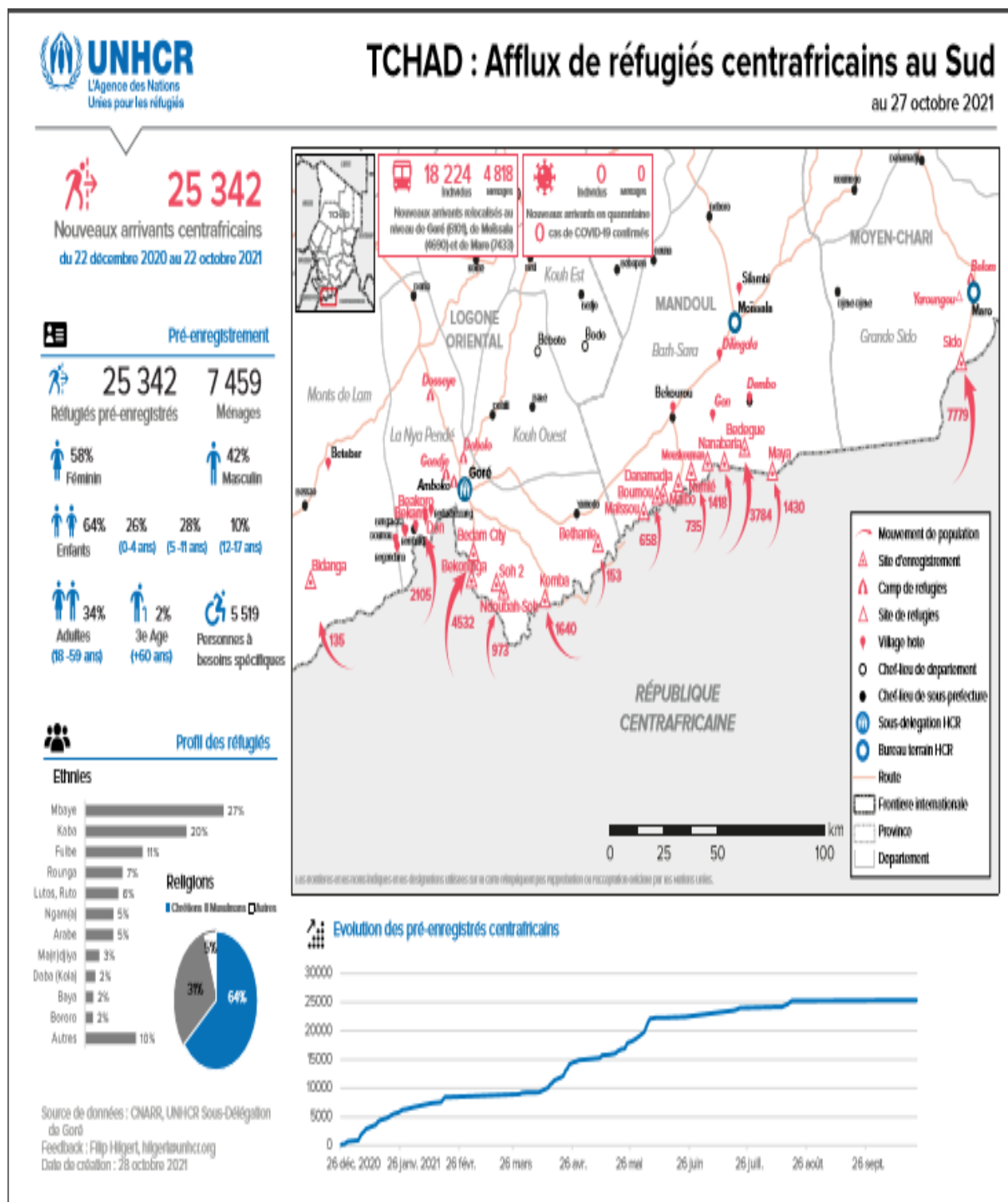
A. Délimitation spatiale

Le Tchad est un pays d'Afrique centrale sans accès à la mer, frontalier de la Libye au Nord, du Niger à l'ouest, du Nigeria à l'Ouest-sud-ouest, du Cameroun au sud-sud-ouest, de la République centrafricaine au sud et du soudan à l'Est. Sa capitale est Ndjamena. Géographiquement et culturellement, le Tchad constitue un point de passage entre Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. D'une superficie de 1284000 km², c'est le cinquième pays le plus vaste de l'Afrique (Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des réfugiés et Rapatriés au Tchad)⁶⁴.

En effet, le département de la Nya-pendé fait partie intégrante des six unités administratives qui forment la province du Logone Oriental. Son chef-lieu est Goré. Situé entre 7°30 et 8° 28° de latitude Nord ; 16° 15° et 17° 15° de longitude Est, il est limité au Nord par le département de la Nya, au Sud par la RCA, à l'Est par le département de Kouh-Ouest et enfin à l'Ouest par le département des Monts de Lam.

⁶⁴UNHCR / HCR, Global Compact on Refugees, consulté en ligne le 24Novembre 2024, (<https://www.unhcr.org>).

Figure 1 : Carte de trajectoire des réfugiés centrafricains au sud du Tchad

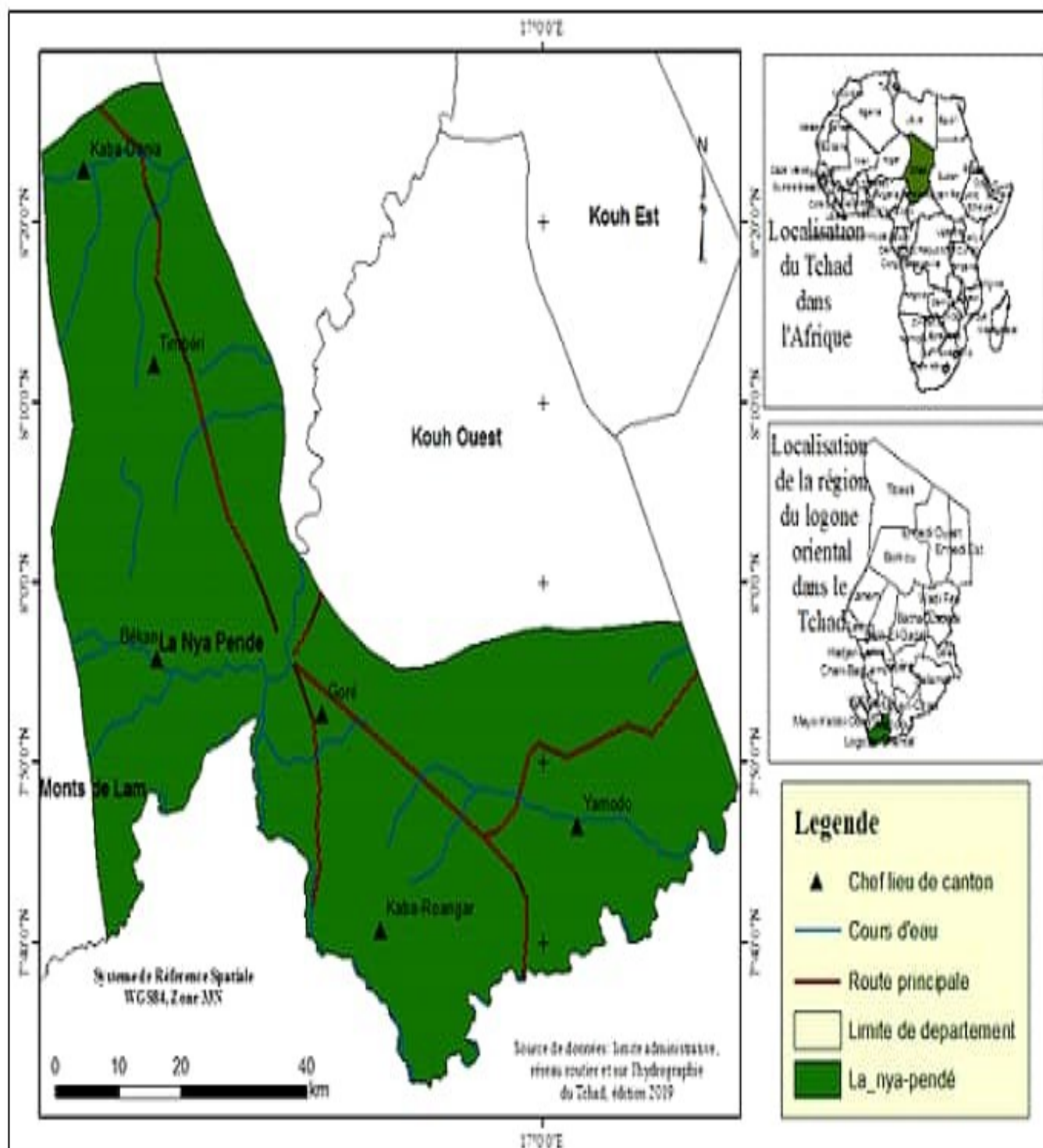


Cette carte, présente l'afflux des réfugiés centrafricains au Sud du Tchad. Ainsi, on constate sur la carte, l'accroissement graduelle du nombre des réfugiés dans le département de la Nya-Pendé d'où les ressources économiques restes limitées et insuffisante.

B. Délimitation temporelle

Pour mieux cerner notre thème, il est important de le délimiter de façon temporelle. Cette étude se situe entre la période allant de 2013 à nos jours. Cette délimitation tient compte de l'année au quelle le phénomène étudié a commencé à se ressentir un peu partout dans les camps des réfugiés du département de la Nya-Pendé. Nous avons d'abord identifier les différentes stratégies de survie mises en œuvre par les réfugiés pour répondre à l'insuffisance d'aide humanitaire. C'est la raison pour laquelle nous avons opté de mener une recherche sur les questions de migrations forcées dont les problématiques restent d'actualité. Cependant l'année 2013 a été retenue comme période de référence au quelle il y'avait l'afflux considérables de nouveaux réfugiés centrafricains dans le département de la Nya-Pendé/au sud du Tchad.

Figure 2: Localisation de la zone d'étude



Source : Direction Régionale de l'Environnement et du Milieu, CNARD, 2008

X. INTERET DE L'ETUDE

Cette étude présente trois intérêts qui sont d'ordre social, personnel et scientifique.

a. Social

Comme tout autre travail de recherche, ce mémoire, permet aux acteurs en présences d'identifier les facteurs d'insertion des réfugiés dans les communautés d'accueils afin de relever les défis face à ces personnes qui étaient forcées à quitter leurs pays. Ce mémoire de recherche permet aussi aux acteurs sur le terrain de jeter un regard optimiste sur les conditions de vie, les interactions construisent entre les réfugiés et les communautés hôtes dans les pays d'accueil.

b. Personnel

Sur le plan personnel, cette recherche permet aux chercheurs que nous sommes, d'acquérir des connaissances approfondies sur les problématiques de migration forcée ainsi que les enjeux et défis d'assistance et la protection des réfugiés par les différents organismes. En plus, elle participe au perfectionnement de notre savoir dans le domaine scientifique en général et plus spécifiquement en Sociologie.

c. Scientifique

Sur le plan scientifique, ce mémoire, cherche à apporter une modeste contribution à la recherche tout en mettant à la disposition de tous ceux qui souhaiteront emboîter le pas sur ce chemin, de s'en approprier des données qui sont actualisées pouvant servir à d'autres études semblables. Par ailleurs, nous espérons aussi attirer l'attention de tous ceux qui s'intéressent à la littérature, sur l'étude de la migration forcée, qu'ils soient au Tchad, au Cameroun, dans n'importe quel pays d'Afrique ou du monde, à avoir un aperçu plus clair sur les différentes stratégies de résilience des réfugiés dans les communautés d'accueil.

XI. LES DIFFICULTES RENCONTREES

Dans la réalisation de ce travail, nous avons fait face à plusieurs difficultés dont:

Premièrement, les problèmes d'infrastructures en ce sens que les routes d'accès dans les différents camps sont impraticables surtout en saisons pluvieuse.

Deuxièmement, la question de méfiance, de peur et/ou de crainte des réfugiés car certains se sont montrés retissant et ce, soit par peur, soit par crainte ou simple méfiance de donner des informations à un à "étranger". D'autres par contre, refusent catégoriquement de collaborer sous prétexte que les interactions et/ou questions n'apporteront rien aux problèmes actuels dont ils font face.

Cependant, avec l'aide des proches à travers leurs encouragements ainsi que par la volonté, la persistance, que la finalisation de ce travail a été rendu possible.

XII. PLAN DE RECHERCHE

Toutefois, ce travail est composé de deux parties essentielles. Une première partie intitulée les structures d'une gouvernance humanitaire déficitaires dans une localité multiculturelle. Celle-ci présente le premier chapitre sur un milieu géographique et socioculturel propice aux logiques de résilience. Le deuxième chapitre sur les structures et modalités d'aides déficitaires en contexte d'afflux de réfugiés. La deuxième partie baptisée formes et mécanismes de résilience chez les réfugiés. Elle présente le chapitre trois sur les stratégies de survie des réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad. Le quatrième et dernier chapitre présente les facteurs de réussite et d'échec des modèles de résilience des réfugiés au sein des communautés d'accueil.

PREMIÈRE PARTIE :

**LES STRUCTURES D'UNE GOUVERNANCE HUMANITAIRE
DÉFICITAIRE DANS UNE LOCALITÉ MULTICULTURELLE**

La migration forcée, en tant que conséquence directe des conflits armés et de l'instabilité politique, soulève des défis majeurs en matière de gestion humanitaire, notamment dans les zones d'accueil où se superposent précarité, diversité culturelle et faiblesse institutionnelle. À dans le sud du Tchad, les réfugiés centrafricains se trouvent confrontés à un système d'assistance marqué par des structures de gouvernance humanitaire déficitaires, incapables de répondre efficacement à la complexité des besoins et aux dynamiques sociales locales. Dans ce contexte, l'action humanitaire, bien qu'indispensable, se heurte à des limites structurelles, manque de coordination entre acteurs, insuffisance des ressources, lourde dépendance à l'aide internationale et faible implication des autorités locales. Cette partie s'appuie sur l'idée que ces dysfonctionnements fragilisent non seulement l'efficacité de la réponse humanitaire, mais influencent aussi les rapports entre réfugiés et communautés d'accueil, en exacerbant parfois les inégalités et les tensions socioéconomiques. Comprendre la gouvernance humanitaire dans une localité multiculturelle revient ainsi à interroger les modes de régulation, les jeux d'acteurs et les rapports de pouvoir qui façonnent la gestion du quotidien des réfugiés. Le but de cette partie est donc d'analyser les failles, les logiques et les effets de cette gouvernance humanitaire sur la dynamique de cohabitation et sur la capacité des réfugiés à construire leur propre résilience dans un cadre institutionnel limité et souvent inadapté.

CHAPITRE I :

UN MILIEU GÉOGRAPHIQUE ET SOCIOCULTUREL PROPICE AUX LOGIQUES DE RÉSILIENCE

Le département de la Nya-Pendé (Goré) au sud du Tchad constitue un espace géographique et socioculturel singulier, marqué par une forte diversité ethnique, linguistique et religieuse, où coexistent depuis des décennies des populations autochtones et des groupes venus de divers horizons. Cette région frontalière, historiquement ouverte aux circulations humaines, commerciales et culturelles, s'est progressivement imposée comme une zone d'accueil pour les réfugiés centrafricains fuyant les crises répétées dans leur pays d'origine. Bien que caractérisée par des fragilités économiques et infrastructurelles, elle offre néanmoins un milieu propice aux logiques de résilience, dans la mesure où la coexistence de multiples groupes favorise des formes d'adaptation, de tolérance et d'échanges réciproques. Les ressources naturelles disponibles, les structures communautaires d'entraide, ainsi que les valeurs culturelles partagées de solidarité et d'hospitalité constituent autant de leviers facilitant l'intégration progressive des réfugiés. Ce chapitre entend ainsi montrer comment les caractéristiques géographiques, sociales et culturelles du sud du Tchad façonnent les conditions d'accueil et influencent les stratégies de survie des réfugiés centrafricains, en mettant en évidence la manière dont ce territoire, malgré ses limites, devient un espace de recomposition sociale et un terrain fertile pour la résilience individuelle et collective.

I. LE MILIEU BIOPHYSIQUE DU DÉPARTEMENT DE LA NYA-PENDÉ

Le département de la Nya-Pendé, situé à l'extrême sud du Tchad dans la province du Logone Oriental, présente un environnement biophysique marqué par la diversité de ses potentialités naturelles et la relative homogénéité de son relief. Son territoire est dominé par des plaines faiblement ondulées, des vallées marécageuses et des plateaux ferrugineux, formant un ensemble propice aux activités agro-pastorales. Le climat de type soudano-guinéen se caractérise par une alternance d'une saison des pluies (avril à octobre) et d'une saison sèche (novembre à mars), avec une pluviométrie annuelle moyenne oscillant entre 1 000 et 1 200 mm, favorisant la croissance d'une végétation de savane arborée et la pratique d'une agriculture pluviale⁶⁵. Les sols ferrugineux tropicaux riches en matière organique, ainsi que les bas-fonds hydromorphes, soutiennent la culture du maïs, du manioc, du riz et de l'arachide, tandis que les zones périphériques servent de pâturages naturels pour l'élevage extensif⁶⁶. Cette richesse écologique explique l'installation conjointe des communautés locales et des réfugiés centrafricains, qui exploitent les mêmes ressources pour leur subsistance. Toutefois, la croissance démographique rapide et la pression sur les terres cultivables accentuent la dégradation du couvert végétal et la compétition pour l'accès aux ressources naturelles⁶⁷. Ainsi, le milieu biophysique de la Nya-Pendé, bien qu'offrant un fort potentiel agricole et pastoral, demeure un espace de cohabitation fragile où les enjeux environnementaux et humains se croisent, exigeant une gestion concertée et durable pour assurer la résilience des populations réfugiées et hôtes.

1. Reliefs et sols de la Nya-Pendé

La géographie physique de la Nya-Pendé montre le relief est régulièrement plat et se caractérise par un plateau peu élevé par endroits et un bassin plat profond couvert de nombreuses plaines inondables. Ce relief est un paysage varié de plaines, de plateaux, vallées,

⁶⁵ FAO, Évaluation agro-écologique et cartographie des ressources naturelles dans le sud du Tchad. N'Djamena, 2020. Et Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable du Tchad, profil environnemental régional du Logone Oriental, N'Djamena, 2021.
<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/b7844054-9f31-43ae-9be6-5083f79d71e9/content>. Consulté en ligne le 14 juin 2025 à 17h21.

⁶⁶ Béni Ngarkoudje, Agriculture et pastoralisme dans le Logone Oriental : complémentarités et conflits d'usage des sols. Mémoire de Master, Université de N'Djamena, 2019.

⁶⁷ HCR, Rapport sur la cohabitation entre réfugiés et communautés d'accueil dans le Logone Oriental. Genève, 2022, <https://www.unhcr.org/fr/media/rapport-annuel-du-hcr-sur-les-tendances-mondiales-2022#:~:text=Le%20rapport%20Tendances%20mondiales%20du,perturbant%20gravement%20l'ordre%20public>. Consulté en ligne le 20 Mai 2025 à 09h37.

et de quelques collines, avec une influence des cours d'eau sur la topographie.⁶⁸ Dépôts fluviaux-lacustres qui les forment sont essentiellement argilo-sableux et limoneux. Le sol est de type ferralitique et subit les effets ambiants du climat humide qui caractérise le milieu, ce qui favorise le développement d'une végétation nébuleuse. Cette station reçoit en moyenne plus de 1 100 mm de pluie par an⁶⁹. Aussi la région abrite des sols ferrugineux⁷⁰ tropicaux sablo-argileux favorables pour les cultures vivrières et le coton c'est ce qui permet aux autochtones ainsi que les réfugiés centrafricains de développer les activités génératrices de revenus afin de subvenir aux besoins quotidiens.

1.1. Un relief faiblement accidenté

Le département de la Nya-Pendé, situé à l'extrême sud du Tchad, dans la province du Logone Oriental, se caractérise par un relief peu accidenté, composé de plateaux faiblement ondulés, de plaines fertiles et de vallées marécageuses. Cette configuration géomorphologique constitue un atout majeur pour les activités agro-pastorales, qui demeurent les principales sources de subsistance des populations locales et des réfugiés centrafricains installés dans la zone. Selon le Ministère tchadien de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation⁷¹, les sols limono-argileux de cette région sont particulièrement propices à la culture du maïs, du manioc, de l'arachide et du sorgho, tandis que les bas-fonds favorisent la riziculture et le maraîchage en saison sèche.

Cette topographie relativement plane facilite également la mobilité humaine et commerciale entre les localités frontalières du Tchad et de la République centrafricaine, notamment à travers les axes Békan–Goré–Bekoninga et Amboko–Baïbokoum, devenus des couloirs d'échanges et de migrations⁷². La faible pente du terrain et la présence de pistes rurales praticables une grande partie de l'année renforcent ainsi les interactions socio-économiques

⁶⁸ Tchad, Province du Logone oriental et du Moyen-Chari, Matrice de suivi des déplacements, rapport Round 2 janvier 2020,

https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbd11461/files/reports/DTM%20Chad_Logone%20Oriental_Moyen-Chari_R2_Rapport%20Narratif_Draft3_ab_om_yak_final.pdf. Consulté en ligne le 14 Juin 2025 à 21h11.

⁶⁹ Noel KANDE, « Vulnérabilité Alimentaire des réfugiés centrafricains et stratégies d'adaptations dans le département de la Nya-Pendé », Mémoire de master 2, en géographie juin 2020, à l'université de Yaoundé 1.

⁷⁰ Sol caractérisé par une forte individualisation d'oxydes de fer, sous végétation fréquente de savanes à graminées.

⁷¹ Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation, Profil territorial du Logone Oriental.

N'Djamena : MATD, 2021. <https://erc.undp.org> Consulté en ligne le 15 juin à 12h 35.

⁷² Organisation internationale pour les migrations – OIM, Profil de mobilité transfrontalière Tchad–RCA.

N'Djamena,

2020. https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbd11461/files/reports/DTMChad_brief_April_2020_FR_pdf_0.pdf.

Consulté en ligne le 15 juin à 10h21.

entre les communautés d'accueil tchadiennes et les réfugiés, qui partagent souvent les mêmes marchés, les mêmes espaces agricoles et parfois les mêmes ressources naturelles.

Toutefois, cette situation géographique, bien que favorable à la production vivrière, accentue également la pression foncière et les enjeux liés à l'accès à la terre. L'installation prolongée de milliers de réfugiés centrafricains dans les zones agricoles du Logone Oriental a contribué à modifier les dynamiques d'occupation de l'espace et à complexifier les rapports de cohabitation⁷³. Néanmoins, la complémentarité des activités agricoles et pastorales dans ce milieu a favorisé l'émergence de formes de résilience communautaire fondées sur la solidarité, les échanges économiques et la coopération intercommunautaire⁷⁴.

1.2. La nature et la fertilité des sols

Les sols du département de la Nya-Pendé appartiennent majoritairement à la catégorie des sols ferrugineux tropicaux lessivés, typiques des zones soudano-guinéennes du sud du Tchad. Ces sols, formés sur des roches métamorphiques anciennes, présentent une texture limono-sableuse et une teneur modérée à élever en matière organique, favorisant la croissance des cultures vivrières telles que le manioc, le maïs, l'arachide, le mil et le sorgho⁷⁵. Leur fertilité naturelle constitue un facteur déterminant dans le développement de l'agriculture familiale, principale activité économique des populations locales et des réfugiés centrafricains installés dans la région.

Dans les bas-fonds et zones inondables, les sols prennent une forme hydromorphes, riche en argile et en éléments minéraux, ce qui les rend particulièrement favorables à la riziculture et au maraîchage pendant la saison sèche⁷⁶. Ces espaces sont aujourd'hui essentiels à la sécurité alimentaire des ménages, car ils permettent la diversification des cultures et l'approvisionnement régulier en produits vivriers destinés aux marchés locaux de Goré, Timbéri et Amboko. Cette fertilité relative attire les réfugiés centrafricains, qui s'intègrent

⁷³ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés – HCR, Rapport annuel sur la situation des réfugiés centrafricains au sud du Tchad. Genève, 2022, p.48.

⁷⁴ Programme Alimentaire Mondial – PAM. Évaluation de la sécurité alimentaire des ménages réfugiés et hôtes dans le Logone Oriental. N'Djamena.2021, p.42.

⁷⁵ Béni Ngarkoudje, Caractéristiques agro-pédologiques du Logone Oriental : potentialités et contraintes pour l'agriculture vivrière. Mémoire de Master, Université de N'Djamena.2018.

⁷⁶ FAO, Évaluation agro-écologique et cartographie des sols du sud du Tchad. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, N'Djamena.2020.

<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/b7844054-9f31-43ae-9be6-5083f79d71e9/content>
Consulté en ligne le 01 juin 2025 à 13h09.

progressivement dans les systèmes agricoles locaux. En quête d'autonomie alimentaire, nombreux d'entre eux exploitent des parcelles mises à disposition par les chefs de village ou les autorités coutumières, dans le cadre de mécanismes communautaires de partage foncier⁷⁷. Cette intégration progressive a contribué à la cohabitation économique entre réfugiés et populations hôtes, mais elle soulève également des enjeux environnementaux et sociaux majeurs.

En effet, la pression démographique croissante liée à l'afflux massif des réfugiés et à la sédentarisation prolongée entraîne une surexploitation des terres cultivables, une diminution de la jachère et une dégradation de la structure du sol, aggravée par les pluies érosives caractéristiques du climat soudanien⁷⁸. Les études pédologiques récentes montrent une tendance à la baisse de la fertilité naturelle dans les zones de forte concentration humaine, notamment autour des camps de Dossèye et Amboko, où la rotation culturale devient rare et les pratiques agroécologiques peu maîtrisées⁷⁹.

1.3. Une exploitation agro-pastorale des espaces

Dans le département de la Nya-Pendé, l'exploitation des espaces repose sur une complémentarité agro-pastorale étroitement liée aux caractéristiques physiques et humaines du milieu. Les populations locales tchadiennes et les réfugiés centrafricains cohabitent au sein d'un même espace rural, où l'agriculture vivrière et l'élevage extensif constituent les principales activités économiques. Cette coexistence s'explique par la fertilité relative des sols, la

⁷⁷ HCR, Rapport annuel sur les réfugiés centrafricains au sud du Tchad. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Genève, 2020, p.46.

⁷⁸ Analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages hôtes et réfugiés au sud du Tchad. Programme Alimentaire Mondial, N'Djamena, 2021. Consulté en ligne le 15 juin 2025 à 22h06.

<https://response.reliefweb.int/chad/nutrition/reports?page=70#:~:text=R%C3%A9sum%C3%A9%20Introduction%20Ce%20rapport%20sur%20l'analyse%20des,communaut%C3%A9s%20d'accueil%20au%20Tchad.%20L'an%20est%20bas%C3%A9e%20sur%20des%20donn%C3%A9es%20de%20terrain>

⁷⁹ Institut de Recherche pour le Développement – IRD, Étude pédologique et dynamique d'usage des terres dans le Logone Oriental. Paris : IRD Éditions, 2019. Consulté en ligne le 11 juin 2025 à 10h 12.

https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/b_fdi_12-13/16482.pdf

disponibilité de zones de pâturage et la proximité des points d'eau, qui favorisent l'installation de pratiques agricoles et pastorales diversifiées⁸⁰.

L'agriculture occupe une place centrale dans la vie socio-économique de la région. Les champs vivriers sont majoritairement consacrés à la culture du maïs, du manioc, du sorgho, du riz et de l'arachide, destinés à la consommation domestique et à la commercialisation sur les marchés locaux de Goré, Bekoninga et Amboko⁸¹. Parallèlement, les réfugiés centrafricains s'intègrent progressivement dans les systèmes agricoles autochtones grâce à des accords fonciers coutumiers qui leur permettent de cultiver des parcelles prêtées ou partagées par les villageois hôtes. Ces formes de coopération traduisent un modèle d'économie solidaire rurale, dans lequel la main-d'œuvre réfugiée contribue à la production agricole locale⁸².

Sur le plan pastoral, la mobilité saisonnière des troupeaux demeure une pratique essentielle. Les zones périphériques, notamment autour de Gondjé, Doholo et Timbéri, servent de pâturages temporaires pour les éleveurs autochtones et certains réfugiés possédant de petits ruminants. L'alternance entre cultures pluviales et parcours pastoraux traduit une véritable complémentarité spatiale, les champs agricoles sont exploités pendant la saison des pluies, puis convertis en pâturages après les récoltes, ce qui limite les conflits d'usage dans certaines zones⁸³.

Cependant, cette cohabitation n'est pas exempte de tensions sociales. La rareté des terres arables, accentuée par la croissance démographique et la sédentarisation durable des réfugiés, engendre des conflits d'accès aux ressources foncières. Les différends portent principalement sur les limites des parcelles, les dommages causés par les troupeaux dans les champs et

⁸⁰ FAO, Évaluation agro-écologique et cartographie des ressources naturelles dans le sud du Tchad., N'Djamena, 2020. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/b7844054-9f31-43ae-9be6-5083f79d71e9/content>. Consulté en ligne le 10 octobre 2025 à 10h11.

⁸¹ Ministère de l'Agriculture du Tchad, Rapport sur la production agricole et pastorale du Logone Oriental. N'Djamena, 2021.. https://www.ifad.org/documents/d/new-ifad.org/country-strategy-note-2017-2019_1#:~:text=Secteur%20agropastoral.,les%20jeunes%20fortement%20impliqu%C3%A9s%2012. Consulté en ligne le 16 Mai 2025 à 21h03.

⁸² Programme Alimentaire Mondial – PAM, Analyse de la sécurité alimentaire des ménages réfugiés et hôtes au sud du Tchad. N'Djamena, 2021, p.44.

⁸³ Béni Ngarkoudje, Agriculture et pastoralisme dans le Logone Oriental, complémentarités et conflits d'usage des sols, Mémoire de Master, Université de N'Djamena, 2019.

l'occupation prolongée de certaines zones cultivables⁸⁴. Pour prévenir ces tensions, des mécanismes communautaires de régulation ont été institués. Les chefferies traditionnelles, les comités mixtes villageois et les structures locales de médiation jouent un rôle clé dans l'arbitrage et la répartition équitable des terres et des pâturages.

2. Climat et végétation du département de la Nya-Pendé

Le département de la Nya-Pendé, localisé à l'extrême sud du Tchad dans la province du Logone Oriental, se situe dans la zone climatique soudano-guinéenne, caractérisée par une alternance nette entre une saison pluvieuse, généralement de mai à octobre, et une saison sèche s'étendant de novembre à avril. Le régime pluviométrique, relativement abondant, varie entre 1 000 et 1 400 mm par an, créant des conditions écologiques favorables à la croissance d'une végétation de type savane arborée et boisée⁸⁵. Cette couverture végétale se compose principalement d'espèces telles que karité, néré, *Acacia seyal* (acacia rouge) et rônier, qui constituent à la fois des ressources économiques, alimentaires et médicinales essentielles pour les communautés locales⁸⁶. Sur le plan climatique, la région est fortement influencée par la dynamique de la mousson africaine, dont les flux humides en provenance du golfe de Guinée déterminent le rythme des activités agricoles et pastorales⁸⁷. Cependant, cette configuration bioclimatique, bien qu'avantageuse pour la production agro-sylvo-pastorale, expose la Nya-Pendé aux effets récurrents du changement climatique, notamment la variabilité interannuelle des précipitations, la réduction du couvert végétal et la dégradation des sols⁸⁸. Dès lors, le climat et la végétation du département apparaissent à la fois comme des ressources vitales et des contraintes écologiques majeures, conditionnant la sécurité alimentaire et les stratégies de résilience des populations hôtes et réfugiées dans cette zone frontalière du sud tchadien.

⁸⁴ Organisation Internationale pour les Migrations – OIM, Gestion foncière et cohésion sociale dans les zones frontalières Tchad-RCA. N'Djamena, 2021, p.38.

⁸⁵ Office National de Développement Rural (ONDR), Atlas agro-écologique du Tchad, Province du Logone Oriental, N'Djamena, 2021.
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099735006012229688/pdf/P17542708967940cb0958f0cc7c47855f64.pdf#:~:text=L'agriculture%20est%20un%20secteur%20essentiel%20de%20l'%C3%A9conomie,la%20plupart%20pratiquant%20une%20agriculture%20de%20subsistance>. Consulté en ligne le 09 Octobre 2025 à 19h40.

⁸⁶ FAO, État des ressources forestières et de la végétation naturelle au Tchad. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020, p.41.

⁸⁷ Centre National d'Appui à la Recherche (CNAR), Rapport sur les conditions climatiques et environnementales du sud tchadien, N'Djamena, CNAR. 2018, p.49.

⁸⁸ Programme d'Action National d'Adaptation du Tchad (PANA-Tchad), Plan national d'adaptation aux changements climatiques, N'Djamena, Ministère de l'Environnement, 2017, p.61.

2.1. Un climat tropical de type soudanien

Le département de la Nya-Pendé est soumis à un climat tropical de type soudanien, caractérisé par l’alternance bien marquée entre une saison sèche, s’étendant de novembre à avril, et une saison pluvieuse, couvrant la période de mai à octobre. Ce régime climatique, typique du sud tchadien, résulte de l’influence de la mousson ouest-africaine, dont les flux humides en provenance du golfe de Guinée déterminent la distribution spatio-temporelle des précipitations⁸⁹. Les moyennes pluviométriques annuelles varient généralement entre 1 000 et 1 200 mm, créant des conditions favorables à la production agricole, à la régénération des pâturages et au maintien d’une couverture végétale dense⁹⁰. Ce climat permet le développement d’un système agraire mixte où la culture du maïs, du sorgho, de l’arachide et du manioc occupe une place centrale dans les moyens de subsistance des populations hôtes et réfugiées⁹¹.

Cependant, la Nya-Pendé n’échappe pas aux effets de la variabilité et du changement climatique, qui se traduisent par une irrégularité des précipitations, des épisodes récurrents de sécheresses et parfois des inondations dévastatrices le long des zones marécageuses et des plaines inondables⁹². Ces aléas climatiques influent directement sur la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la résilience des ménages, particulièrement dans les communautés accueillant des réfugiés centrafricains dont la subsistance dépend fortement de l’exploitation des ressources naturelles locales. En ce sens, le climat soudanien de la Nya-Pendé constitue à la fois un facteur d’opportunité pour le développement agro-pastoral et un élément de vulnérabilité structurelle pour les populations vivant dans cette zone frontalière du Tchad méridional.

⁸⁹ *Ibid.*,

⁹⁰ Office National de Développement Rural (ONDR), Atlas agro-écologique du Tchad, Province du Logone Oriental, N’Djamena, 2021. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099735006012229688/pdf/P17542708967940cb0958f0cc7c47855f64.pdf#:~:text=L'agriculture%20est%20un%20secteur%20essentiel%20de%20l'%C3%A9conomie,la%20part%20pratiquant%20une%20agriculture%20de%20subsistance>. Consulté en ligne le 09 Octobre 2025 à 19h50.

⁹¹ FAO, État des ressources agricoles et forestières au Tchad, Rome, Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture, 2020,42.

⁹² Programme d’Action National d’Adaptation du Tchad (PANA-Tchad), Plan national d’adaptation aux changements climatiques, N’Djamena, Ministère de l’Environnement, 2017. <https://www.arc.int/gender-drmp/tchad-plan-national-d-adaptation-au-changement-climatique.html#:~:text=Le%20processus%20du%20PAN%20s,les%20plans%20de%20d%C3%A9veloppement%20nationaux>. Consulté en ligne le 20 Avril 2025 à 21h00.

2.2. Une végétation de type savane arborée

La couverture végétale du département de la Nya-Pendé est principalement constituée d'une savane arborée et arbustive typique de la zone soudano-guinéenne. Ce paysage végétal se caractérise par une alternance de formations herbacées et d'arbres épars, témoignant d'un équilibre fragile entre les influences climatiques, les dynamiques agricoles et les pressions anthropiques. Parmi les principales essences rencontrées figurent le karité, le néré, le tamarinier, le rônier, ainsi que divers acacias et légumineuses ligneuses⁹³. Ces espèces présentent une importance socio-économique majeure : elles fournissent des produits alimentaires (fruits, graines, feuilles), médicinaux (écorces, racines, huiles) et énergétiques (bois de chauffe, charbon de bois) largement exploités par les populations hôtes et réfugiées du sud tchadien.

La végétation de la Nya-Pendé joue également un rôle écologique fondamental dans la régulation du microclimat, la protection des sols contre l'érosion hydrique et éolienne, ainsi que dans la conservation de la biodiversité régionale⁹⁴. Toutefois, la surexploitation des ressources végétales, associée à l'expansion agricole, au surpâturage et aux effets du changement climatique, entraîne une dégradation progressive du couvert végétal et une réduction de la productivité écologique⁹⁵. Dans ce contexte, la collecte et la commercialisation des produits forestiers non ligneux — tels que le miel, les fruits sauvages, les noix de karité et le bois de feu — constituent des stratégies de subsistance essentielles, particulièrement pour les réfugiés centrafricains qui recourent à ces ressources pour diversifier leurs moyens de vie et renforcer leur résilience face à l'insécurité alimentaire⁹⁶. Ainsi, la végétation de type savane arborée, au-delà de sa fonction écologique, représente un pilier du système socio-économique

⁹³ Office National de Développement Rural (ONDR), Atlas agro-écologique du Tchad, Province du Logone Oriental. N'Djamena, 2021..

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099735006012229688/pdf/P17542708967940cb0958f0cc7c47855f64.pdf#:~:text=L'agriculture%20est%20un%20secteur%20essentiel%20de%20l'%C3%A9conomie.la%20plupart%20pratiquant%20une%20agriculture%20de%20subsistance> . Consulté en ligne le 09 Octobre 2025 à 19h50.

⁹⁴ Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable (MEPDD), Rapport national sur la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes forestiers du Tchad, N'Djamena, 2019.

<https://www.cbd.int/doc/world/td/td-nr-04-fr.pdf#:~:text=1.4%20Diversit%C3%A9%20intersp%C3%A9cifique%20Le%20Tchad%2C%20compris%20entre,une%20diversit%C3%A9%20floristique%20et%20faunique%20remarquablement%20importante>. Consulté en ligne le 22 Avril 2025 à 15h12.

⁹⁵ Programme d'Action National d'Adaptation du Tchad (PANA-Tchad), Plan national d'adaptation aux changements climatiques, N'Djamena, Ministère de l'Environnement. 2017. <https://www.arc.int/gender-drmp/tchad-plan-national-d-adaptation-au-changement-climatique.html#:~:text=Le%20processus%20du%20PAN%20s,les%20plans%20de%20d%C3%A9veloppement%20nationaux>. Consulté en ligne le 22 Avril 2025 à 15h 40.

⁹⁶ FAO, Produits forestiers non ligneux et moyens de subsistance des communautés rurales au Sahel, Rome, 2021. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/fl6f920a-ca72-4353-9631-5868de15d35c/content>. Consulté en ligne le 26 Avril 2025 à 22h00.

local et un levier stratégique d'adaptation pour les communautés confrontées aux crises humanitaires et environnementales dans la Nya-Pendé.

2.3. Les impacts environnementaux liés à la pression démographique

L'installation massive et prolongée des réfugiés centrafricains dans le département de la Nya-Pendé exerce une pression considérable sur les ressources naturelles locales, notamment sur le couvert végétal, les sols et les ressources en eau. En effet, la croissance démographique rapide autour des sites d'accueil — tels que Danamadja, Dossèye ou Amboko — se traduit par une intensification des besoins en bois de chauffe, en matériaux de construction et en espaces cultivables⁹⁷. Cette demande accrue favorise une déforestation accélérée dans les zones périphériques des camps, où le bois demeure la principale source d'énergie domestique et un bien marchand vital pour les ménages en situation de précarité⁹⁸.

Cette surexploitation des ressources forestières engendre une dégradation croissante de l'écosystème, raréfaction du bois de chauffe, disparition progressive de certaines essences locales, perte de fertilité des sols et accentuation de l'érosion hydrique et éolienne⁹⁹. Par ailleurs, la compétition autour des ressources naturelles entre réfugiés et populations hôtes alimente parfois des tensions sociales, renforçant la vulnérabilité environnementale et économique du milieu¹⁰⁰. Ces effets cumulatifs traduisent une fragilisation écologique structurelle qui menace la durabilité des activités agricoles et pastorales, principales sources de

⁹⁷ Office National de Développement Rural (ONDR), Atlas agro-écologique du Tchad, Province du Logone Oriental, N'Djamena, ONDR.2021. Consulté en ligne le 09 Octobre 2025 à 19h50.
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099735006012229688/pdf/P17542708967940cb0958f0cc7c47855f64.pdf#:~:text=L'agriculture%20est%20un%20secteur%20essentiel%20de%20l'%C3%A9conomie,la%20plupart%20pratiquant%20une%20agriculture%20de%20subsistance.>

⁹⁸ FAO, État des ressources forestières et de la végétation naturelle au Tchad. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020. Consulté en ligne le 10 Octobre 20225 à 10h14.
[https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/b7844054-9f31-43ae-9be6-5083f79d71e9/content.](https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/b7844054-9f31-43ae-9be6-5083f79d71e9/content)

⁹⁹ Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable. Rapport national sur la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes forestiers du Tchad, N'Djamena, 2019..
<https://www.cbd.int/doc/world/td/td-nr-04-fr.pdf#:~:text=1.4%20Diversit%C3%A9%20intersp%C3%A9cifique%20Le%20Tchad%2C%20compris%20entre,une%20diversit%C3%A9%20floristique%20et%20faunique%20remarquablement%20importante.> Consulté en ligne le 22 Avril 2025 à 15h12.

¹⁰⁰ Programme d'Action National d'Adaptation du Tchad (PANA-Tchad). Plan national d'adaptation aux changements climatiques, N'Djamena, Ministère de l'Environnement.2017. <https://www.arc.int/gender-drmp/tchad-plan-national-d-adaptation-au-changement-climatique.html#:~:text=Le%20processus%20du%20PAN%20s,les%20plans%20de%20d%C3%A9veloppement%20nationaux.> Consulté en ligne le 20 Avril 2025 à 21h00.

subsistance dans cette zone frontalière du sud tchadien¹⁰¹. Selon les propos de Mahamat Dogo, agriculteur et membre du comité villageois de gestion environnementale à Dossèye :

*« Depuis que les réfugiés sont arrivés ici, la forêt a beaucoup diminué. Avant, on trouvait du bois pas loin du village, mais aujourd'hui il faut marcher très loin pour en avoir. Les femmes passent toute la journée à chercher du bois. Même les arbres qu'on utilisait pour faire les clôtures sont devenus rares. On comprend que les réfugiés aussi ont besoin de bois pour cuire leur nourriture, mais si ça continue comme ça, nos champs seront exposés au vent et à la pluie. La terre devient pauvre et les récoltes diminuent ».*¹⁰²

Le témoignage de Mahamat Dogo illustre avec clarté les effets directs et perceptibles de la pression démographique sur l'environnement local. L'expression « *la forêt a beaucoup diminué* » traduit une perception empirique de la déforestation vécue au quotidien par les populations rurales. Le discours révèle une double dimension socio-écologique, d'une part, la rareté croissante des ressources forestières et, d'autre part, la détérioration de la qualité des sols agricoles due à la perte du couvert végétal.

La mention du temps consacré à la recherche du bois par les femmes (« *toute la journée à chercher du bois* ») met en lumière la charge genrée de la vulnérabilité environnementale, où les femmes, principales responsables de la collecte du combustible domestique, sont particulièrement affectées par la dégradation des ressources¹⁰³. L'interlocuteur manifeste également une conscience partagée de l'interdépendance entre réfugiés et hôtes — « *on comprend que les réfugiés aussi ont besoin de bois* » —, ce qui traduit une forme de résilience communautaire malgré la concurrence accrue pour l'accès aux ressources naturelles¹⁰⁴.

L'installation massive des réfugiés entraîne une déforestation accrue, notamment autour des camps de réfugiés où le bois est utilisé comme combustible ou matériau de construction. Cette exploitation non régulée contribue à la dégradation de l'écosystème, à la rareté du bois de chauffe et à l'érosion des sols, compromettant la durabilité des activités économiques locales.

¹⁰¹ Banque Africaine de Développement (BAD), Changement climatique et développement résilient en Afrique centrale, étude de cas du Tchad. Abidjan, 201, p.67.

¹⁰² Dogo MAHAMAT, Camp de Dossèye, le 21 Mai 2025.

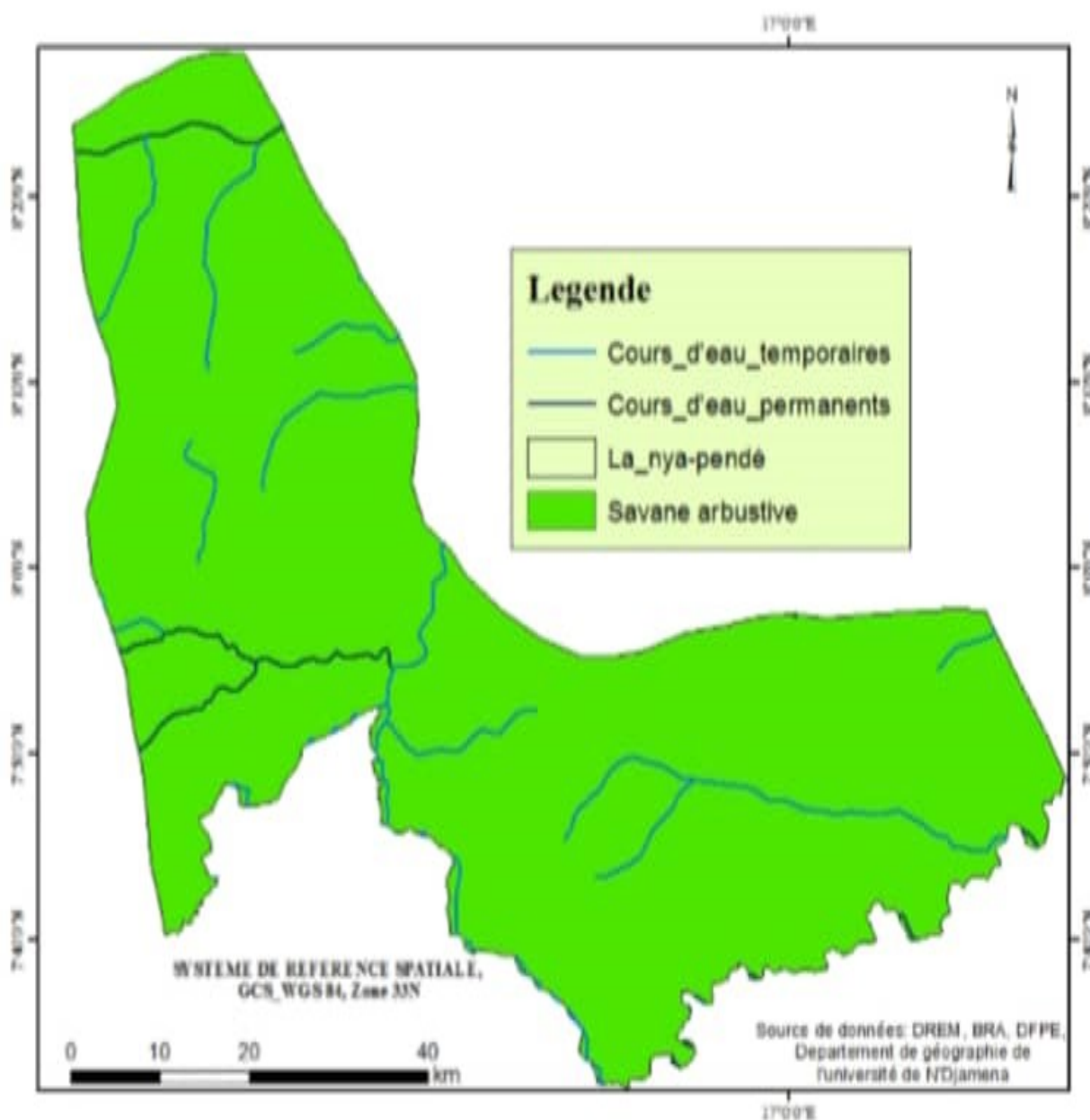
¹⁰³ FAO, Produits forestiers non ligneux et résilience des communautés rurales au Sahel. Rome, 2021, p.32.

¹⁰⁴ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Rapport sur le Programme environnement et énergie durable dans les zones d'accueil des réfugiés au sud du Tchad. N'Djamena, 2023, p.45.

3. Hydrographie du département de la Nya-Pendé

Le département de la Nya-Pendé compte une rivière permanente et des mares du bas-fond et rivières temporaires. Son hydrographie est dominée par la Nya-Pendé qui longe la ville. Principal affluent du fleuve Logone, la Pendé prend sa source en RCA, elle est située à l'Ouest de la ville de Goré et se jette dans le Logone au niveau de Lai à environ 436Km de son point d'origine. C'est un cours d'eau permanent et assez poissonneux. Un bras de la Nya Longe Amboko et constitue un affluent de la Pendé à environ 93Km. C'est un cours d'eau temporaire très poissonneux. Aussi au moment des crues, les surfaces des berges s'élargissent et arrivent à inonder les champs avoisinants. Ce qui agrandit le rayon d'action des poissons. Hormis ces deux cours d'eau, on note plusieurs mares, étangs et marigots qui sont des cours d'eau saisonniers tels que : Barya, Mbouna, Amboko, Pindi, Deki, Pathdjé, Sobodjé, Watogdjé, Ngandoumgadjé, Djingadjé, Rouh, Mbeurh, Konkassa, Kaiboro, Bitai, Bolo, Djara, Dangaou, Goibar, Ndjémené, Bingui, Kemkou, Kossou, Talah, Koutoudjé, Hoilodjé, etc. Tous ces cours d'eau temporaires sont très poissonneux et régulièrement exploités pour la pêche en saison sèche par la population riveraine.

Figure 3: *Végétation et l'Hydrographie de la Nya-Pendé (au Sud du Tchad).*



Source : Direction Régionale de l'Environnement et du Milieu, CNARR, Bureau Régional de l'Agriculture, Direction de la Formation et de la Promotion de l'Environnement, 2019, institutions responsable de la cartographie environnementale.

La carte présente la couverture végétale et le réseau hydrographique du département de la Nya-Pendé, au sud du Tchad. Le territoire est majoritairement recouvert

de savane arbustive, favorable à l'agriculture et à l'élevage. Le réseau hydrographique est constitué de cours d'eau permanents, concentrés au sud, et de cours d'eau temporaires répartis sur l'ensemble du département, témoignant d'une forte dépendance aux saisons des pluies. Cette configuration géographique influence fortement les activités économiques locales et les dynamiques de résilience des populations.

3.1. Un réseau hydrographique dense

Le département de la Nya-Pendé bénéficie d'un réseau hydrographique relativement dense, qui constitue un atout écologique et économique majeur pour les populations locales et réfugiées. Cette région est arrosée par plusieurs cours d'eau permanents et temporaires, parmi lesquels les plus importants sont le Logone Oriental, le **Nya** et la **Pendé**, dont ce dernier a donné son nom au département¹⁰⁵. Ces rivières, tributaires du grand bassin du Logone-Chari, jouent un rôle vital dans la régulation du climat local, l'irrigation des terres agricoles et la reconstitution des nappes phréatiques¹⁰⁶. Elles alimentent également un ensemble de mares, marigots et affluents saisonniers qui servent à l'abreuvement du bétail, à la pêche artisanale et à certaines pratiques maraîchères¹⁰⁷.

Les plaines inondables du Logone Oriental et de la Pendé offrent des zones de grande fertilité propices à la riziculture et à la culture du maïs, tandis que les zones marécageuses constituent des habitats naturels pour une faune aquatique diversifiée. Toutefois, cette richesse hydrologique demeure fragile : la variabilité pluviométrique, la sédimentation excessive et les pratiques agricoles non durables entraînent une réduction de la capacité de rétention des eaux de surface et une dégradation des berges¹⁰⁸. Dans un contexte d'accroissement démographique lié à l'afflux des réfugiés centrafricains, les pressions exercées sur les ressources hydriques se

¹⁰⁵ Office National de Développement Rural (ONDR), Atlas agro-écologique du Tchad, Province du Logone Oriental, N'Djamena, 2021, p.42.

¹⁰⁶ Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable (MEPDD), Rapport national sur la gestion durable des écosystèmes aquatiques et fluviaux du Tchad, N'Djamena, 2019. Consulté en ligne le 22 Avril 2025 à 15h12, <https://www.cbd.int/doc/world/td/td-nr-04-fr.pdf#:~:text=1.4%20Diversit%C3%A9%20intersp%C3%A9cifique%20Le%20Tchad%2C%20compris%20entr,e,une%20diversit%C3%A9%20floristique%20et%20faunique%20remarquablement%20importante.>

¹⁰⁸ FAO, Gestion intégrée des ressources en eau et sécurité alimentaire au Tchad. Rome, 2022, p.28.

¹⁰⁸ Programme d'Action National d'Adaptation du Tchad (PANA-Tchad). Plan national d'adaptation aux changements climatiques, N'Djamena, Ministère de l'Environnement, 2017, p.51.

sont intensifiées, notamment par la multiplication des usages domestiques, pastoraux et agricoles¹⁰⁹. Ngarmadji Béatrice, réfugiée centrafricaine installée au d'Amboko nous explique :

« Ici, l'eau de la rivière Nya nous aide beaucoup. C'est avec cette eau qu'on fait les petits jardins pour nourrir nos enfants. Mais pendant la saison sèche, le niveau de l'eau baisse trop, et parfois on doit creuser pour en trouver. Les habitants du village viennent aussi puiser là-bas, et parfois il y a des disputes. On dit que l'eau est pour tout le monde, mais quand elle devient rare, chacun veut d'abord pour lui. »¹¹⁰

Le témoignage de Ngarmadji Béatrice met en lumière l'importance stratégique de la ressource hydrique dans la résilience économique et alimentaire des réfugiés centrafricains installés dans la Nya-Pendé. L'eau y apparaît comme un bien commun vital mais inégalement accessible, dont la rareté saisonnière engendre des tensions sociales entre réfugiés et populations hôtes. L'expression *« l'eau est pour tout le monde, mais quand elle devient rare, chacun veut d'abord pour lui »* illustre la transition d'une logique communautaire de partage vers une logique compétitive liée à la pression démographique et à la variabilité climatique. Ce discours révèle ainsi une vulnérabilité hydrique partagée, accentuée par l'insuffisance d'infrastructures de gestion et par la dépendance accrue aux rivières temporaires. Il traduit la nécessité d'une gouvernance concertée des ressources naturelles afin d'éviter que la rareté de l'eau ne devienne un facteur de conflit, mais plutôt un levier de coopération et de cohabitation pacifique¹¹¹.

3.2. L'exploitation des ressources hydriques

L'eau occupe une place centrale dans la vie socio-économique du département de la Nya-Pendé. Elle constitue une ressource vitale non seulement pour la consommation domestique, mais également pour les activités agricoles, pastorales et artisanales. Dans cette région marquée par un climat tropical soudanien, la disponibilité en eau varie fortement selon les saisons, rendant la gestion de cette ressource cruciale pour la survie des populations. Les habitants – qu'ils soient autochtones ou réfugiés – s'approvisionnent à travers une diversité de

¹⁰⁹ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), Programme de gestion environnementale et hydrique dans les camps de réfugiés du Logone Oriental, N'Djamena, 2023, p.36.

¹¹⁰ Béatrice NGARMADJI, Camp d'Amboko, 20 Avril 2025.

¹¹¹ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Rapport d'étude sur l'accès à l'eau et les interactions sociales dans les zones d'accueil des réfugiés au Tchad, N'Djamena, 2022, p.45.

dispositifs : forages mécaniques, puits traditionnels, sources naturelles et mares saisonnières. Les interventions du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), de l'UNICEF et de la FAO ont permis la construction de plusieurs forages et points d'eau communautaires afin de répondre à la demande croissante liée à l'afflux massif de réfugiés centrafricains¹¹². Toutefois, ces infrastructures demeurent insuffisantes face à l'accroissement démographique et à la concentration humaine dans les camps comme Doholo, Amboko ou Gondjé.

L'exploitation des ressources hydriques dans la Nya-Pendé révèle par ailleurs des disparités spatiales et sociales notables. Certaines zones rurales, éloignées des grands axes et des camps humanitaires, dépendent encore de puits traditionnels à ciel ouvert, exposés à la contamination. Le manque d'entretien des infrastructures et la faible capacité technique des comités de gestion communautaire accentuent la vulnérabilité des systèmes d'approvisionnement. En saison sèche, le tarissement de plusieurs puits et mares accentue les tensions d'accès entre populations hôtes et réfugiées, tandis que la pollution des points d'eau due au ruissellement des engrais, aux déjections animales et aux pratiques d'hygiène précaires expose les populations à de nombreuses maladies hydriques¹¹³. Cette précarité hydrique chronique constitue une menace pour la sécurité sanitaire et la stabilité socio-économique du département, fragilisant la résilience locale face aux chocs environnementaux¹¹⁴.

Enfin, la gestion durable des ressources en eau se heurte à un double défi : institutionnel et communautaire. D'une part, les politiques publiques d'approvisionnement en eau potable restent faiblement coordonnées entre les autorités locales, les agences humanitaires et les ONG. D'autre part, la gouvernance participative des points d'eau se trouve souvent entravée par des rivalités intercommunautaires et par un manque de sensibilisation aux principes de gestion durable¹¹⁵. L'absence de mécanismes de suivi et de maintenance régulière conduit à l'abandon progressif de nombreux forages, réduisant ainsi leur durée de vie utile. Ces

¹¹² Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Rapport du Programme Eau et Assainissement pour les populations réfugiées et hôtes de la Nya-Pendé, N'Djamena, HCR.2023, p. 55.

¹¹³ Organisation mondiale de la santé (OMS), Qualité de l'eau et santé publique en Afrique subsaharienne. Genève, 2019. Consulté en ligne le 20 Avril 2025 à 20h00. https://www.who.int/docs/default-source/wash-documents/water-for-health---fr.pdf?sfvrsn=fe03a1ab_4.

¹¹⁴ Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEEA), Plan national de développement du secteur de l'eau potable et de l'assainissement 2021-2030, N'Djamena, 2021. Consulté en ligne le 21 Avril 2025 à 17h27. https://www.gwp.org/globalassets/global/gwp-caf-files/plan-de-mise-en-oeuvre-de-la-convention_tchad_26_03_2025_a-partager.pdf.

¹¹⁵ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), Rapport sur l'accès à l'eau et la gestion communautaire dans les sites de réfugiés au sud du Tchad. N'Djamena, 2022, p. 46.

difficultés traduisent un déséquilibre entre la demande croissante en eau et les capacités institutionnelles locales à en assurer une distribution équitable et durable. Dans ce contexte, l'eau devient à la fois un facteur de coopération, lorsqu'elle est partagée dans la solidarité, et un facteur de tension, lorsqu'elle se raréfie ou que son accès devient inégal, Djamoussou Mahamat, agriculteur tchadien du village de Doholo nous explique :

*« Avant l'arrivée des réfugiés, on puisait l'eau sans problème au puits du village. Maintenant, on est nombreux, et souvent le puits se tarit vite. Parfois, on fait la queue des heures. Les ONG ont creusé un forage, mais quand il tombe en panne, personne ne vient le réparer. L'eau devient rare, et les gens s'énervent. Pourtant, sans eau, on ne peut ni cultiver, ni vivre. »*¹¹⁶

Le discours de Djamoussou Mahamat illustre les tensions sociales et les difficultés de gestion qui accompagnent l'exploitation des ressources hydriques dans un contexte de forte pression démographique. Son témoignage met en évidence le paradoxe entre la disponibilité apparente des infrastructures (forages, puits) et la vulnérabilité réelle des populations face à la rareté et à la mauvaise maintenance des équipements. L'expression « *sans eau, on ne peut ni cultiver, ni vivre* » traduit une dépendance vitale à cette ressource et souligne son rôle central dans la stabilité économique et sociale du milieu. Le tarissement des puits et la panne des forages constituent des indicateurs de la fragilité institutionnelle et technique du système de gestion locale de l'eau, souvent confiée à des comités villageois peu formés. De plus, la saturation des points d'eau commune aux réfugiés et aux populations hôtes révèle une cohabitation contrainte qui peut générer des tensions d'accès. L'analyse du discours montre donc que l'exploitation des ressources hydriques, bien que soutenue par les interventions humanitaires, demeure inégalement efficace et durable. Elle appelle une approche participative et intégrée de la gouvernance de l'eau, conciliant les besoins humanitaires et les impératifs de développement local¹¹⁷.

¹¹⁶ Mahamat DJAMO USSOU, Camp de Doholo, 20 juin 2025.

¹¹⁷ *Ibid.*

3.3. Les contraintes liées à la gestion de l'eau

La cohabitation entre réfugiés centrafricains et populations autochtones dans le département de la Nya-Pendé exerce une pression croissante sur les points d'eau disponibles. Les puits traditionnels, forages communautaires et sources naturelles, souvent limités en nombre et en capacité, doivent répondre à des besoins domestiques, agricoles et pastoraux concurrents. Cette saturation est particulièrement manifestée en saison sèche, lorsque le niveau des nappes phréatiques baisse et que les affluents temporaires s'assèchent partiellement, réduisant l'offre hydrique à sa portion la plus critique¹¹⁸. La répartition inégale de l'accès à l'eau entre camps de réfugiés et villages d'accueil contribue à exacerber les tensions, surtout lorsque des usages multiples coexistent sur un même point d'eau.

Par ailleurs, l'absence de mécanismes formalisés de gestion concertée de l'eau constitue un obstacle majeur à la durabilité de la ressource. Les comités villageois et les structures communautaires existants sont souvent peu formés ou manquent de moyens pour assurer la maintenance régulière des infrastructures hydrauliques et pour réguler l'usage de l'eau. Les ONG et agences humanitaires interviennent ponctuellement avec la construction de forages ou l'approvisionnement en eau potable, mais ces actions restent insuffisantes face à la demande croissante et à la pression démographique¹¹⁹. Cette situation génère des conflits d'usage récurrents, qui peuvent aller de simples désaccords à des affrontements locaux, affectant directement la cohésion sociale et la sécurité des populations.

Enfin, ces contraintes de gestion traduisent une vulnérabilité structurelle du système d'approvisionnement en eau dans la Nya-Pendé. Elles révèlent la nécessité d'une approche intégrée et participative, impliquant à la fois les autorités locales, les communautés hôtes, les réfugiés et les partenaires humanitaires pour assurer un partage équitable et durable de la ressource. Sans une telle gouvernance concertée, l'eau risque de devenir un facteur de conflit plutôt qu'un vecteur de coopération, compromettant ainsi les dynamiques locales de résilience communautaire et la sécurité sanitaire des populations¹²⁰. Amina Kouloum, réfugiée

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEEA), Plan national de développement du secteur de l'eau potable et de l'assainissement, N'Djamena, 2021-2030. Consulté en ligne le 21 Avril 2025 à 17h27mn https://www.gwp.org/globalassets/global/gwp-caf-files/plan-de-mise-en-oeuvre-de-la-convention_tchad_26_03_2025_a-partager.pdf https://www.gwp.org/globalassets/global/gwp-caf-files/plan-de-mise-en-oeuvre-de-la-convention_tchad_26_03_2025_a-partager.pdf.

¹²⁰ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Rapport sur l'accès à l'eau et la gestion communautaire dans les sites de réfugiés au sud du Tchad, N'Djamena, 2022, p.60.

centrafricaine et membre d'un comité local de gestion de l'eau du camp d'Amboko explique sur ces termes :

« Quand on arrive au puits le matin, il y a déjà des villageois qui attendent. En saison sèche, il faut parfois attendre des heures pour remplir nos seaux. Parfois, ça crée des disputes et des tensions. Nous essayons d'organiser des tours, mais tout le monde n'écoute pas. L'eau devrait être pour tous, mais quand elle devient rare, c'est chacun pour soi. »¹²¹

Le témoignage d'Amina Kouloum illustre la complexité de la gestion de l'eau en contexte de cohabitation forcée entre réfugiés et populations hôtes. La rareté saisonnière accentue les conflits d'usage et révèle le manque de mécanismes de régulation efficaces, malgré l'existence de comités de gestion. L'expression « *quand elle devient rare, c'est chacun pour soi* » traduit la tension entre solidarité communautaire et compétition pour une ressource vitale, soulignant la fragilité des dynamiques locales de résilience. Ce discours montre que la gestion participative de l'eau, si elle est insuffisante ou mal appliquée, peut transformer une ressource commune en source de conflit, compromettant la cohésion sociale et la sécurité sanitaire. Il met en évidence la nécessité d'une approche concertée et inclusive, combinant sensibilisation, maintenance des infrastructures et régulation des usages pour assurer un accès équitable et durable à l'eau¹²².

II. LE MILIEU HUMAIN ET SOCIOCULTUREL

Le département de la Nya-Pendé, situé au sud du Tchad dans la province du Logone Oriental, est caractérisé par une diversité humaine et socioculturelle notable, issue à la fois de la présence des populations autochtones et de l'afflux prolongé de réfugiés centrafricains. La population locale se compose principalement de groupes ethniques tels que les kabba, les Sara, Yamod et les Ngambaye, dont les modes de vie, les traditions et les structures familiales influencent fortement l'organisation sociale et les pratiques économiques¹²³. Ces communautés entretiennent des activités agricoles et pastorales extensives, complétées par la pêche et la collecte de produits forestiers non ligneux, qui façonnent leurs rapports à l'environnement et

¹²¹ Amina KOULOUM, Camp d'Amboko, le 20 Avril 2025.

¹²² Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Rapport sur le Programme Eau et Assainissement pour les populations réfugiées et hôtes de la Nya-Pendé, N'Djamena, 2023, p.45.

¹²³ Office National de Développement Rural (ONDR), Atlas agro-écologique du Tchad, Province du Logone Oriental. N'Djamena, 2021.p. 45.

aux ressources naturelles. L'arrivée massive des réfugiés centrafricains a modifié la dynamique démographique, engendrant de nouvelles interactions sociales, des pratiques culturelles hybrides et des stratégies de cohabitation parfois marquées par des tensions ou des échanges d'entraide. Ainsi, le milieu humain et socioculturel de la Nya-Pendé reflète un équilibre complexe entre traditions locales, pressions démographiques, mobilité des populations et adaptations mutuelles, constituant un facteur central pour comprendre les dynamiques de résilience et de cohésion communautaire dans cette région frontalière¹²⁴.

1. Le milieu humain

L'étude du milieu humain englobe les aspects démographiques de la population sédentaire, transhumante ou semi-sédentaire et permet de mieux comprendre le cadre social et humain dans lequel évoluent les réfugiés centrafricains au sud du Tchad. En effet, le dynamisme démographique et les transformations structurelles de la population locale influencent directement les stratégies d'adaptation et de survie développées par ces réfugiés. Alors selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) réalisé au Tchad en 1993, Le département de la Nya-Pendé comptait un total de 84 575 habitants, répartis de manière inégale entre les milieux urbains, ruraux et nomades. Population rurale 78 321 habitants, soit environ 92,6 % de la population totale. Cette forte proportion reflète une réalité dominée par l'agriculture de subsistance, l'élevage, et des modes de vie traditionnels dans les villages. Cela traduit également un accès limité aux infrastructures urbaines et aux services publics de base. Population urbaine 4 079 habitants, soit environ 4,8 %. Cette faible part illustre un taux d'urbanisation très bas, signe d'un développement urbain limité, d'un exode rural réduit ou d'un manque d'attractivité des centres urbains existants. Population nomade 2 175 habitants, soit environ 2,6 %. Cette minorité reflète la présence de groupes pastoraux vivant selon un mode de vie mobile, souvent en marge des politiques publiques et vulnérables aux aléas climatiques et sécuritaires.

En seize ans, cette population a augmenté de 23 515 habitants, atteignant ainsi 108 090 personnes en 2009 (RGPH2), soit une augmentation moyenne d'environ 1 470 personnes par an. Les résultats du RGPH2 montrent également une baisse significative de la population nomade, qui est passée de 2 175 à seulement 91 individus, la grande majorité s'étant progressivement sédentarisée dans plus d'une dizaine de villages.

¹²⁴ Programme de cohabitation et intégration des réfugiés centrafricains dans le sud du Tchad, N'Djamena, 2023, p. 27.

En effet, l'accroissement des populations rurales et la transformation du milieu humain local ont un impact considérable sur les réfugiés centrafricains :

D'une part, la concentration accrue des populations rurales crée une pression supplémentaire sur les ressources naturelles disponibles (terres arables, bois de chauffe, eau). Cette situation contraint les réfugiés à développer des stratégies d'adaptation immédiate comme la diversification des activités agricoles et le recours à des ressources alternatives. Un autochtone de camp de Gondjé nous explique sur ces termes

Depuis l'arrivée des réfugiés, il devient de plus en plus difficile pour nous tous d'avoir accès aux terres cultivables ou même au bois de chauffage. Nous sommes obligés de nous adapter, de cultiver ailleurs ou de chercher d'autres moyens pour survivre¹²⁵.

Ce discours illustre clairement la pression croissante sur les ressources naturelles causée par l'augmentation démographique liée à la cohabitation entre autochtones et réfugiés. Le discours met en évidence la concurrence pour l'accès aux terres arables et aux ressources de base comme le bois et l'eau devient une source de tension mais aussi un moteur d'innovation sociale.

D'autre part, la sédentarisation des populations transhumantes favorise la constitution de villages plus stables, ce qui facilite l'intégration progressive des réfugiés à moyen terme dans la vie socioéconomique locale.

Enfin, ce nouvel équilibre entre populations autochtones et réfugiées pose aussi la question de la préservation de l'identité culturelle des réfugiés centrafricains, qui composent des modes de vie locaux différents tout en maintenant leurs propres pratiques et traditions.

Ainsi, l'analyse du milieu humain du département de la Nya-Pendé ne se limite pas à un simple constat démographique. Elle est essentielle pour comprendre comment ces dynamiques influencent les mécanismes de survie immédiate, les adaptations socioéconomiques à moyen terme et les tentatives de préservation de l'identité culturelle des réfugiés centrafricains, objectif principal de cette recherche.

¹²⁵ Anonyme, Camp de Gondjé, le 22 juin 2025.

1.1. La composition démographique

Tout Etat, vaste ou petit, développé ou non, se définit par son territoire et sa population. Cependant, le Tchad se singularise d'abord par sa position géographique et sa superficie qui est de (1.284 000 km²)¹²⁶ et les foyers de peuplements sont spécifiques aux groupes ethniques.

En effet, le peuple du Logone Oriental appartient au grand groupe Sara qui regroupe des populations d'ethnies variées. Les groupes ethniques les plus nombreux sont les Ngambaye et les Madjiganyes¹²⁷. Ils sont estimés au début du XXI^e siècle à près de 2 Millions. Ils peuplent l'Extrême-Sud du Tchad, précisément la préfecture du Logone Occidental, rependus également dans le Logone Oriental et du Moyen-Chari. Six sous-groupes ethniques se partagent le Logone oriental selon l'esquisse ethnographique établie par le CIRAD.¹²⁸ Il s'agit des Mongos, Mbays et Goulays du département de la Pendé (Doba), les Ngambayes dans le Département de la Nyan (Bébédjia) et le Nord du département de la Nya-Pendé (Goré), les Kabbas et Lakkas dans le sud du même département et dans le département des Monts de Lam (Baïbokoum), et les Mboums dans une partie Sud-Ouest du même département¹²⁹. Mais au niveau de chaque sous-groupe, des branches se distinguent au niveau de l'accent du dialecte parlé.

Cette répartition n'est pas homogène, car des interpénétrations s'observent entre plusieurs cantons. C'est ainsi que l'on trouve des Lakkas aussi bien dans le canton Timbéri que dans le canton Gadjibian. Les diversités ethniques n'empêchent pas une cohabitation sereine entre les populations du département. Les mariages interethniques est le signe d'une bonne cohabitation. Les échanges linguistiques dans diverses localités rapprochent les communautés, Mboum dont les dialectes s'apparentent au Moundang, au Toupouri et au Kim du Mayo-Kebbi. La compréhension linguistique constitue un facteur de solidarité et de mobilisation pour des programmes de développement de grande envergure dans le département de la Nya-pendé. C'est ce rapprochement linguistique qui permet aux réfugiés de développer des stratégies de résilience dans leurs campements.

Dans le département de la Nya-Pendé de façon plus spécifique, on rencontre trois groupes linguistiques, les kabba dans les cantons Kabba Roangar, Goré et la sous-préfecture de Békan ; les Yamodes dans la sous-préfecture de Yamodo, les Ngambayes à Donia et à Timbéri. Ces derniers temps, dans la Nya-Pendé, la proportion des éleveurs nomades (foulbés, arabes et

¹²⁶ INSEED-TCHAD, Généralité sur le Tchad, Consulté en ligne le 25/05/2025 à 14h11mn.

<https://www.inseed.td/index.php/généralité-sur-Tchad>.

¹²⁷ Considérés comme les autochtones de la province du Logone occidental.

¹²⁸ Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

¹²⁹ Les autochtones de la province Logone Oriental.

bororo) va de manière croissante ainsi que celle des commerçants venus pour les transactions. L'arrivée des réfugiés centrafricains en 2003 dans le département de la Nya-pendé, on a constaté les rapprochements linguistiques entre les populations hôtes et les réfugiés dans les camps d'Amboko, Gondjé, Dossèye et Doholo.

De plus, la région du Logone Oriental se caractérise par une grande diversité ethnique, structurée autour du grand groupe Sara, lui-même subdivisé en plusieurs sous-groupes tels que les Mbaye, Goulaye, Ngambaye, Kabba, Lakka, Mboum, et bien d'autres.

Ainsi, les épiphénomènes comme les mouvements migratoires internes, les influences politiques ou encore le poids des alliances linguistiques contribue à redéfinir, la composition ethnique et leur répartition spatiale. Malgré la diversité, on observe cependant une tendance vers l'entraide du fait des proximités culturelles et linguistiques. Ce contexte permet de mieux comprendre l'organisation sociale du territoire et la résilience des populations face aux défis contemporains.

1.2. La répartition spatiale et les dynamiques migratoires

Sur le plan administratif, le département de la Nya-Pendé est subdivisé en quatre sous-préfectures (Goré, Yamodo, Békan et Donia) et compte huit cantons principaux (Goré rural, Yamodo, Békan, Donia, Timberi, Siagon, Goubeti et Kabba Roangar). Cette répartition n'est pas seulement administrative, elle reflète une organisation spatiale de la population influencée à la fois par des facteurs géographiques, historiques et socioéconomiques. La population est regroupée autour de ces sous-préfectures et cantons pour plusieurs raisons, la proximité des ressources naturelles essentielles, comme les zones agricoles fertiles, les points d'eau et les zones de pâturage, attire et fixe les habitants, qu'ils soient autochtones ou réfugiés.

Les dynamiques d'accueil et d'intégration des réfugiés centrafricains ont contribué à renforcer la concentration de population autour des zones offrant plus de services humanitaires et d'opportunités économiques. Ces zones constituent des espaces où les réfugiés ont plus facilement développer des stratégies de survie à court terme (accès à l'aide humanitaire, commerce local) et des adaptations socioéconomiques à moyen terme (agriculture, artisanat, échanges commerciaux). Sous l'impulsion de la décentralisation, certains cantons ont été érigés en sous-préfectures, mais la distribution spatiale de la population à l'intérieur de ces entités reste inégalement répartie et s'explique par plusieurs facteurs. En termes de superficie, par exemple, la sous-préfecture de Goré rural est la plus vaste et la moins morcelée ; elle regroupe à elle seule trois cantons et concentre la majorité de la population, soit 62 452 habitants.

Cette concentration démographique s'explique par la présence de ressources agricoles importantes, de meilleures infrastructures, et par le rôle historique et administratif de Goré comme principal centre d'attraction pour les activités économiques et sociales.

À l'inverse, les autres sous-préfectures, telles que Yamodo, Békan et Donia, ne comptent que de petits villages dispersés et présentent une faible densité démographique, principalement en raison de leur superficie plus réduite et d'un relief parfois contraignant (zones marécageuses ou collines). Cette faible densité s'explique également par la faible attractivité économique et le manque relatif d'infrastructures, ce qui freine l'installation aussi bien des populations locales que des réfugiés. Ainsi, l'analyse de la distribution spatiale de la population montre qu'elle n'est pas uniquement le résultat d'un découpage administratif, mais qu'elle reflète une combinaison de facteurs géographiques, économiques et historiques. Ces facteurs influencent les choix des réfugiés centrafricains lorsqu'ils développent leurs stratégies de survie. Ils s'installent dans des zones où ils peuvent bénéficier d'un meilleur accès aux terres cultivables, à l'aide humanitaire et aux opportunités socioéconomiques. Ce qui permet d'éviter les zones marginalisées et moins viables. Ainsi, l'analyse de cette distribution spatiale ne doit pas être perçue comme un simple découpage administratif ou une statistique démographique ; elle permet de comprendre comment les réfugiés centrafricains s'installent et s'adaptent dans le territoire d'accueil. Ces regroupements facilitent l'accès aux ressources et services, conditionnant directement leurs stratégies d'adaptation et leurs tentatives de préserver leur identité culturelle tout en cherchant à s'intégrer.

En résumé, comprendre cette distribution spatiale permet de relier les dynamiques démographiques locales aux stratégies d'adaptation et de résilience des réfugiés, ce qui répond à notre objectif principal de recherche.

Le tableau ci-dessous présente les disparités de population constatées entre ces sous-préfectures, illustrant la concentration démographique et ses conséquences sur la dynamique locale.

Tableau 3: Répartition de la population de la Nya-Pendé par sous-préfecture

Sous-préfectures	Hommes	Femmes	Total
Goré	30 757	31 695	62452
Békan	11623	12370	23993
Donia	7476	12370	23993
Yamodo	4778	4824	9602
Total	54634	56825	111459

Source : *INSEED*, Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques 2009.

1.3. Les activités économiques

L'économie du département de la Nya-Pendé repose principalement sur un ensemble d'activités à faible intensité capitaliste, centrées sur la subsistance et l'économie locale. L'agriculture constitue le pilier central de la production, avec des cultures vivrières telles que le mil, le maïs, le manioc, et le riz dans les zones inondables, tandis que l'élevage extensif de bovins, caprins et ovins complète les besoins alimentaires et économiques des ménages¹³⁰. La pêche artisanale, pratiquée le long des rivières du Logone Oriental, Nya et Pendé, apporte un complément protéique essentiel et génère un revenu supplémentaire pour certaines familles. Parallèlement, le petit commerce transfrontalier, en particulier avec la République centrafricaine voisine, permet aux ménages de valoriser leurs produits agricoles et artisanaux, favorisant des échanges économiques informels mais vitaux pour la survie locale¹³¹.

L'arrivée des réfugiés centrafricains a introduit de nouvelles dynamiques économiques et une certaine diversification des savoir-faire. Ces derniers participent à l'agriculture et à l'élevage, parfois en apportant des techniques agricoles ou artisanales innovantes, telles que la culture de légumes irrigués ou la confection de produits artisanaux à vendre sur les marchés locaux. Toutefois, la concurrence pour l'accès à la terre, aux pâturages et aux points d'eau engendre parfois des tensions avec les populations hôtes. Par ailleurs, la rareté des emplois

¹³⁰ Office National de Développement Rural, Atlas agro-écologique du Tchad, Province du Logone Oriental, N'Djamena, 2021, p. 45.

¹³¹ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Rapport sur le Programme de cohabitation et intégration des réfugiés centrafricains dans le sud du Tchad, N'Djamena, 2023, p.47.

rémunérés et des opportunités économiques formelles maintient une grande partie des habitants dans une situation de précarité persistante, malgré cette complémentarité économique¹³².

Pour Mahamat Saleh, agriculteur et chef de ménage à Dossèye, met en évidence la coopération entre populations locales et réfugiés : « *Depuis que les réfugiés sont arrivés, nous travaillons parfois ensemble dans les champs. Ils ont appris à certains jeunes à irriguer les jardins, ce qui aide nos récoltes. Mais le marché est petit et les emplois rares. Même avec cette entraide, beaucoup n'ont pas assez pour vivre correctement.* »¹³³ Ce témoignage montre que la coopération et le transfert de compétences contribuent à renforcer la productivité agricole. Cependant, Mahamat Saleh souligne également que les limites structurelles du marché et des emplois rémunérés maintiennent la vulnérabilité économique des ménages.

Par ailleurs, le témoignage d'Amina Kouloum, réfugiée centrafricaine du Camp de Gondjé, illustre de manière complémentaire le rôle actif des réfugiés dans la diversification des activités économiques : « *Ici, je cultive des légumes dans un petit jardin près du village et je vends au marché. Parfois, les villageois m'aident et nous partageons nos techniques. C'est difficile, car l'argent est rare et les terres limitées, mais au moins nous survivons.* »¹³⁴ Amina met en lumière la coopération et l'apprentissage mutuel entre réfugiés et villageois. Néanmoins, la rareté des ressources et de l'argent demeure un facteur limitant la résilience économique, confirmant que la complémentarité n'élimine pas la précarité structurelle.

Enfin, le témoignage d'Idriss Ngarkoudje, commerçant et producteur de manioc à Doholo, apporte une perspective sur l'impact économique et social sur le marché local : « *Les réfugiés vendent parfois leurs légumes et produits artisanaux au marché local. Cela aide certains habitants, mais ça crée aussi un peu de concurrence. Les prix ne montent pas beaucoup, et parfois on ne gagne presque rien. Malgré tout, on essaie de trouver des solutions ensemble pour que tout le monde puisse vendre et manger.* »¹³⁵ Ce verbatim montre que, bien que l'arrivée des réfugiés enrichisse le marché local, elle engendre aussi une concurrence accrue. L'expression « on essaie de trouver des solutions ensemble » illustre la capacité

¹³² Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Rapport sur les activités économiques et la cohésion sociale dans les sites de réfugiés du sud du Tchad, N'Djamena, 2022, p. 42.

¹³³ Saleh MAHAMAT, Camp de Dossèye, 2 juin 2025.

¹³⁴ Amina KOULOUM, Camp de Gondjé, 20 juin 2025.

¹³⁵ Idriss NGARKOUDJE, Camp de Doholo, le 02 juin 2025.

d'adaptation collective et le rôle de la coopération dans la résilience économique, malgré les limites imposées par les ressources et le marché restreint.

Ainsi, la complémentarité économique entre réfugiés et populations locales est un facteur de résilience, favorisant le partage de savoir-faire et l'amélioration des pratiques agricoles et artisanales. Cependant, la précarité structurelle liée à la rareté des emplois, des terres et des infrastructures de marché limite cette résilience. Par conséquent, la sécurité économique dans la Nya-Pendé dépend autant de la coopération locale que de l'appui institutionnel pour diversifier les sources de revenus et renforcer les capacités productives.

2. Les structures sociales et culturelles locales

Les structures sociales et culturelles locales du département de la Nya-Pendé jouent un rôle déterminant dans l'organisation communautaire et la régulation des rapports sociaux entre autochtones et réfugiés. Cette zone, peuplée majoritairement de groupes tels que les Kabba, les Ngambaye, les Gor, les Laka et les Yamod, se caractérise par une forte cohésion communautaire fondée sur la parenté, la solidarité intergénérationnelle et les institutions coutumières. Les chefs traditionnels, garants de la légitimité sociale et de la gestion des ressources, exercent une autorité morale et symbolique dans la résolution des conflits, la redistribution des terres et la médiation entre populations locales et réfugiées. Les pratiques culturelles, telles que les cérémonies initiatiques, les rites funéraires et les fêtes communautaires, contribuent à renforcer le sentiment d'appartenance et la continuité des valeurs collectives. Toutefois, l'arrivée massive des réfugiés centrafricains a parfois mis à l'épreuve ces structures sociales, générant des recompositions identitaires et des tensions autour de l'accès aux ressources ou du respect des normes locales. Néanmoins, ces cadres socioculturels demeurent des leviers essentiels de résilience communautaire et de coexistence pacifique, favorisant l'intégration progressive des réfugiés à travers des alliances matrimoniales, des échanges économiques et la participation aux instances coutumières locales¹³⁶.

¹³⁶ UNHCR, Rapport sur la coexistence pacifique entre réfugiés et communautés hôtes dans le sud du Tchad. Genève, 2023, p.41.

2.1. L'organisation communautaire et traditionnelle

L'organisation communautaire dans le département de la Nya-Pendé repose sur un système hiérarchique traditionnel structuré autour des chefferies et des conseils coutumiers. Ces institutions, héritées d'une longue histoire de gouvernance endogène, régulent la vie sociale, l'accès à la terre et la résolution des conflits au sein des villages. Le chef traditionnel, appelé localement *Mbang* ou *Sultan* selon les groupes ethniques, incarne l'autorité morale et symbolique de la communauté. Il est assisté par des notables et des représentants de lignages qui assurent la médiation entre les différentes composantes sociales. Ces structures traditionnelles jouent un rôle de stabilisateur dans un contexte marqué par la cohabitation entre populations autochtones et réfugiées centrafricaines. Comme le souligne un notable de Timbéri : « *Chez nous, le chef est le père de tous. Même les réfugiés viennent le voir quand il y a un problème. Il écoute et cherche toujours la paix* ¹³⁷ ». Ce témoignage illustre la centralité du leadership coutumier dans la gestion pacifique des interactions sociales.

Cependant, cette autorité traditionnelle ne se limite pas à la médiation. Elle s'étend également à la gestion foncière et à la régulation des ressources naturelles, domaines souvent sources de tensions dans les zones d'accueil des réfugiés. Les chefs de village attribuent temporairement des parcelles de terre aux réfugiés pour leur permettre de cultiver et subvenir à leurs besoins, tout en veillant à préserver l'équilibre avec les besoins des autochtones. Cette fonction de redistribution témoigne du rôle intégrateur des institutions coutumières. D'après un agent communautaire du HCR à Goré, « *sans l'implication des chefs, beaucoup de malentendus auraient dégénéré. Ils facilitent la cohabitation et participent activement aux comités mixtes locaux* » ¹³⁸. Ainsi, les chefferies traditionnelles constituent un véritable pont entre les dispositifs humanitaires et les réalités locales, assurant la légitimité des interventions extérieures. Les autorités coutumières deviennent ainsi des acteurs clés de la gouvernance locale partagée, contribuant à une articulation efficace entre les normes traditionnelles et les logiques institutionnelles modernes.

Enfin, au-delà de leur rôle administratif et politique, les institutions traditionnelles véhiculent des valeurs de solidarité et de cohésion qui soutiennent la résilience communautaire face aux chocs externes. Elles favorisent la participation des réfugiés aux activités collectives telles que les travaux champêtres, les cérémonies religieuses et les instances de règlement de

¹³⁷ Thomas LAOUKEIN, Timbéri, le 02 juin 2025.

¹³⁸ Gilbert MBAÏHODOUM, Gore, le 03 juin 2025.

conflits. Cette inclusion progressive contribue à la reconstruction des liens sociaux et à la réduction de la méfiance mutuelle. Comme le note Bourdieu¹³⁹, le capital social repose sur la reconnaissance partagée de normes et de pratiques qui structurent la vie collective. Dans cette optique, la chefferie traditionnelle agit comme un médiateur symbolique entre l'ancien et le nouveau, entre l'ordre local et les logiques humanitaires, consolidant la coexistence pacifique et la stabilité du tissu communautaire¹⁴⁰.

2.2. Les pratiques culturelles et religieuses

Les pratiques culturelles et religieuses du département de la Nya-Pendé constituent un socle essentiel de cohésion sociale et d'équilibre communautaire. La population locale, composée majoritairement de chrétiens et d'animistes, avec une minorité musulmane, entretient un système de croyances fondé sur la coexistence pacifique et la tolérance mutuelle. Les églises, les mosquées et les lieux de culte traditionnels jouent un rôle de rassemblement et de médiation sociale, où se tissent les relations de confiance entre les différentes communautés. Les rites traditionnels, tels que les cérémonies de bénédiction des semences, les funérailles collectives ou encore les fêtes de moisson, constituent des espaces de solidarité intergénérationnelle et de réaffirmation identitaire. Comme le confie un ancien du village: « *Ici, quand on fête la moisson, tout le monde participe, même les réfugiés. On partage le mil, la viande et la joie. C'est notre manière de vivre ensemble* »¹⁴¹. Ces pratiques participent ainsi à la reconstruction du lien social mis à l'épreuve par l'arrivée des réfugiés centrafricains.

Dans un contexte marqué par la diversité culturelle et religieuse, ces rituels communautaires facilitent l'intégration des réfugiés en leur permettant de participer à la vie collective. Plusieurs réfugiés centrafricains ont été invités à prendre part à des cérémonies locales, notamment lors des mariages, des cultes dominicaux ou des funérailles, ce qui a renforcé la reconnaissance mutuelle et la confiance entre populations. Un réfugié centrafricain installé à Dossèye témoigne : « *Au début, on restait à l'écart, mais quand les villageois nous ont invités à leurs prières et à leurs fêtes, on s'est sentis acceptés comme des frères* »¹⁴². Ces interactions rituelles constituent, selon Bourdieu, une forme de *capital symbolique* qui consolide les relations sociales et produit une reconnaissance réciproque au sein de l'espace

¹³⁹ Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*. Paris, Les Éditions de Minuit, 1980.

¹⁴⁰ Frédéric Réounodji, *Espace, sociétés rurales et pratiques de gestion des ressources naturelles dans le Sud-Ouest du Tchad, vers une intégration agriculture-élevage*, thèse de doctorat, université de Paris, 2003.

¹⁴¹ Thomas LAOUKEIN, Timbéri, le 02 juin 2025.

¹⁴² Caleb LOUBA-ASRA, camps de Dossèye, le 02 juin 2025.

communautaire. Ainsi, les pratiques religieuses et culturelles agissent comme un ciment social entre autochtones et réfugiés, renforçant la stabilité locale face aux tensions potentielles.

Les valeurs de solidarité et d'entraide, profondément enracinées dans la culture locale, jouent également un rôle clé dans la gestion des crises et la prévention des conflits. Dans la société Ngambaye, par exemple, la coutume du *mutualisme villageois* — où chaque membre participe aux activités collectives (bâtir une case, récolter les champs, aider un malade) — s'applique souvent aussi aux réfugiés considérés comme des hôtes temporaires. Cette logique d'interdépendance traduit une vision communautaire de la résilience, la survie de chacun dépend du bien-être de tous¹⁴³. Selon le HCR¹⁴⁴, ces mécanismes culturels de solidarité permettent d'atténuer les tensions foncières et d'améliorer la gestion partagée des ressources naturelles, notamment l'eau et la terre, dans les zones de cohabitation.

Enfin, la religion apparaît comme un espace privilégié de dialogue interculturel et de réconciliation sociale. Les leaders religieux — pasteurs, imams et prêtres — s'impliquent dans la sensibilisation à la paix, la tolérance et la coexistence harmonieuse. Ils interviennent souvent conjointement avec les chefs traditionnels et les représentants humanitaires pour apaiser les tensions et promouvoir la cohésion. Un responsable d'église à Goré affirme : « *Quand les réfugiés sont arrivés, on a prêché l'amour du prochain. Dieu ne fait pas de différence, alors nous non plus* »¹⁴⁵. Cette articulation entre religion et culture locale illustre ce que Doka¹⁴⁶ qualifie de *résilience communautaire intégrée*, où les croyances et les valeurs spirituelles deviennent des ressources sociales face aux crises. En définitive, les pratiques culturelles et religieuses du Nya-Pendé ne se limitent pas à des rituels symboliques ; elles constituent des instruments concrets de cohésion, de médiation et de survie collective dans un contexte de pluralité identitaire.

2.3. Les dynamiques interculturelles et les solidarités locales

La cohabitation entre populations autochtones et réfugiées dans le département de la Nya-Pendé a engendré de nouvelles formes de sociabilité et d'organisation sociale, souvent qualifiées de *dynamiques interculturelles hybrides*. Ces dynamiques se construisent à

¹⁴³ Bernard. Ndione, *Dynamiques locales et gestion communautaire en Afrique subsaharienne, entre traditions et mutations sociales*, Dakar, Enda Éditions, 2007.p.45-62.

¹⁴⁴ UNHCR. *Rapport sur la coexistence pacifique entre réfugiés et communautés hôtes dans le sud du Tchad*. Genève, 2023, p. 50.

¹⁴⁵ Raoul DJIKOLOUM, Gore, le 06 juin 2025.

¹⁴⁶ Moussa Doka, *Sociétés rurales et dynamiques de résilience au Sahel*, Niamey, LASDEL, 2016, pp. 88-104.

l'intersection des valeurs traditionnelles locales et des stratégies d'adaptation importées par les réfugiés centrafricains. En effet, les relations de voisinage, les échanges de services et les solidarités quotidiennes témoignent d'une recomposition des rapports sociaux fondée sur la tolérance et la réciprocité. Comme le rapporte un chef de quartier à Doholo : « *Au début, on ne se connaissait pas. Mais avec le temps, on a appris à se rendre des services. Les réfugiés nous aident dans les champs, et nous, on partage la récolte* »¹⁴⁷. Ces interactions de proximité traduisent une logique d'ajustement social où la cohabitation devient non seulement un impératif de survie collective, mais aussi un vecteur d'apprentissage mutuel. Selon Ndione¹⁴⁸, la résilience communautaire repose sur la capacité des acteurs locaux à transformer les contraintes en opportunités d'innovation sociale, à travers des mécanismes endogènes d'entraide et de médiation.

Les solidarités locales se manifestent particulièrement dans le domaine agricole et économique, où les populations partagent savoirs, outils et espaces de production. Les marchés hebdomadaires de Kaba, Timbéri et Bekan sont devenus des lieux de rencontre privilégiés, favorisant les échanges entre autochtones et réfugiés. On y observe des formes de coopération économiques inédites, comme la mise en commun des charrettes, des semences ou la création de petits groupements de femmes pour la transformation du manioc. Un responsable d'association locale témoigne : « *Les femmes réfugiées et celles du village font maintenant du savon ensemble. Avant, elles se regardaient de loin* »¹⁴⁹. Ces pratiques s'inscrivent dans ce que Doka¹⁵⁰ appelle la *résilience communautaire partagée*, c'est-à-dire la construction collective de solutions locales face aux crises. Ces interactions économiques contribuent non seulement à l'autonomie des réfugiés, mais aussi à la revitalisation du tissu social et productif local.

Les mariages mixtes et les alliances intercommunautaires constituent également un indicateur fort de cette intégration interculturelle. En liant les familles réfugiées à celles des autochtones, ces unions deviennent des symboles de rapprochement identitaire et de reconnaissance sociale. Elles favorisent une circulation des normes, des langues et des traditions qui enrichit le capital culturel local. Toutefois, cette cohabitation n'est pas exempte de tensions. Certains autochtones expriment encore des réserves liées à la concurrence pour les ressources

¹⁴⁷ Justin DJEMIAN, Doholo, le 04 Juin 2025.

¹⁴⁸ Bernard Ndione, *Dynamiques locales et gestion communautaire en Afrique subsaharienne, entre traditions et mutations sociales*, Dakar, Enda Éditions, 2007, p. 45–62.

¹⁴⁹ Pelé BETOUDJI, Camp d'Amboko, le 10 Juin 2025.

¹⁵⁰ Moussa Doka, *Sociétés rurales et dynamiques de résilience au Sahel*, Niamey, LASDEL, 2016 pp. 88–104.

ou à des différences de pratiques religieuses. Un jeune agriculteur local explique : « *On vit bien ensemble, mais parfois il y a des disputes à cause des champs ou des points d'eau* »¹⁵¹. Ces tensions ponctuelles, bien que réelles, demeurent généralement maîtrisées grâce aux dispositifs de médiation mis en place par les chefs traditionnels et les comités mixtes appuyés par le HCR et les ONG locales¹⁵².

Enfin, les dynamiques interculturelles de la Nya-Pendé traduisent une forme de *résilience sociale intégrée*, où l'entraide, la foi et la culture deviennent des ressources partagées. L'espace local se transforme en un laboratoire d'expérimentation sociale où s'articulent les logiques du don, de la reconnaissance et de la cohabitation pacifique. Comme le souligne Bourdieu¹⁵³, le capital social se construit dans les relations durables d'interdépendance, où les échanges matériels et symboliques consolident la structure du collectif. En ce sens, les communautés locales et les réfugiés centrafricains de la Nya-Pendé incarnent un modèle de résilience interculturelle fondé sur la solidarité, la complémentarité et la reconnaissance mutuelle, malgré les inégalités et les fragilités persistantes¹⁵⁴.

¹⁵¹ Crispin TOÏDONGAR, Camp d'Amboko, le 10 juin 2025.

¹⁵² UNHCR, apport sur la coexistence pacifique entre réfugiés et communautés hôtes dans le sud du Tchad, Genève, 2023, p. 50.

¹⁵³ Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980, p. 183.

¹⁵⁴ UNHCR, Rapport sur la coexistence pacifique entre réfugiés et communautés hôtes dans le sud du Tchad, Genève, 2023, p. 50.

CHAPITRE II :

STRUCTURE ET MODALITÉS D'AIDE DÉFICITAIRES EN CONTEXTE D'AFFLUX DES RÉFUGIÉS

Le contexte d'afflux massif de réfugiés centrafricains à Gore dans le sud du Tchad a profondément mis à l'épreuve les dispositifs d'aide humanitaire et les capacités institutionnelles locales. Face à une arrivée soudaine et continue de populations en détresse, les structures chargées de la gestion humanitaire – qu'il s'agisse des agences internationales, des ONG ou des autorités nationales – se sont retrouvées confrontées à des limites structurelles, logistiques et financières. Les mécanismes de coordination, souvent fragmentés, peinent à assurer une répartition équitable et durable des ressources, tandis que l'insuffisance des infrastructures sanitaires, éducatives et économiques accentue la vulnérabilité des réfugiés comme celle des communautés d'accueil. À cela s'ajoute la faiblesse de la gouvernance locale, marquée par une dépendance excessive à l'aide extérieure et par un manque d'implication effective des acteurs nationaux dans la planification et le suivi des interventions. Ce chapitre se propose de mettre en lumière les dysfonctionnements et les contraintes qui affectent la mise en œuvre de l'aide humanitaire dans cette région, tout en analysant leurs impacts sur la dynamique de cohabitation et sur la capacité des réfugiés à construire leur résilience. Il montre que la faiblesse structurelle du système d'assistance ne résulte pas seulement d'un manque de moyens, mais aussi d'une gouvernance fragmentée et parfois déconnectée des réalités locales.

I. LES FORMES ET L'ORGANISATION DE L'AIDE AUX RÉFUGIÉS AU SUD DU TCHAD

L'aide humanitaire à Goré au Sud du Tchad est un système complexe et multi-acteurs, façonné par l'urgence des besoins et les contraintes logistiques de la région. Contextuellement, l'afflux massif de réfugiés a nécessité une réponse structurée, principalement coordonnée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en collaboration avec la Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR) tchadienne. Les formes d'aide sont variées elles vont de l'aide d'urgence et survie, elle est déclenchée pour répondre à des besoins immédiats, tels que la distribution de vivres par le PAM et de kits d'abris, afin de secourir les populations affectées par une crise. L'aide au développement et à la résilience, elle se matérialise par des programmes à plus long terme, dont l'objectif est de renforcer la capacité des communautés à faire face aux chocs futurs. L'organisation spatiale de cette aide, bien que cruciale pour la mise en place de camps de réfugiés servant de points de distribution et de centres de services, se heurte à la problématique de la disponibilité des ressources. Cette contrainte rend d'autant plus complexe et difficile le soutien effectif des communautés d'accueil à travers des projets d'intégration et de cohabitation pacifique.

1. Une diversité d'institutions porteuses d'aide

Le dispositif d'assistance humanitaire mis en place dans le département de la Nya-Pendé s'appuie sur une constellation d'acteurs institutionnels aux mandats complémentaires, allant des agences internationales aux structures locales. En effet, face à l'ampleur de l'afflux des réfugiés centrafricains, une pluralité d'institutions s'est mobilisée pour répondre aux besoins urgents et accompagner les dynamiques de résilience. Ces acteurs comprennent à la fois les organisations internationales (HCR, PAM, UNICEF, OMS, FAO,...), les organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales, les structures étatiques tchadiennes, ainsi que les organisations communautaires locales.

Ainsi, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) joue un rôle pivot dans la coordination et la protection juridique des réfugiés, en collaboration étroite avec la Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR), structure gouvernementale chargée de la mise en œuvre des politiques nationales en matière d'asile et de gestion des déplacés. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) assure la sécurité alimentaire et la distribution de vivres, tandis que l'UNICEF intervient dans les secteurs de l'éducation, de l'eau, de l'hygiène et de la santé infantile.

À côté de ces grandes agences, des ONG telles que CARE International, la Croix-Rouge, ACID et le Jesuit Refugee Service (JRS) mettent en œuvre des projets de moyens de subsistance, de protection sociale et de cohésion communautaire, souvent en partenariat avec les autorités locales et les leaders communautaires. Cette diversité d'intervenants traduit non seulement la complexité des besoins humanitaires, mais aussi la volonté de proposer des réponses multisectorielles et inclusives.

Toutefois, cette pluralité institutionnelle ne va pas sans défis de coordination, parfois marqués par des chevauchements d'interventions, des rivalités de visibilité ou des divergences d'approche entre acteurs. Comme le souligne un agent humanitaire rencontré sur le terrain : « *Le problème, ce n'est pas l'absence d'aide, mais plutôt la dispersion des acteurs. Chacun agit selon son mandat sans réelle synergie sur le terrain.* »¹⁵⁵ Ce constat met en lumière la nécessité d'une harmonisation des interventions et d'un renforcement de la gouvernance humanitaire locale, afin que la diversité des institutions ne soit pas source de fragmentation, mais plutôt un levier d'efficacité collective. Comme le rappellent Jacobsen¹⁵⁶, Ferris et Petz¹⁵⁷, et Betts et Collier¹⁵⁸, la coordination interinstitutionnelle constitue un facteur clé dans la réussite des réponses humanitaires, particulièrement dans les contextes d'afflux prolongé où les besoins évoluent du secours immédiat vers des stratégies de développement durable.

1.1. Les institutions internationales et intergouvernementales

L'aide humanitaire au profit des réfugiés centrafricains à Gore dans le Sud du Tchad repose d'abord sur l'action des institutions internationales, notamment le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'UNICEF, et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Dans ce contexte, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) joue un rôle central, coordonnant l'aide et mettant en place des systèmes pour gérer la situation

¹⁵⁵ Dieudonné MAPADA, Goré, le 15 juin 2025.

¹⁵⁶ Jacobsen, Karen, *Livelihoods in conflict, The pursuit of livelihoods by refugees and the impact on the human security of host communities*, International Migration, 2002, pp. 95–123.

¹⁵⁷ Erika Ferris, et Daniel Petz, *The Year of Recurring Disasters, A Review of Natural Disasters in 2012*, The Brookings Institution Press, 2013.

¹⁵⁸ Alexander Betts, et Paul Collier, *Refuge, Transforming a Broken Refugee System*, Penguin Random House, 2017.

et protéger les populations déplacées. C'est à travers des actions ciblées que le HCR et ses partenaires interviennent pour améliorer les conditions de vie des réfugiés.

➤ **Enregistrements biométriques, contrôle des déplacements et écoute des réfugiés dans les camps.**

Dans les camps des réfugiés centrafricains à Goré dans le sud du Tchad, le HCR comme coordonnateur des activités d'assistance humanitaire, oriente les activités de ses partenaires afin d'assurer la protection des réfugiés. De ce fait, de lundi jusqu'à vendredi, le HCR et la CNARR reçoivent les réfugiés centrafricains au sein des locaux, soit pour enregistrer les personnes nouvellement statutaires, soit pour enregistrer les réfugiés nouveau-nés. Les réfugiés désirant la réinstallation dans d'autres pays, soumettent de demandes au HCR, qui leur envoi en retour une « réponse formelle ». Cette mesure de réinstallation est compréhensible, du point de vue de l'assistance en faveur des réfugiés. De plus, le HCR exerce un certain contrôle sur des mouvements de réfugiés dans les pays d'accueil. Allant dans cette perspective que Michel Agier qualifiait de « *gouvernement humanitaire* »¹⁵⁹, pour montrer que « *les réfugiés, bien qu'ayant le droit de circuler, sont en fait soumis à une série de contraintes administratives. Ils doivent par exemple envoyer des déclarations de résidence de changement d'adresse lorsqu'ils déménagent. Leurs libertés de mouvement restent ainsi encadrées et soumises à des conditions.* »¹⁶⁰

Les activités de contrôle et de recensement des réfugiés perceptibles dans les camps ruraux du département de la Nya-Pendé, en ce sens où le HCR et la CNARR ont mis sur pieds une opération d'enregistrement biométrique des réfugiés nouvellement installés et reconnus par l'Etat tchadien. Ce recensement a été réalisé en 2014-2015, dont l'objectif consiste avoir la base des données statistiques fiables et actualisées permettant aux bailleurs de fonds de financer les programmes et projets d'assistance et de protection des réfugiés.

Cependant, il faut noter que les systèmes d'enregistrement biométrique des réfugiés utilisés pour justifier l'aide humanitaire ou pour lutter contre la fraude, servant en réalité les intérêts des Etats, des entreprises technologiques et des organisations humanitaires.

➤ **Domaine de la santé :**

L'assistance sanitaire et sociale du HCR en faveur des réfugiés, selon Michel Agier, le HCR « sous-traitant », son action en partenariat avec des ONG locales ou internationales. Au Tchad et plus particulièrement dans le département de la Nya-Pendé/sud du Tchad, le HCR

¹⁵⁹ Michel AGIER, le gouvernement humanitaire et la politique des réfugiés, Cornu, 2002.

¹⁶⁰ *Ibid.*

travaille avec le Ministère de la santé public ainsi qu'une ONG Internationale CSSI. En effet, les réfugiés centrafricains bénéficient dans les camps ruraux des services médicaux dans des centres de santé intégrés, et des hôpitaux de district. Selon les données du Ministère de la Santé publié en 2017 ; plus de 70 pourcents des réfugiés y compris les autochtones accèdent aux soins médicaux gratuits. Comme le témoigne un réfugié au camp de Gondjé :

Je suis ravi d'apprécier les assistances urgentes sanitaires que l'Etat tchadien et ses partenaires ont mises à notre disponibilité. Je reconnais d'avoir eu le privilège de faire soigner gratuitement mes enfants dans les districts sanitaires. Nous avons traversé de moments difficiles en fuyant la guerre et j'étais incapable de soigner mes enfants, mais grâce à la contribution de l'Etat et le HCR mes enfants se portent en bonne santé¹⁶¹.

Ce témoignage exprime une gratitude profonde pour l'assistance médicale d'urgence offerte par l'État tchadien et le HCR. Le réfugié met en évidence la valeur de l'accès aux soins de santé gratuits, un privilège qu'il ne pouvait pas se permettre pendant sa fuite. Le discours souligne la vulnérabilité extrême des familles déplacées et l'impact direct et positif de l'aide humanitaire sur leur bien-être et leur dignité. En reconnaissant que ses enfants sont en bonne santé grâce à cette aide, le réfugié montre que l'assistance sanitaire n'est pas seulement une question de soins, mais aussi un facteur de résilience qui permet de reconstruire un sentiment de sécurité et d'espoir.

Photo 1: Des réfugiés pris en charge par l'Etat tchadien et le HCR



Cliché : Joël MBAILASSEM, 2025.

L'image illustre une scène de prise en charge humanitaire des réfugiés, notamment des femmes et des enfants, bénéficiant d'une assistance sanitaire assurée conjointement par l'État tchadien et le HCR. Le HCR met des professionnelles de santé pour assurer la santé des réfugiés

¹⁶¹ Benjamín NGARLEDJI, Camp de Gondjé, le 20 Juin 2025.

centrafricains. Cette situation traduit l'importance de l'accès aux services de santé comme facteur de résilience pour les réfugiés, car il ne s'agit pas seulement de répondre à un besoin vital de soins, mais aussi de restaurer un sentiment de sécurité, de dignité et d'espoir dans un contexte de vulnérabilité.

➤ **Domaine éducatif :**

Le HCR coopère étroitement avec le ministère de l'Éducation et d'autres partenaires, tels que l'UNICEF, pour promouvoir l'intégration des réfugiés dans un système éducatif national, avec le suivi et la gestion des écoles par le ministère ainsi que le recrutement et le paiement d'enseignants plus qualifiés. Une réfugiée d'Amboko nous dit :

*Nous avons beaucoup souffert quand nous sommes arrivés car nos enfants restaient à la maison sans aller à l'école. Mais grâce à l'appui du HCR et du ministère de l'Éducation, certains de nos enfants ont pu être inscrits dans les écoles tchadiennes. Cela nous rassure, car nous savons qu'ils auront un avenir meilleur et ne resteront pas dans l'ignorance comme nous.*¹⁶²

Ce discours met en lumière l'importance de l'éducation comme facteur essentiel de résilience pour les réfugiés. L'expression de la souffrance initiale liée à l'inactivité des enfants révèle combien l'absence de scolarisation constitue une source d'angoisse et de vulnérabilité pour les familles déplacées. L'intégration des enfants réfugiés dans les écoles tchadiennes, rendue possible grâce à l'appui du HCR et du ministère de l'Éducation, est perçue non seulement comme une opportunité d'apprentissage, mais aussi comme une garantie d'avenir et un signe d'inclusion sociale. Ainsi, l'éducation apparaît comme une réponse structurelle qui dépasse la simple instruction scolaire, elle redonne espoir, crée un sentiment de dignité et prépare les réfugiés à se projeter positivement dans leur nouvel environnement.

➤ **Formation professionnelle :**

Aider les communautés à avoir les outils concrets dont ils ont besoin pour rebâtir leurs vies est l'une des visions du HCR et son partenaire FLM dans le département de la Nya-Pendé. En effet, pour éviter le gaspillage du capital humain et aussi face à l'insuffisance de structure de développement de compétences commerciales dans les communautés d'accueil, qui comptent un grand nombre de réfugiés et de retournés. La FLM grâce à son partenaire HCR, a ouvert un centre de formation dans le département de la Nya-Pendé. Ainsi, l'appui pour les activités du centre de formation était financé par le HCR. Le centre dispose de quatre ateliers : un magasin, une direction équipée d'un générateur, une salle de formation théorique et un atelier polyvalent destiné aux travaux pratiques. Avec quatre filières, le centre forme les jeunes

¹⁶² Zanabou BOUBA, Camps d'Amboko, le 20 Mai 2025.

réfugiés et la communauté hôte en couture, saponification/teinture, la maçonnerie et de la menuiserie sans distinction de sexe et ni d'autres considérations sociales et culturelles. Ces filières ont été organisées en incluant les deux communautés dont hôte et réfugié. La durée de la formation est de neuf mois pour les filières de coutures ; maçonnerie et la menuiserie et quatre mois pour la filière saponification/teinture. Les objectifs de la formation sont bien expliqués aux apprenants dès le départ et chaque apprenant a dû faire un choix par rapport à ses aspirations. Toutefois, notons que la capacité du centre ne répond à la demande des bénéficiaires car le centre a une capacité de 150 places.

Photo 2: Centre de Formation Professionnelle de Beureuh dans le département de la Nya-Pendé.



Source : ONG FLM, 2021.

Cette image du centre de formation professionnelle de Beureuh, dans le département de la Nya-Pendé, montre un groupe diversifié de personnes, dont des réfugiés, des autochtones et des formateurs, rassemblées devant la salle de formation. Le rassemblement a lieu après la fin de la formation sur différentes filières. Le fait que des réfugiés et des autochtones se forment ensemble met en lumière l'importance des initiatives de formation professionnelle comme moyen d'intégration et de coexistence pacifique. C'est un exemple de programme qui non seulement offre des compétences pratiques, mais favorise également la cohésion sociale et la résilience communautaire. Les formateurs, placés à côté, illustrent le rôle central de l'éducation et de l'encadrement dans ce processus.

Dans le département de la Nya-Pendé au sud du Tchad, il existe plusieurs organismes émanant directement de l'ONU. Les organismes tels que : le PNUD, l'UNICEF, PAM et le HCR¹⁶³ interviennent dans les camps d'Amboko, Gondjé, Dossèye et Doholo pour apporter de l'aide et la protection aux réfugiés centrafricains. Le PNUD, l'UNICEF mettent en place des programmes planifiés et réguliers. Leur action vise généralement des objectifs à plus long terme que l'aide d'urgence, tels que l'accès à l'éducation, à la santé, ou le renforcement des structures communautaires, contribuant ainsi à l'autonomie et au bien-être durable des réfugiés et demandeurs d'asile. Le PAM et le HCR ont en commun des missions d'assistance des réfugiés dans les camps ruraux. L'action du PAM en faveur des réfugiés est indissociable de celle du HCR, en ce sens où ces deux organismes travaillent en étroite synergie aux questions des réfugiés. Le PAM distribue des vivres aux réfugiés dans les camps. L'objectif du PAM consiste à apporter une assistance alimentaire pour répondre aux besoins nutritionnels des réfugiés. Aux camps des réfugiés (Amboko, Gondjé, Dossèye et Doholo) dans le département de Nya-Pendé, le PAM distribue les produits alimentaires tels que : le riz, l'huile, le sucre, le sorgho et le mil aux réfugiés centrafricains. Les quantités distribuées dépendent dans un premier temps la taille des ménages puis dans un deuxième temps des physionomies des individus. Pendant les distributions, le PAM et ses partenaires (ADES)¹⁶⁴, tiennent compte des listes de bénéficiaires établies par le HCR, qui les actualise en ajoutant les nouveaux réfugiés et enlève les anciens qu'il transfère aux agents du PAM afin de contrôler les cibles. Le PAM est financé en nature par différents Etats. Dans le département de la Nya-Pendé les sacs contenant le riz sont imprimés du drapeau des USA, c'est ce qui justifie que les vivres proviennent en quantité de ce pays-là. Pendant l'enquête il a été constaté que le PAM est le seul organisme qui apporte une assistance alimentaire aux réfugiés centrafricains du département de la Nya-Pendé. Cette assistance comporte des défis techniques et financiers car lorsque les conflits s'éclatent en Centrafrique de nouveaux réfugiés arrivent brusquement. Cela crée une insuffisance budgétaire de cet organisme et sa capacité à répondre aux besoins immédiats. Aussi, le manque des infrastructures adéquates dans le département de la Nya-Pendé ne favorise pas les actions menées par le PAM notamment à acheminer les vivres dans les camps pendant la saison des pluies.

¹⁶³ PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance); PAM (Programme Alimentaire Mondial), HCR, (Haut- Commissariat aux Réfugiés).

¹⁶⁴ ADES (Association pour le Développement Economique et Social).

Spécifiquement, le HCR coordonne une partie des différents acteurs de l'assistance humanitaire. Il supervise et finance les partenaires (FLM, ACRA, CSSI)¹⁶⁵ d'exécution qui apportent une assistance sanitaire, éducative et sociale aux réfugiés centrafricains. Toutefois, malgré l'assistance humanitaire de ces organismes onusiens en faveur des réfugiés, il faut souligner l'insatisfaction de ces aides par les bénéficiaires. Ainsi, en montrant l'insuffisance d'aide humanitaire en faveur des réfugiés, cas des centrafricains au Cameroun, Harouna¹⁶⁶ a montré que :

Malgré les offrent gratuitement (...) l'insuffisance en qualité et en quantité d'aliments, expliquent la cause des carences alimentaires et avitaminoses. Même les produits alimentaires distribués par le PAM (riz, haricot, huile de table, plum peanuts.) ne garantissent pas l'autosuffisance alimentaire aux familles réfugiées car, une bonne partie de cette donation est revendue, soit pour résoudre un problème, soit parce que les aliments reçus ne rentrent pas dans les habitudes alimentaires des bénéficiaires. Il en va de même pour les légumes que des ONG leur ont appris à cultiver et à cuisiner. Ni les choux, tomate en fruit, laitue, haricot vert, carotte, ni les différents condiments et huile de palme qui leur est recommandé en vertu de ses qualités nutritionnelles, ne font partie de leurs habitudes alimentaires.

Il faut comprendre l'inefficacité de l'aide alimentaire aux enfants migrants révèle de deux échecs majeurs, l'insuffisance quantitative et qualitative des dons du PAM qui ne couvrent pas les besoins nutritionnels, et l'inadaptation culturelle des aliments (y compris ceux promus par les ONG.) Cette inadaptation mène à la revente des produits, qui sont perçus par les bénéficiaires comme des ressources monétaires plutôt que comme de la nourriture, soulignant un décalage entre les intentions des donateurs et les besoins réels et pratiques des populations.

Harouna dans sa recherche un enquête révèle :

Notre communauté est prête, la terre est préparée, mais sans les outils et les semences nécessaires, nos efforts ne peuvent pas porter de fruits. On nous a promis des kits d'irrigation, des semences de mil et de maïs qui sont adaptés à nos sols, mais jusqu'ici, nous n'avons rien reçu. Les pluies vont commencer bientôt, et chaque jour qui passe sans ces ressources, c'est une occasion manquée de planter pour nourrir nos familles. Nous ne demandons pas de l'aumône, mais les moyens de travailler et de garantir

¹⁶⁵ FLM (Fédération Luthérienne Mondiale), ACRA (Association de Coopération Rurale en Afrique et en Amérique Latine) CSSI (Centre de Support en Santé Internationale).

¹⁶⁶ HAROUNA, « crise sociopolitique en Afrique centrale et enjeux normatifs des politiques de protection des enfants réfugiés au Cameroun, esquisse d'une sociologie des enfants en migration forcée. », Thèse de Doctorat en sociologie, université de Douala 2011.

*notre propre sécurité alimentaire. Nous attendons avec espoir que ces promesses se concrétisent, car notre avenir en dépend.*¹⁶⁷

Il faut entendre par ces propos, l'insatisfaction des bénéficiaires qui cultivent ce qu'ils ne consomment pas et mangent ce qu'ils ne cultivent pas. Dans bien des cas, les réfugiés sont soumises à une dépendance alimentaire et une insécurité alimentaire car les denrées disponibles sont imposées ou proposées par des acteurs qui ne prennent pas en compte leurs habitudes alimentaires. On assiste donc à l'introduction de nouveaux aliments et de nouvelles attitudes alimentaires. Dans certains ménages, les menus sont doublés ou mixés dans le but spécifique d'alimenter les enfants, mais également leurs époux qui ont du mal à s'adapter et à adopter de nouvelles habitudes alimentaires enseignées aux femmes par des nutritionnistes au cours des séances de démonstrations culinaires¹⁶⁸. Nous avons constaté un décalage flagrant entre l'aide alimentaire humanitaire et les besoins réels réfugiés. Les paniers de nourritures distribués, contenant du riz et du lait en poudre, étaient largement intacts dans plusieurs foyers. Une femme réfugiée Amina a expliqué que sa famille n'avait pas l'habitude de manger ces aliments, ce qui fait qui causait des problèmes digestifs, en particulier chez les enfants. Elle déclare :

*Nous sommes reconnaissants, mais ce n'est pas notre nourriture. C'est difficile à préparer, et nous devons en échanger une partie sur le marché local contre les ingrédients comme le manioc et l'huile de palme, auxquels nous sommes habitués.*¹⁶⁹

Cette observation démontre l'adaptation créative des bénéficiaires à un système qui ne répond pas pleinement à leurs besoins. Les démonstrations nutritionnelles mentionnées, bien qu'elles partent d'une bonne intention, peinent à surmonter des traditions culinaires profondément ancrées. Cette dépendance à une économie d'échange parallèle met en lumière les limites d'une approche d'aide alimentaire uniforme.

L'aide humanitaire en matière d'autosuffisance alimentaire dans le département de la Nya-Pendé est insuffisante et limitée, ce qui est une réalité observable sur le terrain. Cette carence de l'aide extérieure force les réfugiés à faire preuve d'une résilience remarquable en développant leurs propres stratégies d'adaptation pour survivre. Ces stratégies concrètes incluent souvent des activités telles que l'agriculture de subsistance sur de petites parcelles, l'élevage à petite échelle, la collecte de produits forestiers non ligneux, la création de petits commerces, et des formes d'entraide communautaire. Ainsi, l'analyse ne se limite pas à un

¹⁶⁷ Brahim ABDALLAH, Camp de Gondjé, le 21 Avril 2025.

¹⁶⁸ HAROUNA, « crise sociopolitique en Afrique centrale et enjeux normatifs des politiques de protection des enfants réfugiés au Cameroun : esquisse d'une sociologie des enfants en migration forcée. », Thèse de Doctorat en sociologie, université de Douala 2011.

¹⁶⁹ Christine AMINA, Camp d'Amboko, le 20 Mai 2025.

constat d'échec de l'aide, mais met en lumière la capacité des populations à s'organiser et à trouver des solutions autonomes face aux difficultés, ce qui confirme l'importance de soutenir ces initiatives locales pour une aide plus durable et efficace.

1.2. Les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales

Les ONG constituent un maillon essentiel dans la mise en œuvre des programmes d'aide. Parmi les plus actives, en dehors de la CNARR, l'on peut identifier autres partenaires du HCR qui sont AIRD, CARE INTERNATIONAL, ACTION CONTRE LA FAIM, PARCA. L'AIRD¹⁷⁰ est une ONG ougandaise implantée dans le département de la Nya-Pendé, s'occupe de l'aspect logistique de l'assistance, tels que, l'entretien des véhicules ou le transport des réfugiés à l'arrivée dans les frontières. Sa mission est recentrée davantage sur le rapatriement volontaire des réfugiés et effectue les liaisons entre le Tchad et la Centrafrique.

Photo 2 Les véhicules de l'AIRD transportant les réfugiés de la frontière RCA au Tchad.



Cliché : HCR Goré, 2013.

L'AIRD est la seule agence humanitaire au Tchad qui assure la logistique des ONG dans le département de la Nya-Pendé. Toutefois, cet organisme fait face aux problèmes financiers auxquels il n'assure pas de manière effective la logistique humanitaire au Tchad.

L'Agence de développement Economique et Social, est une ONG de développement et d'action humanitaire fondée en 1993 au Tchad et reconnu comme organisme d'utilité publique. ADES intervient dans les domaines de développement, de l'urgence de la réhabilitation, de la prévention des conflits et de la culture de la paix pour des populations.

¹⁷⁰ AIRD (African Initiative for a Relief Development).

La vision de l'ADES

- Promouvoir le développement socioéconomique en encourageant, soutenant et canalisant les initiatives locales ;
- Participer activement aux efforts de développement national par la promotion de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de l'environnement, de l'élevage, de l'hydraulique villageoise, urbaine et pastorale et du désenclavement des zones ;
- Participer à la création de richesse locales par un soutien aux activités génératrices de revenus ;
- Faire la promotion de la paix sociale et de la solidarité entre la population réfugiée d'une part et entre les producteurs ruraux ;
- Assister les personnes vulnérables et les victimes de guerre et apporter des solutions aux calamités naturelles ;
- S'assurer de la prise en compte de la dimension genre et jeune dans l'essentiel de ces actions ;
- Encourager et contribuer aux actions de lutte contre le dérèglement climatique.

ADES apporte de l'assistance au PAM en ce sens où elle l'assiste dans la distribution des vivres dans différents camps de réfugiés et apporte un soutien en personnel lors des opérations de rapatriement, construit des abris, et met à la disposition des réfugiés des latrines ainsi que de l'eau potable. Selon le coordonnateur d'ADES résident à Goré dans le département de la Nya-Pendé :

ADES, accompagne toujours les organismes présents dans les camps de réfugiés, afin d'apporter une assistance humanitaire durable et inclusive aux bénéficiaires. Nous construisons et réhabilitons des abris, des infrastructures sanitaires, éducatives afin d'améliorer les conditions de vie de cette population réfugiée.¹⁷¹

La FLM, en partenariat avec le HCR est responsable de la coordination des camps des réfugiés au sud. Il concentre ses activités dans l'aide les réfugiés en construisant de nouveaux abris permanents ainsi qu'en assurant l'approvisionnement en eau et autres infrastructures sociales.

L'ONG ACRA, dans les camps des réfugiés centrafricains, partenaire d'exécution de HCR, met sur pieds des projets visant à soutenir l'accès aux services de base et ceci à travers la création d'opportunités économiques et la création d'emplois. Ceci afin de donner aux

¹⁷¹ Tahir ABDELHAKIM, Bureau d'ADES à Goré, le 10 juin 2025.

populations et aux réfugiées les moyens de parvenir à l'autonomie économique et à la sécurité alimentaire.

En effet, l'ONG ACRA a comme autres domaines d'intervention l'éducation et la protection de l'enfant, la souveraineté alimentaire, l'accès à l'eau potable, la gestion des ressources naturelles, l'initiative économique et l'émancipation. De ce fait, les partenaires d'exécution cités sont également tous impliqués dans le processus d'assistance et de protection des réfugiés centrafricains au sud du Tchad. Toutefois, malgré leur engagement et leur mission auprès des réfugiés, ces organismes font face à d'énormes enjeux et défis.

Ils font face aux problèmes organisationnels du fait que d'autres organismes gagnent plus des contrats à leur détriment. De par l'enjeu organisationnel, s'ajoute des défis liés à l'insuffisance des infrastructures leur permettant d'avoir de se rapprocher auprès des bénéficiaires.

➤ **Les organismes opérationnels internationaux intervenant aux camps des réfugiés centrafricains/sud du Tchad.**

Pendant l'afflux massif des réfugiés centrafricains au sud du Tchad en 2013, l'intervention des pouvoirs publics et privés, en matière d'assistance humanitaire reste limitée et insuffisante pour répondre aux besoins de ces populations réfugiées. Ces organismes prenaient en charge le premier afflux des réfugiés depuis 2003 au sud du Tchad. De ce fait, aucune infrastructure actuelle dans le département de la Nya-Pendé ne permettait aux camps des réfugiés et des villages d'accueil une telle pression démographique et de nombreuses maladies, telles que, le choléra, le paludisme, la malnutrition se sont développées. Cependant, plusieurs ONG de solidarité internationale se sont alors substituées au HCR (Sous-délégation de Goré), pour mettre en œuvre des infrastructures telles que : les latrines ; centres de santé ; des écoles. CSSI, Solidarité internationale et CARE International¹⁷² se sont déployés dans différents camps tout en mettant sur pied des projets ponctuels aux problèmes spécifiques. Durant la période d'urgence en 2013, le CSSI¹⁷³, CARE international apportaient un soutien sanitaire et social tandis que ADES développait des infrastructures dans les camps¹⁷⁴. Pourtant ces organismes n'ont pas de sous-contrat avec le HCR, mais leur assistance est ponctuelle sur le terrain. Par ailleurs, leurs programmes sont destinés aussi aux populations hôtes qui permettent de créer le vivre ensemble entre ces dernières et les réfugiés.

¹⁷² CARE (Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise).

¹⁷³ CSSI (Centre de Support en Santé Internationale).

¹⁷⁴ Information recueillie auprès du délégué de CNARR, le 10 mars 2025.

Photo 3: Centre de santé des réfugiés centrafricains, construit à Beureuh au sud du Tchad.



Cliché : Joël MBAILASSEM, 2025.

Ce centre de santé permet aux réfugiés et autochtones de se soigner à un coût abordable. Et c'est ce qui renforce davantage l'interaction entre les organismes, les autochtones et les réfugiés.

➤ **Les organismes opérationnels nationaux intervenants aux camps de réfugiés centrafricains au sud du Tchad.**

Tout comme les organismes opérationnels internationaux, les organismes opérationnels nationaux n'ont aucun contrat d'exécution avec le HCR et financent eux-mêmes leurs activités en faveur des réfugiés sur leurs fonds propres. Ainsi, au Tchad l'organisme national qui intervient activement aux camps des réfugiés centrafricains au sud est l'APLFT¹⁷⁵. Cet organisme met en œuvre principalement des programmes d'assistances juridiques et psychosociales en faveur des réfugiés. Selon la responsable dudit organisme :

Les victimes de violations basées sur le genre sont souvent orientées dans nos structures qui ont été construites grâce à notre partenaire HCR dans les camps. Ces victimes reçoivent souvent notre assistance sur le plan juridique, et parfois psychologique¹⁷⁶.

En effet, pour des raisons budgétaires, l'APLFT s'intéresse uniquement sur les cas de violences basées sur le genre des réfugiés sans toutefois impliquer les autochtones qui accueillent ces derniers.

¹⁷⁵ APLFT (Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad), le 10 juin 2025.

¹⁷⁶ Marie LARLEM, APLFT Gore, le 10 juin 2025.

1.3. Les acteurs étatiques et communautaires

Le phénomène de migration forcée qui a conduit des milliers de réfugiés centrafricains à s'installer au sud du Tchad s'inscrit dans un contexte d'urgence humanitaire marqué par l'insécurité, la précarité et l'effondrement des moyens de subsistance dans les zones frontalières de la République centrafricaine. Face à cet afflux massif, l'État tchadien, en collaboration avec ses partenaires humanitaires, a dû mettre en place des mécanismes spécifiques d'assistance afin de répondre aux besoins primaires des réfugiés tout en maintenant une stabilité dans les zones d'accueil.

Principal partenaire gouvernemental du HCR au Tchad est le ministère de l'intérieur, par le biais de la CNARR. Le HCR coopère avec les ministères tels que : Ministère de la Justice ; de l'Economie ; et de l'Intérieur en vue de l'adoption et de l'application des cadres législatifs pertinents pour améliorer les conditions de vie des réfugiés au Tchad. Tous les ministères cités sont concernés dans les conceptions et la mise en œuvre des activités et projets en vue d'intégrer progressivement les réfugiés aux programmes nationaux. Les ministères chargés de l'assistance des réfugiés au Tchad. Il s'agit de :

- Le Ministère de l'Administration Territoriale, qui est chargé de la protection civile et intervient dans les camps par l'intermédiaire de la CNARR ;
- Le Ministère des Relations Extérieures, qui joue le rôle important dans l'examen de la demande d'asile en collaboration avec le HCR ;
- Le Ministère de la Justice, Le Ministère des Affaires Sociales ; Le Ministère de l'Education qui assurent leurs responsabilités techniques de leurs départements en faveur des réfugiés¹⁷⁷. Comme l'exprimait le délégué de la CNARR :

*Notre rôle n'est pas seulement de protéger les réfugiés centrafricains dans les camps, mais aussi de travailler avec les ministères pour que leurs enfants puissent aller à l'école, que les familles aient accès aux services sociaux de base, et qu'un jour, ils puissent s'intégrer dans la société tchadienne sans dépendre uniquement de l'aide humanitaire.*¹⁷⁸

Ce discours illustre la double mission de l'État tchadien envers les réfugiés notamment assurer à la fois une protection immédiate dans les camps et faciliter l'accès aux services sociaux de base tels que l'éducation et la santé. Il met en évidence la volonté institutionnelle de

¹⁷⁷ UNHCR, Rapport sur la Stratégie nationale de protection de protection de l'équipe humanitaire et les réfugiés, 2023, p. 45.

¹⁷⁸ Oumar Mahamat BACHAR, CNARR Goré, le 10 juin 2025.

passer d'une logique strictement humanitaire d'urgence à une approche axée sur la résilience et l'intégration progressive des réfugiés dans la société tchadienne. Le responsable souligne ainsi l'importance de la coopération interinstitutionnelle entre la CNARR, les ministères sectoriels et le HCR, traduisant un cadre de gouvernance visant à harmoniser assistance et autonomisation.

La Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des réfugiés (CNARR), est cet institut national qui se charge de la question des réfugiés ; elle est placée sous tutelle du Ministère de l'Administration du Territoire.¹⁷⁹, est composée de plusieurs ministères. La CNARR comporte trois organes :

- **Sous-commission d'Accueil et d'enregistrement** : cet organe organise l'accueil des réfugiés, rapatriés, des personnes déplacées et centralise l'aide qui leur est destiné ;
- **Sous-commission d'Eligibilité** : elle agit en première instance et se charge de la détermination du statut de réfugiés ;
- **Sous-commission de Recours** : elle est constituée au second degré de juridiction administrative après la Sous-commission d'Eligibilité.

La CNARR a pour mission de :

- Mettre en application les instruments juridiques internationaux et les lois nationales relatives aux réfugiés et aux demandeurs d'asile,
- Assurer la protection et l'assistance des réfugiés et demandeurs d'asile ;
- Lever les ressources humaines, financières et matérielles en faveur des réfugiés et demandeurs d'asiles ;
- Connaitre de toutes les questions relatives aux réfugiés et demandeurs d'asiles.

La CNARR peut aussi être saisi pour demander le rapatriement, la réinstallation et le statut de réfugiés par :

- ✓ Les demandeurs d'asiles eux-mêmes ;
- ✓ Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). La sureté nationale ;
- ✓ Les autorités administratives.

La CNARR, est créé dans les régions du Tchad affectées par la présence des réfugiés, des délégations Régionales et des Bureaux Départementaux. Ainsi, dans le département de la Nya-Pendé au sud du Tchad, la CNARR est organisée en délégation de manière suivante :

¹⁷⁹ La CNARR, Décret N°839/PR/MAT/2011.

- Bureau de Gondjé ;
- Camp Gondjé ;
- Bureau d'Amboko :
- Camp d'Amboko ;
- Bureau de Timbéri :
- Camp de Dossèye ;
- Bureau de Doholo :
- Camp de Doholo ;

Conformément à l'Accord-Cadre signé le 03 mai 2000 entre le Gouvernement du Tchad et le HCR, dans l'accomplissement de sa mission. La CNARR collabore principalement avec le HCR pour la gestion de l'opération en faveur des réfugiés soudanais, centrafricains, nigériens et autres nationalité.

Les différents partenaires de la CNARR sont :

- HCR ;
- PNUD ;
- PAM ;
- UNFPA ;
- OIM ;
- UNICEF ;
- FAO ;
- OMS ;
- UNION EUROPEENNE ;
- COOPERATION SUISSE ;
- CICR ;
- CRT ;
- ONG Nationales/internationales¹⁸⁰.

¹⁸⁰ Accord-Cadre signé le 03 mai 2000 entre le Gouvernement du Tchad et le HCR.

Photo 4: Plaque marquant l'entrée du CNARR à Goré.



Cliché : MBAILASSEM Joël, 2025

La photo ci-dessus montre la base de la sous-délégation de la CNARR dans le département de la Nya-Pendé. Malgré que la CNARR n'ait pas assez de moyens financiers pour assister les réfugiés dans les camps, elle participe activement pour les sécurités de ces derniers dans le département.

2. Types et modalités des aides proposées

Dans le département de la Nya-Pendé, la nature de l'aide humanitaire destinée aux réfugiés centrafricains et aux communautés d'accueil s'inscrit dans une logique multisectorielle, combinant aide d'urgence, appui à la résilience et initiatives de développement local. Ces interventions répondent à la fois aux besoins immédiats de survie et aux exigences d'autonomisation progressive des populations déplacées. Ainsi, les institutions présentes dans la zone mettent en œuvre divers types d'aides, selon leurs mandats, les ressources disponibles et les priorités contextuelles.

Sur le plan alimentaire et nutritionnel, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) distribue régulièrement des vivres et rations de survie aux ménages réfugiés, avec des programmes de transfert monétaire pour favoriser la liberté de choix et dynamiser les marchés locaux¹⁸¹. Ces appuis sont souvent combinés à des activités de supplémentation nutritionnelle destinées aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux enfants vulnérables. Comme le

¹⁸¹ PAM (Programme Alimentaire Mondial), Chad, Country Brief, June, Rome, 2022, p.45.

souligne un réfugié interrogé à Amboko: « *Nous recevons parfois du maïs, du riz et de l'huile. Mais maintenant, ils nous donnent aussi de l'argent pour acheter ce qui manque au marché.* »¹⁸²

Sur le plan sanitaire, l'appui de l'OMS, de Médecins Sans Frontières (MSF) et de l'UNICEF permet de garantir la prise en charge gratuite des maladies courantes, la vaccination, ainsi que la distribution de kits d'hygiène. Les ONG locales participent également à des campagnes de sensibilisation sur l'hygiène, la nutrition et la prévention du paludisme, en partenariat avec le district sanitaire de Goré.

L'aide éducative constitue une autre composante essentielle. L'UNICEF et le Jesuit Refugee Service (JRS) ont construit des écoles temporaires dans les sites de réfugiés et appuyé la formation des enseignants communautaires. Cette approche vise à éviter la déscolarisation des enfants réfugiés, souvent victimes de ruptures scolaires prolongées.

En matière de moyens d'existence et de relance économique, des ONG telles que CARE International et ACTED promeuvent la formation professionnelle, la distribution d'intrants agricoles, et la création de groupements d'épargne communautaires. Ces initiatives participent au passage d'une logique d'assistanat à une dynamique de résilience et d'autonomie économique¹⁸³.

Les modalités d'intervention varient selon les acteurs et les besoins identifiés :

- Distribution directe (**vivres, kits, abris**) pour les urgences humanitaires.
- Transferts **monétaires** ou **cash for work** pour encourager la responsabilisation et soutenir les marchés locaux.
- Approches communautaires participatives, impliquant les réfugiés et les autochtones dans l'identification des besoins et la mise en œuvre des projets.
- Appuis structurels, **comme la construction d'infrastructures sociales (écoles, puits, centres de santé)**, contribuant au développement local.

Cette diversité de modalités traduit la volonté des acteurs de combiner assistance immédiate et appui au relèvement durable. Toutefois, plusieurs réfugiés déplorent la

¹⁸² Christine AMINA, Camp d'Amboko, le 20 Avril 2025.

¹⁸³ HCR, Rapport annuel sur la situation des réfugiés au Tchad, Genève, 2023.p. 70.

discontinuité de certaines aides et la sélectivité des bénéficiaires, générant parfois des frustrations et des tensions au sein des communautés. Comme l'exprime une réfugiée interrogée « *Parfois, on nous dit que l'aide va venir, mais elle ne vient pas toujours. Et quand elle arrive, certains en profitent plus que d'autres.* »¹⁸⁴.

Ces propos illustrent les limites de la couverture et de la régularité des appuis humanitaires, souvent conditionnées par la disponibilité des financements et les priorités définies par les bailleurs de fonds. Selon OCHA¹⁸⁵, les interventions au Tchad restent fortement dépendantes des ressources internationales, rendant la continuité de l'aide vulnérable aux aléas budgétaires mondiaux.

Ainsi, les types et modalités d'aides proposées dans la Nya-Pendé reflètent à la fois la complexité des besoins et la recherche d'un équilibre entre urgence, relèvement et développement.

2.1. L'aide d'urgence humanitaire

Dans la phase initiale de l'afflux massif des réfugiés centrafricains dans le département de la Nya-Pendé, l'action humanitaire s'est d'abord inscrite dans une logique de réponse d'urgence, visant à assurer la survie immédiate des populations déplacées. Cette aide d'urgence comprend la mise en place d'abris temporaires, la distribution de vivres et d'eau potable, la fourniture de kits d'hygiène, ainsi que la prise en charge sanitaire gratuite des réfugiés nouvellement arrivés. Ces interventions sont principalement coordonnées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), en collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'UNICEF, l'OMS, et la Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et Rapatriés (CNARR).

L'objectif de cette première phase est de stabiliser la situation humanitaire en réduisant la mortalité, la malnutrition et les risques épidémiques. Comme le précise un agent du HCR : « *Les premiers jours sont cruciaux. Il faut identifier, enregistrer, loger et nourrir les nouveaux arrivants. La priorité, c'est la survie avant toute autre forme d'assistance.* »¹⁸⁶

¹⁸⁴ Annette DJENOM, Camp de Doholo, le 20 juin 2025.

¹⁸⁵ Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Rapport du Plan de réponse humanitaire au Tchad, N'Djamena, 2023, p.60.

¹⁸⁶ Constant NDIKODÉ, Gore, le 10 Mai 2025.

Toutefois, malgré l'efficacité relative de cette mobilisation, plusieurs difficultés opérationnelles entravent la régularité et l'équité de l'aide. La distribution des vivres et des biens non alimentaires est souvent marquée par des retards logistiques, des ruptures de stock et des inégalités territoriales entre sites d'accueil. Ces défaillances sont liées à la dégradation des routes, à la distance entre les camps et à la faible capacité de stockage locale. Selon le PAM¹⁸⁷, la situation logistique à Goré au sud du Tchad demeure l'un des principaux obstacles à la bonne distribution de l'assistance humanitaire.

Ces irrégularités nourrissent parfois un sentiment d'injustice et de frustration parmi les bénéficiaires. Comme le souligne un réfugié rencontré à Doholo : « *Dans certains camps, les vivres arrivent à temps. Mais chez nous, on attend des semaines. Parfois, on partage ce qu'on a avec d'autres familles.* »¹⁸⁸. Ces tensions s'exacerbent lorsque les populations hôtes perçoivent une inégalité de traitement au profit des réfugiés. Plusieurs habitants de Doholo et Goré estiment que les réfugiés bénéficient davantage de soutiens matériels, alors que les communautés locales, également fragiles économiquement, reçoivent peu d'assistance. Cela génère un sentiment de marginalisation et fragilise la cohésion sociale entre les deux groupes. Comme l'exprime un chef de village local : « *On comprend qu'ils ont fui la guerre, mais nous aussi, nous souffrons. Quand on voit que tout est pour eux, ça crée des jalousies.* »¹⁸⁹

Cette phase d'urgence, bien qu'indispensable pour sauver des vies, montre ainsi les limites structurelles de la réponse humanitaire dans un contexte de crise prolongée. Elle met en évidence le besoin de mécanismes de distribution plus inclusifs et équitables, associant à la fois réfugiés et populations hôtes, afin de réduire les tensions et de favoriser la résilience communautaire partagée.

2.2. L'aide de développement et de résilience

Face à la durée prolongée de la présence des réfugiés centrafricains dans le département de la Nya-Pendé, les acteurs humanitaires ont progressivement cherché à dépasser la logique de l'assistance immédiate pour s'inscrire dans une approche de développement et de renforcement de la résilience. Cette évolution traduit une volonté d'autonomiser les réfugiés et de réduire leur dépendance à l'aide humanitaire classique. Les programmes mis en œuvre dans

¹⁸⁷ Programme Alimentaire Mondial, rapport sur Chad, Country Brief – June. Rome, 2022, p.48.

¹⁸⁸ Justin DJEMIAN, Camp de Doholo, le 04 Juin 2025.

¹⁸⁹ Son nom reste anonyme, Camp de Doholo, le 04 juin 2025.

cette optique portent notamment sur l'appui à l'agriculture et à l'élevage, la promotion des activités génératrices de revenus, le microcrédit communautaire, ainsi que la formation professionnelle. Le HCR, en partenariat avec la FAO, a introduit des projets de distribution d'intrants agricoles (semences, outils, bétail) afin de soutenir la production locale et encourager la sécurité alimentaire durable¹⁹⁰. Ces actions visent à permettre aux réfugiés de produire une partie de leur propre consommation, tout en contribuant à l'économie locale.

De même, des ONG telles que CARE International, ACTED et le FLM ont développé des programmes de formation en couture, menuiserie, mécanique, savonnerie et agriculture durable, souvent organisés dans des espaces de cohésion communautaire réunissant réfugiés et populations hôtes. Ces initiatives favorisent non seulement la création d'emplois locaux, mais aussi le renforcement du vivre-ensemble et la coopération intercommunautaire. Comme le souligne un responsable de programme de CARE : « *Nous essayons de transformer l'aide en opportunité, offrir des compétences et non plus seulement des vivres. Quand une femme réfugiée apprend à produire du savon ou à gérer un petit commerce, elle gagne en dignité et en autonomie.* »¹⁹¹

Malgré ces efforts, la portée de ces projets demeure limitée et les financements insuffisants pour couvrir la totalité des besoins. Beaucoup d'initiatives s'arrêtent à la phase pilote, faute de ressources ou de suivi prolongé. Un jeune réfugié formé à la menuiserie témoigne : « *On nous a formés pendant trois mois, mais après, il n'y avait plus de matériel ni de soutien pour continuer. On est revenus à la débrouille.* »¹⁹² Cette discontinuité entre les programmes d'urgence et ceux de développement fragilise les acquis et entretient une dépendance structurelle à l'aide humanitaire classique. Les réfugiés, n'ayant pas toujours accès à la terre ni à des ressources productives suffisantes, se retrouvent dans une situation d'attente perpétuelle. Selon le PAM¹⁹³ et OCHA¹⁹⁴, la transition entre aide humanitaire et développement local reste un défi majeur au Tchad, en raison de la faiblesse de la coordination interinstitutionnelle et du manque d'investissement durable dans les zones d'accueil.

¹⁹⁰ FAO, Rapport sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence au Tchad, Rome, 2022, p. 62.

¹⁹¹ Pierrot BETOLOUM, Goré, le 05 Mai 2025.

¹⁹² Brahim ABDALLAH, Camp de Gondjé, le 21 Mai 2025.

¹⁹³ Programme Alimentaire Mondial, Chad, Country Brief – June. Rome, 2022, p.48.

¹⁹⁴ Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Rapport du Plan de réponse humanitaire au Tchad, N'Djamena, 2023, p.60.

2.3. L'aide sociale et protection

Le volet social et de protection constitue un pilier essentiel de l'action humanitaire dans le département de la Nya-Pendé. Il vise à préserver la dignité humaine et à protéger les groupes les plus vulnérables — femmes, enfants, personnes âgées, personnes handicapées et victimes de violences — contre les abus, les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG), ainsi que les différentes formes de discrimination. Les acteurs comme le HCR, l'UNICEF, le Jesuit Refugee Service (JRS) et plusieurs ONG locales mettent en œuvre des programmes de protection communautaire, combinant assistance juridique, appui psychosocial et actions de sensibilisation. Ces initiatives comprennent notamment la création de centres d'écoute et d'accompagnement psychosocial, la mise en place de mécanismes communautaires d'alerte et de signalement, ainsi que la formation des leaders communautaires sur les droits humains et la prévention des violences. L'objectif est de renforcer la résilience individuelle et collective des réfugiés tout en consolidant la cohésion sociale avec les communautés d'accueil. Selon un agent de protection du HCR : « *Nous avons mis en place des comités de protection composés à la fois de réfugiés et de membres de la communauté hôte. Cela favorise la confiance mutuelle et la détection rapide des cas de violence.* »¹⁹⁵

Sur le plan éducatif, des programmes spécifiques ciblent les enfants séparés (ES) ou non accompagnés, afin d'assurer leur accès à l'éducation et à un cadre sécurisé. L'UNICEF¹⁹⁶ et le JRS ont contribué à la création d'espaces “amis des enfants” où des activités récréatives et pédagogiques visent à réduire les traumatismes liés aux déplacements forcés.

En outre, certaines ONG, comme CARE International et HI (Humanity et Inclusion), soutiennent les femmes victimes de violences à travers des activités génératrices de revenus et des ateliers de renforcement de capacités. Une bénéficiaire confie : « *Avant, je dépendais entièrement de l'aide. Aujourd'hui, grâce à la formation et à la couture, je peux subvenir aux besoins de mes enfants.* »¹⁹⁷ Cependant, malgré ces efforts notables, les dispositifs de protection sociale et communautaire demeurent insuffisamment ancrés dans le tissu local. Plusieurs projets reposent encore sur des structures temporaires pilotées par les ONG, sans réelle appropriation par les institutions tchadiennes ou les associations locales. L'absence d'un

¹⁹⁵ Constant NDIKODÉ, Gore, le 05 Mai 2025.

¹⁹⁶ UNICEF, Chad Humanitarian Situation Report, New York, 2023. <https://www.unicef.org/documents/chad-humanitarian-situation-report-end-year-2023>. Consulté en ligne le 7 Mai 2025 à 07h 58mn.

¹⁹⁷ Christine AMINA, Camp d'Amboko, le 20 juin 2025.

transfert de compétences durable limite la continuité des actions après le départ des organisations internationales.

De plus, la participation communautaire reste parfois formelle, sans intégration effective des acteurs traditionnels (chefs de villages, associations de femmes, comités religieux), pourtant essentiels pour prévenir les conflits et promouvoir une protection inclusive. Comme le rappelle un chef de quartier de Goré : « *Les ONG font un bon travail, mais elles ne nous associent pas toujours. Pourtant, nous connaissons nos populations et leurs besoins.* »¹⁹⁸

Ces constats rejoignent les analyses de Harrell-Bond¹⁹⁹ et de Jacobsen²⁰⁰, qui soulignent que les programmes de protection durable doivent être contextualisés et localement appropriés pour être efficaces. De même, selon OCHA²⁰¹ et HCR, le renforcement des capacités institutionnelles locales et la coordination intersectorielle constituent les conditions essentielles d'une protection sociale réellement intégrée et pérenne.

II. UNE AIDE À IMPACT DE FAIBLE AMPLITUDE

L'évaluation des interventions humanitaires à Goré dans le Sud du Tchad révèle que, malgré la multiplicité des acteurs et la diversité des programmes, les effets produits demeurent limités. L'aide, bien que cruciale dans la phase d'urgence, peine à instaurer une véritable dynamique de résilience durable. Plusieurs facteurs concourent à cette faible amplitude, notamment la dispersion des acteurs, le manque de ressources, la dépendance prolongée des réfugiés, et les tensions sociales engendrées au sein des communautés locales.

1. La multiplicité des acteurs et la dispersion des interventions

La gestion de l'aide humanitaire et de développement dans le département de la Nya-Pendé se caractérise par une forte pluralité d'acteurs, intervenant à différents niveaux et selon des logiques parfois divergentes. On y retrouve des institutions étatiques comme la Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR), les services déconcentrés de l'État, ainsi qu'une multitude d'organisations internationales, d'agences onusiennes (HCR, PAM, UNICEF, FAO), d'ONG internationales (CARE International, HIAS,

¹⁹⁸ Jérémie DJIMOSTA, Gore le 05 Mai 2025.

¹⁹⁹ Barbara Harrell-Bond, *Imposing Aid, Emergency Assistance to Refugees*, Oxford University Press. 1986.

²⁰⁰ Jacobsen Karen. *Livelihoods in conflict, the pursuit of livelihoods by refugees and the impact on the human security of host communities*. International Migration, 2002, pp. 95–123.

²⁰¹ Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Rapport du Plan de réponse humanitaire au Tchad*, 2023, p. 60.

JRS, ACID) et d'associations locales. Cette diversité traduit une mobilisation importante des ressources humaines et financières, mais elle engendre également des problèmes de coordination et de cohérence des interventions²⁰²

En effet, chaque acteur opère selon ses mandats spécifiques, ses sources de financement et ses priorités institutionnelles, ce qui conduit souvent à des redondances, voire à une dispersion géographique et sectorielle de l'aide. Par exemple, certaines zones bénéficient simultanément de plusieurs programmes similaires (distribution de vivres, appui agricole, formation professionnelle), tandis que d'autres restent sous-couvertes ou totalement négligées. Cette inégale répartition découle du manque d'un cadre harmonisé de planification et de suivi. L'administrateur financière du CNARR à Goré souligne à cet égard : « *Chacun vient avec son projet, ses financements et ses critères. Parfois, nous découvrons qu'une même activité est réalisée deux fois dans le même camp, alors que d'autres besoins prioritaires sont ignorés.* »²⁰³

Par ailleurs, la faible implication des autorités locales et communautaires dans la définition des priorités accentue la fragmentation du dispositif d'aide. Les acteurs locaux se sentent souvent relégués au simple rôle d'exécutants ou de relais d'information, alors qu'ils détiennent une connaissance fine du terrain et des dynamiques sociales. Comme le remarque un responsable communal d'Amboko: « *Les partenaires viennent souvent avec leurs plans déjà prêts. Nous, les élus locaux, ne sommes consultés qu'à la fin pour valider les activités.* »²⁰⁴ Cette dispersion des interventions fragilise la complémentarité entre urgence et développement et réduit la portée des actions de résilience. Les études de Betts et Collier²⁰⁵ et de Ferris²⁰⁶ montrent que la multiplicité non coordonnée des acteurs humanitaires tend à produire des effets de chevauchement et de compétition, plutôt qu'une réelle synergie. Ainsi, dans la Nya-Pendé, les initiatives sectorielles peinent à s'intégrer dans une stratégie territoriale cohérente, ce qui limite la durabilité des impacts sur les réfugiés comme sur les communautés d'accueil.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Djimet MOUSSA, Gore, le 05 Mai 2025.

²⁰⁴ Jérémie DINGAMBE, Gore, le 05 Mai 2025.

²⁰⁵ Alexander Betts, et Paul Collier, *Refuge, Transforming a Broken Refugee System*. Penguin Random House, 2017.

²⁰⁶ Erika Ferris, *The Politics of Protection, the Limits of Humanitarian Action*, Brookings Institution Press. 2020.

1.1. Une prolifération d'organisations à coordination fragile

Le dispositif humanitaire dans le département de la Nya-Pendé se caractérise par une prolifération d'acteurs institutionnels, allant des agences internationales aux ONG locales. Parmi les principaux intervenants, on compte le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'UNICEF, ainsi que des ONG internationales telles que Médecins Sans Frontières (MSF), CARE International, Action Contre la Faim (ACF) et le Jesuit Refugee Service (JRS), sans oublier un grand nombre de structures locales à vocation humanitaire ou communautaire. Cette diversité reflète la volonté des bailleurs et partenaires de répondre à des besoins multisectoriels — sécurité alimentaire, santé, éducation, protection et moyens de subsistance²⁰⁷.

Cependant, cette pluralité s'accompagne d'un déficit de coordination et de cohérence. Les interventions se chevauchent fréquemment, avec une duplication de programmes similaires dans certaines zones et l'absence d'activités dans d'autres secteurs ou sites périphériques. L'Administrateur financière du CNARR note : « *Nous constatons que dans certains camps, plusieurs organisations distribuent la même aide, tandis que d'autres villages n'ont rien reçu depuis des semaines. La planification n'est pas toujours synchronisée.* »²⁰⁸

Les réunions inter-agences, censées assurer la coordination, restent souvent formelles et ponctuelles, limitées à un échange d'informations plutôt qu'à une planification stratégique commune. Selon un responsable d'ONG ACID : « *Les réunions existent, mais elles servent plus à présenter ce que chacun fait qu'à décider ensemble des priorités ou des zones à couvrir.* »²⁰⁹ Cette fragmentation de l'action humanitaire a plusieurs conséquences, elle diminue l'efficacité globale des interventions, génère des inefficacités logistiques et parfois des tensions avec les communautés locales, qui perçoivent l'aide comme inégalement répartie. Comme le souligne Harrell-Bond ²¹⁰, la prolifération d'acteurs sans cadre de coordination solide peut paradoxalement affaiblir la résilience locale et accentuer la dépendance à l'aide externe. De

²⁰⁷ Alexander Betts, et Paul Collier, *Refuge, Transforming a Broken Refugee System*. Penguin Random House, 2017.

²⁰⁸ Djimet MOUSSA, Gore, le 05 Mai 2025.

²⁰⁹ Dieudonné MAPADA, Gore, le 05 Mai 2025.

²¹⁰ Barbara Harrell-Bond, *Imposing Aid, Emergency Assistance to Refugees*, Oxford University Press, 1986.

même, Jacobsen²¹¹ insiste sur l'importance d'une gouvernance humanitaire intégrée, capable de rationaliser les interventions et de maximiser les impacts sur les populations bénéficiaires.

1.2. Des actions ponctuelles sans stratégie intégrée

Dans le département de la Nya-Pendé, les interventions humanitaires se caractérisent par une succession d'actions ponctuelles, souvent déconnectées d'une stratégie globale de développement territorial. La majorité des projets repose sur des financements de court terme, oscillant entre six mois et un an, imposés par les bailleurs internationaux (Union européenne, USAID, ECHO, etc.) ou les agences des Nations Unies. Cette logique de réponse immédiate à la crise oriente les organisations vers des activités à impact rapide – construction de puits, distribution de kits, formation à court terme, appui agricole saisonnier – mais rarement vers des programmes structurels favorisant l'autonomisation durable des réfugiés et des communautés hôtes²¹². Un responsable local d'ONG résume cette situation en ces termes : « *Les projets changent chaque année. Quand un financement s'arrête, tout s'arrête. Il n'y a pas de continuité, ni de plan commun pour consolider ce qui a été fait.* »²¹³ Cette fragmentation temporelle et sectorielle empêche la mise en place d'une stratégie intégrée reliant urgence, relèvement et développement. Les initiatives se multiplient mais restent cloisonnées, un forage d'eau ici, une formation en maraîchage là, ou une sensibilisation ponctuelle ailleurs. Comme le souligne un agent du HCR : « *Nous faisons beaucoup de choses, mais souvent sans lien entre elles. On éteint les feux au lieu de construire une vraie stratégie de stabilisation.* »²¹⁴ Cette approche morcelée reflète ce que Ferris²¹⁵ appelle le « syndrome de la réponse immédiate », où les interventions se concentrent sur le court terme sans vision de durabilité. Or, selon Betts et Collier²¹⁶, une politique humanitaire efficace doit intégrer des perspectives de développement dès la phase d'urgence, afin de prévenir la dépendance prolongée et de renforcer les capacités locales d'adaptation.

De plus, la faiblesse de la coordination entre acteurs accentue cette discontinuité. Les programmes humanitaires ne s'articulent pas suffisamment avec les plans communaux de

²¹¹ Jacobsen Karen, *Livelihoods in conflict, the pursuit of livelihoods by refugees and the impact on the human security of host communities*. International Migration, 2002, pp. 95–123.

²¹² Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Rapport du Plan de réponse humanitaire au Tchad*, N'Djamena, 2023, p.70.

²¹³ Dieudonné MAPADA, Gore, le 05 Mai 2025.

²¹⁴ Jérémie DINGAMBE, Gore, le 05 Mai 2025.

²¹⁵ Erika Ferris, *The Politics of Protection, the Limits of Humanitarian Action*. Brookings Institution Press, 2002, p.22.

développement, ni avec les initiatives nationales de décentralisation. En conséquence, les infrastructures et formations financées par les partenaires extérieurs ne sont pas toujours appropriées ou maintenues par les autorités locales. Une responsable communale de Doholo confirme : « *Certaines ONG creusent des puits ou construisent des salles de classe, mais après leur départ, il n'y a pas de suivi. Les comités locaux ne sont pas formés pour entretenir ces ouvrages.* »²¹⁷

Ainsi, malgré la multiplication des projets humanitaires, leur absence d'ancrage stratégique et institutionnel limite leur impact sur la résilience durable. Les efforts de stabilisation de la Nya-Pendé gagneraient à s'inscrire dans une approche nexus humanitaire-développement ²¹⁸ , associant planification participative, financement pluriannuel et renforcement des capacités locales.

1.3. L'absence d'appropriation locale

Dans le département de la Nya-Pendé, l'un des principaux défis de l'action humanitaire réside dans le faible degré d'appropriation locale des projets. Le manque d'implication des autorités locales, des comités villageois et des bénéficiaires eux-mêmes dans la conception, la planification et la mise en œuvre des interventions engendre une appropriation limitée, ce qui fragilise la durabilité des acquis et l'impact à long terme des programmes humanitaires.²¹⁹ Les leaders communautaires et les comités villageois, qui connaissent le mieux les besoins réels et les priorités locales, sont rarement consultés ou impliqués de manière substantielle. Comme le souligne un chef de village de Doholo : « *Les ONG arrivent avec leurs projets prêts. On nous demande juste de signer ou d'informer les habitants. Nous ne décidons pas des activités ni de leur localisation.* »²²⁰ Cette approche descendante favorise une dynamique de dépendance à l'aide extérieure, plutôt qu'une co-construction de solutions adaptées aux réalités locales. Les infrastructures ou formations mises en place, bien que bénéfiques à court terme, manquent souvent de mécanismes de suivi et d'entretien confiés aux communautés. Une responsable communale à Amboko ajoute : « *Les salles de classe, les puits et les potagers créés par les*

²¹⁷ Mariam BOUBA, Camp de Doholo, le 20 juin 2025.

²¹⁸ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Rapport annuel sur la situation des réfugiés au Tchad, Genève, 2023, p.70.

²¹⁹ CNARR, Rapport de coordination humanitaire au Tchad, N'Djamena, 2022, p.75.

²²⁰ Son nom reste anonyme, Camp de Doholo, le 20 juin 2025.

*ONG ne durent pas toujours. Les comités locaux ne sont pas suffisamment formés pour les gérer après le départ des équipes. »*²²¹

Les chercheurs et praticiens de l'action humanitaire soulignent que l'appropriation locale est un facteur clé de résilience. Selon Harrell-Bond²²², l'efficacité d'un programme dépend autant de la mobilisation des bénéficiaires que de la qualité des ressources apportées. De même, Jacobsen²²³ insiste sur l'importance de l'inclusion des acteurs locaux dans la planification et la mise en œuvre, afin de réduire la dépendance structurelle et d'assurer la pérennité des interventions.

Ainsi, l'absence d'appropriation locale dans la Nya-Pendé constitue un obstacle majeur à la durabilité des projets humanitaires et à la consolidation de la résilience des réfugiés et des communautés d'accueil. Le renforcement des mécanismes participatifs, le transfert de compétences et la responsabilisation des acteurs locaux apparaissent comme des conditions incontournables pour transformer l'aide ponctuelle en un levier de développement et de cohésion sociale²²⁴.

2. L'insuffisance des ressources et la couverture inégale des besoins des réfugiés

La situation humanitaire dans le département de la Nya-Pendé est marquée par une contrainte majeure, le déficit de ressources face à l'ampleur des besoins des réfugiés centrafricains. Malgré la mobilisation d'agences internationales, de partenaires humanitaires et de structures locales, les ressources financières, matérielles et humaines restent insuffisantes pour répondre de manière complète et durable aux besoins fondamentaux des populations déplacées. Cette insuffisance se traduit par une couverture partielle ou inégale des besoins essentiels, tels que la nourriture, l'eau potable, les soins de santé, l'éducation, l'hébergement et la protection sociale²²⁵.

La distribution de l'aide est souvent fragmentaire et concentrée sur certains sites de camps ou zones accessibles, laissant de nombreuses communautés périphériques sous-desservies. Selon un chef de quartier de Goré : « *Dans certains camps, on reçoit régulièrement*

²²¹ Hortense DENENODJI, Camp d'Amboko, le 20 Avril 2025.

²²² Barbara Harrell-Bond, *Imposing Aid, Emergency Assistance to Refugees*, Oxford University Press, 1986.

²²³ Jacobsen Karen, *Livelihoods in conflict, the pursuit of livelihoods by refugees and the impact on the human security of host communities*. International Migration, 2002, pp.95–123.

²²⁴ OCHA, *Rapport du Plan de réponse humanitaire au Tchad*, N'Djamena, 2023, p.42.

²²⁵ PAM, *Rapport sur Country Brief – June*. Rome, 2022, p.48.

*de la nourriture et des kits d'hygiène. Mais nos voisins, plus éloignés, doivent attendre des semaines, parfois des mois. »*²²⁶

Cette couverture inégale résulte de plusieurs facteurs structurels,

1. **Logistiques et géographiques**, la topographie du département, caractérisée par des plaines marécageuses et des routes peu praticables en saison des pluies, complique l'acheminement régulier de l'aide²²⁷.
2. **Financements limités**, les projets sont majoritairement financés sur des **cycles annuels ou pluriannuels restreints**, insuffisants pour couvrir l'ensemble des besoins et garantir la continuité des programmes²²⁸.
3. **Priorisation sectorielle**, certaines interventions ciblent des besoins immédiats comme la sécurité alimentaire ou la santé, au détriment de secteurs tels que l'éducation, la protection sociale ou les activités génératrices de revenus²²⁹.

La conséquence directe de cette insuffisance est la vulnérabilité persistante des réfugiés et le renforcement de la dépendance à l'aide extérieure. Un réfugié de Doholo témoigne : « *Quand l'aide arrive, nous recevons juste de quoi tenir quelques semaines. Après, nous devons compter sur nos propres moyens ou demander aux voisins. »*²³⁰

Par ailleurs, cette inégalité dans l'accès à l'aide génère des tensions avec les communautés hôtes, qui perçoivent parfois que les réfugiés bénéficient davantage de ressources limitées. Selon un responsable communautaire : « *Les réfugiés reçoivent des vivres et des outils que nous, habitants, n'avons pas. Cela crée des jalousies et parfois des conflits. »*²³¹

Ainsi, l'insuffisance des ressources et la couverture inégale des besoins révèlent un défi majeur pour la durabilité et l'équité de l'action humanitaire dans la Nya-Pendé. Les experts soulignent que l'intégration des réfugiés dans les stratégies locales de développement, combinée à un renforcement de la coordination inter-agences et à une planification basée sur les besoins réels, est indispensable pour atténuer ces limites²³².

²²⁶ Jérémie DJIMOSTA, Gore, le 05 Mai 2025.

²²⁷ OCHA, Rapport du Plan de réponse humanitaire au Tchad-N'Djamena, 2023, p.70.

²²⁸ Alexander Betts, et Paul Collier, *Refuge, Transforming a Broken Refugee System*, Penguin Random House, 2017.

²²⁹ Erika Ferris, *the Politics of Protection, the Limits of Humanitarian Action*, Brookings Institution Press, 2020.

²³⁰ Justin DJEMIAN, Doholo, le 04 Juin 2025.

²³¹ Thomas GONDJE, Camp d'Amboko, le 20 Mai 2025.

²³² Harrell-Bond, B. *Imposing Aid, Emergency Assistance to Refugees*, Oxford University Press.1986.

2.1. Un sous-financement chronique des programmes humanitaires

La situation humanitaire dans le Sud du Tchad, et particulièrement dans le département de la Nya-Pendé, est caractérisée par un sous-financement persistant, qui limite considérablement la capacité des acteurs humanitaires à répondre aux besoins des réfugiés centrafricains. Cette insuffisance budgétaire est aggravée par la multiplicité des crises dans la région sahélienne, qui mobilise simultanément les mêmes bailleurs et ressources pour répondre à différentes urgences²³³. Les fonds disponibles ne permettent pas de couvrir l'ensemble des besoins identifiés, créant un écart structurel entre les besoins réels et l'aide réellement fournie.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et ses partenaires, moins de 50 % des besoins budgétaires sont régulièrement financés, ce qui oblige les organisations humanitaires à prioriser certaines interventions au détriment d'autres²³⁴. Cette situation se traduit concrètement par la réduction des rations alimentaires, la suspension de certaines activités éducatives ou sanitaires et la limitation des moyens humains sur le terrain. Comme le note Betts et Collier²³⁵ : « *Les programmes humanitaires sous-financés tendent à créer un cercle de dépendance où les bénéficiaires sont incapables de développer leur autonomie et leurs capacités locales* ».

Les conséquences de ce sous-financement sont multiples. Les populations les plus vulnérables subissent une précarité accrue et une vulnérabilité persistante, tandis que les communautés d'accueil ressentent parfois des tensions liées à l'inégalité de la distribution de l'aide²³⁶. Un coordinateur de programme sur le terrain souligne : « *Nous devons choisir entre réduire les rations alimentaires ou suspendre certaines activités essentielles, faute de fonds suffisants. Cela affecte directement la vie des réfugiés et leur résilience* »²³⁷.

Pour atténuer ces impacts, plusieurs auteurs et rapports institutionnels insistent sur la nécessité d'un financement pluriannuel et prévisible, combiné à une planification intégrée des programmes humanitaires, permettant de relier urgence et développement et de renforcer l'autonomisation des réfugiés²³⁸. Seule une approche concertée et durable du financement peut

²³³ HCR, Rapport annuel sur la situation des réfugiés au Tchad-N'Djamena, 2023, pp. 15-18.

²³⁴ *Idem*.

²³⁵ Alexander Betts, et Paul Collier, *Refuge, Transforming a Broken Refugee System*, Penguin Random House, 2017, pp. 103-108.

²³⁶ Erika Ferris, *The Politics of Protection, the Limits of Humanitarian Action*, Brookings Institution Press, 2020, p.57.

²³⁷ Dieudonné MAPADA, Gore, le 05 Mai 2025.

²³⁸ OCHA, Rapport sur le Plan de réponse humanitaire au Tchad-N'Djamena, 2024, p 37.

permettre de réduire la dépendance à l'aide extérieure et d'assurer une réponse plus équitable et efficace aux besoins des populations affectées.

2.2. Une distribution inégale selon les zones et catégories sociales

La répartition de l'aide humanitaire dans le département de la Nya-Pendé reste marquée par des inégalités spatiales et sociales notables. Ces disparités s'expliquent en grande partie par la localisation géographique des camps de réfugiés, la visibilité médiatique des zones et les capacités logistiques des acteurs humanitaires. Les camps les plus accessibles et les plus médiatisés, comme ceux de Amboko et Dossèye, bénéficient d'une présence continue des organisations internationales (HCR, PAM, UNICEF), tandis que les camps plus isolés, tels que Gondjé et Doholo, reçoivent une assistance plus sporadique et limitée²³⁹. Selon un représentant local du PAM, « *la logistique reste un défi majeur ; certains sites sont difficilement accessibles en saison des pluies, ce qui retarde la livraison de vivres et d'équipements* »²⁴⁰. Cette inégale répartition crée une hiérarchisation de la vulnérabilité humanitaire, où les populations des zones périphériques sont davantage exposées au risque d'exclusion. Comme le souligne un réfugié du camp de Dossèye : « *Nous recevons parfois les vivres avec un mois de retard. D'autres camps proches de Goré ont des distributions régulières, mais ici, nous devons souvent patienter ou partager avec d'autres familles.* »²⁴¹ Cette situation est également observée dans d'autres contextes de crises prolongées : Jacobsen²⁴² montre que la concentration de l'aide dans les zones "visibles" renforce les inégalités territoriales et entrave la cohésion entre communautés réfugiées et hôtes. Au Tchad, ces déséquilibres logistiques et organisationnels reflètent une gouvernance humanitaire centralisée, souvent dictée par les impératifs des bailleurs et non par une évaluation équitable des besoins sur le terrain²⁴³.

Par ailleurs, des inégalités intra-communautaires persistent au sein même des camps. Les ménages dirigés par des femmes, les personnes âgées, les handicapés et les nouveaux arrivants sont souvent moins bien servis lors des distributions. Cette situation résulte de lacunes dans le ciblage et l'actualisation des bases de données bénéficiaires, mais aussi de biais socioculturels qui limitent la participation des groupes vulnérables dans les comités de

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ Ephraïm GOLDOUM, Gore, le 25 juin 2025.

²⁴¹ Saleh Mahamat, Camp de Dossèye, le 02 juin 2025.

²⁴² Jacobsen, K. Livelihoods in conflict, The pursuit of livelihoods by refugees and the impact on the human security of host communities, International Migration, 2002, p.112.

²⁴³ Erika Ferris, The Politics of Protection, The Limits of Humanitarian Action, Brookings Institution Press, 2020, p.73.

gestion²⁴⁴. Une réfugiée de Doholo témoigne : « *Les femmes chefs de ménage sont souvent oubliées. Quand nous arrivons au point de distribution, il n'y a plus rien. On nous dit de revenir le mois prochain.* »²⁴⁵ Ces constats rejoignent ceux de Harrell-Bond²⁴⁶, qui affirme que les mécanismes de distribution d'aide peuvent involontairement reproduire les inégalités sociales existantes si les procédures de ciblage ne tiennent pas compte des réalités locales et des rapports de pouvoir internes aux camps.

2.3. Les besoins non couverts et les frustrations sociales

Dans le département de la Nya-Pendé, un certain nombre de besoins fondamentaux des réfugiés restent insuffisamment pris en compte, au-delà de l'aide alimentaire et humanitaire immédiate. L'accès à l'emploi, à la terre cultivable, aux services de santé reproductive et à l'éducation secondaire demeure limité, en raison de ressources contraintes, de la rareté des infrastructures et de régulations locales restrictives²⁴⁷. Ces carences compromettent la capacité des réfugiés à développer des stratégies de subsistance durables et à s'intégrer dans les communautés hôtes, maintenant une dépendance structurelle à l'aide extérieure. Cette insuffisance de couverture alimente un sentiment d'injustice et de frustration parmi les populations déplacées. Les réfugiés constatent que certaines catégories sociales, les sites mieux situés ou les bénéficiaires plus visibles, reçoivent davantage de soutien, tandis que d'autres restent marginalisés. Comme l'exprime un réfugié de Doholo : « *Nous voyons que certains reçoivent des aides et des formations alors que nous, arrivés plus récemment, n'avons rien. Cela crée de la colère et des disputes dans le camp* »²⁴⁸.

Ces frustrations ne se limitent pas aux relations intra-camps, mais peuvent également affecter la cohésion entre réfugiés et communautés d'accueil. Les tensions émergent lorsque les autochtones perçoivent que les réfugiés bénéficient de ressources limitées qu'ils n'ont pas eux-mêmes, ou lorsqu'ils sont sollicités pour partager des infrastructures ou des terres cultivables déjà insuffisantes²⁴⁹. Un leader communautaire de Gondjé souligne : « *Parfois, il y a des*

²⁴⁴ HCR, Rapport annuel sur la situation des réfugiés au Tchad. Genève, 2023, pp.25-28.

²⁴⁵ Thérèse AWA, Camp de Doholo, le 20 Juin 2025.

²⁴⁶ Barbara Harrell-Bond, *Imposing Aid, Emergency Assistance to Refugees*, Oxford University Press.1986, p. 132.

²⁴⁷ Alexander Betts, et Collier, P. *Refuge, Transforming a Broken Refugee System*, Penguin Random House.2017, p. 106.

²⁴⁸ Justin DJEMIAN, Doholo, le 04 Juin 2025.

²⁴⁹ Erika Ferris, *The Politics of Protection, the Limits of Humanitarian Action*, Brookings Institution Press, 2020, p. 68.

*disputes pour accéder aux champs ou aux points d'eau. Les populations locales pensent que les réfugiés ont tout, et les réfugiés se plaignent de ne rien avoir. »*²⁵⁰

Ainsi, les besoins non couverts et les inégalités dans l'accès à l'aide constituent un facteur central de fragilisation sociale et de vulnérabilité accrue. Les experts recommandent que les interventions humanitaires soient mieux ciblées, avec une planification participative, pour réduire ces frustrations et favoriser la résilience individuelle et communautaire²⁵¹. Une telle approche pourrait contribuer à une cohabitation pacifique entre réfugiés et communautés hôtes et à une meilleure durabilité des programmes humanitaires.

3. Les contraintes structurelles et institutionnelles du dispositif d'aide

Le dispositif d'aide humanitaire dans le département de la Nya-Pendé est confronté à des contraintes structurelles et institutionnelles majeures qui limitent l'efficacité et la durabilité des interventions. La multiplicité des acteurs, associée à une coordination souvent formelle et insuffisante, entraîne des chevauchements d'activités, des zones mal couvertes et une planification fragmentée. Par ailleurs, le sous-financement chronique des programmes, la dépendance aux bailleurs internationaux et les cycles de financement de court terme restreignent la continuité des projets et leur capacité à répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés et des communautés hôtes²⁵². L'absence d'appropriation locale, le manque d'implication des autorités et des comités villageois dans la conception et la mise en œuvre des projets accentuent la fragilité institutionnelle et renforcent la dépendance à l'aide extérieure²⁵³. Ces contraintes, combinées à des lacunes dans le ciblage des bénéficiaires et la couverture géographique inégale, compromettent la cohésion sociale, amplifient les frustrations et limitent la capacité des réfugiés à développer des stratégies durables de résilience. Dans ce contexte, la pérennisation de l'aide et l'efficacité des programmes nécessitent une réforme institutionnelle et organisationnelle, reposant sur une coordination renforcée, une planification intégrée et une participation active des acteurs locaux

3.1. La dépendance vis-à-vis des bailleurs internationaux

L'un des traits dominants du dispositif d'aide humanitaire dans le département de la Nya-Pendé réside dans sa forte dépendance à l'égard des bailleurs internationaux tels que l'Union européenne, l'USAID, l'Agence française de développement (AFD) ou encore la

²⁵⁰ Brahim ABDALLAH, Camp de Gondjé, le 21 Mai 2025.

²⁵¹ Barbara Harrell-Bond, *Imposing Aid, Emergency Assistance to Refugees*, Oxford University Press, 1986, p. 134.

²⁵² HCR, *Rapport annuel sur la situation des réfugiés au Tchad*, Genève, 2023, p.15.

²⁵³ Harrell-Bond, B, *Imposing Aid, Emergency Assistance to Refugees*, Oxford University Press, 1986, p.132.

Banque mondiale. Ces partenaires extérieurs financent la quasi-totalité des projets mis en œuvre par les agences onusiennes et les ONG internationales, ce qui confère à l'aide un caractère exogène et conditionné. En effet, les priorités, les critères d'allocation et la temporalité des interventions dépendent largement des agendas stratégiques et politiques des bailleurs, plutôt que d'une lecture contextualisée des besoins locaux²⁵⁴. Comme l'a rappelé un agent local du HCR à Goré : « *Les projets dépendent des enveloppes budgétaires décidées à Genève ou à Bruxelles. Ici sur le terrain, nous n'avons pas beaucoup de marge de manœuvre pour adapter les activités aux réalités locales.* »²⁵⁵ Ce témoignage illustre la centralisation décisionnelle et la faible autonomie opérationnelle des acteurs locaux dans la mise en œuvre des programmes humanitaires.

En outre, cette dépendance financière entraîne une instabilité structurelle des actions. Lorsque les financements s'arrêtent, la majorité des activités cessent faute de relais locaux ou de mécanismes d'autofinancement. Les projets agricoles communautaires, les formations professionnelles ou les programmes de micro-crédit subventionnés sont souvent interrompus, laissant les bénéficiaires dans une situation de vulnérabilité accrue. Un réfugié de Dossèye explique ainsi : « *Quand le projet s'est arrêté, nous avons tout perdu. Sans les aides, il est difficile de continuer, car nous n'avons pas les moyens pour acheter les semences ou les outils.* »²⁵⁶ Ce témoignage illustre le caractère non durable des interventions humanitaires, qui, faute d'ancrage institutionnel local, produisent un effet de dépendance prolongée au lieu de renforcer la résilience. Des études menées par Betts et Collier²⁵⁷ soulignent que ce phénomène est récurrent dans les contextes d'accueil prolongé en Afrique subsaharienne, où les politiques humanitaires restent prisonnières d'une logique d'urgence.

De plus, les modalités de financement conditionnel imposées par les bailleurs tendent à orienter les ONG vers des secteurs jugés prioritaires par les donateurs — sécurité alimentaire, santé, protection de l'enfance — au détriment de domaines plus structurels tels que la gouvernance locale, la formation technique ou l'accès à la terre. Cette logique sectorielle contribue à la fragmentation de l'action humanitaire, empêchant la mise en place d'un continuum entre urgence, relèvement et développement²⁵⁸. Selon un cadre d'une ONG locale

²⁵⁴ Sultan Barakat et Steven Zyeck, *The evolution of post-conflict recovery*, Third World Quarterly, 2010, p.107.

²⁵⁵ Jérémie DINGAMBE, Goré, le 05 Mai 2025.

²⁵⁶ Célestin NDOYO, Camp de Dossèye, le 02 juin 2025.

²⁵⁷ Alexander Betts, et Paul Collier, *Refuge, Transforming a Broken Refugee System*, Penguin Random House, 2017, p. 121.

²⁵⁸ Development Initiatives. *Global Humanitarian Assistance Report*. Bristol, Development Initiatives, 2022, p. 52.

interrogé à Amboko : « *Nous sommes souvent obligés d'ajuster nos projets aux critères des bailleurs. Parfois, leurs priorités ne correspondent pas à nos réalités de terrain.* » Ce constat révèle un désalignement entre la planification stratégique globale et les besoins ressentis localement, fragilisant la pertinence et la cohérence des interventions.

3.2. La faiblesse des capacités institutionnelles nationales

La mise en œuvre des programmes d'aide humanitaire et de développement dans le département de la Nya-Pendé révèle une faiblesse marquée des capacités institutionnelles nationales et locales. Les structures publiques chargées de la gestion des réfugiés, telles que la Commission nationale d'accueil et de réinsertion des réfugiés et rapatriés (CNARR), disposent de ressources humaines et matérielles limitées pour assurer une coordination efficace des actions sur le terrain. Ce manque de moyens se traduit par une dépendance accrue envers les agences onusiennes et les ONG internationales, qui prennent le relais de l'État dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des interventions. Un cadre administratif de Goré résume cette réalité en ces termes : « *Nous n'avons pas les moyens de suivre tous les projets. Les ONG travaillent presque seules, et nous sommes souvent informés après coup.* »²⁵⁹ Ce constat illustre la désarticulation entre les institutions nationales et les partenaires internationaux, qui fragilise la gouvernance humanitaire locale²⁶⁰.

En outre, la faiblesse des capacités institutionnelles se manifeste par l'insuffisance des compétences techniques et de la formation du personnel local. Dans de nombreux cas, les cadres administratifs n'ont pas bénéficié de formations spécifiques en gestion humanitaire, suivi-évaluation ou planification participative. Cette carence crée un déséquilibre dans la répartition des responsabilités, les partenaires étrangers détiennent l'expertise et les ressources, tandis que les institutions locales jouent un rôle essentiellement formel. Selon le camp Manager d'Amboko : « *Même si nous voulons participer davantage, nous manquons d'outils et de formation pour le faire efficacement.* »²⁶¹ Cette situation confirme les analyses de Barakat²⁶², selon lesquelles la faible professionnalisation des administrations locales dans les contextes fragiles constitue un frein à la durabilité des politiques de reconstruction et de résilience.

²⁵⁹ Djimet MOUSSA, Gore, le 05 Mai 2025.

²⁶⁰ Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), Aperçu humanitaire du Tchad, N'Djamena, Nations Unies, 2023.p. 24.

²⁶¹ Alain DJEGOLBÉ, Gore, le 05 Mai 2025.

²⁶² Sultan Barakat, Post-war reconstruction and development, Coming of age, In S, Barakat (Ed.), After the Conflict, Reconstruction and Development in the Aftermath of War, London, I.B, Tauris, 2005.p. 233.

Par ailleurs, la centralisation des décisions au niveau national empêche les structures locales d'exercer un contrôle effectif sur les ressources et les priorités. Les programmes sont souvent conçus à N'Djamena ou à Genève, sans véritable consultation des autorités départementales ou communales. Cela entraîne une déconnexion entre la planification nationale et les besoins locaux. Comme le note un responsable communal à Goré : « *Les décisions viennent d'en haut, mais nous connaissons mieux les besoins du terrain. Si on nous associait dès le départ, les projets auraient plus d'impact.* »²⁶³ Ce témoignage rejoint les observations de Betts et Easton-Calabria²⁶⁴, qui insistent sur la nécessité d'une décentralisation fonctionnelle de la gouvernance humanitaire pour renforcer la redevabilité et l'efficacité des interventions dans les zones de crise prolongée.

3.3. La bureaucratisation et la lenteur des procédures administratives

L'un des obstacles majeurs à l'efficacité du dispositif d'aide humanitaire dans le département de la Nya-Pendé réside dans la bureaucratisation excessive et la lenteur des procédures administratives. Les processus d'approbation des projets, d'importation des équipements humanitaires ou de transfert de fonds sont souvent ralentis par des formalités multiples, un manque de clarté réglementaire et des délais de traitement prolongés. Ces contraintes réduisent la réactivité des interventions dans un contexte où les besoins évoluent rapidement. Comme le souligne le coordonnateur de l'ONG ACID à Goré : « *Nous devons attendre parfois plusieurs semaines pour obtenir une simple autorisation de déplacement ou de distribution. Cela retarde nos activités et décourage les partenaires.* »²⁶⁵ Ce témoignage illustre la dissonance entre l'urgence humanitaire et la rigidité administrative, un phénomène largement documenté dans les contextes fragiles.²⁶⁶

La lenteur des circuits décisionnels au sein des institutions nationales et locales est également aggravée par le manque de coordination entre les différents ministères et services impliqués. Les procédures d'agrément, de validation des plans d'action ou de dédouanement des biens humanitaires nécessitent souvent l'accord de plusieurs instances, ce qui multiplie les retards. Cette complexité bureaucratique a des conséquences concrètes sur le terrain : interruptions de programmes, perte de financements, et démotivation des acteurs locaux. Un

²⁶³ Etienne MBAIKOUA, le 06 juin 2025.

²⁶⁴ Alexander Betts, et Evan Easton-Calabria, *Refugees as Providers of Protection and Assistance, Evidence from Uganda and Beyond*, World Development, 2021.p.76.

²⁶⁵ Dieudonné MAPADA, Gore, le 05 Mai 2025.

²⁶⁶ Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Aperçu humanitaire du Tchad-N'Djamena*, Nations Unies, 2023, p. 27.

agent de la CNARR à Doholo résume la situation ainsi : « *Entre la demande d'autorisation et la validation finale, il peut se passer des mois. Pendant ce temps, les besoins des réfugiés augmentent, mais les actions ne suivent pas.* » Cette réalité traduit un décalage institutionnel entre la planification administrative et les exigences opérationnelles, ce qui compromet la continuité et l'impact des interventions²⁶⁷.

La bureaucratisation excessive se manifeste également à travers la multiplication des rapports, audits et exigences de justification imposés par les bailleurs internationaux et les institutions publiques. Si ces mécanismes visent la transparence, ils finissent souvent par alourdir la gestion des programmes et détourner les ressources humaines des activités de terrain. Comme l'exprime un coordinateur de projet à Amboko : « *On passe plus de temps à remplir des formulaires qu'à suivre les activités sur le terrain.* »²⁶⁸ Ce discours révèle le poids administratif disproportionné qui freine la mise en œuvre efficace des projets. Selon Betts et Collier²⁶⁹, cette inflation bureaucratique résulte d'un modèle de gouvernance humanitaire « managériale », centré sur le contrôle procédural plutôt que sur les résultats concrets pour les bénéficiaires.

3.4. L'absence d'un cadre stratégique national cohérent d'aide aux réfugiés

L'un des défis majeurs qui limitent l'efficacité de la réponse humanitaire au Tchad réside dans l'absence d'un cadre stratégique national clairement défini pour la gestion et l'intégration des réfugiés. En effet, malgré l'existence de la Commission nationale d'accueil et de réinsertion des réfugiés et rapatriés (CNARR), créée pour coordonner les interventions, le pays ne dispose pas encore d'une politique nationale globale d'accueil et de résilience des réfugiés articulée aux politiques de développement local. Selon un responsable du HCR à Goré, « *chaque institution travaille avec ses propres priorités ; il n'y a pas de feuille de route commune pour aligner les projets humanitaires et ceux du gouvernement* »²⁷⁰ Cette fragmentation institutionnelle favorise la dispersion des efforts et la redondance des actions, notamment entre les ONG internationales, les structures étatiques et les acteurs communautaires.

²⁶⁷ Sultan Barakat, Post-war reconstruction and development, coming of age, In S. Barakat (Ed.), *After the Conflict, Reconstruction and Development in the Aftermath of War*, London, I.B. Tauris, 200, p.236.

²⁶⁸ Adam MOUSTAPHA, Camp de Dossèye, le 02 Juin 2025.

²⁶⁹ Alexander Betts, et Collier, P, *Refuge, Transforming a Broken Refugee System*. Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 217.

²⁷⁰ Constant NDIKODÉ, Gore, le 05 Mai 2025.

L'absence d'un cadre stratégique cohérent empêche également la mise en place d'une vision à long terme intégrant la transition de l'aide d'urgence vers le développement durable. Comme le souligne Olivier et al.²⁷¹, dans les contextes de crises prolongées, le manque de planification nationale engendre une succession d'initiatives ponctuelles, souvent dépendantes des financements extérieurs et déconnectées des priorités locales. Au Tchad, cela se traduit par une dépendance persistante aux bailleurs internationaux pour la planification, la logistique et le suivi-évaluation des programmes. Les autorités locales, quant à elles, jouent un rôle souvent passif, faute de ressources financières, de capacités techniques et d'une réelle délégation de compétences.

Le Camp manager de Gondjé confiait à ce sujet : « *Nous recevons les partenaires pour coordonner, mais sans moyens ni directives claires de N'Djamena, nous ne pouvons qu'assister sans orienter* »²⁷². Cette situation illustre la faiblesse du pilotage institutionnel national et l'absence d'un cadre normatif unifié capable de lier les actions humanitaires aux stratégies nationales de développement rural, de décentralisation ou de cohésion sociale. De plus, les plans humanitaires successifs élaborés par le HCR, le PAM ou l'UNICEF sont rarement intégrés dans les schémas directeurs provinciaux, ce qui limite la complémentarité entre les politiques publiques et les interventions d'urgence.

Ainsi, l'aide humanitaire déployée au Sud du Tchad, bien qu'indispensable pour répondre aux besoins immédiats des réfugiés centrafricains, se heurte à des contraintes structurelles majeures, notamment le sous-financement chronique, la coordination fragile entre acteurs et la distribution inégale des ressources. Ces limites se traduisent par des interventions ponctuelles et fragmentées, souvent détachées des priorités réelles des communautés, et par des effets sociaux pervers tels que la frustration, les tensions intra-communautaires et les inégalités entre populations réfugiées et hôtes. Ce constat souligne l'urgence de repenser les modèles d'intervention, en privilégiant une approche participative et intégrée, qui associe les autorités locales, les comités communautaires et les bénéficiaires dans la conception et la mise en œuvre des programmes. Une telle démarche, orientée vers le renforcement durable des capacités locales, permettrait non seulement de répondre de manière plus équitable et efficace aux besoins essentiels, mais également de consolider la résilience des réfugiés et de leurs communautés.

²⁷¹ Jean-Pierre Olivier, Fortuné Nguemadji, et Roger N'Goya, *La gouvernance humanitaire en Afrique centrale, défis et perspectives*, Paris, L'Harmattan, 2021, p. 54.

²⁷² Saleh OUMAR, Gondjé, le 21 juin 2025.

d'accueil, tout en favorisant la cohésion sociale et la durabilité des interventions humanitaires²⁷³.

Au terme de cette première partie, il ressort que le département de la Nya-Pendé, bien qu'affecté par de multiples fragilités structurelles et environnementales, demeure un espace privilégié de résilience et de recomposition sociale. L'analyse du milieu géographique et biophysique a montré que la richesse relative des sols, l'abondance du réseau hydrographique et la diversité de la couverture végétale offrent des opportunités économiques importantes, notamment à travers les activités agro-pastorales et de subsistance. Cependant, la pression démographique croissante liée à l'installation prolongée des réfugiés centrafricains a contribué à une dégradation progressive des ressources naturelles, accentuant les vulnérabilités écologiques et sociales du territoire.

Sur le plan humain et socioculturel, la Nya-Pendé se distingue par une diversité ethnique, linguistique et religieuse remarquable, qui constitue à la fois un défi et une richesse pour la cohésion communautaire. Les structures traditionnelles de gouvernance, fondées sur l'autorité coutumière et les valeurs de solidarité, jouent un rôle central dans la régulation des rapports sociaux et dans la prévention des conflits liés à l'accès aux ressources. Par ailleurs, les échanges économiques, les pratiques culturelles partagées et les dynamiques interculturelles observées entre populations hôtes et réfugiées traduisent une résilience communautaire fondée sur la tolérance, la coopération et la reconnaissance mutuelle.

Toutefois, cette résilience, bien qu'indéniable, demeure conditionnée par la faiblesse institutionnelle et les limites d'une gouvernance humanitaire souvent défailante. Les tensions foncières, la précarité hydrique et la dépendance à l'aide extérieure témoignent de la fragilité d'un équilibre local sans cesse renégocié entre besoins humanitaires et logiques de développement durable.

Ainsi, cette première partie a permis d'établir les fondements géographiques, humains et culturels de la gouvernance humanitaire dans une localité multiculturelle. Elle ouvre la voie à la deuxième partie, qui portera sur formes et mécanismes de résilience chez les réfugiés, en vue de comprendre comment ces populations déplacées mobilisent leurs ressources économiques, sociales et culturelles pour faire face à l'adversité et renforcer leur autonomie.

²⁷³ *Ibid.*

DEUXIÈME PARTIE :

**FORMES ET MÉCANISMES DE RÉSILIENCE CHEZ LES
RÉFUGIÉS**

La migration forcée, engendrée par les conflits armés et l'instabilité politique en République centrafricaine, a conduit à l'installation massive de réfugiés dans le sud du Tchad, notamment dans le département de la Nya-Pendé. Confrontés à la précarité et à la faiblesse structurelle de l'aide humanitaire, ces réfugiés développent des stratégies d'adaptation multiples visant à assurer leur survie et à reconstruire un équilibre de vie dans un contexte d'urgence prolongée. Cette deuxième partie, vise à comprendre comment ces populations déplacées mobilisent leurs ressources économiques, sociales et culturelles pour faire face à l'adversité et renforcer leur autonomie. Elle s'organise autour de deux chapitres complémentaires : le chapitre III, « *Faire face à l'insuffisance de l'aide humanitaire à travers des stratégies de survie chez les réfugiés* », qui analyse les initiatives économiques, sociales et communautaires élaborées pour pallier les limites de l'assistance, et le chapitre IV, « *Facteurs de réussite et d'échec des modèles de résilience des réfugiés au sein des communautés d'accueil* », qui examine les déterminants internes et externes influençant la durabilité de ces pratiques. L'objectif de cette partie est ainsi de mettre en lumière la manière dont les réfugiés centrafricains, malgré la dépendance à l'aide et la fragilité de leur environnement, parviennent à construire des formes de résilience actives, à la fois individuelles et collectives, révélatrices de leur capacité à transformer la contrainte en opportunité.

CHAPITRE III:

FAIRE FACE À L'INSUFFISANCE DE L'AIDE HUMANITAIRE À TRAVERS DES STRATÉGIES DE SURVIE CHEZ LES RÉFUGIÉS

Dans un contexte marqué par la précarité persistante et l'insuffisance chronique de l'aide humanitaire, les réfugiés centrafricains installés au sud du Tchad, notamment dans le département de la Nya-Pendé, développent diverses stratégies de survie leur permettant de répondre à leurs besoins essentiels et de maintenir une certaine autonomie. Face aux ruptures de vivres, à la faiblesse des infrastructures sanitaires et éducatives, ainsi qu'à la rareté des opportunités économiques, ces réfugiés font preuve d'une grande capacité d'adaptation en mobilisant leurs savoir-faire, leurs réseaux sociaux et les ressources locales disponibles. Les activités agricoles, le petit commerce, l'artisanat, la main-d'œuvre journalière, mais aussi les solidarités communautaires et familiales constituent autant de mécanismes d'ajustement face à la vulnérabilité. Ces pratiques traduisent une résilience active, où la survie ne dépend plus uniquement de l'aide internationale, mais aussi de la créativité, de la coopération et de la débrouillardise des réfugiés eux-mêmes dans un environnement socio-économique contraint.

I. INSTRUMENTATION DES LIENS SOCIAUX COMME MODÈLE DE RÉSILIENCE

Dans un environnement marqué par la rareté des ressources et la précarité économique, les réfugiés centrafricains installés dans le sud du Tchad s'appuient fortement sur leurs liens sociaux pour faire face aux multiples défis du quotidien. Ces relations de solidarité, fondées sur la parenté, l'appartenance ethnique, la religion ou la simple cohabitation, constituent un véritable levier de résilience communautaire. Elles se traduisent par des mécanismes d'entraide, de partage de vivres, de garde d'enfants, de prêt de matériel agricole ou encore par la création de petits réseaux économiques informels permettant de mutualiser les efforts face à la pauvreté. L'instrumentation de ces liens sociaux ne se limite pas à une simple réponse à la vulnérabilité, elle devient une stratégie collective d'adaptation et de survie, qui favorise la cohésion interne des groupes réfugiés tout en facilitant les interactions avec les communautés hôtes. Ainsi, dans un contexte où les dispositifs institutionnels demeurent insuffisants, la solidarité sociale s'impose comme une ressource essentielle et un modèle de résilience durable.

1. Les liens sociaux comme moyen de survie

Dans le contexte d'exil prolongé que vivent les réfugiés centrafricains au sud du Tchad, les liens sociaux constituent un pilier fondamental de la survie quotidienne. Face à la précarité matérielle, à la dépendance à une aide humanitaire souvent insuffisante et aux difficultés d'intégration économique, ces réseaux relationnels jouent un rôle déterminant dans la satisfaction des besoins essentiels. Les solidarités familiales, ethniques et religieuses permettent la mise en commun des ressources, l'échange de biens et de services, ainsi que le soutien moral face aux épreuves. Ces formes d'entraide se manifestent par le partage de nourriture, l'hébergement temporaire, le prêt d'outils agricoles ou encore la garde mutuelle des enfants. En l'absence de mécanismes institutionnels de protection suffisants, ces réseaux de sociabilité deviennent des espaces d'auto-organisation et de résilience, où la survie repose autant sur la coopération et la réciprocité que sur la capacité collective à maintenir la cohésion sociale dans un environnement marqué par la précarité et l'incertitude.

1.1. Les relations de parenté et de voisinage

Les réfugiés centrafricains installés dans le sud du Tchad, les liens de parenté constituent le premier refuge face à la vulnérabilité liée à l'exil. Dès leur arrivée dans les camps ou les villages d'accueil, nombreux de familles recherchent des proches déjà établis dans la zone, afin

de bénéficier d'un appui immédiat en vivres, en abri ou en information. Ces solidarités, fondées sur les structures lignagères traditionnelles, permettent non seulement de maintenir la cohésion familiale, mais aussi de préserver un sentiment d'appartenance et de dignité au sein d'un environnement étranger. Comme le rapporte un réfugié du camp d'Amboko : « *Quand nous sommes arrivés, c'est mon oncle qui nous a accueillis. Il nous a partagé son abri et nous avons cultivé ensemble un petit champ pour nourrir nos enfants* »²⁷⁴. Cette entraide familiale illustre la manière dont les réfugiés reconstituent des réseaux de solidarité préexistants, mobilisant ainsi le capital social comme mécanisme essentiel de résilience face à l'incertitude.

Les relations de voisinage jouent également un rôle crucial dans la dynamique d'adaptation. Dans les localités mixtes, les familles d'accueil tchadiennes et les réfugiés centrafricains entretiennent des rapports de proximité qui dépassent la simple cohabitation. Ces liens se traduisent par des échanges matériels — prêt d'ustensiles, partage de repas, aide aux travaux champêtres — mais aussi par une assistance morale face aux difficultés du quotidien. Une femme réfugiée d'Amboko témoigne : « *Ce sont les voisins tchadiens qui nous ont prêté une houe pour cultiver. Sans eux, on ne pouvait rien faire* »²⁷⁵. Ces interactions, souvent fondées sur la réciprocité et la confiance, renforcent la cohésion sociale et contribuent à réduire les tensions entre populations hôtes et déplacées.

Par ailleurs, la proximité résidentielle dans les camps facilite la création de micro-réseaux d'entraide informels. Les familles s'organisent en petits groupes pour surveiller les enfants, échanger des denrées ou partager les informations sur les distributions humanitaires. Ces dynamiques rappellent les formes traditionnelles de solidarité villageoise observées dans les sociétés africaines, où la survie collective repose sur la coopération²⁷⁶ et la mutualisation des efforts²⁷⁷. Dans le contexte humanitaire, elles se transforment en filets sociaux adaptatifs, palliatifs à la faiblesse des institutions d'assistance.

1.2. L'entraide au sein des communautés de camp

Dans les camps de réfugiés d'Amboko, Gondjé, Doholo et Dossèye, la précarité des conditions de vie a favorisé l'émergence de formes d'entraide communautaire qui constituent de véritables mécanismes de résilience collective. Face à l'insuffisance des vivres, au manque

²⁷⁴ Luc DINGATOLOUM, Camp d'Amboko, le 20 Avril 2025.

²⁷⁵ Pulchérie MOANODJI, Camp d'Amboko, le 20 Avril 2025.

²⁷⁶ Marcel Mauss, *Essai sur le don*. Paris, PUF, 1925, p. 53.

²⁷⁷ Emile DURKHEIM, *De la division du travail social*. Paris, PUF, 1893, p. 211.

d'abris décents et à la rareté des opportunités économiques, les réfugiés s'organisent spontanément en groupements de solidarité — structures informelles où la coopération devient un outil de survie. Ces groupes se forment selon divers critères, affinités familiales, origines villageoises, appartenance ethnique ou même simple voisinage. Comme le souligne un réfugié du camp de Dossèye : « *Ici, on ne peut pas vivre seul. Nous avons créé un petit groupe de six familles ; chacun aide l'autre pour construire sa case ou partager la nourriture quand il y en a* »²⁷⁸. Ces pratiques traduisent une forme de résilience sociale, où la mutualisation des efforts compense les carences institutionnelles et redonne aux réfugiés une certaine maîtrise de leur destin collectif.

L'organisation de ces groupements va au-delà de la simple assistance matérielle. Ils servent également d'espaces de soutien moral et psychologique, permettant de recréer un sentiment de communauté et de solidarité perdue dans l'exil. Dans plusieurs cas observés à Amboko, ces groupes assurent la garde mutuelle des enfants, la préparation collective des repas ou encore la rotation dans les activités agricoles. Une réfugiée explique : « *Quand une femme accouche, les voisines viennent aider pour la cuisine, pour laver les habits, pour s'occuper des enfants. C'est comme dans notre village avant la guerre* »²⁷⁹. Ces gestes simples participent à la reconstruction du tissu social détruit par le déplacement forcé et à la redéfinition d'un vivre-ensemble centré sur la solidarité et la réciprocité.

Selon Ager et Strang²⁸⁰, la résilience dans les contextes de déplacement dépend autant des ressources sociales partagées que des interventions extérieures. Les camps deviennent alors des micro-sociétés où les réfugiés réinventent leurs structures communautaires traditionnelles pour répondre aux défis du quotidien. De même, le HCR²⁸¹ reconnaît que ces groupements constituent des leviers essentiels d'autonomisation, car ils favorisent la participation, la responsabilisation et la cohésion au sein des camps. En réactivant les valeurs d'entraide et de solidarité, les réfugiés montrent que leur survie ne se limite pas à la réception de l'aide humanitaire, mais repose aussi sur la reconstruction d'un capital social endogène.

²⁷⁸ Achille MAÏVEKÉ, Camp de Dossèye, le 05 juin 2025.

²⁷⁹ Fatima KADJIDIA, Camp d'Amboko, le 20 Avril 2025.

²⁸⁰ Ager et Strang, Understanding Integration, A Conceptual Framework, Journal of Refugee Studies, 2008, p. 177.

²⁸¹ HCR, Rapport annuel sur les opérations au Tchad. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, 2023, p. 58.

1.3. La circulation des biens et des services

Les camps de réfugiés du sud du Tchad, la circulation des biens et des services entre réfugiés et populations locales constitue un mécanisme clé de résilience socio-économique. Face à l'insuffisance des vivres, aux carences en matériaux de construction et aux besoins quotidiens non couverts par l'aide humanitaire, les réfugiés transforment leurs ressources en instruments d'échange. Les rations alimentaires, vêtements ou matériels reçus deviennent des biens à mobiliser pour obtenir du bois de chauffage, des produits agricoles locaux ou des services essentiels tels que la garde d'enfants et le transport. Comme le rapporte un réfugié du camp d'Amboko : « *Nous vendons parfois un peu de maïs ou d'huile que nous recevons pour acheter du bois ou payer quelqu'un pour garder nos enfants pendant que nous travaillons au champ* »²⁸². Ces échanges, bien que nés de la précarité, permettent aux réfugiés de gérer leurs besoins essentiels de manière autonome, tout en réduisant la dépendance directe à l'aide extérieure.

Au-delà de l'aspect matériel, ces interactions favorisent la création de liens sociaux fonctionnels et renforcent les relations intercommunautaires. Les transactions économiques deviennent des vecteurs de confiance et de coopération entre réfugiés et habitants locaux. Il continue sur ce témoignage : « *Les voisins tchadiens nous vendent du manioc ou du bois. En échange, nous leur donnons un peu de nos rations ou aidons dans leurs champs. Cela nous permet de vivre ensemble sans conflit* »²⁸³. Ainsi, ces échanges s'inscrivent dans une logique d'interdépendance économique, où la survie quotidienne repose autant sur la solidarité que sur la réciprocité.

Selon Betts et Collier²⁸⁴, les marchés informels et les échanges entre réfugiés et communautés hôtes constituent des leviers essentiels de résilience, car ils permettent aux populations déplacées de maintenir leur autonomie économique et de participer indirectement à l'économie locale. De même, le HCR²⁸⁵ souligne que ces pratiques, bien que non encadrées institutionnellement, renforcent l'accès des réfugiés aux biens et services essentiels et favorisent leur intégration progressive dans les micro-économies locales.

²⁸² Luc DINGATOLOUM, Camp d'Amboko, le 20 Avril 2025.

²⁸³ *Ibid.*

²⁸⁴ Alexander Betts, et Paul Collier, *Refuge, Transforming a Broken Refugee System*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 102.

²⁸⁵ HCR, *Rapport annuel sur les opérations au Tchad*. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, 2023. p. 63.

2. Le recours aux réseaux communautaires d'entraide

Le contexte de vulnérabilité extrême que connaissent les réfugiés centrafricains au sud du Tchad, le recours aux réseaux communautaires d'entraide constitue un mécanisme central de résilience. Face à l'insuffisance de l'aide humanitaire et à la précarité des conditions de vie, les réfugiés s'appuient sur des réseaux formels et informels, fondés sur la parenté, la proximité géographique, la religion ou des affiliations sociales partagées, pour mutualiser les ressources et partager les responsabilités. Ces réseaux permettent non seulement de répondre aux besoins matériels immédiats — vivres, abris, soins ou garde d'enfants — mais aussi de soutenir le bien-être psychologique et social des membres, en recréant un sentiment d'appartenance et de solidarité. Ils traduisent ainsi une résilience collective, où la survie dépend autant de l'efficacité des relations humaines que de la disponibilité de l'aide extérieure, et illustrent comment la cohésion communautaire devient un levier stratégique pour faire face aux difficultés de l'exil.

2.1. Les associations de solidarité et de micro-épargne

Les camps de réfugiés du sud du Tchad, la faiblesse et l'irrégularité de l'aide humanitaire ont conduit les réfugiés à développer des mécanismes internes d'autonomie financière, parmi lesquels les associations communautaires d'épargne et de crédit rotatif occupent une place centrale. Connues localement sous des noms tels que tontines, mara²⁸⁶ ou ndjangi, ces structures permettent de mobiliser de petites sommes d'argent mises en commun par les membres pour faire face aux besoins urgents, qu'il s'agisse de frais médicaux, de scolarité pour les enfants ou de lancement de petites activités commerciales. Comme le précise un réfugié participant à une tontine à Goré : « *Chaque semaine, chaque membre apporte 500 F CFA. Quand quelqu'un tombe malade ou doit payer l'école, nous utilisons l'argent du groupe. Cela nous évite de rester sans rien* »²⁸⁷.

Ces associations ne remplissent pas seulement une fonction économique, elles renforcent également la cohésion sociale et la confiance entre les membres. La participation à ces groupes repose sur des principes de réciprocité et de solidarité, créant des réseaux d'entraide qui s'étendent souvent au-delà des aspects financiers pour inclure le soutien moral, l'organisation collective d'événements communautaires et l'aide aux plus vulnérables. Une femme réfugiée d'Amboko explique : « *Dans notre ndjangi, nous ne partageons pas seulement*

²⁸⁶ Mara ou ndjangi c'est un terme locale des refugies qui font les tontines, des associations qui veut dire je vais faire.

²⁸⁷ Séverin LOTAR, Camp d'Amboko, 20 Avril 2025.

*l'argent. Si quelqu'un a un problème ou a besoin de conseils, nous nous réunissons pour trouver une solution ensemble »*²⁸⁸. Ainsi, ces associations deviennent un véritable espace de résilience collective, où la survie économique et la cohésion sociale sont intimement liées.

Selon Bidjerano et al.²⁸⁹, les systèmes d'épargne et de crédit communautaires dans les contextes de déplacement forcé jouent un rôle déterminant pour améliorer l'accès aux ressources financières limitées et renforcer le capital social des réfugiés. De la même manière, le HCR ²⁹⁰ souligne que ces mécanismes d'auto-organisation favorisent l'autonomie économique des ménages déplacés, leur permettant de mieux gérer les imprévus et de réduire la dépendance à l'aide extérieure.

2.2. Les réseaux d'origine ethnique et régionale

Dans les camps de réfugiés du sud du Tchad, les réseaux d'appartenance ethnique et régionale jouent un rôle fondamental dans la structuration des mécanismes de survie et de solidarité. Face à la désorganisation sociale provoquée par l'exil, les réfugiés centrafricains tendent à se regrouper selon leurs origines — Kabba, Banda, Ngbaka, Yakoma, entre autres — afin de retrouver des repères culturels, linguistiques et sociaux familiers. Ces regroupements ne sont pas seulement symboliques, ils constituent des espaces d'entraide, de médiation et de protection, où les individus peuvent compter sur la solidarité de leurs pairs pour accéder à un emploi informel, à un logement temporaire ou à des informations sur les distributions humanitaires. Comme le souligne un chef de groupe Banda au camp d'Amboko : « *Ici, nous vivons ensemble comme au village. Quand un frère Banda arrive, nous l'aidons à trouver où dormir, à s'inscrire pour les rations et à se débrouiller* »²⁹¹. Ces réseaux d'origine fonctionnent ainsi comme de véritables structures sociales parallèles, capables de suppléer les carences institutionnelles de la gestion humanitaire. Ils servent souvent d'intermédiaires entre les réfugiés et les ONG ou le HCR, en facilitant la circulation de l'information et la médiation en cas de conflit. De plus, ils offrent un cadre de reproduction culturelle et identitaire, permettant aux réfugiés de maintenir leurs rites, leurs langues et leurs modes d'organisation communautaire. Un réfugié Ngbaka de Dossèye confie à ce propos : « *Nous avons gardé nos*

²⁸⁸ Pulchérie MOANODJI, Camp d'Amboko, le 20 Avril 2025.

²⁸⁹ Tidjani Bidjerano, Désiré Kouakou, et Luc Tchamou, Microfinance et résilience des populations déplacées en Afrique centrale, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, 2018.p. 45.

²⁹⁰ HCR, Rapport annuel sur les opérations au Tchad. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, 2023, p. 71.

²⁹¹ Yves DAMO, Camp d'Amboko, le 20 Juin 2025.

*traditions même ici. Les anciens organisent les réunions comme avant, on discute des problèmes de la communauté et on prend des décisions ensemble »*²⁹². Ainsi, ces réseaux deviennent des espaces de continuité identitaire où s'articulent la mémoire collective, la solidarité et la reconstruction du lien social.

Selon Agier²⁹³, la reconstitution des groupes ethniques dans les contextes de campement est une stratégie de « re-mondialisation sociale », permettant aux réfugiés de réinventer une forme d'ordre collectif face au déracinement. De même, Lado²⁹⁴ souligne que les appartenances communautaires d'origine agissent comme un capital social de survie, favorisant la médiation entre les institutions humanitaires et les réfugiés, tout en renforçant la capacité de résilience collective. Ces dynamiques montrent que les réfugiés ne sont pas de simples bénéficiaires d'aide, mais des acteurs sociaux capables de reproduire leurs structures d'organisation traditionnelles pour s'adapter à un nouvel environnement.

2.3. Les dynamiques de solidarité intercommunautaire

La cohabitation prolongée entre réfugiés centrafricains et populations autochtones du sud du Tchad a progressivement favorisé l'émergence de formes d'entraide intercommunautaire fondées sur la coopération économique, sociale et culturelle. Face à la rareté des ressources et à la faiblesse de l'aide humanitaire, les deux groupes ont développé des stratégies communes de survie, reposant sur la mutualisation des moyens de production et le partage des bénéfices. Dans plusieurs villages d'accueil, notamment à Goré, Amboko et Dossèye, des coopératives agricoles mixtes ont vu le jour, associant réfugiés et habitants locaux autour de la culture du manioc, du maïs ou de l'arachide. Ces initiatives, souvent soutenues par des ONG locales, permettent de renforcer la sécurité alimentaire tout en favorisant une intégration économique pacifique. Comme l'exprime un membre d'une coopérative mixte à Amboko : « *Nous travaillons ensemble dans les champs. Quand on récolte, on partage selon le travail fourni. Cela nous aide tous à vivre sans jalousie* »²⁹⁵.

Au-delà du domaine agricole, ces solidarités se manifestent aussi dans les échanges commerciaux. Les marchés communautaires, où réfugiés et autochtones échangent produits

²⁹² Achille MAÏVEKÉ, Camp de Dossèye, le 05 juin 2025.

²⁹³ Michel AGIER, *La condition cosmopolite, L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, Paris, La Découverte, 2016, p. 134.

²⁹⁴ Christian Lado, *Déplacés et réfugiés en Afrique, Dynamiques sociales et enjeux de résilience*, N'Djamena, Presses Africaines, 2021, p. 92.

²⁹⁵ Éric LOTARANG, Camp d'Amboko, le 20 Avril 2025.

vivriers, artisanat et petit bétail, sont devenus des espaces d'interaction et de confiance. Ces lieux favorisent la reconstruction du lien social et participent à la prévention des tensions intercommunautaires. Un commerçant tchadien du marché de Goré témoigne : « *Avant, on se méfiait un peu d'eux, mais aujourd'hui ils sont comme nous. Ils vendent leurs produits, nous achetons, et on s'entraide quand quelqu'un a des difficultés* »²⁹⁶. Ces interactions économiques illustrent une résilience partagée, fondée sur la reconnaissance des intérêts mutuels et la valorisation des savoir-faire complémentaires.

Selon Bazin²⁹⁷, la solidarité intercommunautaire dans les zones frontalières africaines repose sur des logiques d'échanges réciproques et de cohabitation culturelle qui transcendent les clivages identitaires. De même, le PNUD²⁹⁸ note que les projets de coopération économique entre réfugiés et communautés d'accueil au Tchad ont contribué à réduire la perception de concurrence sur les ressources et à renforcer la cohésion sociale. Ces initiatives démontrent que la résilience ne se limite pas à la survie individuelle, mais s'inscrit dans une dynamique collective d'adaptation et de co-construction du vivre-ensemble.

3. La manipulation des proximités religieuses et culturelles

Le contexte de cohabitation prolongée entre réfugiés centrafricains et communautés d'accueil au sud du Tchad, la religion et la culture jouent un rôle ambivalent dans les dynamiques de résilience. D'une part, les proximités religieuses — notamment entre réfugiés majoritairement chrétiens ou animistes et populations hôtes partageant des croyances similaires — favorisent l'entraide, la tolérance et la cohabitation pacifique. Les églises, mosquées et associations religieuses deviennent des espaces de solidarité spirituelle, d'assistance morale et parfois de soutien matériel. D'autre part, ces proximités peuvent être manipulées ou instrumentalisées à des fins communautaires, identitaires ou politiques, engendrant des clivages internes ou des discriminations dans l'accès aux ressources humanitaires. Ainsi, la manipulation des proximités religieuses et culturelles illustre à la fois la force d'intégration et le potentiel de fragmentation des liens symboliques dans un contexte de précarité et de compétition pour les ressources limitées.

²⁹⁶ Adam MOUSSA, Gore, le 05 juin 2025.

²⁹⁷ Laurent Bazin, *Solidarités et recompositions sociales en contexte de crise humanitaire*, Paris, Karthala, 2019, p. 78.

²⁹⁸ PNUD, *Rapport sur la cohésion sociale et la résilience communautaire au Tchad*, N'Djamena, Programme des Nations Unies pour le Développement, 2022, p. 54.

3.1. La religion comme espace de réconfort et d'intégration

La religion constitue, pour de nombreux réfugiés centrafricains installés dans les camps de Goré, Amboko ou Dossèye, un véritable espace de réconfort et d'intégration. Face à la désolation de l'exil, les églises chrétiennes, les mosquées et les groupements confessionnels représentent des repères stables et sécurisants. Ils permettent aux déplacés de retrouver un sens à leur existence et de renouer avec les valeurs de fraternité et d'espérance. Comme l'exprime une réfugiée interrogée à Amboko : « *Quand on prie ensemble, on oublie un peu la souffrance. L'église, c'est devenu notre famille ici* »²⁹⁹. Cette expérience partagée de la foi devient alors une forme de thérapie collective, où la parole divine sert de support à la résilience individuelle et communautaire.

Ces institutions religieuses ne se limitent pas au rôle spirituel. Elles jouent également une fonction socio-économique et humanitaire. Plusieurs églises locales, comme la Paroisse catholique de Goré ou certaines communautés protestantes affiliées à la Fédération Luthérienne Mondiale, organisent des distributions alimentaires, des collectes de vêtements ou encore des hébergements d'urgence pour les familles nouvellement arrivées. De même, certaines mosquées locales, soutenues par des associations islamiques tchadiennes, accueillent des réfugiés musulmans centrafricains pour des prières collectives et des partages de repas. Cette aide religieuse se présente comme un prolongement de la mission spirituelle, mais aussi comme un levier de solidarité pragmatique qui renforce les liens entre réfugiés et communautés d'accueil³⁰⁰.

En outre, la foi devient un vecteur d'intégration sociale et de réinsertion identitaire. En s'impliquant dans les chorales, les groupes de prière ou les comités paroissiaux, les réfugiés retrouvent une dignité mise à mal par la dépendance humanitaire. Ces espaces favorisent le développement de nouvelles amitiés avec les autochtones, transcendant parfois les clivages nationaux ou ethniques. Un pasteur rencontré à Goré souligne : « *Ici, dans la maison de Dieu, il n'y a pas de réfugiés ou de Tchadiens, nous sommes tous des frères* »³⁰¹. Ces paroles illustrent la puissance inclusive des institutions religieuses, capables d'offrir un cadre d'unité dans un environnement marqué par la fragmentation et la survie.

²⁹⁹ Solange SOMTE, Camp d'Amboko, le 23 avril 2025.

³⁰⁰ Lucy Hovil, *Refugees, Conflict and the Search for Belonging, Reconsidering Refugee Integration in the Context of Displacement*, UNHCR Research, 2016. p. 42.

³⁰¹ Jean BONGANGTA, le 30 Juin 2025.

3.2. Les alliances culturelles et linguistiques

Les proximités culturelles et linguistiques entre réfugiés centrafricains et populations autochtones du Sud tchadien constituent un facteur déterminant de cohabitation pacifique et de résilience collective. En effet, une grande partie des réfugiés centrafricains partagent avec les communautés hôtes des langues vernaculaires communes telles que le Sara, le Kabba ou le Banda, ainsi que des pratiques sociales et coutumières similaires. Cette parenté linguistique et culturelle, héritée d'une histoire précoloniale commune, facilite les interactions sociales et les échanges économiques au quotidien. Comme l'a observé un chef de camp à Amboko : « *Ici, les réfugiés et les Tchadiens se comprennent facilement, ils parlent la même langue et partagent presque les mêmes coutumes ; cela aide à vivre ensemble sans beaucoup de problèmes* »³⁰² Cette proximité réduit la barrière de l'altérité et favorise un sentiment d'appartenance partagée qui atténue les tensions intercommunautaires.

Sur le plan socio-anthropologique, cette dynamique traduit ce que Barth³⁰³ qualifie de *frontière ethnique flexible*, où la similitude culturelle permet des échanges sans effacement identitaire. Les alliances linguistiques fonctionnent ainsi comme un instrument de médiation sociale, rendant possible la coopération dans des contextes d'adversité. Les marchés, les lieux de culte et les espaces de travail deviennent alors des points de convergence entre réfugiés et autochtones. Cette fluidité sociale est particulièrement visible lors des activités communautaires, où les réfugiés s'intègrent progressivement dans les réseaux de production et de commerce locaux.

Les rites sociaux et religieux partagés — mariages, funérailles, fêtes patronales ou cérémonies d'initiation — constituent d'autres cadres d'alliance symbolique et identitaire. Ces moments collectifs favorisent la reconstruction du lien social et offrent aux réfugiés une forme d'inclusion sociale et affective. Comme le rapporte une réfugiée centrafricaine de Gondjé : « *Quand nous participons aux funérailles ou aux mariages avec les villageois, on se sent comme chez nous, même si on sait qu'on est loin du pays* »³⁰⁴. Ces pratiques favorisent l'émergence

³⁰² Fidèle MBAÏSSIBÉ, Camp d'Amboko, le 19 Mai 2025.

³⁰³ Fredrik Barth, *Les groupes ethniques et leurs frontières*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995, p. 11.

³⁰⁴ Christine TOUDJIBAYE, Camp de Gondjé, le 20 Mai 2025.

d'un capital social transnational³⁰⁵, où les liens de solidarité dépassent les frontières politiques pour s'ancrer dans des références culturelles partagées.

Ainsi, les alliances culturelles et linguistiques jouent un rôle central dans la résilience sociale des réfugiés. Elles permettent non seulement d'atténuer la marginalisation et les conflits potentiels, mais aussi de créer des espaces d'apprentissage mutuel et d'innovation sociale. En renforçant les passerelles symboliques entre communautés, ces proximités contribuent à la stabilisation du tissu social local et à la durabilité des processus d'intégration. Comme le souligne le HCR³⁰⁶, la valorisation des affinités culturelles constitue un levier essentiel pour transformer les contextes d'accueil en véritables espaces de cohabitation inclusive et résiliente.

3.3. La valorisation identitaire comme outil de résilience

En contexte d'exil, la culture devient un repère fondamental et un espace de résistance symbolique pour les réfugiés. Confrontés à la perte de leurs repères territoriaux et institutionnels, les réfugiés centrafricains réinvestissent leur identité culturelle — à travers les chants, les danses, les habits traditionnels et les rituels communautaires — comme moyen de préserver la continuité du lien social et d'affirmer leur dignité. Dans les camps de Dossèye et Amboko, il est fréquent d'observer des cérémonies culturelles organisées lors des fêtes nationales ou religieuses, rassemblant hommes, femmes et enfants autour d'un patrimoine commun. Comme le témoigne un réfugié : « *Quand on danse le gbaya ou qu'on chante les chansons de chez nous, on oublie un peu la souffrance du camp, on se sent à nouveau vivant* »³⁰⁷. Ces pratiques culturelles, loin d'être de simples divertissements, constituent des actes de résistance symbolique permettant de réaffirmer une identité mise à l'épreuve par l'exil.

La valorisation identitaire apparaît alors comme un outil de résilience psychologique. Elle aide les réfugiés à reconstruire une estime de soi fragilisée par la dépendance à l'aide humanitaire et les conditions de précarité. Selon Brun³⁰⁸, la réactivation des traditions culturelles dans les camps joue un rôle thérapeutique en réorganisant le rapport au temps et à l'espace, elle transforme le lieu d'attente en un espace de mémoire et d'espérance. Ainsi, les

³⁰⁵ Robert Putnam, *Bowling Alone, the Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon et Schuster, 2000, p. 23.

³⁰⁶ HCR, *Rapport sur la coexistence pacifique et la cohésion sociale entre réfugiés et communautés hôtes au Tchad méridional*. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2022, p. 47.

³⁰⁷ Derdjim NGARWOI, Camp de Gondjé, le 20 Mai 2025.

³⁰⁸ Cathrine Brun, *There is no future in humanitarianism, Emergency, temporality and protracted displacement*, *History and Anthropology*, 2026, p. 72.

cérémonies communautaires et les pratiques artistiques deviennent des vecteurs de cohésion collective où se reconstituent les repères symboliques du « *chez-soi* » dans un environnement étranger.

Sur le plan social, ces expressions identitaires renforcent le capital culturel collectif et favorisent la transmission intergénérationnelle des valeurs traditionnelles. Les anciens y trouvent une occasion de transmettre les savoirs oraux et les récits historiques, tandis que les jeunes découvrent une fierté culturelle qui les prémunit contre le sentiment d'exclusion. Une réfugiée centrafricaine confie : « *On ne veut pas que nos enfants oublient qui ils sont. Ici, on leur apprend nos danses et nos contes pour qu'ils sachent d'où ils viennent* »³⁰⁹. Cette dynamique illustre ce que Bourdieu³¹⁰ appelle la fonction de *reproduction symbolique*, le maintien d'un capital identitaire qui soutient la cohésion du groupe face à l'adversité.

4. Les mécanismes de solidarité et de mutualisation des ressources entre réfugiés et populations hôtes

Le contexte du Sud tchadien, marqué par une coexistence prolongée entre réfugiés centrafricains et populations locales, se sont développés au fil du temps des mécanismes de solidarité et de mutualisation des ressources qui traduisent une adaptation réciproque aux contraintes du milieu. Ces interactions s'expriment à travers le partage des terres agricoles, l'accès conjoint aux points d'eau, la coopération dans les activités économiques locales et la participation commune aux initiatives communautaires (groupes d'entraide, marchés, associations agricoles). Loin d'être de simples gestes d'assistance, ces pratiques s'inscrivent dans une logique de survie collective où la réciprocité, la confiance et la cohabitation pacifique deviennent des leviers de résilience partagée. Toutefois, cette solidarité reste fragile, car elle se déploie dans un contexte de rareté des ressources et de compétition économique. Ainsi, les mécanismes de mutualisation apparaissent à la fois comme facteurs de cohésion sociale et sources potentielles de tensions, selon la manière dont sont gérés les équilibres d'intérêts entre réfugiés et communautés hôtes.

4.1. Les échanges économiques et agricoles partagés

Les interactions économiques entre réfugiés centrafricains et populations hôtes du Sud tchadien constituent l'un des principaux vecteurs de rapprochement social et de

³⁰⁹ Chanceline DENENOUDJI, Camp de Gondjé, le 20 Mai 2025.

³¹⁰ Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*. Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 95.

cohabitation pacifique. Dans les zones rurales comme Amboko, Gondjé et Dossèye, la proximité géographique et la complémentarité des besoins ont favorisé l'émergence d'un marché d'échanges locaux où circulent produits agricoles, main-d'œuvre et biens de première nécessité. Les réfugiés, disposant souvent de compétences agricoles issues de leurs régions d'origine, cultivent les champs prêtés par les familles d'accueil en échange d'une part de la récolte ou d'un appui lors des travaux champêtres. Une réfugiée centrafricaine témoigne : « *Ici, c'est la famille du village qui nous a donné un petit champ pour cultiver le maïs. En retour, pendant leurs récoltes, on vient les aider. C'est comme un échange de mains* »³¹¹. Ces formes de coopération informelle traduisent une logique d'interdépendance pragmatique, où la survie et la production alimentaire deviennent un effort collectif partagé entre réfugiés et autochtones.

Sur le plan économique, cette collaboration contribue à dynamiser les circuits locaux et à diversifier les sources de revenus des deux communautés. Les réfugiés vendent une partie de leurs récoltes, du bois ou des produits artisanaux dans les marchés hebdomadaires, tandis que les populations hôtes bénéficient de main-d'œuvre bon marché ou de denrées issues de l'aide humanitaire réinjectées dans l'économie locale. Selon un commerçant tchadien interrogé à Goré, « *Grâce aux réfugiés, il y a plus de commerce maintenant. Ils vendent leurs vivres, et nous, on leur revend du sel, du savon ou des habits* »³¹². Cette économie de proximité illustre ce que Durieux et Piguet³¹³ appellent une *résilience économique intégrée*, fondée sur la complémentarité des ressources et l'innovation communautaire dans les contextes d'urgence prolongée.

Au-delà des transactions matérielles, ces échanges favorisent une intégration socioculturelle progressive entre les deux groupes. Les marchés, les travaux agricoles collectifs et les coopératives mixtes deviennent des espaces de socialisation où s'expérimentent la confiance, la tolérance et la négociation des différences. D'après Lubkemann³¹⁴, ces interactions locales permettent de transformer les tensions initiales de l'exil en relations d'interdépendance constructive, participant à la reconstruction du tissu social déchiré par la guerre et la migration forcée. Les alliances agricoles, souvent soutenues par des ONG comme

³¹¹ Solange SOMTE, Camp d'Amboko, le 23 avril 2025.

³¹² Ali ABDALLAH, Gore, le 27 Mai 2025.

³¹³ Jean-François Durieux, et François Piguet, *Humanitarianism and Local Resilience, Rethinking Aid in Protracted Displacement Contexts*, Oxford, Refugee Studies Centre, 2020, p. 64.

³¹⁴ Stéphane Lubkemann, *Culture in Chaos, an Anthropology of the Social Condition in War*. Chicago, University of Chicago Press, 2008, p 117.

le HCR ou CARE, renforcent également la sécurité alimentaire des deux communautés, réduisant ainsi la dépendance à l'aide extérieure³¹⁵.

Cependant, cette coopération économique demeure fragile et soumise à des déséquilibres structurels. L'accès à la terre, bien qu'important pour les réfugiés, reste souvent temporaire et dépend de la bonne volonté des propriétaires locaux. En période de mauvaise récolte ou de rareté des ressources, les tensions peuvent ressurgir autour du partage des récoltes ou de l'utilisation des outils. Comme le souligne un agriculteur tchadien : « *Quand la pluie ne vient pas, chacun pense d'abord à sa famille. Les réfugiés n'ont plus de champ, et ça crée des disputes* »³¹⁶. Ces limites rappellent que la mutualisation des ressources n'est pas seulement un mécanisme économique, mais un processus social négocié soumis aux aléas climatiques, politiques et relationnels. Elle reste néanmoins un pilier fondamental de la résilience partagée entre réfugiés et populations d'accueil au Sud du Tchad.

4.2. L'hospitalité coutumière et la cohabitation pacifique

Le Sud tchadien, les valeurs traditionnelles d'hospitalité constituent un pilier fondamental de la coexistence entre réfugiés centrafricains et populations locales. Dans de nombreux villages, comme Goré, Amboko ou Dossèye, il est courant que des familles autochtones accueillent temporairement des réfugiés fraîchement arrivés, leur fournissant un abri, des repas et un soutien moral. Ces pratiques ne se limitent pas à une aide matérielle, elles traduisent également un engagement social et symbolique, fondé sur la réciprocité et le respect des normes coutumières. Une habitante de Doholo confie : « *Quand un réfugié arrive dans notre village, nous l'invitons à partager notre foyer et nos repas. C'est ainsi que nous montrons que nous sommes tous de la même famille* »³¹⁷. Cet acte d'accueil crée un capital social qui favorise la confiance mutuelle et prévient les tensions potentielles liées à la présence étrangère.

Au-delà de l'hébergement, l'hospitalité coutumière se manifeste également par l'assistance dans les activités quotidiennes, telles que la culture des champs, la garde des enfants ou le partage des ressources alimentaires. Ces gestes, bien que modestes, permettent aux réfugiés de s'intégrer progressivement dans la vie communautaire et de développer des réseaux

³¹⁵ UNHCR, Rapport sur les interactions socio-économiques entre réfugiés centrafricains et populations hôtes au Tchad méridional. Genève, 2013.p. 47.

³¹⁶ Thomas MASNGAR, Timbéri, le 20 Juin 2025.

³¹⁷ Carine MEMKOUL, Doholo, le 25 juin 2025.

de soutien fiables. Selon Bierschenk et Olivier de Sardan³¹⁸, ces formes d'assistance informelle constituent un véritable mécanisme de résilience sociale dans les sociétés rurales africaines, où les liens de parenté et les obligations réciproques sont essentiels à la survie.

Les interactions fondées sur l'hospitalité contribuent également à la stabilité sociale et à la prévention des conflits. En intégrant les réfugiés dans des activités collectives et des rituels communautaires — mariages, funérailles, fêtes religieuses ou coutumières —, les autochtones offrent un cadre symbolique qui reconnaît la présence de l'autre comme légitime et digne. Un chef de village de Dossèye souligne : « *Si nous ne montrons pas de respect et d'accueil aux réfugiés, des tensions apparaissent rapidement. L'hospitalité est notre règle pour vivre ensemble* »³¹⁹. Cette cohabitation pacifique repose sur une combinaison de normes coutumières et de pratiques de médiation sociale, créant un environnement propice à la résilience collective.

4.3. Les initiatives communautaires mixtes

Le département de la Nya-Pendé, plusieurs ONG et acteurs humanitaires ont encouragé la mise en place de projets communautaires mixtes visant à associer réfugiés centrafricains et populations locales autour d'objectifs communs. Ces initiatives comprennent des jardins potagers collectifs, des forages d'eau, des infrastructures scolaires, ou des ateliers de formation professionnelle. L'objectif est de créer des espaces où les deux communautés coopèrent de manière concrète, réduisant ainsi les tensions initiales et favorisant l'intégration sociale. Comme le rapporte un coordinateur de projet à Goré : « *Les jardins communautaires permettent aux réfugiés et aux villageois de travailler ensemble. Ils partagent le savoir, les outils et la récolte. Cela crée un esprit de groupe et un respect mutuel* »³²⁰. Ces initiatives s'appuient sur la logique de réciprocité et de solidarité, essentielle dans les contextes de rareté et d'insécurité alimentaire. Elles renforcent le capital social des deux groupes en créant des liens de coopération durable, tout en favorisant une résilience collective, car les projets partagés permettent de mutualiser les ressources, d'améliorer l'accès aux services essentiels et de générer des revenus pour les participants. Selon Putnam³²¹, ce type de coopération contribue à

³¹⁸ Thomas Bierschenk, et Jean-Pierre Olivier de Sardan, *States at Work, Dynamics of African Bureaucracies*, Leiden, Brill, 2014, p. 63.

³¹⁹ Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

³²⁰ Dieudonné MAPADA, Gore, le 23 Juin 2025.

³²¹ Robert Putnam, *Bowling Alone, the Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon et Schuster, 2000, p. 23.

bâtir une confiance sociale et à soutenir la cohésion communautaire dans des contextes de vulnérabilité prolongée.

Les projets mixtes permettent également de valoriser les compétences locales. Les réfugiés apportent des savoir-faire agricoles ou artisanaux spécifiques, tandis que les autochtones partagent leurs connaissances sur le climat, les pratiques culturelles et la gestion locale des ressources. Cette complémentarité favorise une co-construction des solutions, où chaque groupe devient acteur de son développement, plutôt que simple bénéficiaire de l'aide humanitaire. Comme l'indique une participante réfugiée à Amboko : « *On apprend beaucoup des villageois et eux apprennent nos techniques de culture. Ensemble, le jardin fonctionne mieux et tout le monde en profite* »³²².

5. L'adaptation culturelle et la reconfiguration des identités comme forme de résilience sociale

L'adaptation culturelle et la reconfiguration des identités constituent des formes essentielles de résilience sociale chez les réfugiés centrafricains installés à Goré dans le sud du Tchad. Confrontés à la perte de repères et à la nécessité de s'intégrer dans un nouvel environnement, ces réfugiés réinventent leurs pratiques culturelles, sociales et symboliques afin de maintenir une continuité identitaire tout en s'ajustant aux normes locales. Ce processus d'hybridation culturelle favorise la cohésion interne des groupes déplacés et facilite leur insertion dans la société d'accueil. En adoptant certaines valeurs, langues ou coutumes tchadiennes tout en préservant les leurs, les réfugiés parviennent à concilier mémoire du pays d'origine et adaptation au présent, transformant la contrainte migratoire en opportunité de reconstruction identitaire. Ainsi, la culture devient un levier de survie symbolique et d'intégration sociale, soutenant la résilience individuelle et collective face aux difficultés du déplacement forcé.

5.1. L'apprentissage linguistique et les échanges culturels

L'apprentissage des langues locales représente un levier essentiel d'intégration pour les réfugiés centrafricains installés dans les camps et villages de Goré dans le Sud du Tchad. Confrontés à la barrière linguistique dès leur arrivée, nombreux d'entre eux s'efforcent d'apprendre les langues de communication courantes telles que le Sara, le Ngambaye ou l'arabe tchadien, afin de mieux interagir avec les populations hôtes et les autorités locales. Comme

³²² Solange SOMTE, Camp d'Amboko, le 23 avril 2025.

l'explique un réfugié de Dossèye : « *Au début, on ne comprenait pas quand les Tchadiens parlaient entre eux, mais avec le temps, on a appris quelques mots. Maintenant, on peut discuter au marché, à l'église ou même au champ* »³²³. Cette appropriation linguistique dépasse le simple besoin pratique ; elle constitue un instrument d'inclusion sociale et une stratégie de survie quotidienne dans un environnement où la communication conditionne l'accès aux ressources, aux informations et aux opportunités économiques.

Par ailleurs, l'apprentissage linguistique s'accompagne d'une ouverture culturelle réciproque. Les réfugiés adoptent certaines expressions, coutumes et pratiques locales tout en partageant les leurs avec les communautés hôtes. Dans les villages d'accueil, les mariages mixtes, les fêtes religieuses partagées et les activités économiques communes (marchés, chantiers, tontines) favorisent des interactions interculturelles intenses. Un leader communautaire à Amboko souligne : « *Quand ils sont venus, on les voyait comme des étrangers. Mais aujourd'hui, leurs enfants parlent comme les nôtres. On ne voit presque plus la différence* »³²⁴. Ce témoignage illustre le processus de socialisation croisée où les échanges linguistiques deviennent le socle d'une coexistence pacifique et d'une intégration progressive.

Ce processus d'acculturation linguistique et culturelle ne se fait toutefois pas sans tension. Certains réfugiés perçoivent cette adaptation comme une forme d'« *effacement identitaire* » face à la culture dominante tchadienne, tandis que d'autres y voient un moyen d'autonomisation et de reconnaissance. Comme l'a montré Berry³²⁵, l'intégration culturelle réussie repose sur une double capacité, préserver les éléments identitaires du groupe d'origine tout en adoptant ceux du groupe d'accueil. Dans ce contexte, la langue agit comme un instrument de médiation symbolique, permettant aux réfugiés de négocier leur place au sein du tissu social tchadien sans renier leur appartenance centrafricaine.

5.2. La recomposition des pratiques sociales et rituelles

La vie en exil oblige les réfugiés centrafricains à reconfigurer leurs pratiques sociales et rituelles afin de les adapter au contexte socioculturel du département de la Nya-Pendé. Déplacés de leurs territoires d'origine, ils cherchent à maintenir vivantes leurs traditions tout en les ajustant aux nouvelles réalités. Dans les camps de Dossèye, Amboko ou Doholo, les

³²³ Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

³²⁴ Jean-Claude HODJI, Camp d'Amboko, le 23 Avril 2025

³²⁵ John Berry, « *Acculturation, Living successfully in two cultures* », International Journal of Intercultural Relations, 2005.pp. 707–712.

cérémonies de baptême, de mariage ou de deuil continuent d'être célébrées, mais souvent avec des formes simplifiées et des symboles revisités. Comme l'exprime une réfugiée interrogée à Doholo : « *Nous faisons encore nos prières et nos fêtes, mais avec ce que nous avons ici. Même si c'est petit, cela nous rappelle qui nous sommes* »³²⁶. Ces pratiques reconfigurées deviennent des marqueurs identitaires qui assurent une continuité culturelle dans un espace étranger.

Parallèlement, cette adaptation se traduit par l'émergence de pratiques rituelles hybrides, issues des interactions quotidiennes entre réfugiés et populations hôtes. Certaines traditions religieuses ou festives sont fusionnées ou modifiées pour correspondre au cadre local, par exemple, des mariages intercommunautaires sont célébrés selon un double rituel (centrafricain et tchadien), et les fêtes religieuses majeures comme Noël, la Tabaski ou la Toussaint deviennent des moments de rassemblement mixte. Un chef de camp témoigne : « *Les tchadiens ont gardé leurs traditions, mais ils participent aussi à nos cérémonies. Cela crée une famille élargie* »³²⁷. Ces dynamiques montrent que la recomposition des pratiques sociales n'est pas une simple imitation, mais une véritable co-crédation culturelle favorisant la cohésion sociale.

Sur le plan sociologique, cette recomposition illustre un processus d'« *hybridation culturelle* »³²⁸, où les réfugiés transforment leurs références symboliques pour construire de nouveaux repères communs. Cette flexibilité culturelle devient un vecteur de résilience, car elle permet aux individus de trouver un équilibre entre leur identité d'origine et les normes du milieu d'accueil. Selon Durand³²⁹, ces ajustements rituels participent à la reconstruction du lien social et à la restauration du sentiment d'appartenance, souvent mis à mal par l'expérience de l'exil.

5.3. La construction d'une identité hybride et partagée

Avec le temps, les interactions répétées entre réfugiés centrafricains et populations hôtes de Goré dans le Sud du Tchad ont favorisé l'émergence d'identités hybrides, à la fois enracinées dans la mémoire du pays d'origine et nourries par l'expérience du quotidien en exil. Les réfugiés se définissent désormais comme des « *Centrafricains vivant au Tchad* », une formule qui traduit la double appartenance construite au fil des années. Cette hybridation

³²⁶ Carine MEMKOUL, Doholo, le 25 juin 2025.

³²⁷ Fidèle MBAÏSSIBÉ, Camp d'Amboko, le 19 Mai 2025.

³²⁸ Homi Bhabha, *the Location of Culture*, Routledge, Londres, 1994, p. 56.

³²⁹ Cédric Durand, *Exil et reconstruction du lien social, dynamiques culturelles en contexte de migration forcée*, Presses Universitaires de Lyon, 2020, p. 88.

identitaire résulte d'un processus de négociation continue entre le besoin de préserver son héritage culturel et la nécessité de s'intégrer dans le contexte tchadien. Comme l'exprime un réfugié de Dossèye : « *Nous sommes des Centrafricains, mais ici, nous vivons comme les Tchadiens. Nos enfants parlent leur langue, mangent leur nourriture, et vont à leurs écoles* »³³⁰. Cette redéfinition de soi traduit une stratégie de résilience sociale, où l'identité devient un espace de souplesse et d'adaptation.

Ce phénomène de double appartenance se manifeste à travers les pratiques quotidiennes, les réfugiés adoptent des éléments vestimentaires, culinaires et linguistiques tchadiens, tout en conservant des traits centrafricains distinctifs. Cette « *identité intermédiaire* » constitue un pont entre deux univers culturels, permettant de réduire les tensions et de renforcer la cohabitation pacifique. Selon Barth³³¹, l'identité n'est pas une essence figée, mais un processus dynamique de démarcation et de redéfinition dans l'interaction avec l'autre. Dans ce sens, la cohabitation prolongée entre réfugiés et autochtones produit un espace de métissage culturel, où chacun contribue à une culture locale réinventée, partagée et inclusive.

Cette identité hybride est également transmise aux jeunes générations nées dans les camps, qui se sentent à la fois tchadiennes par leur socialisation et centrafricaines par leur héritage familial. Ces enfants symbolisent la transformation profonde du vécu de l'exil, qui n'est plus seulement synonyme de rupture, mais aussi d'opportunité de recomposition identitaire. Comme le note Cambrézy³³², la migration forcée, en imposant un déplacement géographique, provoque une « *recomposition identitaire plurielle* » où les frontières entre soi et l'autre deviennent plus poreuses.

L'insuffisance de l'aide humanitaire dans le département de la Nya-Pendé au Sud du Tchad a conduit les réfugiés centrafricains à développer des mécanismes d'autonomisation fondés sur la mobilisation de leurs ressources sociales, communautaires et culturelles. Face à la précarité et à la dépendance prolongée, ces populations déplacées ont su transformer leurs réseaux de parenté, leurs pratiques culturelles et leurs solidarités de proximité en véritables leviers de survie. La résilience observée ne relève donc pas uniquement d'une aptitude individuelle à surmonter les épreuves, mais d'un processus collectif d'ajustement social et

³³⁰ Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

³³¹ Frederik Barth, *Ethnic Groups and Boundaries, the Social Organization of Culture Difference*, Waveland Press, Chicago, 1969, p. 13.

³³² Luc Cambrézy, *Réfugiés et exilés, crise des sociétés, crise des territoires*, CNRS Éditions, Paris, 2001.p. 144.

identitaire. Comme le souligne Paugam³³³, la cohésion et la reconnaissance mutuelle au sein des groupes constituent les principaux ressorts de la résilience en contexte de vulnérabilité. Ainsi, les réfugiés centrafricains du département de la Nya-Pendé réinventent leurs modes de vie à travers l'entraide, la réciprocité et la créativité sociale, démontrant une capacité remarquable à « faire société » malgré la précarité. Toutefois, ces stratégies, aussi ingénieuses soient-elles, demeurent fragiles et limitées par l'absence d'un accompagnement institutionnel durable. Sans l'appui de politiques publiques inclusives et de programmes de développement local cohérents, cette résilience risque de s'épuiser face à la persistance des inégalités et de la marginalisation.

II. LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES AU CENTRE DES STRATÉGIES DES RÉFUGIÉS

Les activités économiques occupent une place centrale dans les stratégies de résilience des réfugiés centrafricains installés dans le département de la Nya-Pendé au Sud du Tchad. Face à la faiblesse et à l'irrégularité de l'aide humanitaire, ces derniers ont progressivement développé diverses initiatives économiques, allant du petit commerce informel à la production agricole, afin d'assurer leur subsistance et réduire leur dépendance à l'assistance extérieure. Ces activités, souvent menées dans un contexte de précarité structurelle et d'accès limité aux ressources, constituent non seulement un moyen de survie, mais aussi un levier d'autonomisation et de reconstruction sociale. En s'insérant dans les circuits économiques locaux, les réfugiés participent à la dynamique marchande des zones d'accueil, favorisant ainsi des échanges mutuellement bénéfiques avec les populations hôtes. Cette économie de la débrouille, marquée par la créativité et la solidarité, illustre la capacité des réfugiés à transformer leur vulnérabilité en opportunité, tout en contribuant à la vitalité économique et à la cohésion sociale du milieu d'accueil.

1. Le petit commerce comme activité de subsistance

Les réfugiés centrafricains installés à Goré dans le sud du Tchad, le petit commerce constitue une véritable stratégie de survie face à la faiblesse et à l'irrégularité de l'aide humanitaire. Privés d'emplois formels et souvent limités dans l'accès aux ressources, ils s'engagent dans la vente de produits alimentaires de base, de condiments, de vêtements ou de biens de première nécessité. Ces activités, menées dans les marchés locaux ou directement aux

³³³ Serge Paugam, *Le lien social, Périls et promesses*. Presses Universitaires de France, Paris, 2018, p. 121.

abords des camps, permettent de générer des revenus indispensables à l'alimentation quotidienne et à la satisfaction des besoins essentiels. Comme l'indique un agent humanitaire à Goré : « *Les réfugiés, surtout les femmes, ont transformé les petits marchés en véritables espaces de survie* »³³⁴. Cette économie informelle est donc au cœur de la subsistance et de l'autonomisation des ménages déplacés.

Au-delà de la simple survie, le petit commerce joue un rôle crucial dans la cohésion sociale et les relations avec les communautés hôtes. Les réfugiés développent des relations de confiance avec leurs fournisseurs et leurs clients locaux, tissant des liens économiques qui dépassent la transaction monétaire. Ces échanges favorisent l'intégration dans les circuits économiques locaux et contribuent à la création d'interdépendances mutuellement bénéfiques. Selon Jacobsen³³⁵, ce type d'économie informelle est souvent un vecteur d'insertion sociale pour les populations déplacées, car il facilite la reconnaissance sociale et le respect mutuel dans les communautés d'accueil.

Cependant, ces activités demeurent fragiles et exposées à de multiples contraintes. Les réfugiés font face à des fluctuations des prix, à une concurrence avec les commerçants locaux et à des restrictions administratives ou logistiques imposées dans certains camps. Cette précarité économique oblige à une grande créativité et à une flexibilité permanente, certains déplacés alternent entre vente de produits alimentaires, troc de biens ou prestations de services informels. Comme le rapporte un réfugié de Doholo : « *C'est en vendant un peu de tout que nous arrivons à payer la scolarité des enfants et à acheter du savon* »³³⁶. Cette capacité d'adaptation souligne la résilience économique des réfugiés, qui parviennent à transformer des contraintes en opportunités.

1.1. Le commerce ambulant et les micro-étals

Le commerce ambulant et les micro-étals représentent l'une des principales stratégies de survie économique pour les réfugiés centrafricains installés dans le département de la Nya-Pendé au sud du Tchad. Privés d'accès à un emploi formel et souvent confrontés à des ressources limitées, ils se tournent vers des activités informelles accessibles à faible coût. Les femmes, en particulier, occupent une place centrale dans ces initiatives, vendant des

³³⁴ Bemadjita NARIKETE, Gore, le 23 juin 2025.

³³⁵ Jacobsen Karen, *the Economic Life of Refugees*. Bloomfield, Kumarian Press, 2005, p. 40.

³³⁶ Carlos KOULA, Doholo, le 25 juin 2025.

produits alimentaires de base tels que les arachides grillées, les beignets, le sucre, le savon ou les légumes sur de petits étals improvisés dans les marchés locaux. Ces activités permettent de générer un revenu quotidien indispensable pour couvrir les besoins essentiels du ménage, notamment l'alimentation, la santé et la scolarisation des enfants³³⁷.

Au-delà de la simple génération de revenus, le commerce ambulant constitue un vecteur important d'intégration sociale. Les réfugiés, en vendant directement aux populations locales, créent des liens économiques et sociaux avec leurs hôtes. Ces interactions renforcent la reconnaissance mutuelle et permettent aux réfugiés de s'insérer progressivement dans les circuits économiques locaux. Jacobsen³³⁸, souligne que ce type d'économie informelle est souvent un facteur d'autonomie et de reconnaissance sociale pour les personnes déplacées, car il favorise la création de réseaux de soutien et de coopération au sein de la communauté d'accueil.

Cependant, ces activités restent fragiles et exposées à de multiples contraintes. Les fluctuations des prix des produits, la concurrence avec les commerçants locaux et les restrictions administratives dans certains camps limitent le potentiel de croissance et la stabilité des revenus. Cette précarité oblige les réfugiés à faire preuve de créativité et de flexibilité, alternant entre la vente de différents produits, le troc ou la fourniture de services ponctuels. Comme le rapporte un réfugié de Doholo : « *Vendre un peu de tout nous aide à payer la scolarité des enfants et à acheter du savon* »³³⁹.

1.2. Les échanges transfrontaliers et le commerce informel

Pour certains réfugiés centrafricains installés au département de la Nya-Pendé, la proximité de la frontière avec la République centrafricaine constitue une opportunité économique importante. Ils s'engagent dans des échanges transfrontaliers de petite échelle, transportant des produits alimentaires, des tissus, du bétail ou même de l'essence entre les deux pays. Ces activités, bien que souvent informelles et non réglementées, permettent de générer des revenus supplémentaires et de diversifier les sources de subsistance. Comme le précise un réfugié de Gondjé « *Nous achetons du manioc et des légumes en Centrafrique et nous les revendons ici. Cela nous aide à nourrir nos familles* »³⁴⁰ Ces échanges transfrontaliers

³³⁷ Ibid.

³³⁸ Jacobsen Karen, *The Economic Life of Refugees*. Bloomfield, Kumarian Press, 2005, p. 40.

³³⁹ Carlos KOULA, Doholo, le 25 juin 2025.

³⁴⁰ Derdjim NGARWOI, Camp de Gondjé, le 20 Mai 2025.

favorisent également le maintien et l'extension des réseaux communautaires. Les réfugiés mobilisent leurs contacts familiaux et ethniques des deux côtés de la frontière pour sécuriser les marchandises, obtenir des informations sur les prix et faciliter les transactions. Cette interconnexion permet de renforcer la solidarité intra-communautaire et de créer un tissu économique informel qui transcende les limites nationales. Selon Jacobsen³⁴¹, ces réseaux sont essentiels pour l'accès aux ressources et constituent un mécanisme de résilience face aux contraintes de l'exil.

Cependant, le commerce informel transfrontalier comporte des risques non négligeables. Les réfugiés sont exposés à des contrôles douaniers, à des saisies de marchandises ou à des tensions sécuritaires le long de la frontière. Ces incertitudes obligent les commerçants à développer des stratégies adaptatives, comme le transport discret des marchandises, le recours à des intermédiaires ou la diversification des produits échangés. Malgré ces contraintes, cette activité demeure une source précieuse de revenus et contribue à l'autonomie économique des réfugiés.

Enfin, ces échanges participent à la vitalité économique locale et à l'intégration des réfugiés dans le tissu socio-économique du Département. En interagissant avec les commerçants locaux et en répondant aux besoins des populations hôtes, les réfugiés contribuent à un circuit économique dynamique et complémentaire. Le HCR³⁴² souligne que ces initiatives, bien que non institutionnalisées, sont un levier important de résilience et représentent le renforcement de l'autonomie des populations déplacées, illustrant comment la débrouillardise et la créativité permettent de surmonter les limites de l'aide humanitaire.

1.3. Les circuits marchands mixtes entre réfugiés et autochtones

Les marchés locaux du Sud tchadien, notamment ceux de Goré, Timbéri et Bèkan, de véritables carrefours d'interactions économiques et sociales entre réfugiés centrafricains et populations hôtes. Ces espaces d'échange, initialement perçus comme purement commerciaux, sont rapidement devenus des lieux d'intégration et de cohabitation pacifique. Les réfugiés y vendent leurs produits (manioc, beignets, savon, vêtements de seconde main), tandis que les autochtones proposent des denrées locales, du bois, du poisson ou des services de transport.

³⁴¹ Jacobsen Karen, *The Economic Life of Refugees*, Bloomfield, Kumarian Press, 2005, p. 47.

³⁴² HCR, *Rapport sur l'intégration socio-économique des réfugiés centrafricains au Tchad*, N'Djamena, 2022, p. 22.

Comme l'a confié une réfugiée du camp de Dossèye : « *Ici au marché, on ne regarde plus qui est réfugié ou tchadien. On se parle, on échange, on se comprend* »³⁴³.

Ces circuits marchands mixtes ne se limitent pas à des transactions économiques, ils sont aussi porteurs de dynamiques sociales fortes. Les interactions quotidiennes dans les marchés favorisent l'apprentissage mutuel des langues locales (Sara, Ngambaye, Arabe tchadien) et l'émergence de pratiques commerciales hybrides où les modèles tchadiens et centrafricains se croisent. Selon le HCR³⁴⁴, ces marchés mixtes constituent des espaces privilégiés de cohésion sociale, car ils permettent la création de réseaux de confiance entre les deux communautés et réduisent les tensions nées des différences culturelles.

Sur le plan économique, ces échanges favorisent la circulation des biens et la diversification des revenus, contribuant à la résilience collective. Plusieurs familles réfugiées ont pu développer de petites activités semi-permanentes grâce à la clientèle mixte des marchés. D'après un commerçant autochtone de Goré : « *Les réfugiés ont amené des produits nouveaux et des idées de vente. Cela a rendu le marché plus vivant* »³⁴⁵. Cette complémentarité démontre que la coexistence économique peut être un vecteur d'enrichissement mutuel et de stabilisation locale.

2. L'agriculture comme pilier d'autonomie alimentaire

L'agriculture constitue l'un des principaux leviers d'autonomie et de résilience pour les réfugiés centrafricains installés au Sud du Tchad, notamment dans le département de la Nya-Pendé et du Logone Oriental. Face à l'insuffisance de l'aide humanitaire et à la précarité économique, de nombreux ménages réfugiés se tournent vers la culture vivrière — maïs, arachide, manioc, gombo, sésame — pour subvenir à leurs besoins quotidiens. Cette activité, rendue possible grâce à la mise à disposition de petites parcelles par les communautés hôtes ou par les autorités locales, favorise à la fois l'autosuffisance alimentaire et la réduction de la dépendance à l'aide extérieure. Elle permet également aux réfugiés de retrouver une dignité sociale à travers le travail de la terre, perçu comme une activité valorisante et stable. Comme l'a observé le HCR³⁴⁶, l'agriculture joue un rôle central dans la reconstruction des moyens

³⁴³ Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

³⁴⁴ HCR, Rapport sur la cohésion sociale et les interactions économiques entre réfugiés et communautés hôtes au Sud du Tchad, N'Djamena, 2023, p. 31.

³⁴⁵ Emeline NODJIBATEM, Camp de Dossèye le 09 Mai 2025.

³⁴⁶ HCR, Rapport sur la cohésion sociale et les interactions économiques entre réfugiés et communautés hôtes au Sud du Tchad, N'Djamena, 2023, p.18.

d'existence et dans la consolidation du lien social entre réfugiés et populations locales, faisant de la terre un espace à la fois économique, culturel et symbolique d'intégration durable.

2.1. L'accès à la terre et les formes de collaboration locales

L'accès à la terre représente un enjeu central dans les stratégies d'autonomie des réfugiés centrafricains installés au Département de la Nya-Pendé au Sud du Tchad. Dans un contexte où la terre est à la fois ressource économique et symbole d'appartenance sociale, son obtention relève souvent d'un processus de négociation complexe entre réfugiés et communautés hôtes. Grâce aux accords conclus avec les chefs de village, les autorités coutumières et parfois les comités locaux de gestion, de nombreux réfugiés parviennent à obtenir de petites parcelles cultivables, souvent situées en périphérie des villages ou à proximité des zones d'habitation des camps. Ces arrangements, fondés sur la confiance et le respect des hiérarchies locales, permettent d'éviter les conflits ouverts liés à la propriété foncière.

Ces formes de collaboration reposent fréquemment sur des contrats informels de partage de récoltes ou de location saisonnière. Par exemple, un réfugié peut cultiver un champ en s'engageant à remettre une partie de la production (souvent un tiers) au propriétaire terrien à la fin de la saison agricole. Cette pratique, connue localement sous le nom de *“mara”*, témoigne d'une économie morale où l'accès à la terre dépend davantage des relations sociales que des transactions monétaires. Un réfugié rencontré à Amboko résume ainsi la situation : « *Le chef du village nous a donné des petits champs. En retour, nous l'aidons pendant ses propres travaux. C'est notre manière de dire merci.* »³⁴⁷. De telles initiatives favorisent la coexistence pacifique entre réfugiés et autochtones en instaurant une forme de solidarité agraire. L'agriculture devient ici un espace d'interaction, de reconnaissance mutuelle et d'intégration socioéconomique. Selon le HCR³⁴⁸, ces collaborations locales jouent un rôle essentiel dans la prévention des tensions foncières, en transformant le rapport de dépendance humanitaire en un partenariat productif. En cultivant la terre, les réfugiés ne se contentent pas de produire leur subsistance, ils participent également à la dynamisation de l'économie rurale locale.

Cependant, ces arrangements demeurent précaires. L'absence de titres fonciers formels expose les réfugiés à un risque permanent d'expulsion en cas de changement de chef coutumier

³⁴⁷ Thomas DJEDANEM, Camp d'Amboko, le 21 juillet 2025.

³⁴⁸ HCR, Rapport sur la coexistence pacifique entre réfugiés et communautés hôtes au Sud du Tchad, N'Djamena, 2022, pp. 14–16.

ou de crise locale. Cette insécurité foncière limite les investissements agricoles à long terme et empêche l'adoption de pratiques durables comme la rotation culturale ou l'irrigation. Comme le souligne un rapport de la FAO³⁴⁹, « *sans sécurisation foncière, les réfugiés restent dans une logique de survie et non de développement* ». Ainsi, si la terre représente une ressource vitale, sa gestion reste un défi majeur pour la consolidation de la résilience agricole des réfugiés dans la région.

2.2. Les cultures vivrières et maraîchères de subsistance

Les réfugiés centrafricains installés dans le Département de la Nya-Pendé, ont progressivement investi dans l'agriculture vivrière, perçue comme la principale voie vers l'autonomie alimentaire. Dans un contexte où l'aide humanitaire s'avère insuffisante et irrégulière, les ménages réfugiés privilégient les cultures de cycle court telles que le manioc, le maïs, l'arachide, le gombo et la tomate. Ces produits sont adaptés aux conditions agro-climatiques locales et nécessitent pas d'importants moyens techniques. Leur culture assure une source de nourriture continue et permet de pallier les ruptures d'assistance alimentaire constatées dans les camps de Goré, Dossèye, Amboko, Doholo et Gondjé.

La pratique de ces cultures vivrières s'accompagne d'une appropriation progressive des techniques agricoles locales. Les réfugiés s'inspirent des savoir-faire des populations hôtes, notamment en matière de rotation des cultures et de gestion des sols. Les échanges de semences et les travaux communautaires partagés dans les champs témoignent d'une forme de solidarité agraire entre réfugiés et autochtones. Comme le souligne un réfugié rencontré à Dossèye : « *Nous avons appris à cultiver comme les Tchadiens, car c'est ce qui nous aide à manger et à vivre ici.* »³⁵⁰ Cette adaptation illustre la capacité d'innovation sociale et de résilience des déplacés face à un environnement nouveau.

Le maraîchage constitue également une activité essentielle dans les stratégies de subsistance. Pratiqué surtout par les femmes, il se développe autour des points d'eau, notamment sur les berges de la Pendé, Nya et dans les bas-fonds humides. Grâce à l'appui de certaines ONG comme la FAO, CARE International et le HCR, des semences améliorées et des outils aratoires ont été distribués pour encourager la production de légumes frais (gombo,

³⁴⁹ FAO, Sécurisation foncière et résilience des ménages agricoles dans les contextes de déplacement forcé au Tchad, N'Djamena, 2023, pp. 20–23.

³⁵⁰ Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

tomate, piment, aubergine). Ces cultures, en plus d'améliorer la diversité alimentaire, fournissent des revenus complémentaires issus de la vente sur les marchés locaux.

Photo 5 : Une jeune réfugiée dans son jardin



Cliché : MBAILASSEM Joël, 2025.

Nous avons constaté pendant la descente au terrain, que plusieurs réfugiés développent des stratégies de survie autour de maraîchère. Ces activités permettent aux ménages d'assurer leurs rations alimentaires.

2.3. Les contraintes et la fragilité des activités agricoles

L'agriculture pratiquée par les réfugiés centrafricains à Goré au Sud du Tchad demeure marquée par une forte précarité structurelle. En effet, la majorité d'entre eux ne disposent pas d'un accès régulier à des terres fertiles, à des outils adaptés ou à des intrants agricoles. Comme l'a exprimé un réfugié du camp d'Amboko : « *Nous cultivons avec des houes usées et sans semences de qualité. Nos récoltes ne suffisent souvent pas à nourrir la famille jusqu'à la prochaine saison* »³⁵¹. Cette réalité illustre la dépendance des ménages réfugiés aux maigres ressources locales et l'absence de mécanismes durables d'appui technique. Selon la FAO³⁵², la

³⁵¹ Thomas DJEDANEM, Camp d'Amboko, le 21 juillet 2025.

³⁵² FAO, Renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire des réfugiés et communautés hôtes au Tchad, Rapport annuel, N'Djamena, 2022-2023, p.19.

faible mécanisation et la pauvreté des sols accentuent la vulnérabilité alimentaire dans les zones d'accueil.

La variabilité climatique constitue un autre défi majeur. Les épisodes de sécheresse prolongée ou d'inondations récurrentes affectent la production agricole et compromettent les efforts d'autosuffisance. Dans certaines localités du Logone Oriental, les champs sont submergés pendant la saison des pluies, détruisant les cultures vivrières. Un responsable communautaire à Gondjé confie : « *Quand la pluie devient trop forte, tout ce qu'on a semé disparaît. On recommence à zéro chaque année.* »³⁵³ Ces perturbations climatiques rappellent que la résilience agricole des réfugiés est tributaire de leur capacité à s'adapter à un environnement écologiquement instable³⁵⁴.

Par ailleurs, la pression foncière et les tensions latentes autour de l'accès à la terre viennent fragiliser les dynamiques de cohabitation. Les autochtones tolèrent difficilement la réquisition de vastes parcelles par les réfugiés, surtout lorsque la production devient visible et rentable. Ces conflits d'usage de la terre, souvent silencieux, peuvent réactiver des logiques d'exclusion sociale³⁵⁵. Toutefois, certaines autorités locales et ONG parviennent à atténuer ces tensions en facilitant la médiation foncière ou en encourageant la mise en valeur collective de parcelles communautaires³⁵⁶.

3. Le petit élevage et les activités para-agricoles

Dans le contexte d'insécurité alimentaire et de précarité économique qui caractérise les camps et villages d'accueil du Département, le petit élevage et les activités para-agricoles apparaissent comme des stratégies complémentaires à la production vivrière. Ces pratiques, souvent menées à échelle familiale, permettent aux réfugiés centrafricains de diversifier leurs sources de revenus et de renforcer leur autonomie alimentaire. La possession de quelques volailles, chèvres ou moutons représente à la fois un capital économique, une réserve de sécurité et un signe de stabilité sociale. Parallèlement, des activités dérivées telles que la transformation de produits agricoles (huile d'arachide, farine de maïs, savon artisanal) ou la vente de produits

³⁵³ Derdjim NGARWOÏ, Camp de Gondjé, le 20 Mai 2025.

³⁵⁴ Programme Alimentaire Mondial, Rapport sur l'évaluation conjointe de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les camps de réfugiés du Logone Oriental, N'Djamena, PAM.2022, p. 22.

³⁵⁵ HCR, Rapport sur la situation des réfugiés centrafricains au sud du Tchad. N'Djamena, HCR Tchad.2022, p. 34.

³⁵⁶ Jean Sarniguet, et Didier Delaunay, Agriculture et résilience en contexte humanitaire, pratiques et enjeux au Sahel central, Paris, IRD Éditions, 2020, p. 67.

issus de l'élevage (lait, œufs, viande) contribuent à créer une économie locale dynamique. Ces initiatives, bien que fragiles, traduisent la capacité d'adaptation et l'ingéniosité des réfugiés face à la rareté des opportunités formelles, tout en consolidant les échanges économiques avec les populations hôtes.

3.1. L'élevage domestique comme capital de précaution

L'élevage domestique constitue l'une des principales stratégies d'autonomisation des réfugiés centrafricains installés dans les camps d'Amboko, Gondjé, Doholo et Dossèye. Faute d'accès à des emplois stables, beaucoup de ménages investissent dans de petits animaux tels que les volailles, chèvres, moutons ou porcs, dont la vente peut rapidement répondre à des besoins urgents. Ces animaux représentent un capital de précaution permettant de faire face à l'imprévu. Comme l'explique une réfugiée de Dossèye : « *Quand un enfant tombe malade ou qu'il faut payer l'école, on vend un bouc ou deux poules, c'est notre banque à nous* »³⁵⁷. Cette déclaration illustre la fonction de sécurité économique que revêt l'élevage domestique, souvent perçu comme une forme d'épargne vivante³⁵⁸.

Sur le plan social, ces petits élevages participent également au maintien du statut et de la dignité des réfugiés dans un contexte de dépendance humanitaire. Posséder quelques bêtes constitue un signe d'autonomie et de responsabilité vis-à-vis de la communauté, renforçant ainsi l'estime de soi et la reconnaissance sociale. L'élevage devient un symbole de résistance à la vulnérabilité. D'après un agent du HCR interrogé à Goré : « *Beaucoup de réfugiés préfèrent élever que d'attendre les distributions. C'est une manière de retrouver la fierté perdue* »³⁵⁹. Ces pratiques rejoignent l'analyse de Chambers³⁶⁰, pour qui les actifs productifs — même modestes — sont au cœur des stratégies de survie des populations marginalisées.

Sur le plan économique, les produits issus de cet élevage (lait, œufs, viande) contribuent à diversifier l'alimentation et à générer de petits revenus. Les réfugiés vendent ces produits sur les marchés locaux ou les échangent contre d'autres biens, créant ainsi des circuits économiques intégrés entre réfugiés et autochtones. Cette dynamique, selon le PNUD³⁶¹,

³⁵⁷ Emeline NODJIBATEM, Camp de Dossèye le 09 Mai 2025.

³⁵⁸ Michel AGIER, *Gérer les indésirables, Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion, 2011, p. 78.

³⁵⁹ Bemadjita NARIKETE, Gore, le 23 juin 2025.

³⁶⁰ Robert Chambers, *Sustainable Livelihoods, an Opportunity for the Poor*, IDS Discussion Paper 240, University of Sussex, 1986, p 45.

³⁶¹ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), *Rapport sur la résilience des réfugiés et communautés hôtes au Tchad*, N'Djamena, PNUD.2022, p 53.

favorise une « *micro-intégration économique* » et renforce les liens intercommunautaires autour d'activités à faible risque et fort rendement social. Dans plusieurs cas observés, les familles locales prêtent des pâturages ou échangent des animaux avec les réfugiés, instaurant une forme de coopération pragmatique fondée sur la confiance mutuelle.

3.2. L'appui des ONG à la relance de l'élevage

Face à la précarité des cheptels des ménages réfugiés, plusieurs ONG et agences humanitaires ont mis en place des programmes visant à relancer le petit élevage. Le HCR, la FAO, ACTED et CARE ont distribué des animaux de basse-cour, notamment des chèvres et des volailles, tout en accompagnant ces distributions par des formations en santé animale, alimentation et techniques de reproduction. Selon un responsable de projet de la FAO : « *Donner un animal ne suffit pas, il faut que la famille sache le nourrir, le soigner et le protéger contre les maladies. C'est là que réside la durabilité* »³⁶². Cette approche intègre donc une dimension technique et pédagogique, renforçant la capacité des réfugiés à gérer leur capital animal sur le long terme.

Les bénéficiaires témoignent de l'impact concret de ces interventions sur leur sécurité alimentaire et leur autonomie économique. Une réfugiée de Dossèye explique : « *Depuis que j'ai reçu deux chèvres et appris à les soigner, je peux vendre le lait ou un chevreau pour acheter du riz ou payer l'école de mes enfants* »³⁶³. Ces propos illustrent la double fonction des programmes, générer des revenus immédiats et constituer un capital durable, tout en soutenant l'alimentation familiale.

Sur le plan social, l'appui des ONG favorise également la cohésion entre réfugiés et populations locales. Les formations collectives et les ateliers de sensibilisation sur la santé animale réunissent souvent les deux groupes, permettant l'échange de savoir-faire et le renforcement de liens intercommunautaires.

3.3. Les obstacles à la durabilité de l'élevage

La durabilité du petit élevage chez les réfugiés centrafricains au Département de la Nya-Pendé au Sud du Tchad reste confrontée à de multiples obstacles. L'accès limité à l'eau potable, aux aliments pour animaux et aux soins vétérinaires constitue un frein majeur. Selon

³⁶² Pierrot DJETEL, Gore, le 23 juin 2025.

³⁶³ Zara SALEH, Camp de Dossèye, le 09 Mai 2025.

un éleveur réfugié à Doholo : « *Parfois nos chèvres meurent parce que nous n'avons pas d'eau ou que les maladies se propagent. Même avec les conseils reçus, c'est difficile de protéger tous nos animaux* ». ³⁶⁴ Cette situation souligne que la résilience économique liée à l'élevage dépend fortement de ressources matérielles et logistiques souvent insuffisantes.

Les risques sanitaires, tels que les épidémies de poux, de peste caprine ou de grippe aviaire, menacent régulièrement les cheptels. L'absence de vaccinations systématiques et le manque de suivi vétérinaire rendent les troupeaux vulnérables, compromettant à la fois l'autonomie alimentaire et le capital économique des ménages réfugiés.

Par ailleurs, la pression foncière et les conflits d'usage de l'espace représentent un autre obstacle à la durabilité. Les pâturages communaux sont souvent limités, et l'accès aux terres peut être restreint par les communautés locales, particulièrement dans les zones densément peuplées. Comme le rapporte un chef de camp : « *Nos animaux mangent parfois dans les champs des voisins, ce qui crée des tensions. Il faut être prudent et négocier constamment pour ne pas se disputer* ». ³⁶⁵ Ces contraintes soulignent que la réussite de l'élevage ne repose pas uniquement sur l'appui technique, mais aussi sur la médiation sociale et les relations intercommunautaires.

³⁶⁴ Bouba ZAKARIA, Camp de Doholo, le 25 Juin 2025.

³⁶⁵ Fidèle MBAÏSSIBÉ, Camp d'Amboko, le 19 Mai 2025.

CHAPITRE IV :

FACTEURS DE RÉUSSITE ET D'ÉCHEC DES MODÈLES DE RÉSILIENCE DES RÉFUGIÉS AU SEIN DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

La migration forcée, en tant que phénomène mondial, transforme profondément les dynamiques sociales, économiques et culturelles des espaces d'accueil. Au sud du Tchad, l'afflux massif des réfugiés centrafricains depuis 2013 a engendré une recomposition des modes de vie et posé avec acuité la question de la résilience en contexte d'urgence humanitaire. Ces réfugiés, ayant fui les violences et l'instabilité politique en République centrafricaine, sont confrontés à la nécessité de reconstruire leurs moyens d'existence dans des conditions marquées par la précarité, la rareté des ressources et la dépendance à l'aide humanitaire. Dans ce contexte, la résilience renvoie à la capacité des individus et des communautés à s'adapter, à inventer de nouvelles stratégies de survie et à renforcer leur autonomie malgré les contraintes structurelles³⁶⁶. Cependant, la réussite de ces stratégies ne dépend pas uniquement de la volonté des réfugiés, mais aussi du cadre socio-économique, institutionnel et relationnel dans lequel elles s'inscrivent. En effet, les interactions entre réfugiés, communautés hôtes et acteurs humanitaires façonnent la durabilité ou la fragilité des modèles de résilience observés³⁶⁷. C'est dans cette perspective que ce propose d'analyser les facteurs explicatifs de la réussite et de l'échec des modèles de résilience développés par les réfugiés centrafricains installés à Goré dans le Sud du Tchad. Il mettra d'abord en évidence les éléments favorisant la réussite des initiatives communautaires, économiques et institutionnelles, avant d'examiner les obstacles majeurs qui fragilisent ces dynamiques, tels que la dépendance persistante à l'aide, les tensions intercommunautaires et l'accès limité à la terre. Ce chapitre vise ainsi à offrir une compréhension globale des conditions qui soutiennent ou entravent la résilience des réfugiés dans les communautés d'accueil tchadiennes.

³⁶⁶ Robert Muggah, «Deconstructing the fragile city, exploring insecurity, violence and resilience», *Environment et Urbanization*, Vol. 26, No. 1, October 2014, pp. 345-358.

³⁶⁷ Michel Agier, *Gérer les indésirables, Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion, 2008, p. 350.

I. LES FACTEURS DE RÉUSSITE DES STRATÉGIES DE RÉSILIENCE

Les facteurs de réussite des stratégies de résilience des réfugiés centrafricains au Département de la Nya-Pendé au sud du Tchad s'inscrivent dans un contexte marqué par la conjugaison d'efforts individuels, communautaires et institutionnels visant à surmonter les effets de la migration forcée et de la dépendance humanitaire. Malgré la précarité du cadre de vie, de nombreux réfugiés parviennent à reconstruire leurs moyens d'existence grâce à l'appui des ONG et agences internationales telles que le HCR, la FAO, le PAM ou CARE, qui favorisent la relance des activités agricoles et pastorales, la formation professionnelle et l'accès à des microcrédits. Ces initiatives contribuent à renforcer l'autonomie économique et la sécurité alimentaire, tout en stimulant la cohésion sociale entre réfugiés et populations hôtes. Par ailleurs, l'entraide communautaire, fondée sur les réseaux de solidarité ethnoculturelle et religieuse, joue un rôle déterminant dans la mise en commun des ressources, la transmission de savoir-faire et la gestion collective des difficultés quotidiennes. Enfin, la stabilité relative du Département de la Nya-Pendé au Sud du Tchad, la disponibilité de terres cultivables et l'implication progressive des autorités locales dans la gouvernance humanitaire constituent des leviers essentiels favorisant l'intégration socio-économique et la résilience durable des réfugiés centrafricains.

1. L'adaptation des réfugiés aux conditions locales et aux activités économiques

L'installation prolongée des réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad, notamment dans les camps d'Amboko, Gondjé, Doholo et Dossèye a favorisé une adaptation progressive aux conditions locales. Malgré un contexte marqué par la précarité et la dépendance initiale à l'aide humanitaire, ces réfugiés ont su mobiliser leurs savoirs, leurs compétences et leurs réseaux sociaux pour s'insérer dans l'économie locale. Cette adaptation se manifeste d'abord par une appropriation des modes de vie tchadiens, de la langue et des coutumes, qui facilite la coexistence et la participation à la vie communautaire. Comme l'exprime une réfugiée de Dossèye : « *Nous avons compris que pour survivre ici, il faut vivre comme les Tchadiens, parler leur langue, aller au marché avec eux et faire le petit commerce comme eux* »³⁶⁸. Ce témoignage illustre une résilience pragmatique, où l'intégration socio-économique devient une condition de survie dans un environnement contraint.

³⁶⁸ Zara SALEH, Camp de Dossèye, le 09 Mai 2025.

Sur le plan économique, l'adaptation des réfugiés s'appuie sur une diversification des moyens d'existence. Beaucoup se sont orientés vers le petit commerce ambulant, l'agriculture vivrière, le maraîchage et les activités para-agricoles, en s'ajustant aux opportunités locales. Ces pratiques, souvent inspirées de leur expérience antérieure en Centrafrique, témoignent d'une capacité à transformer les contraintes en ressources. D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés³⁶⁹, près de 65 % des réfugiés dans le Département de la Nya-Pendé/Goré exercent aujourd'hui une activité économique indépendante, principalement dans le secteur informel. Ces efforts traduisent une logique d'autonomisation, même si les conditions d'accès à la terre, au crédit et aux marchés demeurent limitées.

L'analyse des interactions entre réfugiés et populations hôtes montre également que l'adaptation passe par des formes de coopération économique et sociale. Les réfugiés s'intègrent dans des circuits marchands mixtes, participent aux marchés locaux et échangent des produits agricoles ou artisanaux. Un commerçant tchadien de Goré témoigne : « *Ils viennent vendre leurs produits à côté de nous. Parfois on leur prête des tables ou des paniers. Maintenant, on travaille ensemble* »³⁷⁰. Ces interactions créent des dynamiques d'interdépendance et contribuent à réduire les tensions initiales liées à la cohabitation. Comme le souligne Michel Agier³⁷¹, les réfugiés « *réinventent des formes d'appartenance territoriale et économique* » qui leur permettent de reconstruire une existence stable au sein de sociétés d'accueil fragiles mais ouvertes.

Ainsi, l'adaptation des réfugiés centrafricains dans le Département de la Nya-Pendé traduit une dynamique de résilience multiple — sociale, économique et culturelle — construite sur l'interaction, la créativité et la recomposition identitaire. Loin d'être passive, cette adaptation témoigne d'une capacité d'agir dans un contexte humanitaire marqué par la rareté et la précarité.

1.1. La maîtrise progressive des réalités locales

L'installation prolongée des réfugiés centrafricains dans le département de la Nya-Pendé Gore, a entraîné un processus d'adaptation graduelle aux réalités locales. Cette adaptation s'opère d'abord sur le plan environnemental et social, les réfugiés apprennent à

³⁶⁹ HCR, Rapport annuel sur la situation des réfugiés centrafricains au sud du Tchad, N'Djamena, 2022, p. 41.

³⁷⁰ Djibrine MOUSSA, Gore, le 23 juin 2025.

³⁷¹ Michel AGIER, Gérer les indésirables, Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire Paris, Flammarion.2021, p. 112.

composer avec un climat différent, des ressources limitées, et des normes sociales spécifiques aux communautés tchadiennes. Comme l'a exprimé un réfugié interrogé à Amboko : « *Quand nous sommes arrivés ici, tout était nouveau, la langue, les coutumes, même la façon de cultiver la terre. Mais petit à petit, nous avons appris à vivre comme eux* »³⁷². Ce témoignage illustre le processus d'acculturation progressive décrit par Michel Agier³⁷³, selon lequel les réfugiés, pour survivre, « *recomposent leur rapport à l'espace et au temps* » à travers une appropriation pragmatique du territoire d'accueil.

La maîtrise des réalités locales se manifeste également dans les ajustements linguistiques et relationnels. La plupart des réfugiés ont dû apprendre l'arabe local, le Ngambaye ou le kabba pour pouvoir commercer, travailler et échanger avec les autochtones. Cet apprentissage linguistique est un instrument d'intégration, mais aussi de reconnaissance sociale. Une réfugiée centrafricaine de Dossèye confiait ainsi : « *Ici, si tu ne parles pas comme eux, tu es toujours étrangère. Moi, j'ai appris à parler Ngambaye pour vendre mes beignets au marché* »³⁷⁴. Ce type d'expérience traduit une dynamique d'adaptation culturelle fondée sur la communication et l'interaction quotidienne. Comme le soutient Berry³⁷⁵, dans sa théorie de l'acculturation, la réussite de l'adaptation dépend de la capacité des individus à maintenir leur identité d'origine tout en intégrant des éléments de la culture d'accueil.

Sur le plan économique, cette maîtrise se traduit par l'acquisition progressive des codes du marché local et des stratégies de survie adaptées. Les réfugiés apprennent à identifier les produits les plus demandés, à négocier les prix, et à mobiliser les ressources disponibles pour créer de petites activités génératrices de revenus. D'après le HCR³⁷⁶, plus de 60 % des réfugiés dans les camps du Département de la Nya-Pendé exercent aujourd'hui une activité économique, souvent informelle, démontrant leur insertion fonctionnelle dans les circuits économiques régionaux. Cette capacité d'adaptation traduit une forme de résilience économique qui repose sur l'expérience, la créativité et la solidarité communautaire.

Ainsi, la maîtrise progressive des réalités locales par les réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad illustre un processus d'apprentissage social et culturel complexe, fondé

³⁷² Thomas DJEDANEM, Camp d'Amboko, le 21 juillet 2025.

³⁷³ Michel Agier, *Gérer les indésirables : Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris, Flammarion, 2011, p. 108.

³⁷⁴ Zara SALEH, Camp de Dossèye, le 09 Mai 2025.

³⁷⁵ John Berry, Immigration, acculturation, and adaptation. *Applied Psychology*, 1997, p. 15
<https://doi.org/10.1111/j.1464-0597.1997.tb01087.x>. Consulté en ligne, le 31 Octobre 2025 à 00h53mn.

³⁷⁶ HCR, Rapport sur la situation des réfugiés centrafricains au Sud du Tchad, N'Djamena, 2022, p. 42.

sur l'observation, l'imitation, l'adaptation et la participation. Ce processus, bien qu'inégal selon les individus, constitue une base essentielle pour la résilience et l'intégration durable des populations déplacées dans les sociétés d'accueil.

1.2. La flexibilité dans les pratiques économiques

La flexibilité économique apparaît comme un facteur essentiel de résilience pour les réfugiés centrafricains installés à Goré. Confrontés à l'incertitude, à la rareté des opportunités formelles et à la précarité des ressources, les réfugiés adoptent des pratiques économiques multiples et adaptatives. Ces activités vont du petit commerce informel aux travaux agricoles saisonniers, en passant par le transport, l'artisanat ou la transformation de produits locaux. Cette diversification permet de compenser les fluctuations du marché et de réduire les risques liés à la dépendance à une seule source de revenu. Comme le confiait un réfugié interrogé à Gondjé : *« On ne peut pas faire une seule chose ici. Si tu ne vends pas au marché, tu vas aux champs, ou tu transportes des fagots. C'est comme ça qu'on survit »*³⁷⁷. Ce témoignage illustre la logique du « bricolage économique » décrite par Claude Lévi-Strauss³⁷⁸, où les acteurs sociaux mobilisent les moyens disponibles pour faire face à la contrainte du quotidien.

Cette flexibilité est aussi une réponse à l'environnement économique local, marqué par l'informalité et la faible structuration du marché du travail. Les réfugiés s'intègrent dans des réseaux économiques préexistants, notamment ceux des femmes commerçantes tchadiennes ou des agriculteurs locaux. Une réfugiée du camp de Dossèye expliquait : *« J'aide une femme tchadienne à vendre ses légumes. En retour, elle me donne un peu de bénéfice. Avec ça, j'ai pu commencer mon propre petit commerce »*³⁷⁹. Cette forme d'adaptation économique par association ou apprentissage est décrite par De Haas³⁸⁰, comme une stratégie d'« *intégration fonctionnelle* », où les migrants développent des liens économiques basés sur la confiance et la complémentarité, plutôt que sur la concurrence.

Les dynamiques de flexibilité économique sont également genrées. Les femmes réfugiées jouent un rôle central dans la diversification des revenus, en cumulant les activités domestiques, commerciales et artisanales. Elles s'organisent souvent en petits groupes de solidarité, appelés « tontines », pour mutualiser les bénéfices et accéder à de modestes crédits

³⁷⁷ Derdjim NGARWOÏ, Camp de Gondjé, le 20 Mai 2025.

³⁷⁸ Claude LÉVI-STRAUSS, *La pensée sauvage*. Paris, Plon. 1962, p 27.

³⁷⁹ Zara SALEH, Camp de Dossèye, le 09 Mai 2025.

³⁸⁰ De Haas, Hein, *Migration and Development, A Theoretical Perspective*, *International Migration Review*, 2010, p 1631. <https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2009.00804.x> Consulté en ligne le 01 Novembre 2025 à 14h24min.

rotatifs. Selon le HCR³⁸¹, ces dispositifs contribuent à la stabilisation économique des ménages et renforcent l'autonomie féminine. Une commerçante réfugiée à Amboko notait : « *Entre femmes, on se soutient. Quand l'une tombe malade, les autres cotisent pour elle. C'est notre banque* »³⁸². Cette solidarité économique illustre ce que Pierre Bourdieu³⁸³, appelle le *capital social*, c'est-à-dire la mobilisation des relations interpersonnelles comme ressource productive dans un contexte de précarité.

1.3. L'intégration progressive dans le tissu économique local

L'intégration des réfugiés centrafricains dans le tissu économique local du Département de la Nya-Pendé se fait de manière progressive, pragmatique et souvent informelle. D'abord perçus comme des étrangers dépendants de l'aide humanitaire, ils deviennent au fil du temps des acteurs économiques à part entière dans les marchés, les champs et les petits métiers urbains. Cette insertion repose sur la participation aux échanges économiques de proximité et la capacité à s'adapter aux normes locales de production et de commerce. Un réfugié de Doholo confiait : « *Au début, les gens du village nous regardaient comme des mendiants, mais maintenant, on travaille ensemble au marché. Certains me demandent même des conseils pour vendre le manioc* »³⁸⁴. Ce témoignage traduit un glissement de la perception sociale — du statut de « réfugié assisté » vers celui de « partenaire économique » — qui reflète un processus d'intégration par la pratique.

Cette intégration repose sur des relations économiques symbiotiques entre réfugiés et populations hôtes. Dans les zones comme Dossèye et Amboko, les échanges de biens et de services sont devenus réguliers, les réfugiés vendent des produits artisanaux, des légumes ou du charbon, tandis que les autochtones offrent l'accès à la terre, aux outils et au réseau commercial local. Une commerçante tchadienne expliquait à ce propos : « *On ne fait plus de différence entre eux et nous. S'ils travaillent bien, on les aide. Certains réfugiés sont devenus comme nos frères* »³⁸⁵. Cette transformation sociale illustre le concept de *résilience relationnelle* proposé par Ungar³⁸⁶, selon lequel la résilience naît de la qualité des interactions

³⁸¹ HCR, Rapport sur les moyens d'existence et la résilience économique des réfugiés centrafricains au Sud du Tchad. N'Djamena, 2022, p. 49.

³⁸² Solange SOMTE, Camp d'Amboko, le 23 avril 2025.

³⁸³ Pierre BOURDIEU, *Le capital social*, Notes provisoires. Actes de la recherche en sciences sociales, 1980, p. 2-3.

³⁸⁴ Guy MIANDO, Camp de Doholo, le 25 Juin 2025.

³⁸⁵ Mélanie MENODJI, Goré, le 23 juin 2025.

³⁸⁶ Michael UNGAR, The Social Ecology of Resilience, Addressing Contextual and Cultural Ambiguity of a Nascent Construct, American Journal of Orthopsychiatry, 2011, p 7. <https://doi.org/10.1111/j.1939-0025.2010.01067.x>. Consulté en ligne le 31 Octobre 2025 à 15h03mn.

sociales et de la reconnaissance mutuelle dans des contextes fragiles. En d'autres termes, l'intégration économique s'accompagne ici d'une recomposition des liens sociaux, fondée sur la réciprocité et la confiance.

Cette insertion dans le tissu économique local ne se limite pas aux échanges matériels. Elle s'accompagne d'un apprentissage des codes sociaux, linguistiques et professionnels du milieu d'accueil. Les réfugiés adoptent les pratiques de négociation, les langues locales (Kabba, Ngambaye, arabe tchadien) et les modes de coopération traditionnels. Ces apprentissages renforcent leur crédibilité économique et facilitent la mobilité sociale. Selon le HCR³⁸⁷, les réfugiés qui parviennent à maîtriser les langues locales sont aussi ceux qui accèdent plus facilement aux opportunités de micro-entrepreneuriat et de partenariat avec les commerçants tchadiens. Une jeune réfugiée Banda notait : « *Quand j'ai commencé à parler un peu le Ngambaye, les gens ont commencé à me faire confiance. Ils m'ont même proposé de vendre leurs produits* ». Le langage, dans ce contexte, devient un vecteur d'intégration économique et sociale, confirmant l'importance du *capital culturel* dans la dynamique d'inclusion³⁸⁸.

1.4. Les liens de coopération entre réfugiés et populations hôtes

Les relations entre réfugiés centrafricains et populations hôtes dans le Département de la Nya-Pendé au Sud du Tchad se caractérisent par une dynamique d'interdépendance fondée sur la coopération quotidienne. Dès leur installation dans les camps d'Amboko, Gondjé, Dossèye et Doholo, les réfugiés ont été amenés à interagir avec les communautés locales pour accéder à des ressources essentielles telles que la terre, l'eau ou les marchés. Ces interactions, initialement motivées par des besoins matériels, se sont progressivement transformées en relations de confiance et de réciprocité. Comme le souligne un réfugié interrogé à Amboko : « *Sans l'aide des villageois, nous n'aurions pas pu cultiver ni trouver du bois pour construire nos abris* »³⁸⁹. Cette coopération traduit une forme de solidarité pragmatique où les intérêts économiques et sociaux convergent autour de la nécessité de survivre ensemble dans un environnement contraint.

Sur le plan économique, la complémentarité des activités entre les deux groupes a favorisé la création de circuits d'échanges locaux. Les réfugiés, souvent dépourvus de terres, proposent leur main-d'œuvre aux agriculteurs tchadiens, tandis que les autochtones profitent

³⁸⁷ HCR, Rapport sur les moyens d'existence et la résilience économique des réfugiés centrafricains au Sud du Tchad. N'Djamena, 2022, p. 52.

³⁸⁸ Pierre BOURDIEU, *the Forms of Capital*. In J. Richardson (Ed.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. New York, Greenwood. 1986, p. 47.

³⁸⁹ Thomas DJEDANEM, Camp d'Amboko, le 21 juillet 2025.

des compétences artisanales ou commerciales apportées par les réfugiés. Ce mécanisme d'échanges mutuellement bénéfiques renforce la stabilité sociale et contribue à l'émergence d'un marché local dynamique. Selon un rapport conjoint du HCR et du PAM³⁹⁰, près de 48 % des ménages réfugiés participent à des activités économiques conjointes avec des membres des communautés hôtes, témoignant de l'importance croissante de ces interactions pour l'autonomie locale.

Sur le plan social, ces relations s'expriment aussi à travers des formes d'entraide symbolique et culturelle. Les réfugiés sont souvent invités à participer à des cérémonies locales — mariages, funérailles, fêtes religieuses — où se manifeste une hospitalité coutumière fondée sur le respect des valeurs traditionnelles d'accueil. Ces échanges favorisent une reconnaissance mutuelle et atténuent les préjugés liés à la différence d'origine. D'après Jean-Pierre Olivier de Sardan³⁹¹, ces interactions peuvent être comprises comme des « transactions sociales », où la solidarité se négocie dans un équilibre entre don, contre-don et reconnaissance mutuelle. Cette logique relationnelle contribue à la consolidation du tissu social dans les espaces frontaliers où l'histoire des migrations et des échanges précède l'installation des camps de réfugiés.

1.5. Les alliances sociales et matrimoniales

Les alliances sociales et matrimoniales constituent un pilier essentiel du processus d'intégration et de cohabitation entre réfugiés centrafricains et communautés hôtes dans le Sud du Tchad. Ces alliances, construites sur la base d'affinités culturelles, linguistiques et religieuses, traduisent une adaptation sociale profonde et une volonté de coexister au-delà des logiques d'assistance humanitaire. En effet, la proximité culturelle entre les réfugiés centrafricains — notamment ceux originaires de la région de la Nana-Mambéré — et les populations locales de la Nya-Pendé, partageant des langues et des traditions proches (Ngambaye, Kabba, Sango, Lakka, Baya et Banga), facilite le tissage de relations durables. Comme l'a confié un réfugié du camp de Dossèye : « *Ici, on ne se sent plus étrangers. Nos enfants parlent la même langue que ceux des Tchadiens et vont à la même école* »³⁹². Ces proximités culturelles ont permis la constitution de réseaux familiaux transfrontaliers,

393 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et Programme Alimentaire Mondial (PAM), Évaluation conjointe des moyens de subsistance des réfugiés au Tchad, Genève, Nations Unies, 2022, p. 37.

³⁹¹ Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement, Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 2011, p. 62.

³⁹² Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

renforçant la cohésion sociale et réduisant les tensions initiales liées à la compétition pour les ressources.

Sur le plan matrimonial, les unions entre réfugiés et autochtones représentent une forme d'alliance stratégique et symbolique, contribuant à l'enracinement durable des réfugiés dans le tissu social local. Ces mariages mixtes — bien que parfois perçus avec réserve au début — sont devenus, au fil du temps, un moyen d'accéder à des ressources économiques, à des terres ou à une meilleure reconnaissance sociale. Une jeune réfugiée, mariée à un cultivateur tchadien, confie : « *En me mariant ici, j'ai trouvé une famille et une stabilité. Mon mari m'a donné un champ et nous cultivons ensemble* ». Ce type de témoignage illustre comment les alliances matrimoniales dépassent la simple sphère affective pour devenir un véritable instrument de résilience socio-économique. Selon Benedicta Beatrice Gbenyon ³⁹³, le mariage intercommunautaire agit comme un “pont social” entre groupes, en favorisant la mixité, la coopération et la circulation des ressources dans des contextes marqués par la mobilité forcée.

Les alliances sociales, pour leur part, se manifestent à travers des formes variées de solidarité, participation aux groupes religieux, associations de femmes, tontines ou coopératives agricoles mixtes. Ces espaces constituent des cadres de socialisation et de reconnaissance mutuelle où réfugiés et autochtones partagent des expériences de vie communes. À Amboko, par exemple, les femmes réfugiées participent activement aux groupements féminins de transformation du manioc et du karité. Selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés ³⁹⁴, ces initiatives mixtes ont permis de renforcer la cohésion sociale et d'accroître les revenus des ménages réfugiés de près de 30 %. Ces alliances collectives illustrent une appropriation locale des mécanismes de développement participatif, où la solidarité devient une ressource économique et identitaire partagée.

Cependant, ces formes d'alliance ne sont pas exemptes de tensions. Certaines unions matrimoniales suscitent des résistances culturelles ou religieuses, notamment lorsqu'elles impliquent des différences confessionnelles (entre chrétiens centrafricains et musulmans tchadiens). De plus, les déséquilibres économiques peuvent parfois fragiliser ces relations. Une responsable communautaire de Goré observe : « *Parfois, les mariages entre réfugiés et locaux créent des jalousies, surtout quand les aides humanitaires profitent plus à un ménage qu'à un*

³⁹³ Benedicta Beatrice GBENYON, *Mariages mixtes et recompositions sociales en contexte migratoire*, Études de cas en Afrique de l'Ouest, Dakar, Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), 2020, p. 84.

³⁹⁴ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), *Rapport sur la cohésion sociale et les moyens de subsistance des réfugiés en milieu rural tchadien*. Genève, Nations Unies, 2022, p. 46.

*autre*³⁹⁵». Ces situations rappellent que, si les alliances sociales et matrimoniales favorisent la résilience et l'intégration, elles demeurent inscrites dans des rapports de pouvoir et des logiques d'intérêt. Néanmoins, dans la majorité des cas, elles participent activement à la construction d'un espace communautaire partagé, où l'identité des réfugiés s'enracine progressivement dans celle de la société d'accueil.

1.6. Les réseaux religieux et associatifs comme relais de solidarité

Les réseaux religieux et associatifs jouent un rôle fondamental dans la résilience des réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad. Face à l'insuffisance de l'aide humanitaire et à la précarité des conditions de vie, ces structures offrent un cadre de soutien moral, matériel et spirituel. Les églises, mosquées et associations communautaires deviennent des espaces d'accueil, d'écoute et de socialisation. Dans le camp d'Amboko par exemple, les paroisses catholiques et les églises évangéliques organisent régulièrement des collectes pour les plus démunis. Comme le souligne un responsable religieux : « *Quand l'aide tarde à venir, nous faisons des quêtes pour les veuves et les enfants orphelins. C'est notre devoir de frère en humanité* »³⁹⁶. Ce type de mobilisation témoigne d'une solidarité transversale où la religion dépasse les appartenances nationales pour réaffirmer la valeur universelle de l'entraide.

Ces réseaux religieux facilitent également la cohésion sociale entre réfugiés et populations locales. Les prières communes, les célébrations interconfessionnelles et les activités caritatives mixtes permettent de créer un climat de confiance mutuelle. La religion agit ici comme un langage commun favorisant la réconciliation et la coopération. Selon José Casanova³⁹⁷, les institutions religieuses jouent un rôle de "médiation morale" dans les sociétés en crise, en renforçant la cohérence sociale et la légitimité des solidarités locales. Au Sud du Tchad, cette dimension se manifeste par la participation conjointe de leaders religieux centrafricains et tchadiens dans des comités de dialogue communautaire. Un pasteur réfugié rencontré à Amboko affirme : « *Nous prions ensemble et parlons ensemble des problèmes de la communauté. Cela nous aide à éviter les conflits* »³⁹⁸.

Parallèlement, les associations locales — qu'elles soient formelles ou informelles — jouent un rôle complémentaire dans le renforcement de la résilience collective. Les groupements de femmes, les associations de jeunes ou les coopératives mixtes de production

³⁹⁵ Jérémie DINGAMBE, Gore, le 05 Mai 2025.

³⁹⁶ Raoul DJIKOLOUM, Gore, le 06 juin 2025.

José Casanova, *Public Religions in the Modern World*, Chicago, University of Chicago Press, 2011, p. 68.

³⁹⁸ Pierrot DOUMRO, Camp d'Amboko, le 21 juillet 2025.

agricole permettent de mutualiser les ressources et de promouvoir des initiatives économiques locales. Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)³⁹⁹, les associations communautaires sont des catalyseurs d'autonomisation économique et sociale, particulièrement dans les contextes post-conflit. Une présidente d'association féminine à Goré explique : « *Nous avons créé une tontine pour acheter des semences et aider les femmes réfugiées à démarrer leurs activités* »⁴⁰⁰. Ces initiatives illustrent la capacité des communautés à s'organiser par elles-mêmes, en dehors des dispositifs institutionnels, pour répondre à leurs besoins immédiats.

2. L'appui des ONG et des autorités à la productivité agricole et artisanale

Face aux conditions de précarité et à la dépendance prolongée à l'aide humanitaire, les ONG et les autorités locales du Département de la Nya-Pendé/Goré ont progressivement orienté leurs interventions vers le renforcement de la productivité agricole et artisanale des réfugiés centrafricains. Cette approche vise à transformer les réfugiés d'acteurs passifs de l'assistance en agents actifs du développement local, capables de subvenir à leurs besoins tout en contribuant à la dynamique économique régionale. Dans les zones d'accueil comme, Amboko, Gondjé, Doholo et Dossèye, plusieurs programmes ont été mis en œuvre pour soutenir les activités génératrices de revenus, à travers la distribution d'intrants agricoles, la formation technique, et la promotion de l'artisanat local (tissage, couture, menuiserie, poterie). Ces initiatives s'inscrivent dans une logique de résilience durable, cherchant à réduire la vulnérabilité économique tout en favorisant l'autonomie et l'intégration sociale des réfugiés au sein des communautés hôtes. Elles traduisent également un changement de paradigme dans la gestion humanitaire, passé d'une logique d'assistance d'urgence à une approche de développement communautaire inclusif, où les réfugiés participent activement à la reconstruction du tissu productif local.

2.1. La fourniture d'intrants agricoles et d'outils de travail

L'appui des organisations humanitaires et des autorités locales à la production agricole des réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad s'est matérialisé en grande partie par la fourniture d'intrants agricoles (semences, engrais, outils aratoires) et de matériels de production adaptés aux réalités locales. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), en partenariat avec la FAO, la Commission nationale d'accueil et de réinsertion des réfugiés

³⁹⁹ Programme des Nations Unies pour le Développement, Rapport sur la cohésion sociale et la résilience communautaire dans le sud du Tchad, N'Djamena, 2021, p. 54.

⁴⁰⁰ Afibelle DJILMADJI, Goré, le 05 Mai 2025.

(CNARR) et des ONG comme FLM et CARE International, distribue chaque année des semences améliorées de **maïs, de sorgho et d'arachide** ainsi que des **houes, pioches et arrosoirs**. Cette aide vise à soutenir la reprise d'activités agricoles durables et à réduire la dépendance à l'aide alimentaire⁴⁰¹.

Sur le terrain, plusieurs réfugiés témoignent de l'importance de ces appuis pour leur survie quotidienne. Comme l'explique une réfugiée du camp de Dossèye : *« Avant, on attendait seulement le sac de vivres du PAM, mais maintenant avec les semences qu'on nous a données, on cultive notre propre maïs et gombo. Même si c'est petit, ça nourrit la famille »*⁴⁰². Ce discours illustre une transition graduelle vers l'autonomie alimentaire, où la distribution d'intrants devient un levier de dignité et de réinsertion socio-économique.

Cependant, ces initiatives demeurent limitées par les insuffisances budgétaires et la faible couverture spatiale. Dans plusieurs zones comme Amboko ou Gondjé, les distributions restent ponctuelles et insuffisantes face à la croissance démographique des réfugiés. Un agent du HCR à Goré précise : *« Nous manquons de ressources pour toucher tout le monde. Nous faisons du ciblage, mais cela crée parfois des frustrations »*⁴⁰³. Ces disparités soulignent les défis d'une approche encore dépendante des financements extérieurs et du contexte politique régional.

2.2. Les formations et l'appui technique aux réfugiés

Dans les camps des réfugiés à dans le Sud du Tchad, la formation professionnelle et l'appui technique constituent des leviers majeurs de résilience et d'autonomisation. Plusieurs organisations humanitaires, notamment le HCR, la FAO, CLEAP, FLM, HIAS et Jesuit Refugee Service (JRS), ont mis en place des programmes de formation agricole, artisanale et entrepreneuriale destinés aux réfugiés et aux communautés hôtes. Ces initiatives visent à renforcer les compétences locales et à promouvoir des activités génératrices de revenus durables⁴⁰⁴. Les formations portent sur la technique de culture maraîchère, la gestion post-récolte, la transformation des produits agricoles, mais aussi sur des métiers tels que la couture, la mécanique, la menuiserie ou la fabrication du savon. Comme l'explique un réfugié formé à Amboko : *« Grâce à la formation de HIAS, j'ai appris à fabriquer le savon et je peux*

⁴⁰¹ FAO, Rapport sur la sécurité alimentaire des réfugiés au Tchad. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2022, p. 47.

⁴⁰² Zara SALEH, Camp de Dossèye, le 09 Mai 2025.

⁴⁰³ Bemadjita NARIKETE, Gore, le 23 juin 2025.

⁴⁰⁴ HCR, Rapport sur les moyens d'existence durables des réfugiés centrafricains au Sud du Tchad, Genève, 2023, p. 32.

*maintenant vendre au marché. Même si ce n'est pas grand, ça m'aide à nourrir mes enfants »*⁴⁰⁵. Ce type de témoignage illustre comment la formation technique devient une passerelle vers l'autonomie économique et une forme de dignité retrouvée après la perte des repères socio-professionnels liés à l'exil.

De plus, ces initiatives encouragent l'échange de savoirs entre réfugiés et autochtones, favorisant une dynamique d'intégration sociale. Certaines formations sont menées conjointement dans les centres communautaires, permettant aux bénéficiaires de collaborer sur des projets communs, tels que la fabrication de compost ou la mise en place de jardins communautaires. Une formatrice de ACID à Goré souligne : « *Nous voulons que les réfugiés et les Tchadiens travaillent ensemble, apprennent ensemble, pour éviter les divisions* »⁴⁰⁶. Ces interactions participent à la construction d'un capital social intercommunautaire et renforcent la cohésion locale.

Toutefois, les limites demeurent importantes. Le nombre restreint de places dans les centres de formation, la rotation rapide du personnel technique et la rareté du matériel pédagogique entravent la durabilité de ces programmes. Comme le notent Alexander Betts et Louise Bloom⁴⁰⁷, les dispositifs de formation dans les contextes de réfugiés doivent être intégrés dans des stratégies nationales de développement économique afin de dépasser la logique d'urgence humanitaire. À Goré dans le Sud du Tchad, l'enjeu est donc de transformer ces initiatives ponctuelles en véritables mécanismes d'autonomisation structurelle.

2.3.L'implication des autorités locales dans la coordination des actions

L'implication des autorités locales dans la coordination des interventions humanitaires et de développement constitue un facteur déterminant pour la durabilité des actions entreprises auprès des réfugiés et des communautés hôtes à Goré. Dans le département de la Nya-Pendé, les délégations provinciales, les sous-préfectures, ainsi que la mairie jouent un rôle de plus en plus visible dans la planification et la régulation des initiatives portées par les ONG et les agences internationales. Ce processus traduit une volonté de territorialisation de la gouvernance humanitaire, où les autorités locales deviennent des médiateurs entre les acteurs extérieurs et les communautés bénéficiaires⁴⁰⁸.

⁴⁰⁵ Thomas DJEDANEM, Camp d'Amboko, le 21 juillet 2025.

⁴⁰⁶ Solange REMADJI, Goré, le 23 juin 2025.

⁴⁰⁷ Alexander Betts, et Louise bloom, *Refugee Economies, Rethinking Popular Assumptions*. Oxford, Humanitarian Innovation Project, 2014, p. 67.

⁴⁰⁸ HCR, *Rapport sur la gouvernance locale et la résilience communautaire au Sud du Tchad*, Genève, 2023, p. 27.

Sur le terrain, les chefs de canton et de village s'impliquent activement dans la gestion des terres attribuées aux réfugiés, la prévention des conflits fonciers et la mobilisation communautaire autour des projets collectifs. Un chef traditionnel de Timbéri déclare : « *Nous travaillons avec les ONG pour identifier les besoins et éviter les problèmes entre réfugiés et habitants. Sans notre participation, les projets ne peuvent pas réussir* »⁴⁰⁹. Ce type d'engagement favorise la légitimité sociale des actions humanitaires et renforce le sentiment d'appropriation locale, essentiel à leur pérennité.

Par ailleurs, les comités mixtes de gestion mis en place par certaines ONG — réunissant représentants des réfugiés, autorités locales et leaders communautaires — permettent de mieux cibler les bénéficiaires et de suivre la mise en œuvre des activités agricoles ou artisanales. Selon un rapport conjoint du HCR et du PNUD⁴¹⁰, cette approche participative améliore la transparence et la responsabilisation des parties prenantes. Un agent de la mairie de Goré confirme : « *Nous ne voulons plus que les ONG travaillent seules. Nous devons être associés pour que les projets répondent à la réalité du terrain* »⁴¹¹.

Cependant, cette participation reste entravée par la faiblesse des moyens institutionnels et le manque de formation administrative des autorités locales. Plusieurs communes ne disposent pas de ressources suffisantes pour suivre efficacement les programmes ou pour assurer la coordination intersectorielle. Comme le soulignent Jean-François Bayart⁴¹² et Catherine Long⁴¹³, la décentralisation humanitaire ne peut être effective que si les structures locales sont dotées d'une réelle capacité de planification et de contrôle. Il est donc crucial que les bailleurs internationaux accompagnent ces autorités dans le renforcement de leurs compétences et de leurs moyens logistiques afin de transformer la coordination actuelle en véritable gouvernance locale de la résilience.

3. L'utilisation des variétés précoces et la diversification des cultures par les réfugiés

Face à la précarité alimentaire et à la dégradation des conditions agroécologiques dans les zones d'accueil du Département de la Nya-Pendé Goré, les réfugiés centrafricains ont

⁴⁰⁹ Philippe MBAÏTAR, Camp de Dossèye, le 09 Mai 2025.

⁴¹⁰ HCR et PNUD, Appui à la cohésion sociale et au développement local dans les zones d'accueil des réfugiés centrafricains au Tchad, N'Djamena, Rapport conjoint, 2022, p 34.

⁴¹¹ Mairie de Goré, Compte rendu des réunions de coordination humanitaire locale. Goré, Service des affaires sociales et de développement local, 2024, pp.4-27.

⁴¹² Jean-François Bayart, *Le gouvernement du monde, Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2018, p. 56.

⁴¹³ Catherine Long, *Localizing Humanitarian Action, Power, Participation and Politics*, London, Routledge, 2020, p. 88.

progressivement adopté des stratégies d'adaptation centrées sur l'utilisation des variétés précoces et la diversification des cultures. Cette orientation traduit une volonté de réduire la dépendance à l'aide humanitaire tout en renforçant l'autonomie productive des ménages. En combinant les savoirs agricoles traditionnels de leur pays d'origine avec les innovations promues par les ONG (HCR, FAO, FLM, CARE), les réfugiés développent des pratiques agricoles plus résilientes face aux aléas climatiques. L'introduction de semences à cycle court (maïs, niébé, sésame) et la pratique du maraîchage diversifié permettent d'assurer une production continue et de limiter les risques de pertes totales en cas d'irrégularité pluviométrique. Selon la FAO⁴¹⁴, ces initiatives participent à la sécurité alimentaire locale et favorisent la cohésion entre réfugiés et autochtones. Cette diversification témoigne ainsi de la capacité d'innovation et d'adaptation des réfugiés, qui parviennent à transformer les contraintes du milieu en opportunités économiques et sociales.

3.1.L'adoption d'espèces à cycle court et résistantes

L'adoption d'espèces à cycle court et résistantes par les réfugiés centrafricains installés à Goré dans le Sud du Tchad constitue une réponse pragmatique à la fois à la rareté des ressources naturelles et à la variabilité climatique. Face à des saisons pluvieuses de plus en plus courtes et imprévisibles, ces populations, appuyées par des programmes de la FAO et du HCR, privilégient des cultures comme le maïs, le niébé, le sorgho rouge, le sésame ou encore le manioc amélioré, dont les cycles de production varient entre 60 et 90 jours⁴¹⁵. Ces espèces précoces permettent de sécuriser au moins une récolte annuelle, même dans des contextes de déficit hydrique.

Sur le terrain, plusieurs réfugiés témoignent de ces transformations agricoles. À Gondjé, une agricultrice réfugiée confie : « *Avant, nous plantions le mil et le maïs tardif comme au pays, mais ici la pluie s'arrête vite. Maintenant, nous utilisons les graines données par la FAO, et ça marche mieux* »⁴¹⁶. Ce témoignage illustre la réappropriation de nouvelles pratiques agricoles rendues possibles par l'accès à des intrants adaptés. Cette adoption n'est pas uniquement technique, elle s'inscrit dans un processus d'apprentissage collectif où les réfugiés

⁴¹⁴ FAO, Rapport sur la sécurité alimentaire des réfugiés au Tchad. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2022, p. 41.

⁴¹⁵ FAO, Rapport sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des réfugiés au Tchad, Rome, 2022, p. 37.

⁴¹⁶ Chanceline DENENOUDJI, Camp de Gondjé, le 20 Mai 2025.

partagent entre eux les expériences réussies, renforçant ainsi la diffusion horizontale des savoirs agricoles.

L'analyse de ces initiatives révèle également une rationalité économique. En optant pour des cultures précoces, les réfugiés réduisent les coûts d'investissement et les risques de pertes, tout en libérant du temps pour d'autres activités génératrices de revenus (petit commerce, maraîchage, élevage). Comme le souligne Ester Duflo⁴¹⁷, l'innovation dans les pratiques agricoles constitue souvent la première étape vers la résilience économique dans les contextes de vulnérabilité prolongée.

3.2. La diversification des cultures et l'intensification de la production

Face à la pression démographique croissante et à la nécessité de garantir leur sécurité alimentaire, de nombreux réfugiés centrafricains installés au Sud du Tchad ont adopté une stratégie de diversification des cultures. Cette orientation leur permet non seulement d'étaler les périodes de récolte, mais aussi de réduire les risques liés aux aléas climatiques. Comme le souligne Ester Duflo⁴¹⁸, « *la diversification constitue une réponse paysanne pragmatique aux incertitudes environnementales et économiques qui caractérisent les zones de crise prolongée* ». Dans les zones de Goré la Nya-Pendé, les réfugiés cultivent simultanément le maïs, l'arachide, le manioc, le gombo et la patate douce, tout en intégrant progressivement des espèces de rente comme le sésame ou le niébé, plus rentables sur le marché local.

Les entretiens réalisés sur le terrain confirment cette dynamique d'innovation. Un réfugié rencontré à Amboko affirme : « *On ne peut plus compter sur une seule culture. Si la pluie manque, au moins une autre peut donner. C'est comme ça qu'on survit ici* »⁴¹⁹. Cette attitude traduit une forme de rationalité économique adaptée aux conditions précaires et au climat semi-humide du Logone Oriental. Elle révèle aussi une appropriation progressive des savoirs agricoles locaux, souvent acquis grâce à la collaboration avec les communautés hôtes. Ces dernières partagent leurs techniques de labour, de compostage ou de sélection des semences, créant ainsi un espace d'apprentissage mutuel et de solidarité productive.

Par ailleurs, certaines ONG comme la FAO, le PAM ou FLM encouragent la diversification en distribuant des semences variées et en formant les réfugiés à des techniques d'intensification durable. D'après le rapport de la FAO⁴²⁰, plus de 60 % des bénéficiaires de

⁴¹⁷ Esther Duflo, *Économie utile pour des temps difficiles*, Paris, Seuil. 2019, P. 91.

⁴¹⁸ *Idem*.

⁴¹⁹ Thomas DJEDANEM, Camp d'Amboko, le 21 juillet 2025.

⁴²⁰ FAO, Rapport sur la sécurité alimentaire et la résilience des réfugiés au sud du Tchad, Rome, 2022, p. 41.

programmes agricoles dans la zone de Goré ont augmenté leur production vivrière après deux campagnes agricoles. Ces initiatives permettent une amélioration notable des rendements, une réduction de la dépendance à l'aide alimentaire et une meilleure nutrition des ménages réfugiés. Le HCR⁴²¹ mentionne que cette dynamique participe également à la cohésion sociale, car les activités agricoles partagées entre réfugiés et autochtones favorisent la confiance et la coopération.

Cependant, la diversification n'est pas sans limites. Les rendements demeurent vulnérables face à la dégradation des sols, au manque d'engrais et à la variabilité pluviométrique. Un agent agricole local souligne : « *Les réfugiés travaillent bien, mais ils manquent de moyens. Sans intrants ni outils, la diversification reste difficile à intensifier* »⁴²². Cette observation confirme l'analyse de Jean-Pierre Olivier de Sardan⁴²³, selon laquelle les innovations agricoles locales restent fragiles tant qu'elles ne sont pas soutenues par des dispositifs institutionnels durables. Malgré ces contraintes, la diversification des cultures demeure une stratégie résiliente, témoignant de la capacité d'adaptation et d'autonomisation progressive des réfugiés dans leur nouvel environnement.

3.3.L'intégration des techniques locales et des savoirs traditionnels

Les réfugiés centrafricains installés à Goré dans le sud du Tchad s'inspirent des pratiques agropastorales locales pour améliorer leurs rendements et renforcer leur résilience alimentaire. En observant les populations hôtes, ils intègrent progressivement des techniques traditionnelles telles que la culture en billons, l'association des plantes (maïs-arachide, manioc-gombo) ou encore l'utilisation d'engrais organiques issus du compostage domestique. Ces savoirs locaux, transmis oralement et adaptés aux conditions écologiques du Logone Oriental, permettent de pallier l'absence d'intrants modernes et de réduire les risques liés à la variabilité climatique. Un réfugié du camp de Dossèye témoigne : « *Nous avons appris des paysans tchadiens à mélanger plusieurs cultures dans un même champ. Cela nous aide à avoir quelque chose à manger même quand la pluie n'est pas bonne* ».⁴²⁴ Cette appropriation du savoir local traduit un processus d'apprentissage mutuel où les réfugiés deviennent des acteurs actifs du développement agricole local. En retour, les agriculteurs hôtes bénéficient parfois des savoir-

⁴²¹ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Appui aux moyens d'existence et à la cohésion sociale dans les zones d'accueil du Logone Oriental, Tchad-N'Djamena, 2023, p. 56.

⁴²² Son nom reste anonyme, Gore, le 23 Mai 2025.

⁴²³ Jean-Pierre Olivier de Sardan, Anthropologie et développement, Essai en socio-anthropologie du changement social, Paris, Karthala.2018, p. 122.

⁴²⁴ Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

faire venus de la Centrafrique, notamment en matière de maraîchage ou de culture de bas-fonds, créant ainsi un échange de connaissances réciproques.

Cette hybridation des pratiques favorise une meilleure adaptation environnementale et sociale. Elle témoigne également de la capacité des réfugiés à reconfigurer leur rapport à la terre et à l'espace productif dans un contexte de contrainte. Selon Robert Chambers⁴²⁵, la valorisation des savoirs endogènes est un levier essentiel du développement participatif, car elle permet aux populations marginalisées de redevenir productrices de leur propre survie. De même, la FAO⁴²⁶, souligne que l'intégration des savoirs traditionnels dans les programmes agricoles favorise la durabilité et renforce la sécurité alimentaire communautaire.

Ainsi, l'adoption et l'adaptation des techniques locales par les réfugiés centrafricains ne relèvent pas d'une simple imitation, mais d'un processus d'innovation sociale enraciné dans la cohabitation quotidienne. Cette dynamique illustre la résilience créative des réfugiés, capables de conjuguer leurs pratiques d'origine avec celles de leurs hôtes pour construire un modèle d'agriculture à la fois viable, durable et culturellement ancré.

II. LES FACTEURS D'ÉCHEC OU DE FRAGILISATION DES MODÈLES DE RÉSILIENCE

La résilience des réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad, bien qu'active et créative, se heurte à de nombreuses contraintes qui limitent son efficacité et sa durabilité. L'insuffisance de l'aide humanitaire, la faiblesse des ressources locales, la complexité des procédures administratives, ainsi que les tensions sociales et foncières avec les communautés hôtes constituent autant de facteurs susceptibles d'affaiblir les stratégies de survie mises en place. Par ailleurs, la dépendance persistante à l'assistance extérieure, combinée à l'absence d'un cadre stratégique national cohérent, limite l'autonomisation réelle des réfugiés et freine la consolidation de modèles de résilience durables. Cette section vise donc à analyser les principaux obstacles structurels, institutionnels et sociaux qui compromettent l'efficacité des stratégies d'adaptation et à comprendre comment ces fragilités influencent la stabilité des ménages réfugiés et la cohésion avec les communautés d'accueil.

⁴²⁵ Robert Chambers, *Rural Development, Putting the Last First*. London, Longman.1983, p. 112.

⁴²⁶ FAO, *Renforcement de la résilience alimentaire dans les zones de déplacement en Afrique centrale*, Rome, 2023, p. 45.

1. La dépendance persistante à l'aide humanitaire

Dans le contexte du Département de la Nya-Pendé au Sud du Tchad, les réfugiés centrafricains restent fortement dépendants de l'aide humanitaire pour satisfaire leurs besoins fondamentaux, notamment en alimentation, eau, abris et soins de santé. Cette dépendance, renforcée par la durée prolongée de la crise et la limitation des ressources locales, limite la capacité des réfugiés à développer des stratégies d'autonomie durables. Elle engendre également des effets pervers, tels que la réduction de l'initiative individuelle, la vulnérabilité aux retards ou aux ruptures de distribution, et une précarité continue face aux aléas économiques et environnementaux. Comprendre cette dépendance permet d'identifier les contraintes structurelles qui freinent la consolidation de modèles de résilience efficaces et durables.

1.1. Une aide perçue comme principale source de survie

Les camps des réfugiés à Goré dans le Sud du Tchad, l'aide humanitaire constitue souvent la première et parfois la seule source de survie pour de nombreux ménages centrafricains. La distribution régulière de vivres, de kits d'hygiène, d'abris temporaires et d'assistance médicale par le HCR, le PAM et diverses ONG locales et internationales est perçue comme indispensable pour répondre aux besoins quotidiens. Un réfugié interrogé à Doholo explique : « *Sans les vivres et le savon que nous distribuait le HCR, beaucoup d'enfants auraient faim et maladies* »⁴²⁷. Cette dépendance illustre la centralité de l'aide dans la survie immédiate des familles, particulièrement pour celles qui arrivent récemment et n'ont pas encore pu mobiliser de réseaux sociaux ou économiques.

Cette perception de l'aide comme pivot de la survie limite parfois l'initiative individuelle et les stratégies d'autonomie. Les ménages concentrent leurs efforts sur l'accès aux distributions plutôt que sur le développement d'activités génératrices de revenus ou sur la mobilisation de ressources locales. Comme le note PAM⁴²⁸, « *la dépendance prolongée à l'aide alimentaire peut entraîner une faible résilience économique et réduire la capacité des réfugiés à s'adapter de manière autonome aux conditions locales* ».

Par ailleurs, cette primauté accordée à l'aide crée une vulnérabilité accrue face aux aléas logistiques et financiers. Les retards dans les livraisons, les ruptures de stock ou les réductions de rations provoquent des situations critiques, générant stress et tensions au sein des camps. Un

⁴²⁷ Guy MIANDO, Camp de Doholo, le 25 Juin 2025.

⁴²⁸ Programme Alimentaire Mondial, Rapport sur la sécurité alimentaire et l'aide humanitaire dans les camps de réfugiés du Tchad. Rome, 2022, p. 34.

autre réfugié de Dossèye témoigne : « *Quand la nourriture n'arrive pas à temps, nous devons emprunter ou partager ce que nous avons, et parfois les disputes commencent* »⁴²⁹. Ces situations montrent que l'aide, bien qu'essentielle, ne suffit pas à garantir une sécurité durable et peut accentuer les fragilités sociales.

1.2. L'irrégularité et la réduction progressive des aides

L'aide humanitaire destinée aux réfugiés centrafricains dans là Goré dans le Sud du Tchad, bien qu'essentielle, souffre d'une irrégularité chronique et d'une tendance à la réduction progressive. Les aléas logistiques, le sous-financement des programmes et les priorités changeantes des bailleurs entraînent des retards dans les distributions alimentaires et non-alimentaires. Un réfugié du camp d'Amboko témoigne : « *Parfois, nous attendons une semaine ou plus pour recevoir la nourriture. Entre-temps, nous devons partager ce que nous avons, et certains enfants ont faim* »⁴³⁰. Ces interruptions répétées fragilisent les ménages les plus vulnérables et exacerbent la dépendance à l'assistance extérieure.

Cette irrégularité a également un impact sur la planification et la continuité des activités économiques et sociales des réfugiés. Les ménages hésitent à investir dans des cultures vivrières, le petit commerce ou l'élevage lorsqu'ils ne peuvent pas compter sur la stabilité des rations ou des fournitures essentielles. Selon le PAM, « *l'incertitude liée aux livraisons alimentaires réduit la capacité des familles à s'organiser, à diversifier leurs activités et à construire des stratégies d'autonomie durable* ».⁴³¹

Par ailleurs, la réduction progressive des aides, souvent liée à la fatigue des donateurs ou à la redistribution des fonds vers d'autres crises, renforce le sentiment d'abandon et les tensions sociales au sein des camps. À Dossèye, un réfugié explique : « *L'année dernière, nous avions plus de riz et de savon. Maintenant, tout diminue, et nous devons vendre ou échanger nos biens pour compléter* »⁴³². Ces dynamiques génèrent des effets pervers, notamment l'endettement, la précarité alimentaire et des conflits inter-ménages ou entre réfugiés et populations hôtes.

Enfin, l'irrégularité et la réduction progressive des aides soulignent l'importance d'articuler l'assistance humanitaire avec des programmes de renforcement des capacités locales

⁴²⁹ Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

⁴³⁰ Thomas DJEDANEM, Camp d'Amboko, le 21 juillet 2025.

⁴³¹ Programme Alimentaire Mondial (PAM), Rapport sur la sécurité alimentaire et l'aide humanitaire dans les camps de réfugiés du Tchad, Rome, 2022, p. 36.

⁴³² Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

et d'autonomie économique. Comme le rappelle Ngarkoudje, « *pour limiter la vulnérabilité des réfugiés, l'aide humanitaire doit progressivement s'accompagner de stratégies de développement et d'initiatives communautaires durables* ». ⁴³³ Cette approche permettrait de réduire la dépendance et d'assurer une résilience plus stable face aux fluctuations de l'assistance.

1.3. Le frein à l'autonomisation économique

La dépendance persistante à l'aide humanitaire et l'irrégularité des distributions constituent un obstacle majeur à l'autonomisation économique des réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad. Beaucoup de ménages, en particulier les nouveaux arrivants, concentrent leur énergie sur l'accès aux rations alimentaires et aux kits de première nécessité, au détriment du développement d'activités génératrices de revenus. Un réfugié du camp d'Amboko explique : « *Nous passons beaucoup de temps à attendre la nourriture et les distributions, il reste peu de temps et d'énergie pour travailler nos champs ou faire du commerce* » ⁴³⁴. Cette situation ralentit l'apprentissage des techniques agricoles locales et limite l'initiative entrepreneuriale, renforçant la dépendance structurelle à l'aide.

Cette dynamique affecte également la planification à long terme des ménages réfugiés. Les familles hésitent à investir dans des semences, du petit élevage ou du commerce ambulant lorsqu'elles ne peuvent pas prévoir la stabilité des ressources de base. Selon le PAM, « *la perception d'une assistance constante mais incertaine empêche les réfugiés de développer des stratégies économiques durables, car chaque décision est subordonnée à la disponibilité de l'aide humanitaire* ». ⁴³⁵

En outre, la centralité de l'aide crée un effet de substitution, les ressources et les compétences locales sont sous-utilisées ou ignorées, ce qui limite la construction de capacités économiques autonomes. Un agent de terrain rapporte : « *Beaucoup de réfugiés préfèrent attendre les distributions que de chercher des petits commerces ou cultiver davantage leurs parcelles* » ⁴³⁶. Ces comportements révèlent la manière dont l'aide, bien qu'indispensable, peut paradoxalement freiner l'initiative et la créativité économique.

⁴³³ Béni Ngarkoudje, Résilience des populations réfugiées en Afrique centrale, Entre dépendance et autonomisation, Paris, L'Harmattan. 2021, p. 62.

⁴³⁴ Thomas DJEDANEM, Camp d'Amboko, le 21 juillet 2025.

⁴³⁵ Programme Alimentaire Mondial (PAM), Rapport sur la sécurité alimentaire et l'aide humanitaire dans les camps de réfugiés du Tchad, Rome, 2022, p. 38.

⁴³⁶ Serge BOLAM, Goré, le 20 juin 2025.

2. Les conflits d'intérêts et tensions entre réfugiés et communautés d'accueil

Les interactions entre réfugiés centrafricains et populations d'accueil à Goré dans le Sud du Tchad ne sont pas toujours harmonieuses et peuvent générer des conflits d'intérêts et des tensions sociales. La compétition pour l'accès à la terre cultivable, à l'eau, aux emplois informels et aux ressources distribuées par les programmes humanitaires engendre parfois des rivalités entre les deux groupes. Ces tensions sont amplifiées par les perceptions d'injustice ou d'inégalité dans la répartition de l'aide, la rareté des biens et l'inadéquation des mécanismes de médiation locale. Comprendre ces conflits et leurs origines est essentiel pour analyser les fragilités des modèles de résilience des réfugiés et la manière dont elles affectent la cohésion sociale et la stabilité des communautés d'accueil.

2.1. Les rivalités autour des ressources naturelles et foncières

Le Département de la Nya-Pendé, la forte concentration de réfugiés centrafricains sur des zones limitées intensifie la pression sur les ressources naturelles et foncières. L'accès à la terre cultivable constitue un enjeu majeur pour les ménages réfugiés qui souhaitent assurer leur sécurité alimentaire, mais cette demande entre souvent en concurrence avec les besoins des communautés locales. Un habitant de Goré témoigne : « *Les réfugiés veulent cultiver des parcelles proches du village, mais nous aussi avons besoin de nos champs pour nourrir nos familles* »⁴³⁷. Cette situation engendre des tensions et parfois des conflits ouverts autour de l'usage de la terre, de l'eau pour l'irrigation ou des pâturages pour le petit bétail.

La rareté des ressources naturelles exacerbe les inégalités et crée des sentiments de frustration et de méfiance mutuelle. Selon FAO, « *la compétition pour l'accès à la terre et aux ressources limitées dans les zones de forte densité de population réfugiée augmente le risque de conflits intercommunautaires* »⁴³⁸. Dans certains cas, ces tensions peuvent entraver la mise en place de projets agricoles communs ou de coopératives mixtes, limitant ainsi l'efficacité des stratégies de résilience collective.

De plus, l'absence de mécanismes de régulation foncière clairs et la lenteur des interventions administratives renforcent le sentiment d'incertitude. Les réfugiés et les autochtones doivent souvent négocier directement avec les chefs de village ou recourir à des arrangements informels, qui peuvent être sources de malentendus ou de litiges. Un réfugié

⁴³⁷ Vincent NODJINGAR, Goré, le 06 juin 2025.

⁴³⁸ FAO, Renforcement de la résilience alimentaire dans les zones de déplacement en Afrique centrale, Rome, 2023, p.52.

explique : « *Parfois, on nous prête une parcelle pour la saison, mais si la pluie ne tombe pas ou que le propriétaire en a besoin, nous perdons tout* »⁴³⁹.

Enfin, ces rivalités autour des ressources naturelles soulignent l'importance d'un encadrement institutionnel et d'une planification locale adaptée. Les programmes humanitaires et de développement doivent intégrer des mécanismes de médiation, des accords fonciers équitables et la participation des deux communautés pour réduire les conflits et renforcer une résilience partagée. Selon Ngarkoudje, « *la sécurisation de l'accès aux ressources naturelles est un facteur clé pour stabiliser les interactions entre réfugiés et populations hôtes et favoriser l'autonomie des ménages vulnérables* ».⁴⁴⁰

2.2. Les inégalités d'accès à l'aide et aux opportunités économiques

L'accès aux ressources humanitaires et aux opportunités économiques est loin d'être homogène au sein des camps et entre réfugiés et populations d'accueil. Certains ménages, en particulier ceux installés dans des sites périphériques ou dirigés par des femmes seules, reçoivent moins de soutien que d'autres situés près des centres humanitaires. Un réfugié de Doholo confie : « *Les vivres arrivent rarement ici à temps, tandis qu'à Amboko, les distributions sont plus régulières* »⁴⁴¹. Cette disparité crée un sentiment d'injustice et alimente parfois des tensions internes et intercommunautaires.

Les inégalités se manifestent également dans l'accès aux opportunités économiques. Les réfugiés disposant de réseaux sociaux plus étendus ou d'appuis ethniques et familiaux bénéficient davantage de petites activités commerciales, de terres cultivables ou d'emplois informels. Selon PAM, « *l'absence d'un ciblage précis et d'une actualisation régulière des bases de données bénéficiaires accentue les écarts d'accès aux ressources et renforce la vulnérabilité des ménages marginalisés* »⁴⁴². Cette situation limite la capacité des réfugiés les plus isolés à mettre en œuvre des stratégies de résilience durables.

Les effets de ces inégalités dépassent le seul plan économique. Elles contribuent à la fragmentation sociale, à la rivalité entre groupes ethniques ou entre anciens et nouveaux arrivants, et peuvent affaiblir la cohésion communautaire. Un agent de terrain note : « *Les*

⁴³⁹ Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

⁴⁴⁰ Béni Ngarkoudje, Résilience des populations réfugiées en Afrique centrale, Entre dépendance et autonomisation. Paris, L'Harmattan. 2021, p. 74.

⁴⁴¹ Guy MIANDO, Camp de Doholo, le 25 Juin 2025.

⁴⁴² Programme Alimentaire Mondial, Rapport sur la sécurité alimentaire et l'aide humanitaire dans les camps de réfugiés du Tchad, Rome, 2022, p. 40.

frustrations liées aux inégalités dans l'aide ou l'accès aux emplois peuvent dégénérer en conflits mineurs ou en tensions visibles dans le camp »⁴⁴³.

Pour remédier à ces problèmes, il est nécessaire de renforcer l'équité dans la distribution des ressources et de développer des programmes qui offrent des opportunités économiques à tous les réfugiés, indépendamment de leur localisation ou de leur réseau social. Comme le souligne Ngarkoudje, « *l'accès équitable aux aides et aux opportunités économiques est un levier essentiel pour réduire les tensions et renforcer la résilience collective des populations déplacées* ». ⁴⁴⁴

2.3.La fragilisation du vivre-ensemble et de la cohésion sociale

La persistance des inégalités et des conflits autour des ressources et des opportunités économiques contribue à fragiliser le vivre-ensemble entre réfugiés centrafricains et communautés d'accueil dans le Département de la Nya-Pendé. Les tensions liées à l'accès à la terre, à l'eau, aux emplois informels ou aux distributions humanitaires alimentent des sentiments de méfiance et de compétition, parfois accompagnés de disputes ouvertes ou de conflits mineurs. Un habitant de Goré confie : « *Quand nous voyons certains réfugiés recevoir plus que nous, la colère monte, et les relations avec nos voisins deviennent tendues* » ⁴⁴⁵. Ces tensions impactent non seulement les interactions quotidiennes, mais aussi les initiatives de coopération et de solidarité. Les projets mixtes, tels que les jardins communautaires ou les marchés partagés, sont parfois perçus comme injustes ou déséquilibrés, ce qui limite leur efficacité et leur durabilité. Selon FAO, « *l'absence de médiation et la perception d'injustices dans l'accès aux ressources fragilisent la cohésion sociale et peuvent freiner le développement de stratégies collectives de résilience* ». ⁴⁴⁶

Par ailleurs, la compétition pour les ressources accentue la ségrégation spatiale et sociale. Les réfugiés tendent à se regrouper selon leur origine ethnique ou familiale, tandis que les populations locales peuvent restreindre l'accès à certains espaces de travail ou de culture. Un réfugié de Dossèye explique : « *Nous préférons rester entre nous pour cultiver et commercer;*

⁴⁴³ Serge BOLAM, Goré, le 20 juin 2025.

⁴⁴⁴ Béni Ngarkoudje, Résilience des populations réfugiées en Afrique centrale, Entre dépendance et autonomisation, Paris, L'Harmattan, 2021, P. 78.

⁴⁴⁵ Rostin DJIALLAHTE, Goré, le 20 juin 2025.

⁴⁴⁶ FAO, Renforcement de la résilience alimentaire dans les zones de déplacement en Afrique centrale, Rome, 2023, p. 55.

car parfois les relations avec les autochtones sont tendues à cause des disputes sur les terres ou les marchés »⁴⁴⁷.

Enfin, la fragilisation du vivre-ensemble souligne l'importance d'une approche intégrée et participative de la gestion des camps et des zones d'accueil. Comme le note Ngarkoudje, « *renforcer la cohésion sociale nécessite de créer des mécanismes inclusifs de gouvernance locale, d'assurer une répartition équitable des ressources et de promouvoir le dialogue interculturel* ». ⁴⁴⁸ Ces mesures sont essentielles pour transformer les tensions en opportunités de coopération et consolider la résilience collective.

3. L'insuffisance de l'accès à la terre et aux ressources naturelles

L'insuffisance de l'accès à la terre et aux ressources naturelles constitue un frein majeur à l'autonomie et à la résilience des réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad. La rareté des parcelles cultivables, la compétition avec les populations locales pour l'eau, le bois ou les pâturages, ainsi que l'absence de mécanismes institutionnels clairs de régulation foncière, limitent la capacité des réfugiés à développer des activités agricoles et pastorales durables. Cette situation accroît leur dépendance à l'aide humanitaire et fragilise les stratégies de survie collective, tout en alimentant des tensions intercommunautaires et des conflits ponctuels autour de l'utilisation des ressources naturelles.

3.1. La précarité du statut foncier des réfugiés

Le statut foncier des réfugiés centrafricains dans le Département de la Nya-Pendé demeure extrêmement précaire, ce qui limite leur capacité à investir durablement dans des activités agricoles ou pastorales. La plupart des réfugiés n'ont pas de droits formels sur les terres qu'ils exploitent, dépendant de la bienveillance des chefs de village ou d'accords informels avec les familles locales. Un réfugié de Gondjé confie : « *Nous cultivons ces parcelles depuis plusieurs saisons, mais tout peut être repris si le propriétaire en a besoin ou si les autorités changent les règles* » ⁴⁴⁹. Cette précarité empêche les ménages de planifier à long terme et réduit l'incitation à investir dans les semences, les engrais ou l'irrigation. Selon FAO, « *l'absence de sécurité foncière pour les réfugiés constitue un obstacle majeur à l'autosuffisance alimentaire et à la durabilité des moyens d'existence dans les zones de déplacement* » ⁴⁵⁰. Les familles

⁴⁴⁷ Lucien NODJIGANGUE, Camp Dossèye, le 05 Juin 2025.

⁴⁴⁸ Béni Ngarkoudje, Résilience des populations réfugiées en Afrique centrale, Entre dépendance et autonomisation, Paris, L'Harmattan, 2021, p. 80.

⁴⁴⁹ Derdjim NGARWOI, Camp de Gondjé, le 20 Mai 2025.

⁴⁵⁰ FAO, Renforcement de la résilience alimentaire dans les zones de déplacement en Afrique centrale, Rome, 2023, p. 60.

réfugiées sont donc contraintes à des pratiques agricoles de subsistance, souvent limitées à des cultures à cycle court et sans amélioration technologique, ce qui maintient leur vulnérabilité face aux aléas climatiques et économiques.

La précarité foncière exacerbe également les tensions avec les populations locales. Les disputes autour des parcelles cultivables ou des pâturages sont fréquentes, notamment lorsque la densité de population réfugiée augmente. Le chef de village de Dossèye déclare : « *Nous essayons d'être justes, mais parfois il y a des conflits quand plusieurs familles veulent cultiver le même champ* »⁴⁵¹. Ces situations fragilisent le vivre-ensemble et limitent les initiatives de coopération économique ou agricole entre réfugiés et autochtones.

3.2. La pression environnementale et la dégradation des sols

L'installation durable des réfugiés centrafricains dans le Département de la Nya-Pendé exerce une pression importante sur l'environnement local et contribue à la dégradation des sols. La forte densité de population dans certaines zones, combinée à l'agriculture de subsistance et à l'exploitation du bois de chauffe pour la cuisine, entraîne une surexploitation des terres et une diminution de la fertilité des sols. Un réfugié de Gondjé explique : « *Chaque année, nos champs produisent moins. Nous devons chercher de nouvelles parcelles ou utiliser les mêmes terres avec des rendements plus faibles* »⁴⁵². Cette dégradation environnementale est accentuée par le manque d'intrants agricoles et de pratiques de conservation des sols adaptées. Selon FAO, « *l'absence de techniques agricoles durables et la pression démographique dans les zones de concentration de réfugiés favorisent l'érosion, l'appauvrissement de la matière organique et la perte de productivité des sols* »⁴⁵³. Ces contraintes compromettent non seulement la sécurité alimentaire des réfugiés, mais aussi celle des communautés locales, accentuant la compétition pour les ressources.

La pression environnementale engendre également des conflits indirects avec les populations d'accueil, notamment lorsque les terres locales s'épuisent et que les réfugiés doivent s'étendre sur de nouvelles parcelles. Un chef de village de Dossèye témoigne : « *Les réfugiés cultivent près de nos champs, parfois les récoltes diminuent, et cela crée des tensions avec nos habitants* »⁴⁵⁴. Ces situations illustrent la nécessité d'une gestion intégrée des terres et

⁴⁵¹ Martin KAGDJIM, Camp de Dossèye, le 05 juin 2025.

⁴⁵² Derdjim NGARWOI, Camp de Gondjé, le 20 Mai 2025.

⁴⁵³ FAO, Renforcement de la résilience alimentaire dans les zones de déplacement en Afrique centrale, Rome, 2023, p. 65.

⁴⁵⁴ Martin KAGDJIM, Camp de Dossèye, le 05 juin 2025.

de pratiques agricoles durables pour limiter les effets négatifs sur l'environnement et la cohabitation.

Pour atténuer ces problèmes, des interventions ciblées, telles que la formation à l'agroécologie, l'introduction de cultures de couverture et la promotion de techniques de conservation des sols, sont indispensables. Comme le souligne Ngarkoudje, « *la durabilité des moyens d'existence des réfugiés dépend de leur capacité à produire sans dégrader l'environnement, ce qui nécessite un accompagnement technique et institutionnel soutenu* ». ⁴⁵⁵

3.3. Les limitations dans l'accès à l'eau et aux infrastructures

L'accès limité à l'eau potable et aux infrastructures de base constitue un obstacle majeur à la résilience des réfugiés centrafricains dans le Département. La plupart des camps et sites d'accueil disposent de points d'eau insuffisants ou éloignés, obligeant les ménages à parcourir de longues distances pour collecter l'eau, ce qui réduit le temps disponible pour les activités agricoles et économiques. Un réfugié de Gondjé témoigne : « *Nous passons parfois deux heures par jour à chercher de l'eau pour nos familles, ce qui nous laisse peu de temps pour travailler dans les champs* » ⁴⁵⁶.

Les infrastructures sociales et économiques, telles que les écoles, les dispensaires et les marchés, restent également limitées, surtout dans les zones périphériques ou récemment installées. Selon PAM, « *l'insuffisance des infrastructures de base dans les camps de réfugiés Département de la Nya-Pendé compromet non seulement l'accès aux services essentiels, mais aussi la capacité des réfugiés à développer des activités génératrices de revenus* ». Cette situation exacerbe la vulnérabilité et limite les possibilités d'autonomisation des ménages réfugiés. ⁴⁵⁷

L'insuffisance d'infrastructures accentue aussi les inégalités entre camps et sites d'installation. Les réfugiés situés près des centres humanitaires disposent de meilleures conditions d'accès à l'eau et aux services de santé, tandis que ceux installés dans des zones isolées subissent une précarité accrue. Un agent de terrain note : « *Les populations*

⁴⁵⁵ Béni Ngarkoudje, Résilience des populations réfugiées en Afrique centrale, Entre Béni et autonomisation. Paris, L'Harmattan, 2021, p. 88.

⁴⁵⁶ Derdjim NGARWOI, Camp de Gondjé, le 20 Mai 2025.

⁴⁵⁷ PAM, Rapport sur la sécurité alimentaire et l'aide humanitaire dans les camps de réfugiés du Tchad, Rome, 2022, p. 45.

périphériques sont doublement pénalisées, elles reçoivent moins d'aide et doivent parcourir de longues distances pour accéder aux infrastructures essentielles »⁴⁵⁸.

Pour remédier à ces difficultés, il est nécessaire de renforcer l'implantation de points d'eau, de latrines, d'infrastructures éducatives et sanitaires, et d'intégrer les réfugiés dans les plans de développement local. Comme le souligne Ngarkoudje, « *un accès suffisant et équitable aux infrastructures est un facteur clé pour stabiliser la vie des réfugiés et soutenir leurs stratégies de résilience économique et sociale* ».⁴⁵⁹

4. Les contraintes institutionnelles et la faiblesse de la gouvernance locale

Les contraintes institutionnelles et la faiblesse de la gouvernance locale constituent un facteur déterminant dans la fragilisation des stratégies de résilience des réfugiés centrafricains à Goré dans le Sud du Tchad. L'absence de structures locales robustes pour gérer la distribution des ressources, coordonner les projets humanitaires et réguler l'accès à la terre ou à l'eau limite l'efficacité des interventions et accentue les inégalités entre les bénéficiaires. De plus, le déficit de planification, le manque de suivi des programmes et la faible participation des autorités locales dans la prise de décision renforcent la dépendance des réfugiés à l'aide extérieure et génèrent des tensions avec les populations d'accueil. Cette situation met en évidence la nécessité d'un renforcement institutionnel et d'une gouvernance locale plus inclusive pour assurer une gestion équitable des ressources et soutenir durablement les mécanismes de résilience.

4.1. Le manque de coordination entre acteurs humanitaires et autorités locales

Le dispositif humanitaire à Goré dans le Sud du Tchad est marqué par une multitude d'acteurs internationaux et locaux intervenant dans la gestion des réfugiés, mais cette pluralité s'accompagne d'un manque flagrant de coordination avec les autorités locales. Les organisations internationales telles que le HCR, le PAM, l'UNICEF ou encore des ONG comme MSF et CARE, déploient leurs programmes souvent sans une concertation suffisante avec les structures administratives et traditionnelles du territoire. Un responsable local témoigne : « *Les projets arrivent sans que nous soyons informés à l'avance ; nous ne pouvons pas planifier ni intégrer ces actions dans nos stratégies locales* »⁴⁶⁰. Cette absence de coordination entraîne des doublons d'activités, des lacunes dans la couverture des besoins et parfois des conflits d'usage

⁴⁵⁸ Bemadjita NARIKETE, Gore, le 23 juin 2025.

⁴⁵⁹ Béni Ngarkoudje, Résilience des populations réfugiées en Afrique centrale, Entre dépendance et autonomisation. Paris, L'Harmattan, 2021, p. 90.

⁴⁶⁰ Jérémie DINGAMBE, Gore, le 05 Mai 2025.

des ressources. Selon HCR, « *la fragmentation des interventions réduit l'impact des programmes humanitaires et crée des zones d'ombre où certains réfugiés ou populations locales ne bénéficient d'aucune assistance* ». ⁴⁶¹ Les initiatives ponctuelles, sans alignement sur un plan global, compromettent la durabilité des projets et freinent l'autonomisation des réfugiés.

En outre, le déficit de communication entre ONG et autorités locales limite la participation des communautés dans la conception et la mise en œuvre des projets. Les comités villageois ou chefs traditionnels, bien qu'étant des acteurs clés dans la médiation et la gestion des ressources, restent souvent en marge des décisions. Le chef de village de Dossèye indique : « *Nous sommes parfois informés après coup, ce qui rend difficile la mobilisation des habitants pour les activités prévues* » ⁴⁶². Pour pallier ces insuffisances, il est crucial de mettre en place des mécanismes de coordination structurés, incluant réunions régulières, plateformes de planification commune et intégration des autorités locales dans toutes les étapes des projets humanitaires. Comme le souligne Ngarkoudje, « *une gouvernance locale renforcée et une meilleure articulation entre acteurs humanitaires et institutions territoriales sont indispensables pour assurer la cohérence, l'efficacité et la durabilité des actions en faveur des réfugiés* ». ⁴⁶³

4.2.L'insuffisance des capacités administratives locales

Les autorités locales de Goré dans le Sud du Tchad souffrent d'un déficit important de capacités administratives pour gérer efficacement l'afflux massif de réfugiés centrafricains et la complexité des projets humanitaires. Le personnel communal et les services déconcentrés manquent souvent de formation technique, de ressources financières et logistiques pour planifier, suivre et évaluer les interventions. Un responsable communal confie : « *Nous voulons soutenir les réfugiés et encadrer les projets, mais nous manquons de moyens humains et matériels pour le faire correctement* » ⁴⁶⁴. Cette insuffisance se traduit par une gestion partielle ou inadaptée des programmes, une faible capacité à résoudre les conflits fonciers ou à superviser les activités économiques des réfugiés, et une difficulté à assurer la régularité des services de base comme l'eau, l'éducation et la santé. Selon HCR, « *les autorités locales,*

⁴⁶¹ HCR, Assistance humanitaire et moyens d'existence des réfugiés en Afrique centrale, Genève, 2022, p. 38.

⁴⁶² Martin KAGDJIM, Camp de Dossèye, le 05 juin 2025.

⁴⁶³ Béni Ngarkoudje, Résilience des populations réfugiées en Afrique centrale, Entre dépendance et autonomisation, Paris, L'Harmattan, 2021, p. 92.

⁴⁶⁴ Jérémie DINGAMBE, Gore, le 05 Mai 2025.

*lorsqu'elles sont surchargées et mal équipées, peinent à coordonner les interventions et à sécuriser les droits des réfugiés et des populations d'accueil ».*⁴⁶⁵

Le manque de capacités administratives limite également la participation communautaire et la prise en compte des besoins spécifiques des réfugiés, tels que les groupes vulnérables (femmes chefs de ménage, personnes âgées, enfants non accompagnés). Le chef de village de Dossèye indique : « *Nous voulons impliquer les habitants et les réfugiés dans les décisions, mais nous n'avons pas les outils ni le personnel pour organiser ces consultations* »⁴⁶⁶.

Pour renforcer l'efficacité de la gouvernance locale, il est indispensable d'investir dans le renforcement des compétences administratives, la fourniture de ressources logistiques, financières et l'accompagnement technique des agents locaux. Comme le souligne Ngarkoudje, « *améliorer les capacités institutionnelles locales est une condition sine qua non pour la durabilité des actions humanitaires et la résilience des réfugiés* ».⁴⁶⁷

4.3. La faiblesse des dispositifs de participation et de redevabilité

La participation des réfugiés et des communautés d'accueil à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des projets humanitaires demeure très limitée dans le Département. Les dispositifs formels de consultation sont rares, souvent symboliques et peu opérationnels, ce qui réduit la capacité des populations à exprimer leurs besoins, leurs priorités et leurs critiques. Une responsable communautaire de Goré témoigne : « *Nous assistons à des réunions, mais nos avis ne sont pas toujours pris en compte ; les décisions viennent d'en haut* »⁴⁶⁸. Cette faiblesse structurelle engendre des frustrations et peut accroître le sentiment d'injustice parmi les réfugiés et les populations hôtes. Selon HCR, « *l'absence de mécanismes efficaces de participation et de redevabilité compromet la légitimité des interventions humanitaires et limite leur impact réel sur les moyens d'existence des bénéficiaires* »⁴⁶⁹. Les projets sont ainsi perçus comme imposés, sans réelle appropriation locale, ce qui freine la durabilité et l'efficacité des programmes.

Le manque de redevabilité se traduit également par des difficultés dans la transparence de la distribution des aides et l'accès aux informations sur les critères de sélection et les

⁴⁶⁵ HCR, Assistance humanitaire et moyens d'existence des réfugiés en Afrique centrale, Genève, 2022, p. 42.

⁴⁶⁶ Martin KAGDJIM, Camp de Dossèye, le 05 juin 2025.

⁴⁶⁷ Béni Ngarkoudje, Résilience des populations réfugiées en Afrique centrale, Entre dépendance et autonomisation. Paris, L'Harmattan, 2021, p. 94.

⁴⁶⁸ Solange REMADJI, Goré, le 23 juin 2025.

⁴⁶⁹ HCR, Assistance humanitaire et moyens d'existence des réfugiés en Afrique centrale. Genève, HCR. 2022, p. 44.

bénéficiaires. Le chef de village de Dossèye note : « *Nous ne savons pas toujours qui reçoit quoi et pourquoi ; cela crée des tensions et des incompréhensions* »⁴⁷⁰. Ces lacunes fragilisent la confiance entre réfugiés, communautés locales et autorités humanitaires, élément pourtant central pour une résilience collective.

Au terme de cette deuxième partie, il apparaît que la résilience des réfugiés centrafricains installés dans le sud du Tchad, notamment dans le département de la Nya-Pendé, repose sur une combinaison complexe de mécanismes économiques, sociaux, culturels et identitaires. Confrontés à la précarité et à l'insuffisance chronique de l'aide humanitaire, ces réfugiés ont su mobiliser leurs ressources endogènes pour transformer leur vulnérabilité en capacités d'adaptation et d'autonomisation.

Les stratégies économiques, qu'il s'agisse du petit commerce, de l'agriculture vivrière ou du maraîchage, illustrent une volonté de reconquête de l'autonomie alimentaire et financière. Ces initiatives, souvent modestes mais innovantes, participent non seulement à la subsistance quotidienne, mais également à l'intégration progressive des réfugiés dans les circuits économiques locaux. De même, la réactivation des réseaux sociaux et communautaires — à travers les liens de parenté, les associations d'épargne, les groupements d'entraide ou les coopératives mixtes — constitue un pilier fondamental de la survie collective. Ces structures informelles d'organisation et de solidarité compensent les défaillances de la gouvernance humanitaire et renforcent la cohésion interne des communautés déplacées.

Sur le plan socioculturel, la religion, la culture et les pratiques identitaires se révèlent être des leviers essentiels de résilience psychologique et symbolique. Les réfugiés puisent dans leurs traditions spirituelles, leurs proximités linguistiques et leurs pratiques culturelles communes avec les populations hôtes pour maintenir un équilibre identitaire et favoriser la cohabitation pacifique. Cette dynamique d'adaptation culturelle, marquée par l'hybridation des identités et la recomposition des pratiques sociales, traduit une capacité remarquable à « faire société » dans un environnement contraint.

Toutefois, si ces formes de résilience témoignent d'une réelle ingéniosité sociale et économique, elles demeurent fragiles, car elles s'exercent dans un cadre institutionnel insuffisamment structuré et sous-financé. L'absence de politiques publiques durables, la dépendance persistante à l'aide extérieure et la pression sur les ressources locales limitent la

⁴⁷⁰ Martin KAGDJIM, Camp de Dossèye, le 05 juin 2025.

portée de ces initiatives. La résilience observée relève ainsi davantage d'une adaptation contrainte que d'une transformation durable des conditions de vie.

En définitive, cette deuxième partie met en lumière la capacité d'agir des réfugiés centrafricains, acteurs à part entière de leur propre survie, mais souligne également la nécessité d'un accompagnement institutionnel renforcé pour pérenniser ces dynamiques positives.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La présente recherche, intitulée « *Migration forcée et résilience en contexte d'urgence humanitaire : comprendre les stratégies de survie des réfugiés centrafricains à Goré dans le sud du Tchad* », s'inscrit dans une perspective visant à analyser les dynamiques sociales, économiques et culturelles à travers lesquelles les réfugiés centrafricains s'adaptent aux conditions difficiles de l'exil dans les camps du département de la Nya-Pendé. L'étude se propose d'identifier et d'examiner les différentes stratégies d'adaptation mises en œuvre par ces populations pour assurer leur survie, renforcer leur autonomie et maintenir une cohésion sociale malgré la fragilité des contextes humanitaires. Elle combine ainsi une approche scientifique, qui contribue à enrichir la littérature sociologique sur la migration forcée, la résilience et la gouvernance humanitaire, et une approche sociale, qui cherche à mettre en lumière l'expérience vécue des réfugiés eux-mêmes, souvent réduits à des statuts de bénéficiaires passifs, alors qu'ils développent de manière continue des mécanismes d'auto-prise en charge, de solidarité communautaire et de recomposition identitaire. En plaçant l'analyse au croisement de la sociologie, de l'anthropologie et des études sur l'urgence humanitaire, cette recherche vise donc à rendre visibles les pratiques de résilience et les stratégies de survie qui témoignent de la capacité d'adaptation et de résistance des réfugiés centrafricains face à des contraintes multiples et complexes.

Le problème d'étude s'est centré sur le déficit d'assistance humanitaire et sur la précarité croissante des réfugiés dans le département de la Nya-Pendé, révélant les limites des dispositifs classiques de soutien. La revue de la littérature, notamment les travaux de Michel Agier et Didier Fassin, souligne en effet que le « gouvernement humanitaire » tend souvent à privilégier le contrôle et la gestion des populations déplacées au détriment de leur autonomie⁴⁷¹. Toutefois, l'enquête de terrain a mis en évidence un paradoxe saisissant, loin d'être des acteurs passifs, les réfugiés développent des stratégies d'adaptation multiples et complémentaires, combinant activités économiques, solidarité communautaire et mobilisation identitaire. Ces pratiques démontrent que la résilience n'est pas simplement une réponse aux vulnérabilités, mais émerge de l'interaction entre contraintes structurelles et initiatives individuelles, redéfinissant ainsi la vision classique du réfugié uniquement perçu comme un sujet vulnérable, pour le présenter comme un acteur social capable de créativité et d'auto-prise en charge dans un contexte d'urgence humanitaire.

⁴⁷¹ Michel Agier, *Gérer les indésirables, des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion, 2008, p. 47. Et Didier Fassin, *La raison humanitaire, une histoire morale du temps présent*, Paris, Gallimard, 2010, p.28.

La problématique générale de cette recherche s'est articulée autour de la question suivante, en quoi consistent les stratégies d'adaptation mises en œuvre par les réfugiés centrafricains pour faire face aux défis posés par l'urgence humanitaire à Goré dans le sud du Tchad ? Pour y répondre, les hypothèses formulées suggèrent que ces stratégies reposent sur des mécanismes interconnectés, combinant la recherche de sécurité alimentaire immédiate, l'intégration socio-économique et le renforcement des solidarités locales. Les hypothèses secondaires précisent, d'une part, que la similarité du profil ethno-communautaire entre réfugiés et populations autochtones favorise l'inclusion et facilite les interactions sociales, et, d'autre part, que l'auto-prise en charge par le biais d'initiatives économiques constitue un levier essentiel d'autonomisation et de résilience, permettant aux réfugiés de transformer leur situation de vulnérabilité en capacités d'adaptation concrètes et durables.

La collecte des données a été guidée par une approche qualitative, justifiée par la nécessité de saisir les représentations, les logiques et les expériences vécues des réfugiés⁴⁷². Pour ce faire, trois techniques principales ont été mobilisées : les entretiens semi-directifs, permettant d'explorer en profondeur les points de vue des acteurs ; l'observation directe, qui a offert un regard contextualisé sur les pratiques quotidiennes ; et la recherche documentaire, utile pour situer les constats de terrain dans un cadre plus large. L'échantillonnage dit « boule de neige et à choix raisonné », choisi pour leur souplesse et leur capacité à identifier des informateurs clés, ont permis d'accéder à des réfugiés et acteurs communautaires dans les camps d'Amboko, Gondjé, Doholo et Dossèye. L'ensemble de ces outils a facilité une compréhension fine des stratégies de survie quotidiennes, des pratiques économiques émergentes et des réseaux de solidarité développés par les réfugiés pour faire face à la précarité et renforcer leur résilience.

Les données recueillies ont été systématiquement transcrites et analysées selon une démarche inductive inspirée de la *théorisation ancrée (Grounded Theory)* développée par Barney Glaser et Anselm Strauss⁴⁷³, permettant de construire les catégories conceptuelles à partir des observations de terrain plutôt que de présupposés théoriques. Cette approche a facilité l'identification de catégories empiriques pertinentes, telles que « résilience alimentaire », « adaptation économique » et « solidarité communautaire », chacune reflétant une dimension spécifique du processus d'autonomisation des réfugiés. L'analyse thématique qui en a découlé

⁴⁷² Jean-Claude Kaufmann, *L'entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin, 2011.

⁴⁷³ Barney Glaser et Anselm Strauss, *The Discovery of Grounded Theory, Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine, 1967, pp. 405.

a mis en lumière la diversité des modes d'action, la créativité sociale et la capacité d'initiative des réfugiés, révélant comment, malgré des contraintes structurelles fortes, ils élaborent des stratégies originales pour assurer leur survie, renforcer leur cohésion communautaire et développer des pratiques d'auto-prise en charge.

Deux cadres théoriques principaux ont guidé cette recherche. La *théorie de la mobilisation des ressources* de John David McCarthy et Mayer Nathan Zald⁴⁷⁴ a permis de comprendre comment les réfugiés exploitent et coordonnent leurs réseaux sociaux, leurs savoir-faire et leurs capacités organisationnelles pour faire face aux crises et contraintes de l'exil. Parallèlement, la *sociologie des logiques d'action*, inspirée des travaux de Pierre Bourdieu⁴⁷⁵, a éclairé la rationalité pratique des acteurs, en montrant comment leurs décisions et pratiques quotidiennes s'inscrivent dans un contexte structurellement contraignant. Ces deux approches se complètent en offrant une lecture duale de la résilience : la première met en lumière la dimension collective et structurée des stratégies d'adaptation, tandis que la seconde révèle la dynamique individuelle, pragmatique et contextuelle des pratiques de survie des réfugiés.

Le premier chapitre a exposé le cadre géographique et socioculturel du département de la Nya-Pendé, soulignant que la diversité ethnique, la richesse écologique et les valeurs de solidarité représentent des atouts majeurs pour l'accueil et la résilience des réfugiés. Ces facteurs favorisent non seulement l'intégration sociale et culturelle des populations déplacées, mais aussi le développement de stratégies d'adaptation collectives. Cependant, le chapitre a également montré que la pression démographique croissante et la dégradation environnementale constituent des contraintes importantes, susceptibles de générer des tensions et de limiter la capacité des communautés à soutenir durablement l'exil, mettant ainsi en évidence la complexité des interactions entre conditions locales et stratégies de survie des réfugiés.

Le deuxième chapitre a mis en lumière les limites structurelles des dispositifs de gouvernance humanitaire à Goré dans le sud du Tchad, en montrant que la fragmentation des acteurs, la faiblesse de la coordination institutionnelle et la forte dépendance à l'aide extérieure compromettent la durabilité des interventions. Ces dysfonctionnements accentuent la vulnérabilité des réfugiés en limitant l'efficacité des programmes de soutien et en entravant le développement de stratégies d'autonomisation locale. Le chapitre a ainsi révélé que, malgré la

⁴⁷⁴ John David McCarthy & Mayer Nathan Zald, *Resource Mobilization and Social Movements, a Partial Theory*, *American Journal of Sociology*, 1977.

⁴⁷⁵ Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980.

présence d'un cadre institutionnel formel, la gestion humanitaire demeure souvent centrée sur des logiques de contrôle et d'assistance ponctuelle, au détriment de la consolidation de capacités locales et de la résilience des communautés déplacées.

Le troisième chapitre s'est intéressé aux formes et mécanismes de résilience déployés par les réfugiés centrafricains, révélant leur rôle actif en tant qu'acteurs stratégiques capables de transformer leur quotidien malgré les contraintes de l'exil. Il a montré que ces populations développent des pratiques économiques, telles que le petit commerce et l'agriculture, qui assurent leur subsistance et leur autonomie ; des pratiques sociales, fondées sur l'entraide, la mutualité et le renforcement des réseaux communautaires, qui soutiennent la cohésion et l'intégration ; ainsi que des pratiques symboliques, incluant rituels religieux et affirmation de l'identité collective, qui consolident leur sentiment d'appartenance et leur résilience psychologique. Ce chapitre met en évidence la manière dont ces stratégies interconnectées permettent aux réfugiés de réorganiser leur quotidien, d'adapter leurs modes de vie et de renforcer simultanément leur intégration au sein des communautés hôtes.

Le quatrième chapitre a analysé les facteurs de réussite et d'échec des modèles de résilience développés par les réfugiés centrafricains. Il a montré que les réussites s'appuient sur la complémentarité entre initiatives locales et appuis institutionnels, permettant de créer des synergies entre ressources internes et interventions externes. En revanche, les échecs résultent principalement de l'insuffisance des ressources, des rivalités intercommunautaires et de la faiblesse de la gouvernance locale, qui limitent la durabilité et l'efficacité des stratégies de survie. Ces constats soulignent l'importance de repenser les politiques humanitaires en intégrant pleinement la dimension participative et les capacités d'auto-organisation des réfugiés, afin de renforcer leur autonomie et d'optimiser les mécanismes de résilience dans un contexte d'urgence prolongée.

Cette étude apporte une contribution significative à la compréhension sociologique de la migration forcée en Afrique centrale. Elle démontre que la résilience est un processus socialement construit et contextuellement ancré. Sur le plan scientifique, elle éclaire les interactions entre structures humanitaires, communautés locales et initiatives des réfugiés. Sur le plan pratique, elle invite les décideurs et organisations humanitaires à renforcer l'autonomisation des réfugiés par des approches fondées sur leurs compétences et leurs réseaux locaux. Enfin, cette recherche ouvre la voie à de nouvelles investigations sur les économies

transfrontalières de survie, les reconfigurations identitaires et les dynamiques de cohabitation interculturelle dans les zones d'accueil africaines.

Cette étude apporte une contribution importante à la compréhension sociologique de la migration forcée en Afrique centrale, en démontrant que la résilience des réfugiés est un processus socialement construit et profondément ancré dans des contextes spécifiques. Sur le plan scientifique, elle éclaire les interactions complexes entre les structures humanitaires, les communautés locales et les initiatives individuelles ou collectives des réfugiés, révélant comment ces derniers parviennent à transformer leur vulnérabilité en capacités d'adaptation. Sur le plan pratique, les résultats de la recherche invitent les décideurs et les organisations humanitaires à concevoir des politiques et des programmes qui valorisent les compétences, les savoir-faire et les réseaux locaux des réfugiés, afin de renforcer leur autonomisation et leur intégration. Enfin, cette étude ouvre de nouvelles perspectives pour des investigations futures sur les économies transfrontalières de survie, les reconfigurations identitaires et les dynamiques de cohabitation interculturelle dans les zones d'accueil africaines, contribuant ainsi à une meilleure compréhension des mécanismes de résilience en situation de déplacement forcé.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- **ARBORIO, Anne-Marie**, « *L'observation directe en sociologie : quelques réflexions méthodologiques à propos de travaux de recherches sur le terrain hospitalier* », in *Recherche en soins infirmiers*, n° 90, 2007, pp 26-34
- **BERTAUX, Daniel**. *Les récits de vie : perspective ethnosociologique*. Paris, Nathan.1997.
- **BIERNACKI, Patrick** et Dan Waldorf, Snowball Sampling, Problem and techniques of chain referral sampling, *Sociological Methods and research*, vol, 10, 1981, pp.141-163.
- **BOUDON, Raymond**. *La place du désordre : critique des théories du changement social*. Paris, PUF.1989.
- **DURKHEIM, Emile**, « *Les règles de la méthode sociologique* », *Ile Edition*, Paris, PUF, 1894.
- **ELA, Jean-Marc**, *Guide pédagogique de formation à la recherche pour le développement en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2001, p. 46.
- **GIDDENS, Anthony**, *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*. Berkeley, University of California Press.1984.
- **GLASER, Barney G., & STRAUSS, Anselm Levi**. *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. Chicago :Aldine.1967.
- **GRAWITZ, Madeleine**, *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2011,644
- **KAUFMANN, Jean-Claude**. *L'entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin.2011.
- **MILES, Matthew**, et **HUBERMAN, Michael**, *Qualitative Data Analysis: An Expanded Sourcebook (2e éd.)*. Thousand Oaks (CA), Sage, 1994.
- **WEBER, Max**. *Économie et société*. Paris : Plon.1922.

OUVRAGES TECHNIQUES ET METHODIQUES

- **BARDIN, Laurence**, *L'analyse de contenu*. Paris : Presses universitaires de France (PUF), coll. « Quadrige », rééd. 2013, pp. 35-105.

- **BOURDIN, Alain, et GOTMAN,** « *L'enquête et ses méthodes entretien* », Paris, Nathan, 1992.
- **CROZIER, Michel et FRIEDBERG, Erhard,** *L'acteur et le système*. Paris : Seuil, 1977.
- **KOHN, Laurence et WENDY, Christiaens,** « *Les méthodes de recherches qualitatives dans la recherche en soins de santé : apports et croyances* », in *Reflets et perspectives de la vie économique*, Tome LIII, n° 4, 2014, pp 67-82
- **LOUBET DEL BAYLE, Jean-Louis,** *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, Paris, l'Harmattan, 2001.
- **MORGAN David L.,** *The SAGE Encyclopédie of Qualitative Research Méthodes*, SAGE Publication, Inc., 2008, pp.816-817.
- **QUINN PATTON, Michael,** *Qualitative Research and Evaluation Methods*, 3eme édition ,Thousand Oaks,CA,sage, publication,2002,pp.230-246.
-

OUVRAGES SPECIFIQUES

- **AGIER, Michel,** « *Gérer les indésirables, Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire* », Flammarion, Paris, 2008.
- **AGIER, Michel.** *Le couloir des exilés, être étranger dans un monde commun*. Paris : La Découverte.2011.
- **BIDJERANO, Tidjani, KOUAKOU Désiré, et TCHAMOU Luc,** *Microfinance et résilience des populations déplacées en Afrique centrale*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, 2018, p. 45.
- **BAKEWELL, Roger,** *Refugee Aid and Protection in Rural Africa: Working in Parallel or Cross-Purposes?* *Refugee Survey Quarterly*, 19(1), 2000, p. 99-119.
- **BOURDIEU, Pierre.** *Le sens pratique*. Paris, Les Éditions de Minuit.1980.
- **CAMBREZY, Luc,** « *Territoire et dimension géopolitique de l'accueil des réfugiés, Nature* », *Sciences et sociétés*, 11p.
- **CAMBREZY, Luc.** *Réfugiés et exilés : crise des sociétés, crise des territoires*,Paris, CNRS Éditions.1998.
- **CORBET, Alice,** « *Nés dans les camps : changements identitaires de la nouvelle génération de réfugiés sahraouis et transformation des camps* » Paris, Edition de l'EHESS, 398 pages, Thèse, Paris, 2008 ;

- **De Haas, Hein**, *Migration and Development, A Theoretical Perspective*, *International Migration Review*, 2010, pp. 1631.
- **FASSIN, Didier**. *La raison humanitaire : une histoire morale du temps présent*. Paris, Gallimard.2010.
- **FRESIA, Marion**, « Les Mauritanien réfugiés au Sénégal, une anthropologie critique de l'asile et de l'aide humanitaire », Paris, l'Harmattan, 382 pages, 2009.
- **HARRELL-BOND, Barbara**. *Imposing Aid, Emergency Assistance to Refugees*. Oxford, Oxford University Press.1986.
- **MCCARTHY, John David et MAYER, Nathan Zald** « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, pp. 1217-1230.
- **NYAMNJOH, Francis B.** *Incompleteness: Frontier Africans and the Currency of Conviviality*. Bamenda, Langaa RPCIG.2017.
- **TILLY, Charles**. *From Mobilization to Revolution*. Reading, MA, Addison-Wesley.1984.
- **TOURAINE, Alain**. *Le retour de l'acteur, essai de sociologie*, Paris, Fayard.1984.
- **VALLUY, Jérôme**, « *Le rejet des exiles : le grand détournement du droit d'asile* », *Edition du croquant, Collection TERRAS*, 2009.pp.20-29.

ARTICLES

- **AGIER, Michel**, « le gouvernement humanitaire et la politique des réfugiés »in L. Cornu et P. Vermeren (eds).
- **AGIER, Michel**, « Protéger les sans-Etats ou contrôler les indésirables : où en est le HCR ? » *Recueil Alexandries, Collections Reflets*, janvier 2006.
- **AGIER, Michel**, « Protéger les sans-Etats ou contrôler les indésirables : où en est le HCR ? » *Recueil Alexandries, Collections Reflets*, janvier 2006. ».
- **AGIER, Michel**. «Between War and City: Towards an Urban Anthropology of Refugee Camps.» *Ethnography*, 2002. Disponible sur : <http://eth.sagepub.com/content/3/3/317>.
- **BAKEWELL, Oliver**.«*Research Beyond the Categories: The Importance of Policy Irrelevant Research into Forced Migration.*» *Journal of Refugee Studies*,2008.p. 432–453. Disponible sur : <https://academic.oup.com/jrs/article/21/4/432/1582770>
- **BANZEGUISSA GANGA, Remi**, étude sur le département de la Likouala, République du Congo.

- **BARAKAT, Sultan**, Post-war reconstruction and development, coming of age, In S, Barakat (Ed.), *After the Conflict, Reconstruction and Development in the Aftermath of War*, London, I.B. Tauris, 200, p.236.
- **BAZENGUISSA GANGA, Rémy**, *Milices politiques et bandes armées à Brazzaville. Enquête sur la violence*.
- **BAZIN, Laurent**, *Solidarités et recompositions sociales en contexte de crise humanitaire*, Paris, Karthala, 2019, p. 78.
- **BETTS, Alexander**, et **EASTON-CALABRIA Evan**, *Refugees as Providers of Protection and Assistance, Evidence from Uganda and Beyond*, World Development, 2021, p.76.
- **BOISIERE, Thierry** et **TOHME TABET, Annie**, *Une économie de la survie au plus près de la guerre. Stratégie quotidienne des réfugiés syriens à Nabaa*.
- **CAMBREZY, Luc** « Réfugiés et migrants en Afrique : quel statut pour quelle vulnérabilité ? », REMI, vol.23.n°3, 2007.
- **CRISP, Jeff** « *Refugees, Persons of Concern and International Protection* ». Forced Migration Review, 2010, p. 8–10. Disponible sur: <https://www.fmreview.org/en/issue35>.
- **DJEBBI, Sihen**, « Les réfugiés palestiniens dans les camps au Liban à la lumière du nouveau concept de sécurité humaine », *Revue de la sécurité humaine*, juin 2006.
- **FRESIA, Marion** « frauder » lorsqu'on est réfugié.
- **KARIMUMURYANGA, Jérôme**, *Les réfugiés rwandais dans la région de Bukavu Congo RDC, la survie du réfugié dans les camps de secours d'urgence*, Édition Karthala et IUED, 2000.
- **KIBREAB, Gaim**. « *Revisiting the Debate on People, Place, Identity and Displacement* ». *Journal of Refugee Studies*, 1999, p. 384–410. Disponible sur: <https://academic.oup.com/jrs/article/12/4/384/1629512>.
- **LADO, Christian** *Déplacés et réfugiés en Afrique, Dynamiques sociales et enjeux de résilience*, N'Djamena, Presses Africaines, 2021, p. 92.
- **MALKKI, Liisa H.** « *Refugees and Exile: From 'Refugee Studies' to the National Order of Things* ». *Annual Review of Anthropology*, 1995, p. 495–523.
- **MATUKU KAHANDJA, Biyoya**, Dans une étude sur la géopolitique de l'instabilité dans la région des Grands Lacs. Ainsi, BIYOYA explique que cette région est « crisogène » à tel point que les pays tels que (Rwanda, Burundi, Nigeria, RCA, Tchad)

sont confrontés de manière cyclique aux conflits interethniques meurtriers, des guerres, des rebellions, des exterminations et des génocides, 2009.

- **MCCARTHY, John D. et N, ZALD, Mayer**, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82(6), 1212-1241, 1977.
- **NDA, Léon**, (La revue Espace, Société, Santé) est une revue semestrielle à dimension internationale, pluridisciplinaire et thématique, 2014 p.5.
- **NGARKOUDJE, Béni**, Résilience des populations réfugiées en Afrique centrale, Entre dépendance et autonomisation. Paris, L'Harmattan, 2021, p. 94.
- **OLIVIER, Jean-Pierre, NGUEMADJI, Fortuné et N'GOYA Roger**, La gouvernance humanitaire en Afrique centrale, défis et perspectives, Paris, L'Harmattan, 2021, p. 54.
- **PEROUSE De MONCLOS, Marc-Antoine**, « Marges urbaines et migrations forcées : les réfugiés à l'épreuve des camps en Afrique de l'Est », *Presse de sciences politique, Autre part*, 2008.
- **RANCIERE, Jacques**, et la philosophie au présent, Paris, édition Horlieu, 2006.
- **TIMO, Ornelle Rosine**, (doctorante, Département de Géographie, université de Yaoundé I) et **SIMEU KAMDEM, Michel**, Professeur au département de géographie, Université de Yaoundé I, "Gestion des réfugiés centrafricains du camp de Gado-Badzéré dans la région de l'Est (Cameroun) : à la recherche de solution durable, July" 2023.
- **SARNIGUET, Jean et DELAUNAY, Didier**, Agriculture et résilience en contexte humanitaire, pratiques et enjeux au Sahel central, Paris, IRD Éditions, 2020, p. 67.
- **TURNER, Simon**, « Dans l'œil du cyclone : les réfugiés, l'aide et la communauté internationale en Tanzanie », *politique Africaine*, Editions Karthala, numéro 85, 2002.
- **ZETTER, Roger**. «Labelling Refugees, Forming and Transforming a Bureaucratic Identity.» *Journal of Refugee Studies*, 1991, p. 39–62.

THESES, MEMOIRES ET COURS

- **BAYLE, Jean-Louis Loubet Del**. «*Méthodes et techniques d'enquête en sciences sociales.*» Polycopié de cours, Institut d'Études Politiques de Toulouse. 1996.
- **HAROUNA**, « crise sociopolitique en Afrique centrale et enjeux normatifs des politiques de protection des enfants réfugiés au Cameroun : esquisse d'une sociologie des enfants en migration forcée. », Thèse en sociologie, Douala 2011.

- **KANDE, Noel**, « les facteurs de la vulnérabilité alimentaire des réfugiés centrafricains au sud du Tchad », Mémoire de géographie soutenu en 2020 à l'université de Yaoundé 1.
- **KETT, Maria**. Disability and Displacement, Understanding the Impact of Forced Migration on Disabled People. Thèse de doctorat, University College London, 2012.
- **MELIKI, Hugues Morell**, Dynamiques et innovations sociales en milieu rural sud camerounais en contexte post-désengagement de l'Etat, thèse en Sociologie, Yaoundé, 2014.
- **MIMCHE, Honoré**, Collecte des données qualitatives en sociologie, Support de cours, Université de Yaoundé1, 2022-2023.
- **NDONG, Paul Aimé**. L'économie informelle des réfugiés : cas des réfugiés centrafricains au sud du Tchad. Mémoire de Master, Université de N'Djamena.2019.
- **NKOUMOU, Rosalie**. Les politiques publiques et l'intégration des réfugiés urbains au Cameroun.* Mémoire de Master, Université de Douala.2020.

RAPPORTS

- **BAD**. Perspectives économiques du Tchad, Abidjan, Banque Africaine de Développement, 2021. Disponible sur : <https://www.afdb.org/fr>.
- **BBC Afrique**. «Les réfugiés de Goré, s'adapter sans dépendre de l'aide internationale.»2021, 26 juin. Disponible sur: <https://www.bbc.com/afrique>.
- **CNARR**, Rapport annuel sur la gestion des réfugiés au Tchad. N'Djamena : Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et Rapatriés.2023.
- Convention internationale relative au statut des réfugiés Signé à Genève, le 28 juillet 1951 (Loi de 26 juin 1953 M.B., 4 octobre 1953). [Modifié par le Protocole de New York de 31 janvier 1967 (M.B., 3 mai 1969)
- Diversité floristique et structure de la végétation ligneuse des parcs arborés de la zone soudanienne du Tchad, (<http://www.ifgdg.org>).
- Haut-Commissariat de Nations Unies pour les réfugiés, 2014, Stratégie globale pour les moyens de subsistance, Une stratégie du HCR/PAM de la situation des réfugiés centrafricains et soudanais au Tchad. Rapport, p 42.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, 2018, Plan de réponse urgence sud réfugiés centrafricains (département de la Nya-pendé), Rapport, p 45.
- HCR, Tchad Appel global du 2014-2017.
- **HCR**. Rapport mondial sur les réfugiés. Genève : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.2016.Disponible sur : <https://www.unhcr.org/fr/documents>.

- **HCR.** Tchad : Rapport de situation humanitaire. Genève : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.2024.
- INSEED-TCHAD, Généralité sur le Tchad, <https://www.inseed.td/index.php/généralité-sur-Tchad>.
- **Jeune Afrique,** «Les réfugiés centrafricains au Tchad, entre survie et quête d'autonomie.»2023, 12 Novembre. Disponible sur: <https://www.jeuneafrique.com>.
- **Le Monde Afrique.** «Au Tchad, l'aide humanitaire sous pression face à l'afflux des réfugiés centrafricains.» 2024,p 5 avril. Disponible sur : <https://www.lemonde.fr/afrique>.
- Le Tchad a besoin d'aide face au risque d'une hausse des arrivées de réfugiés soudanais, prévient le HCR |ONU Info (<https://news.un.org/fr/story/2024/03/1143642>)
- **OIM.** Rapport sur la mobilité humaine et migration forcée en Afrique centrale. Genève, Organisation Internationale pour les Migrations.2020. Disponible sur : <https://www.iom.int/fr>
- **PAM.** Assistance alimentaire et sécurité nutritionnelle dans les camps de réfugiés au Tchad. Rome, 2022. Disponible sur : <https://www.wfp.org/fr> .
- PAM-Rome, Projet de plan stratégique de pays-Tchad, Conseil d'administration, deuxième session ordinaire, 2019-2023.
- PAM-Tchad, Rapport, Plan de réponse national à l'insécurité alimentaire, 2017.
- **PNUD,** Plan de réponse humanitaire et de résilience pour le Tchad. New York : Programme des Nations Unies pour le Développement. 2023. Disponible sur : <https://www.undp.org/fr> .
- Protection civile et opérations d'aide Humanitaire Européenne, 2017.
- Rapport, FAO, annuelle, situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023, (<http://openknowledge.fao.org>).
- Rapport, INS Tchad et UNHCR, Bulletin Trimestriel d'information-INSEED-TCHAD, 2021, (<http://www.inseed.td>).
- **Tchad Info.** «Crise humanitaire dans la Nya-Pendé : le défi de la cohabitation entre réfugiés et populations hôtes.»2022, 8 aout. Disponible sur : <https://tchadinfos.com>
- UNHCR (2016) : Mission d'évaluation conjointe HCR/PAM de la situation des réfugiés centrafricains et Soudanais au Tchad. Rapport, 42p.
- UNHCR / HCR, Global Compact on Refugees (A/RES/73/151), 2018 (texte adopté le 17 décembre 2018).
- UNHCR / HCR, Global Trends: Forced Displacement in 2016. Genève : UNHCR, 2017. Repères, tableaux/indicateurs de déplacements.

DICTIONNAIRES

- **BOUDON, Raymond** et **BOURRICAUD, Ferdinand** « Dictionnaire critique de la sociologie », Paris, PUF, Coll., 1982.
- Glossaire des termes clés relatifs à la protection internationale des réfugiés et des personnes déplacées internes.

ANNEXES

ANNEXE 1: OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES

Guide d'entretien adressé aux réfugiés centrafricains

Monsieur/Madame, je suis MBAILASSEM Joël, étudiant inscrit en Master II de Sociologie à l'Université de Yaoundé I (Cameroun). Cette étude cherche à comprendre comment les réfugiés développent des moyens pour surmonter les difficultés liées à l'insuffisance d'aide humanitaire. Le thème de recherche est : « **Migration forcée et résilience en contexte d'urgence humanitaire : comprendre la stratégie de survie des réfugiés centrafricains à Goré dans le sud du Tchad** ». Les informations recueillies sont confidentielles et uniquement destinées à un usage académique. Je vous remercie d'avance pour votre disponibilité et votre confiance.

MODULE I : LES STRATÉGIES D'ADAPTATION EN SITUATION D'URGENCE HUMANITAIRE

1. En quoi consiste votre activité principale au camp ?

Relance : Depuis combien de temps exercez-vous cette activité ?

Relance : Est-ce une activité que vous pratiquiez déjà avant votre arrivée au Tchad ?

2. Quelles sont les principales stratégies que vous avez mises en place pour faire face aux défis de l'urgence humanitaire ?

Relance : Pouvez-vous donner un exemple concret ?

Relance : Ces stratégies sont-elles évoluées avec le temps ?

3. Quelles ressources (matérielles, humaines, sociales) avez-vous pu mobiliser pour ces stratégies ?

Relance : Avez-vous bénéficié de l'aide de proches, d'associations ou d'ONG ?

4. Quels obstacles avez-vous rencontrés dans la mise en œuvre de ces stratégies ?

Relance : Comment avez-vous tenté de les surmonter ?

5. Quels moyens mettez-vous sur pied pour améliorer vos conditions de vie indépendamment des aides humanitaires ?

Relance : S'agit-il d'activités agricoles, commerciales, artisanales ou autres ?

6. Quels sont les secteurs d'activités qui vous intéressent le plus au camp ?

Relance : Pourquoi ces secteurs vous attirent-ils particulièrement ?

7. Comment appréciez-vous vos activités quotidiennes au camp ?

Relance : Vous sentez-vous satisfait(e) ou frustré(e) ? Pourquoi ?

8. Souhaitez-vous être autonome de l'assistance humanitaire offerte par les organismes ?

Relance : Quelles conditions devraient être réunies pour atteindre cette autonomie ?

MODULE II : IMPACT DU PROFIL ETHNO-COMMUNAUTAIRE

1. En quoi pensez-vous que votre profil ethno-communautaire et celui des communautés d'accueil influencent vos stratégies de résilience ?

Relance : Les relations entre réfugiés et autochtones sont-elles harmonieuses ou tendues ?

2. Avez-vous reçu un soutien ou rencontré des défis spécifiques de la part de votre communauté d'accueil ?

Relance : Pouvez-vous décrire un exemple d'entraide ou de conflit ?

3. Comment la culture et les valeurs de votre communauté d'origine jouent-elles un rôle dans votre adaptation ici ?

Relance : Gardez-vous certaines pratiques traditionnelles dans votre vie quotidienne ?

MODULE III : INITIATIVES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

1. Quelles initiatives économiques ou sociales avez-vous développées depuis votre arrivée au Tchad ?

Relance : Travail individuel, collectif, en association ?

2. Comment ces initiatives sont-elles contribuées à votre autonomisation ?

Relance : Avez-vous observé une amélioration de vos revenus ou de vos conditions de vie ?

3. Avez-vous rencontré des difficultés pour établir ou poursuivre ces initiatives ?

Relance : Quelles solutions avez-vous trouvées pour les surmonter ?

MODULE IV : CONNAISSANCE DU RÔLE DES ACTEURS HUMANITAIRES

1. Connaissez-vous les principaux acteurs humanitaires qui vous assistent dans les camps ?

Relance : Lesquels interviennent le plus souvent (HCR, PAM, ACID, UNICEF, ADES, ONG locales, ...) ?

2. Comment appréciez-vous leurs actions en votre faveur ?

Relance : Pensez-vous qu'elles répondent à vos besoins réels ?

3. Quels sont les types d'aides que vous recevez de ces acteurs ?

Relance : Alimentaire, sanitaire, éducatif, agricole ?

4. Êtes-vous satisfait(e) de l'assistance humanitaire dans les camps ?

Relance : Que faudrait-il améliorer selon vous ?

MODULE V : IMPACT DES STRATÉGIES DE RÉSILIENCE DANS LES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

1. Comment les populations hôtes se comportent-elles envers vous : accueillantes ou hostiles ?

Relance : Cette attitude a-t-elle changé avec le temps ?

2. Quelles actions d'assistance ou de solidarité les populations locales déploient-elles en votre faveur ?

Relance : Pouvez-vous citer un exemple concret ?

3. Comment accédez-vous au foncier ou à d'autres secteurs d'activités dans le camp ou le village

Relance : Avez-vous besoin d'autorisations spécifiques ?

4. Quelles propositions pouvez-vous faire pour améliorer votre résilience et renforcer la cohabitation avec les communautés locales ?

Relance : Selon vous, quel rôle devrait jouer les acteurs humanitaires et les autorités locales ?

Je vous remercie sincèrement pour le temps et la confiance que vous m'avez accordée.

Guide d'entretien adressé aux responsables humanitaire

Monsieur/Madame, je suis MBAILASSEM Joël, étudiant inscrit en Master II de Sociologie à l'Université de Yaoundé I (Cameroun). Cette étude cherche à comprendre comment les réfugiés développent des moyens pour surmonter les difficultés liées à l'insuffisance d'aide humanitaire. Le thème de recherche est : «**Migration forcée et résilience en contexte d'urgence humanitaire : comprendre la stratégie de survie des réfugiés centrafricains à Goré dans le sud du Tchad** ». Les informations recueillies sont confidentielles et uniquement destinées à un usage académique. Je vous remercie d'avance pour votre disponibilité et votre confiance.

MODULE I : CONNAISSANCE SUR L'EFFECTIF ET L'AFFLUX DES RÉFUGIÉS

1. Connaissez-vous l'effectif approximatif des réfugiés centrafricains dans le département ?

Relance : Ce chiffre est-il en augmentation ou en diminution ?

2. Comment ces réfugiés ont-ils traversé la frontière centrafricaine jusqu'ici ?

Relance : Y va-t-il des itinéraires ou des points de passage spécifiques ?

3. Dans quelles localités se trouvent leurs points de transit ou sites temporaires ?

Relance : Ces sites sont-ils officiels ou spontanés ?

4. Comment les réfugiés sont-ils répartis dans les différents camps ?

Relance : Sur quels critères se base cette répartition (vulnérabilité, famille, ethnie, etc.) ?

MODULE II : ASSISTANCE HUMANITAIRE

1. Comment apportez-vous concrètement l'assistance dans les camps ?

Relance : Travaillez-vous en coordination avec d'autres ONG ou services de l'État ?

2. Quels types d'assistance fournissez-vous en faveur des réfugiés ?

Relance : Aide alimentaire, médicale, éducation, protection, logement ?

3. Quels obstacles rencontrez-vous dans la mise en œuvre de vos actions ?

Relance : Manque de financement, logistique, coopération locale ?

Guide d'entretien adressé aux autorités locales

Monsieur/Madame, je suis MBAILASSEM Joël, étudiant inscrit en Master II de Sociologie à l'Université de Yaoundé I (Cameroun). Cette étude cherche à comprendre comment les réfugiés développent des moyens pour surmonter les difficultés liées à l'insuffisance d'aide humanitaire. Le thème de recherche est : « **Migration forcée et résilience en contexte d'urgence humanitaire : comprendre la stratégie de survie des réfugiés centrafricains à Goré dans le sud du Tchad** ». Les informations recueillies sont confidentielles et uniquement destinées à un usage académique. Je vous remercie d'avance pour votre disponibilité et votre confiance.

MODULE I : CONNAISSANCE SUR L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

1. Connaissez-vous les principales nationalités des réfugiés installés dans le département de la Nya-Pendé ?

Relance : Depuis quand les accueillez-vous ?

2. Pour quelles raisons les réfugiés accèdent-ils aux terres cultivables du département ?

Relance : Existe-t-il des accords avec les chefs coutumiers ?

3. Existe-t-il une législation nationale régissant l'accès aux terres par les réfugiés ?

Relance : Comment est-elle appliquée localement ?

4. Existe-t-il une stratégie départementale ou locale d'accès foncier pour les réfugiés ?

Relance : Qui en assure la mise en œuvre ?

5. Que doit faire un réfugié pour obtenir une parcelle cultivable ?

Relance : Y va-t-il des documents ou paiements requis ?

6. Les réfugiés disposent-ils de papiers les reconnaissant comme propriétaires ou locataires ?

Relance : Cela pose-t-il parfois des litiges ?

7. Comment sont réglés les conflits entre réfugiés et autochtones ?

Relance : Le règlement se fait-il par la justice, la chefferie ou la médiation ?

8. Comment sont réglés les conflits entre réfugiés et éleveurs ?

Relance : Ces conflits sont-ils fréquents ?

MODULE II : ASSISTANCE DES AUTORITÉS LOCALES EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS

1. Quelles stratégies avez-vous mises en œuvre en faveur des réfugiés ?

Relance : Agissez-vous en partenariat avec le HCR ou des ONG ?

2. Ces stratégies sont-elles favorables ou défavorables aux réfugiés ?

Relance : Comment les évaluez-vous ?

Merci beaucoup pour votre disponibilité et votre contribution à cette recherche.

ANNEXE 2: LISTES DES PERSONNES INTERVIEWEES

N	NOMS ET PRENOMS	LIEU D'ENQUETE	DATE	CATHEGORIE SOCIALE
01	DOGON MAHAMAT	CAMP DE DOSSÈYE	21/05/2025	REFUGIE
02	BÉATRICE NGARNADJI	CAMP D'AMBOKO	20/04/2025	RÉFUGIÉE
03	MAHAMAT DJAMOOUSSOU	CAMP DE DOHOLO	20/06/2025	REFUGIE
04	SALEH MAHAMAT	CAMP DE DOSSÈYE	02/06/2025	REFUGIE
05	DERDJIM NGARWOÏ	CAMP DE GONDJE	21/05/2025	RÉFUGIÉ
06	AMINA KOULOUM	CAMP DE CONDJE	20/06/2025	RÉFUGIÉE
07	JEAN-CLAUDE HODJI	CAMP D'AMBOKO	20/05/2025	REFUGIE
08	IDRISS NGARKOUDJE	CAMP DE DOHOLO	02/06/2025	REFUGIE
09	ALI ABDALLAH	GORE	23/05/2025	COMMERÇANT GORE
10	THOMAS LAOUKEIN	TIMBERI	02/06/2025	AUTOCHTONE
11	GILBERT MBAÏHODOUM	GORE	03/06/2025	AGENT COMMUNAUTAIRE HCR
12	CALEB LOUBA-ASRA	CAMP DE DOSSÈYE	02/06/2025	RÉFUGIÉ
13	RAOUL DJIKOLOUM	GORE	06/06/2025	RESPONSABLE DE L'ÉGLISE A.C.T n°1
14	JUSTIN DJEMIAN	DOHOLO	04/06/2025	CHEF DU QUARTIER DE DOHOLO
15	PÈLE BETOUDJI	CAMP D'AMBOKO	10/06/2025	REFUGIE
16	CRISPIN TOÏDONGAR	CAMP D'AMBOKO	10/06/2025	REFUGIE
17	ABDELHAKIM TAHIR	BUREAU D'ADES À GORÉ	10/05/2025	COORDONNATEUR D'ADES
18	LARLEM MARIE	BUREAU APLFT GORE	20/06/2025	COORDONNATRICE APLFT
19	ZANABOU BOUBA	CAMP D'AMBOKO	20/05/2025	REFUGIE
20	NGARLEDJI BENJAMIN	CAMP DE GONDJÉ	20/06/2025	REFUGIE
21	BRAHIM ABDALLAH	CAMPS DE GONDJE	21/05/2025	REFUGIE
22	BACHAR OUMAR MAHAMAT	CNARR GORÉ	20/05/2025	DELEGUE CNARR
	PIERROT BETOLOUM	GORE	05/05/2025	ADMINISTRATEUR CARE
23	CONSTANT NDIKODÉ	SOUS BUREAU GORÉ	10/06/2025	ASSISTANT PROTECTION REFUGIE
24	DIEUDONNÉ MAPADA	ONG ACID	25/05/2025	COORDONNATEUR ACID
25	AMINA CHRISTINE	CAMP D'AMBOKO	20/06/2025	REFUGIEE
26	JÉRÉMIE DJIMOSTA	GORE	05/05/2025	CHEF DU QUARTIER
27	THOMAS GONDJE	CAMP D'AMBOKO	20/06/2025	REFUGIE
28	D'AIMER MOUSSA	CNARR GORE	05/05/2025	ADMINISTRATEUR CNARR

29	JÉRÉMIE DINGAMBÉ	GORÉ	05/05/2025	RESPONSABLE COMMUNAUTAIRE D'AMBOKO
30	MARIAM BOUBA	CAMP DE DOHOLO	17/05/2025	RÉFUGIÉ
31	HORTENSE DENENODJI	CAMP D'AMBOKO	20/06/2025	RÉFUGIÉE
32	EPHRAHIM GOLDOUM	GORE	05/05/2025	RESPONSABLE SOUS-BUREAU PAM
33	THERÈSE AWA	CAMP DE DOHOLO	17/05/2025	RÉFUGIÉE
34	ETIENNE MBAÏKOUA	MAIRIE DE GORE	26/04/2025	MAIRE DE LA VILLE
35	ACHILLE MAÏVEKE	CAMP DE DOSSEYE	03/06/2025	RÉFUGIÉ
36	FATIME KADJIDJA	CAMP D'AMBOKO	20/06/2025	RÉFUGIÉE
37	SÉVERIN LOTAR	CAMP D'AMBOKO	27/05/2025	RÉFUGIÉ
38	ERIC LOTARANG	CAMP D'AMBOKO	27/05/2025	RÉFUGIÉ
39	SOLANGE SOMTE	CAMP D'AMBOKO	20/05/2025	RÉFUGIÉE
40	ADAM MOUSTAPHA	CAMP DE DOSSEYE	02/06/2025	RÉFUGIÉ
41	ALAIN DJEKOLBE	CAMP D'AMBOKO	20/06/2025	CAMP MANAGER
42	SALEH OUMAR	CAMP DE GONDJÉ	20/06/2025	CAMP MANAGER
43	LUC DINGATOLOUM	CAMP D'AMBOKO	20/05/2025	REFUGIEE
44	PULCHERIE MOUANODJI	CAMP D'AMBOKO	20/05/2025	RÉFUGIÉE
45	BEMADJITA NARIKETE	GORÉ	25/05/2025	AGENT HUMANITAIRE HCR

ANNEXE 3: ATTESTATION DE RECHERCHE

République du Tchad
Présidence de la République
Primature
Ministère de L'Administration du Territoire
Et de la Décentralisation
Province du Logone Oriental
Département de la Nya-Pendé
Secrétariat Général
N°046/PR/PM/MATD/PLOR/DNP/SG/025



Unité-Travail-Progrès

AUTORISATION DE RECHERCHE

Je soussigné, le **Général d'armée aérienne, MORNADJI MBAISSANEBE KAROUBA**, Préfet du Département de la Nya-Pendé, autorise Monsieur **MBAÏLASSEM JOËL** inscrit en Master II à l'Université de **YAOUNDÉ I** (Cameroun), Département de Sociologie (Option urbanité et ruralité), d'effectuer ses travaux de recherche sur le sujet : « **Migration forcée et résilience en contexte d'urgence humanitaire : Comprendre la stratégie de survie des réfugiés centrafricains à Gore dans le sud du Tchad** ».

En foi de quoi, la présente autorisation de recherche lui est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Goré, le 26/05/2025

Le Préfet



LE GENERAL MORNADJI MBAISSANEBE KAROUBA

ANNEXE 4 : ATTESTATION DE RECHERCHE

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES

DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

BP : 755 Yaoundé

Siège : Bâtiment Annexe FALSH-UYI, à côté AUF

E-mail : departementsociologie@univ-yaounde.cm

« Une sociologie ancrée dans un terroir et ouverte au monde »



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS
AND SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur **LEKA ESSOMBA Armand**, Chef du Département de Sociologie de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiant **MBAILASSEM JOËL**, Matricule **20B100**, est inscrit en Master 2, Option urbanité et ruralité. Il effectue, sous la direction du **Docteur MELIKI Hugues Morell** (Chargé de Cours), un travail de recherche sur le thème : *« Migration forcée et résilience des réfugiés en contexte d'urgence humanitaire : comprendre la stratégie de survie des réfugiés centrafricains au Sud du Tchad »*.

Je vous serais reconnaissant de lui fournir toute information non confidentielle, susceptible de l'aider dans cette recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le 28 AVR 2025

Le Chef de Département



Armand LEKA ESSOMBA
Professeur

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	i
DEDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTES DES ACRONYMES, ABREVIATIONS ET SIGLES	iv
TABLE D'ILLUSTRATIONS	vi
RESUME.....	vii
ABSTRACT	viii
 INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	 1
I. MISE EN CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE.....	2
II. PROBLEME D'ETUDE.....	5
III. PROBLÉMATIQUE	7
1. L'instrumentation des proximités culturelles et linguistiques	7
2. L'interventionnisme des organisations humanitaires.....	8
3. L'auto-prise en charge de soi par de menues activités commerciales	9
4. L'hypothèse d'une économie transfrontalière de crise	10
IV. QUESTION DE RECHERCHE	11
V. HYPOTHESES DE RECHERCHE.....	12
VI. OBJECTIFS DE RECHERCHE.....	13
VII. METHODOLOGIE.....	13
A. Cadre théorique	13
1. La théorie de la mobilisation des ressources	13
2. La théorie de la sociologie des logiques d'action	15
B. Cadre empirique	16

1. La recherche documentaire	16
2. L'observation directe	17
3. L'entretien semi-directif.	17
4. Technique d'échantillonnage.	19
5. Echantillonnage en boule de neige et à choix raisonné.....	20
VIII. CLARIFICATION DES CONCEPTS	21
IX. DELIMITATION DE LA ZONE D'ETUDE.....	24
A. Délimitation spatiale.....	24
B. Délimitation temporelle.....	26
X. INTERET DE L'ETUDE.....	28
a. Social	28
c. Scientifique.....	28
 PREMIÈRE PARTIE :LES STRUCTURES D'UNE GOUVERNANCE HUMANITAIRE DÉFICITAIRE DANS UNE LOCALITÉ MULTICULTURELLE	 30
CHAPITRE I :UN MILIEU GÉOGRAPHIQUE ET SOCIOCULTUREL PROPICE AUX LOGIQUES DE RÉSILIENCE.....	32
I. LE MILIEU BIOPHYSIQUE DU DÉPARTEMENT DE LA NYA-PENDÉ	33
1. Reliefs et sols de la Nya-Pendé	33
1.1. Un relief faiblement accidenté	34
1.2. La nature et la fertilité des sols.....	35
1.3. Une exploitation agro-pastorale des espaces.....	36
2. Climat et végétation du département de la Nya-Pendé	38
2.1. Un climat tropical de type soudanien	39
2.2. Une végétation de type savane arborée	40
2.3. Les impacts environnementaux liés à la pression démographique	41
Hydrographie du département de la Nya-Pendé	43
3.1. Un réseau hydrographique dense	45

3.2. L'exploitation des ressources hydriques.....	46
3.3. Les contraintes liées à la gestion de l'eau	49
II. LE MILIEU HUMAIN ET SOCIOCULTUREL.....	50
1. Le milieu humain.....	51
1.1. La composition démographique	53
1.2. La répartition spatiale et les dynamiques migratoires	54
1.3. Les activités économiques.....	56
2. Les structures sociales et culturelles locales.....	58
2.1. L'organisation communautaire et traditionnelle.....	59
2.2. Les pratiques culturelles et religieuses.....	60
2.3. Les dynamiques interculturelles et les solidarités locales	61
 CHAPITRE II :STRUCTURE ET MODALITÉS D'AIDE DÉFICITAIRES EN CONTEXTE D'AFFLUX DES RÉFUGIÉS	 64
I. LES FORMES ET L'ORGANISATION DE L'AIDE AUX RÉFUGIÉS AU SUD DU TCHAD	65
1. Une diversité d'institutions porteuses d'aide.....	65
1.1. Les institutions internationales et intergouvernementales.....	66
1.2. Les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales.....	74
1.3. Les acteurs étatiques et communautaires	78
2. Types et modalités des aides proposées	81
2.1. L'aide d'urgence humanitaire.....	83
2.2. L'aide de développement et de résilience.....	84
2.3. L'aide sociale et protection.....	86
II. UNE AIDE À IMPACT DE FAIBLE AMPLITUDE	87
1. La multiplicité des acteurs et la dispersion des interventions	87
1.1. Une prolifération d'organisations à coordination fragile	89
1.2. Des actions ponctuelles sans stratégie intégrée	90

1.3. L'absence d'appropriation locale	91
2. L'insuffisance des ressources et la couverture inégale des besoins des réfugiés	92
2.1. Un sous-financement chronique des programmes humanitaires	94
2.2. Une distribution inégale selon les zones et catégories sociales.....	95
2.3. Les besoins non couverts et les frustrations sociales	96
3. Les contraintes structurelles et institutionnelles du dispositif d'aide.....	97
3.1. La dépendance vis-à-vis des bailleurs internationaux.....	97
3.2. La faiblesse des capacités institutionnelles nationales	99
3.3. La bureaucratisation et la lenteur des procédures administratives	100
3.4. L'absence d'un cadre stratégique national cohérent d'aide aux réfugiés	101

DEUXIÈME PARTIE :FORMES ET MÉCANISMES DE RÉSILIENCE CHEZ LES RÉFUGIÉS..... 104

CHAPITRE III:FAIRE FACE À L'INSUFFISANCE DE L'AIDE HUMANITAIRE À TRAVERS DES STRATÉGIES DE SURVIE CHEZ LES RÉFUGIÉS 106

I. INSTRUMENTATION DES LIENS SOCIAUX COMME MODÈLE DE RÉSILIENCE	107
1. Les liens sociaux comme moyen de survie	107
1.1. Les relations de parenté et de voisinage.....	107
1.2. L'entraide au sein des communautés de camp	108
1.3. La circulation des biens et des services.....	110
2. Le recours aux réseaux communautaires d'entraide	111
2.1. Les associations de solidarité et de micro-épargne	111
2.2. Les réseaux d'origine ethnique et régionale.....	112
2.3. Les dynamiques de solidarité intercommunautaire	113
3. La manipulation des proximités religieuses et culturelles	114
3.1. La religion comme espace de réconfort et d'intégration.....	115
3.2. Les alliances culturelles et linguistiques	116

3.3. La valorisation identitaire comme outil de résilience	117
4. Les mécanismes de solidarité et de mutualisation des ressources entre réfugiés et populations hôtes.....	118
4.1. Les échanges économiques et agricoles partagés.....	118
4.2. L'hospitalité coutumière et la cohabitation pacifique	120
4.3. Les initiatives communautaires mixtes	121
5. L'adaptation culturelle et la reconfiguration des identités comme forme de résilience sociale.....	122
5.1. L'apprentissage linguistique et les échanges culturels	122
5.2. La recomposition des pratiques sociales et rituelles	123
5.3. La construction d'une identité hybride et partagée	124
II. LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES AU CENTRE DES STRATÉGIES DES RÉFUGIÉS.....	126
1. Le petit commerce comme activité de subsistance	126
1.1. Le commerce ambulant et les micro-étals.....	127
1.2. Les échanges transfrontaliers et le commerce informel	128
1.3. Les circuits marchands mixtes entre réfugiés et autochtones.....	129
2. L'agriculture comme pilier d'autonomie alimentaire.....	130
2.1. L'accès à la terre et les formes de collaboration locales	131
2.2. Les cultures vivrières et maraîchères de subsistance	132
2.3. Les contraintes et la fragilité des activités agricoles	133
3. Le petit élevage et les activités para-agricoles	134
3.1. L'élevage domestique comme capital de précaution.....	135
3.2. L'appui des ONG à la relance de l'élevage	136
3.3. Les obstacles à la durabilité de l'élevage	136

CHAPITRE IV : FACTEURS DE RÉUSSITE ET D'ÉCHEC DES MODÈLES DE RÉSILIENCE DES RÉFUGIÉS AU SEIN DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL	138
I. LES FACTEURS DE RÉUSSITE DES STRATÉGIES DE RÉSILIENCE	139
1. L'adaptation des réfugiés aux conditions locales et aux activités économiques	139
1.1. La maîtrise progressive des réalités locales.....	140
1.2. La flexibilité dans les pratiques économiques	142
1.3. L'intégration progressive dans le tissu économique local	143
1.4. Les liens de coopération entre réfugiés et populations hôtes	144
1.5. Les alliances sociales et matrimoniales	145
1.6. Les réseaux religieux et associatifs comme relais de solidarité	147
2. L'appui des ONG et des autorités à la productivité agricole et artisanale	148
2.1. La fourniture d'intrants agricoles et d'outils de travail	148
2.2. Les formations et l'appui technique aux réfugiés.....	149
2.3. L'implication des autorités locales dans la coordination des actions	150
3. L'utilisation des variétés précoces et la diversification des cultures par les réfugiés.....	151
3.1. L'adoption d'espèces à cycle court et résistantes	152
3.2. La diversification des cultures et l'intensification de la production.....	153
3.3. L'intégration des techniques locales et des savoirs traditionnels	154
II. LES FACTEURS D'ÉCHEC OU DE FRAGILISATION DES MODÈLES DE RÉSILIENCE	155
1. La dépendance persistante à l'aide humanitaire	156
1.1. Une aide perçue comme principale source de survie.....	156
1.2. L'irrégularité et la réduction progressive des aides	157
1.3. Le frein à l'autonomisation économique	158
2. Les conflits d'intérêts et tensions entre réfugiés et communautés d'accueil.....	159
2.1. Les rivalités autour des ressources naturelles et foncières	159
2.2. Les inégalités d'accès à l'aide et aux opportunités économiques	160

2.3. La fragilisation du vivre-ensemble et de la cohésion sociale	161
3. L'insuffisance de l'accès à la terre et aux ressources naturelles.....	162
3.1. La précarité du statut foncier des réfugiés	162
3.1.1. La pression environnementale et la dégradation des sols	163
3.2. Les limitations dans l'accès à l'eau et aux infrastructures	164
4. Les contraintes institutionnelles et la faiblesse de la gouvernance locale.....	165
4.1. Le manque de coordination entre acteurs humanitaires et autorités locales	165
4.2. L'insuffisance des capacités administratives locales	166
4.3. La faiblesse des dispositifs de participation et de redevabilité.....	167
 CONCLUSION GÉNÉRALE	 170
BIBLIOGRAPHIE	176
ANNEXES	184